L’Industrie du bien

Philanthropie,
altruisme efficace
et altruisme efficace animalier

Estiva Reus

Les Cahiers antispécistes, n° 43, août 2019

Les Cahiers antispécistes

Les Cahiers antispécistes sont une revue fondée en 1991. Elle aborde toute sorte de sujets relatifs à la question animale. La périodicité est irrégulière.

La rédaction choisit les textes en fonction de l'intérêt qu'elle y trouve et des débats qui peuvent en découler, mais les opinions qui y sont exprimées n'engagent que leurs auteurs.

La revue ne fonctionne pas sur le principe de soumission spontanée de textes par des auteurs qui seraient ensuite acceptés ou refusés.

Tous les numéros des *Cahiers antispécistes* sont en libre accès sur le site de la revue.

Le numéro 43 a été rendu public le 12 août 2019.

Sommaire

Introduction 3

Première partie. Philanthropie 7

Chapitre 1. La philanthropie aux États-Unis (et un peu ailleurs) : quelques chiffres 9

Chapitre 2. Philanthrocapitalisme 23

Deuxième partie. Altruisme efficace 47

Chapitre 3. L'altruisme efficace : une communauté, des organisations 49

Chapitre 4. La maison de mots des altruistes efficaces 69

Chapitre 5. Un mouvement d'inspiration utilitariste 77

Chapitre 6. Psychologie et utilitarisme 93

Chapitre 7. L'altruisme efficace et les deux dimensions de l'utilitarisme 103

Troisième partie. Altruisme efficace animalier 115

Chapitre 8. L'altruisme efficace animalier : vue d'ensemble 117

Chapitre 9. Mirages de la quantification 133

Chapitre 10. Utilitarisme et inclusivité dans l'AEA 149

Chapitre 11. Se fonder sur les faits pour orienter au mieux l'action 173

Chapitre 12. Animaux sauvages : les prémices de la biologie du bien-être ? 185

Chapitre 13. Nouveaux fronts de l'action pour les animaux mangés 203

Conclusion : un mouvement c'est mouvant 217

Bibliographie 225

Table des matières détaillée 229

Introduction

Un livre dont le vrai sujet est l'altruisme efficace animalier mais où il sera néanmoins question de pas mal d'autres choses…

L'altruisme efficace animalier (AEA) compte très peu d'années d'existence. Il a déjà un certain nombre de réalisations à son actif, et constitue désormais l'un des pôles qui contribuent à la réflexion du mouvement animaliste sur les objectifs à privilégier et les moyens de les atteindre. Ce volume est né de la volonté de mieux le connaître. Pourtant, on n'y viendra que dans la troisième partie de cet ouvrage. En effet, pour comprendre dans quelles conditions l'AEA a pu naître et grandir, il faut au préalable s'intéresser au terreau et au climat qui ont permis son développement.

J'annonce le plan comme à l'école

La première partie, « Philanthropie », plante le décor qui préexiste à l'apparition de l'altruisme efficace (AE). Le contexte économique est celui de la concentration d'une part croissante du patrimoine entre les mains d'une étroite frange d'ultra-riches, qui s'accompagne d'un renforcement de leur rôle dans la philanthropie (chapitre 1). Cette phase de l'activité caritative, qui débute dans les années 1980, a été nommée aux États-Unis « philanthrocapitalisme ». Elle se caractérise par un discours et des pratiques que l'on découvrira au chapitre 2, parmi lesquelles des emprunts au monde de l'entreprise et de la finance : le souci d'organiser la philanthropie aussi rigoureusement que l'action à but lucratif, l'attention portée au rendement social de l'investissement charitable, la volonté d'évaluer et quantifier les résultats.

Le deuxième partie traite de l'AE, qui n'existe que depuis les années 2010 en tant que mouvement constitué. Il a emprunté des manières de faire et de dire qui sont celles de la philanthropie étasunienne des dernières décennies, mais présente aussi des traits qui lui sont propres. On commencera par évoquer son histoire, les organisations phares qui le composent, et le profil sociologique de ses participants (chapitre 3). Une partie des idées, concepts et vocabulaire typiques de l'AE seront vus au chapitre 4. On abordera ensuite, sous plusieurs angles, le fait qu'il s'agit d'un mouvement qui s'inscrit entièrement dans l'éthique utilitariste (chapitres 5 à 7).

La troisième partie est consacrée à l'altruisme efficace animalier (AEA). Le chapitre 8 présente les organisations de l'AE dédiées à la cause animale et les domaines dans lesquels elles interviennent. Les chapitres 9 et 10 s'attachent à des aspects de l'AEA qui traduisent son appartenance à l'AE en général : le goût pour la quantification (chap. 9), et les valeurs ou la philosophie qui l'animent

(chap. 10). Dans le chapitre 11, l'AEA est saisi comme partie prenante du mouvement animaliste au sens large. On verra, à travers quelques exemples, qu'il dialogue avec d'autres composantes de ce mouvement et reprend à son compte des questionnements qui le traversent.

Les deux derniers chapitres abordent des thèmes sur lesquels l'AEA s'est investi assez récemment, et sur lesquels son activité va sans doute aller en grandissant : la condition des animaux sauvages (chapitre 12) et de nouveaux fronts dans l'action en faveur des animaux d'élevage (chapitre 13).

Pourquoi *L'Industrie du bien* ?

Un mot sur les raisons qui m'ont conduite à intituler ce volume *L'Industrie du bien*. À vrai dire, le sous-titre – *Philanthropie, altruisme efficace et altruisme efficace animalier* – indique plus clairement le contenu de l'ouvrage. Mais un titre se doit d'être court. Or, la polysémie du mot industrie fait qu'il permet d'annoncer en condensé ce dont il va être question. Au sens ancien, l'industrie désigne l'habileté à faire quelque chose, le savoir-faire. Quand les économistes des 18e et 19e siècles parlent des raisons qui conduisent les personnes à diriger leur industrie vers tel ou tel secteur, ils pensent aux travailleurs cherchant à tirer un revenu de l'emploi de leur force de travail et de leur qualification. Or, il sera question dans ce volume de travailleurs, rémunérés ou bénévoles, cherchant à faire le bien avec savoir-faire, avec qualification, et de conceptions du travail bien fait dans l'action charitable. Dans la langue d'aujourd'hui, l'industrie désigne le secteur produisant des objets manufacturés, ce qui n'est nullement le sujet ici. Mais le mot s'emploie aussi au sens large pour désigner n'importe quelle activité organisée menée à grande échelle. Ce sens-là convient tout à fait à la philanthropie qui, dans quelques pays du moins, constitue un secteur d'activité important par les ressources qu'elle mobilise et par son impact dans les domaines où elle intervient. Accessoirement, on trouve parmi les philanthropes bon nombre de personnalités qui sont par ailleurs des capitaines d'industrie.

Une approche descriptive

Dans certains chapitres, des débats suscités par la philanthropie moderne ou par l'AE seront évoqués. Cependant, ce livre n'a pas vocation à prescrire ce qu'il faut en penser (« Pour ou contre ? »). Il s'agit plutôt d'une exploration de type « Qu'est-ce que c'est ? ».

La question du « pour ou contre » dépasse mes moyens. Pendant quelques mois, j'ai parcouru des écrits (pas tous !) portant sur ces thèmes. Cela ne fait pas de moi une personne qui domine (surplombe) le sujet au point d'être plus apte à poser un jugement que la foule d'intervenants qui œuvrent dans ces domaines ou les analysent. De plus, on rencontre en chemin de bonnes vielles questions

telles que celles du capitalisme, de la décision en situation d'incertitude, ou de la nature du bien. Je ne vais pas introduire dans le texte des digressions géantes sur ce qui en a été dit, dans un sens ou un autre, depuis quelques siècles, et je n'ai pas à offrir à leur propos d'analyses surpassant toutes celles déjà présentes sur le marché.

Surtout, être « pour ou contre » la philanthropie moderne ou l'AE n'a pas grand sens ni intérêt. Il ne s'agit pas de blocs monolithiques dont les traits seraient arrêtés une fois pour toutes. On n'est pas non plus face à un choix binaire : tout prendre ou tout jeter. Et l'option de prendre les commandes pour orienter la chose à notre goût n'est pas disponible. On ne nous invitera pas à piloter la philanthropie mondiale. Même nos chances de décrocher un emploi dans une association de l'AE sont minimes. Par contre, mieux comprendre de quoi il s'agit peut aider chacun, avec la situation et les convictions qui sont les siennes, à savoir où puiser dans cet ensemble les travaux, contacts ou conseils qui lui sont utiles. On peut décider d'unir ses forces à des acteurs de l'AE sur des dossiers particuliers, ou à l'inverse prendre acte que dans tel domaine, notre approche est incompatible avec la leur. On peut aussi apprendre qu'ils n'interviennent pas du tout sur tel sujet qui nous motive, et donc qu'en la matière, ce n'est pas chez eux qu'il faut chercher l'inspiration.

Une émanation du monde anglophone

Il existe évidemment d'autres sources que ce numéro des *Cahiers* pour s'informer en français sur l'AE. On peut visiter le site et la page Facebook de l'association Altruisme Efficace France. Quelques publications d'auteurs appartenant à ce mouvement ont été traduites. On ne peut que recommander de les lire. Cependant, le présent ouvrage n'est pas – je l'espère – redondant avec ces sources. Les écrits de présentation de l'AE par lui-même sont destinés à promouvoir le mouvement. Rien de plus normal. Cependant, puisque les altruistes efficaces aiment les analogies économiques, ils ne seront pas choqués par celle-ci : pour s'informer sur un produit, il vaut mieux ne pas lire uniquement ce qu'en dit le fabriquant. Et surtout, pour l'essentiel, ce n'est pas en « Francophonie » que les choses se passent. Malgré son internationalisation, l'AE reste un mouvement principalement anglo-saxon. Il est indéniable qu'il s'efforce de s'exporter vers le reste du monde, et que cette recherche d'ouverture porte ses fruits. De même, il est incontestable qu'il a une volonté de penser les problèmes à l'échelle mondiale. Cependant, c'est du monde anglophone que vient l'essentiel de la production intellectuelle de l'AE. C'est là que se trouvent ses organisations les plus importantes. C'est là qu'on trouve les analyses, études, controverses autour de l'AE et, plus généralement, autour de la philanthropie. Les usages et la puissance de la philanthropie étasunienne marquent le mouvement.

Pour débutants et personnes moyennement informées

Pour les lecteurs qui sont déjà de fins connaisseurs de l'AE, ce numéro des *Cahiers* n'apportera pas grand-chose. Il s'adresse surtout aux personnes qui ignorent de quoi il s'agit, et à celles qui en ont simplement capté certains thèmes en survolant des commentaires sur les réseaux sociaux. Sur les forums animalistes francophones, les échanges portent surtout, me semble-t-il, sur des idées ou des « stratégies ». On lit des conversations sur le jugement à porter suite à tel événement, ou sur tel mode d'action : des conversations où des intervenants qui se sentent proches de l'AE se déclarent conséquentialistes et font volontiers appel aux notions de rationalité, d'efficacité ou d'analyse coût-avantage. Or, l'AE, ce sont certes des idées – et il en sera question dans ce qui suit – mais c'est aussi des ressources, des personnes, des réseaux de relations, des organisations, des programmes… Ces autres aspects importent tout autant pour comprendre ce qui est fait concrètement et la façon dont c'est fait. Après avoir parcouru ce volume, il devrait être plus facile aux lecteurs qui découvrent le sujet de faire le tri entre ce qui les intéresse ou pas dans cet ensemble, et de savoir où chercher pour s'informer plus avant.

———————

Ont participé à la confection du n° 43 des CA (outre l'autrice)

Marceline Pauly a assuré seule l'intégralité de la relecture de ce long document, qui lui est parvenu par morceaux, dans le désordre, tout au long du mois de juillet 2019. Merci à elle pour sa disponibilité, et pour la patience dont elle a fait preuve dans l'exercice ingrat de repérage des fautes résiduelles. Les messages qu'elle m'a adressés à cette occasion ont fait régner la bonne humeur pendant la finalisation de ce volume. Ce fut l'occasion pour moi de découvrir son entourage, notamment les moustiques qu'elle accueille généreusement par temps de canicule.

troOn a réalisé la mise en ligne du n° 43, ainsi que son édition au format epub. Merci à lui d'avoir travaillé dur en période estivale. Sa diligence a permis que cet ouvrage soit à la disposition des lecteurs relativement peu de temps après l'achèvement de sa rédaction.

Première partie

Philanthropie

Chapitre 1
La philanthropie aux États-Unis (et un peu ailleurs) : quelques chiffres

Les pôles les plus actifs de l'altruisme efficace se trouvent aux États-Unis et en Grande-Bretagne. Il s'agit de pays où la charité privée occupe une place importante, tout particulièrement aux États-Unis. Dans ce chapitre, il sera surtout question de ce dernier pays, même si on donnera, quand c'est possible, des éléments de comparaison internationale. Ceci pour une bonne et une mauvaise raison. La bonne est que les États-Unis sont de loin le pays où l'activité philanthropique est la plus développée. La mauvaise raison est que c'est uniquement pour ce pays qu'on trouve une abondance d'informations chiffrées – ce qui est l'une des manifestations de l'existence d'une véritable industrie de la philanthropie, avec des organisations multiples qui non seulement y interviennent, mais se soucient de l'étudier.

La philanthropie ne doit pas être comprise ici au sens étymologique d'amour de l'humanité, mais comme le secteur de la bienfaisance privée. Ses acteurs en sont des organisations qui ne sont ni des services publics, ni des entreprises[1]. Leurs ressources proviennent des « dons aux œuvres » effectués par des personnes physiques ou morales. Leur existence est facilitée par les avantages fiscaux consentis aux donateurs.

De longue date, les États-Unis se situent au premier rang mondial pour le montant des dons aux œuvres[2]. En 2018, celui-ci atteignait 428 milliards de dollars, soit 2,1 % du PIB. Depuis la quarantaine d'années où des statistiques sont disponibles, ce pourcentage se situe au voisinage de 2 % du PIB. Le niveau actuel dépasse toutefois celui qui a prévalu des années 1970 au milieu des années 1990 (qui était de l'ordre de 1,7 % du PIB).

Aux États-Unis, l'origine des dons se répartissait comme suit en 2018 : individus (68 %), fondations (18 %), legs (9 %), entreprises (5 %). En longue période, l'évolution la plus marquante est la baisse continue de la part relative des individus, et la hausse continue de celle des fondations. Ces dernières fournissaient 5 % des ressources caritatives à la fin des années 1970, contre 18 % de nos jours.

Pour ce qui est de la destination des dons, les trois premiers secteurs bénéficiaires en 2018, selon Giving USA, sont : la religion (29 %), l'éducation

[1] Encore qu'il arrive que des entreprises soient considérées comme des acteurs de la philanthropie (à travers leur activité à but lucratif, et pas uniquement quand elles font du mécénat ou créent des fondations). Mais laissons cela pour le chapitre suivant.

[2] Les chiffres qui suivent sont ceux fournis par Giving USA (givingusa.org).

(14 %) et les services humains[1] (12 %), suivis de divers autres. En longue période, on constate le recul de la part relative de la religion : jusqu'au début des années 1990, elle recevait plus de la moitié des dons, contre moins du tiers de nos jours.

Dans ce chapitre, on se limitera à des indicateurs concernant les dons ou dépenses philanthropiques en argent. Cependant, donner de son temps est aussi une manière de faire preuve de générosité. Selon Giving USA (rapport de l'année 2017), plus de 60 millions d'Étasuniens adultes font régulièrement du bénévolat, les trois premiers secteurs bénéficiaires étant, là encore, la religion, l'éducation et les services humains.

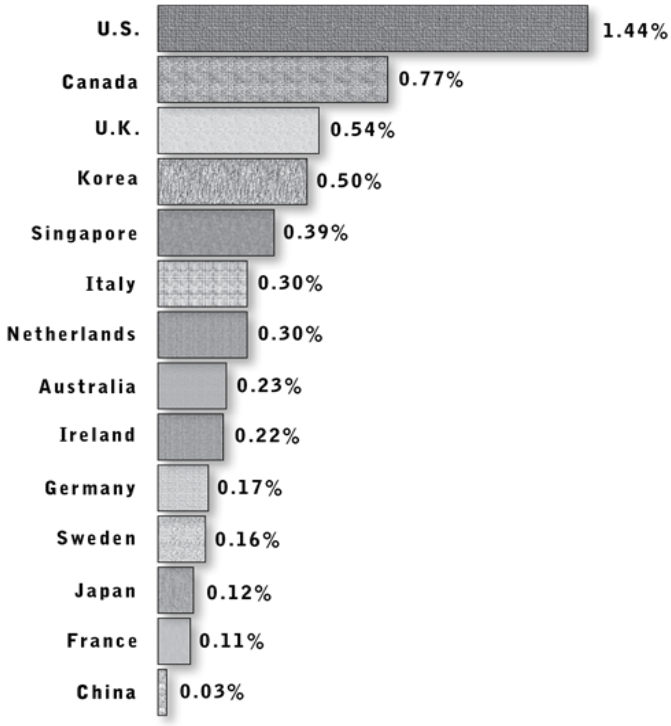
1. Comparaisons internationales

Les éléments sûrs de comparaison internationale font défaut. Une organisation britannique, Charities Aid Foundation (CAF), a publié en janvier 2016 un rapport comparant les dons aux œuvres des ménages dans 24 pays, exprimés en pourcentage du PIB. La méthodologie, que nous n'allons pas détailler, précise que selon les cas les sources sont de nature différente (parfois les déclarations fiscales, parfois des enquêtes effectuées auprès des ménages) et que, de surcroît, les chiffres que la fondation a réussi à obtenir concernent, selon les pays, des années comprises entre 2011 et 2015. Il s'agit donc d'un document aux bases fragiles.

Voici les résultats obtenus pour une partie des pays examinés par la CAF[2]. Il s'agit uniquement des dons des personnes physiques, et non du total des dons, exprimés en pourcentage du PIB :

[1] Giving USA englobe sous cette dénomination des services rendus à des personnes sous des formes telles que l'aide alimentaire, l'aide aux personnes mal logées, ou le secours aux sans-abri. Il s'agit de services rendus à des personnes résidant aux États-Unis. Les dons destinés à l'étranger sont comptabilisés séparément et ne représentent que 5 % du total. Ils arrivent parmi les dernières destinations des dons aux œuvres, avec les dons destinés aux animaux ou à l'environnement (3%).

[2] Schéma, reprenant les données de la CAF, emprunté à la page « Statistics on US Generosity » du site de l'organisation étasunienne The Philanthropy Roundtable (consultée en juillet 2019).



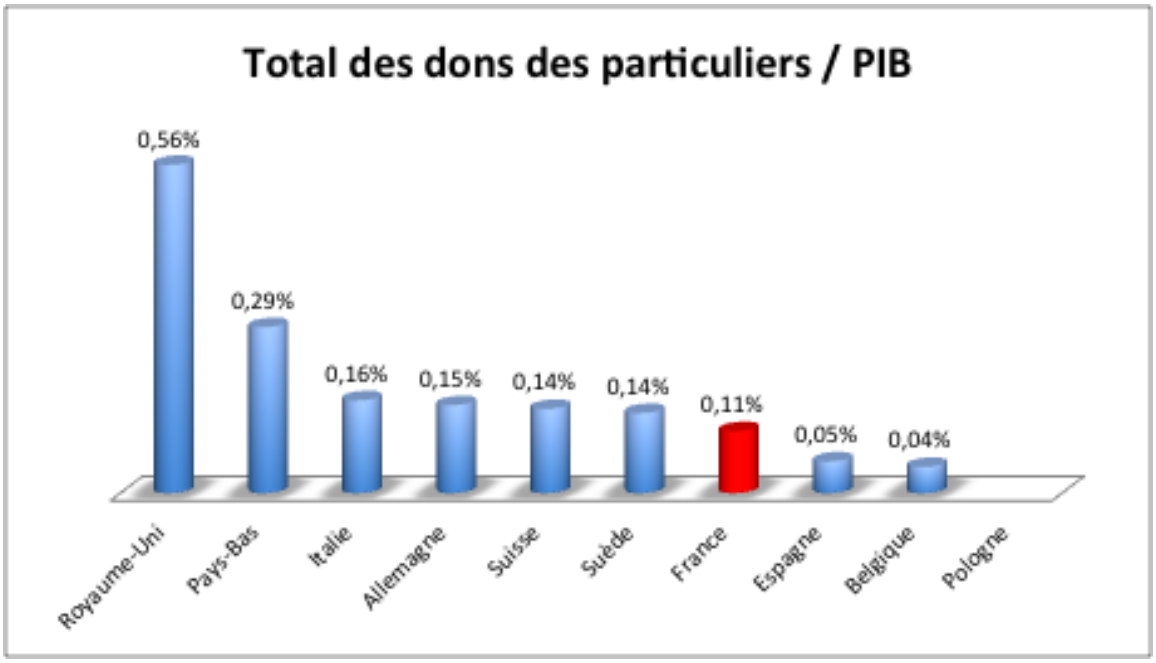
Source: Charities Aid Foundation, data for 2011-2014.

La CAF a tenté d'évaluer s'il y avait une corrélation entre la générosité des ménages et divers indicateurs : le taux d'imposition (en pourcentage du PIB), la dépense de l'État (en pourcentage du PIB), le taux d'imposition sur les revenus les plus élevés, le taux d'imposition des bénéfices, le taux des cotisations sociales salariales, le taux d'imposition moyen sur le revenu. La corrélation n'était significative pour aucun de ces facteurs[1]. Il faudrait donc se garder d'affirmer trop vite que la charité privée est particulièrement présente là où l'intervention économique publique est faible.

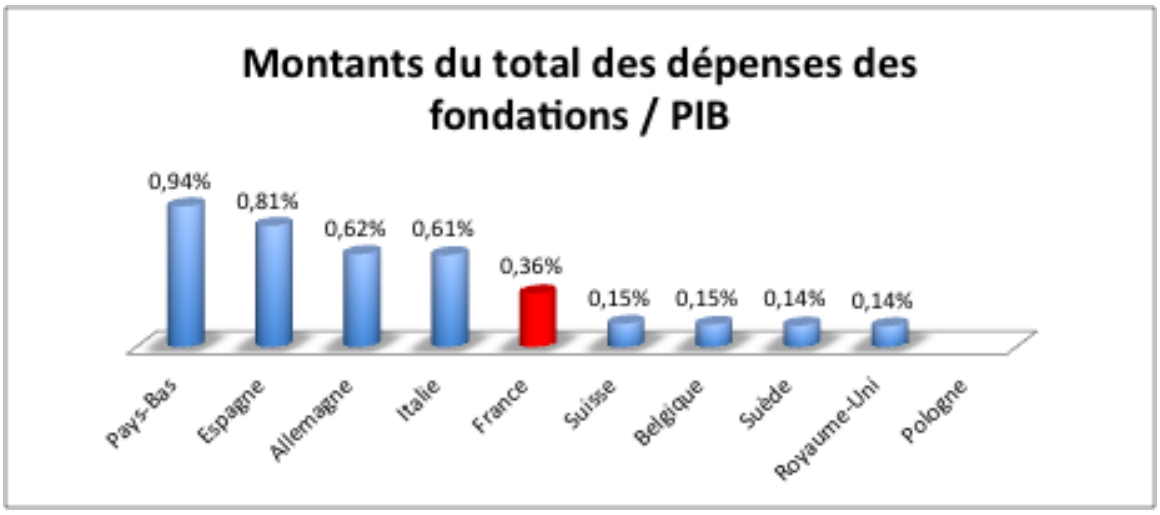
L'Observatoire de la Fondation de France et le Centre d'Étude et de Recherche sur la Philanthropie ont publié, en avril 2015, un rapport intitulé *Panorama de la philanthropie en Europe* fondé sur l'étude de 10 pays européens[2]. Il confirme qu'en Europe, la Grande-Bretagne est très largement en tête pour ce qui est de la générosité des ménages. On y trouve le schéma suivant :

[1] La seule corrélation significative trouvée a été entre l'importance des dons des ménages et le poids des cotisations sociales patronales : plus les cotisations des employeurs au régime de protection sociale sont élevées, moins les ménages font de dons charitables. Étant donné le caractère bizarre de cette exception, les auteurs du rapport n'excluent pas qu'il puisse s'agir d'un résultat erroné, ou que la corrélation vienne d'une variable cachée inconnue.

[2] Se reporter au rapport pour voir les années concernées et les sources utilisées. Là encore, les auteurs en ont été réduits à combiner des chiffres collectés selon des méthodes différentes et ne portant pas toujours sur la même année.



Le rapport précité présente l'intérêt de fournir de surcroît une estimation des dépenses charitables dues aux fondations :



Retenons simplement pour notre propos que les deux pays les plus riches en organisations actives d'altruisme efficace, les États-Unis et la Grande-Bretagne, comptent parmi ceux où la philanthropie est la plus développée. Ils ne doivent toutefois pas être mis sur le même plan : les ressources brassées par le secteur philanthropique étasunien sont d'un niveau exceptionnel.

2. Parlons des (très) riches

Pourquoi s'intéresser aux riches quand on étudie la philanthropie ? La première raison est banale, mais suffit à expliquer l'attention particulière que reçoit cette catégorie : un ménage riche donnant 1% de son revenu ou de son patrimoine procure plus de ressources à des organisations charitables qu'un ménage pauvre faisant de même. Une raison complémentaire, sur laquelle nous reviendrons à la section suivante, est que depuis quelques décennies, une étroite frange de population aisée capte une fraction croissante du revenu et de la richesse. Enfin, la propension à donner n'est sans doute pas également répartie sur l'échelle des revenus. Voici quelques données sur ce dernier point, à manier avec prudence car elles sont parcellaires. Un rapport concernant la France, publié par Recherches et Solidarités (Bazin *et alii*, 2017), indique le pourcentage de donateurs parmi les ménages imposables sur le revenu (restriction importante car, en 2016, 56% des foyers ne payaient pas cet impôt). Ce pourcentage est en moyenne de 23%, mais quand on détaille par tranches de revenu, on voit une croissance continue du taux de donateurs à mesure que l'on s'élève dans l'échelle des revenus. Chez les ménages dont la dernière tranche de revenu imposable est inférieure à 19 000 €, le pourcentage de ménages donateurs est de 7,1%. À l'autre extrémité, chez les contribuables dont la dernière tranche de revenu imposable dépasse les 78 000 €, le pourcentage de donateurs est de 45%. Par ailleurs, le montant moyen des dons déclarés augmente à mesure que l'on s'élève dans le niveau des revenus. Les données ne permettent pas d'exprimer le montant des dons en pourcentage du revenu.

Concernant les États-Unis, des statistiques un peu anciennes sont fournies par List (2011, p. 166), à la fois sur les pourcentages de ménages donateurs et sur les montants des dons en pourcentage du revenu. À l'époque, selon une enquête du programme PSID (Panel Study of Income Dynamics) sur un échantillon représentatif de ménages étasuniens, 67% des ménages se déclaraient donateurs. Là encore, on observe que le pourcentage de foyers donateurs est faible chez les ménages modestes, et qu'il croît à mesure que l'on s'élève dans l'échelle des revenus pour atteindre 93% chez les ménages dont le revenu annuel dépasse 130 000 $ (en dollars courants 2010). Si on s'intéresse aux seuls ménages donateurs, cette étude, et certaines autres, suggèrent que le montant du don rapporté au revenu suit une très approximative courbe en U, mais les résultats ne sont pas clairs concernant les ménages aisés. La branche gauche du U (du côté des plus bas revenus) ne fait pas de doute : chez les rares donateurs pauvres, le don représente une part substantielle du revenu. Puis, quand on atteint les classes moyennes et aisées, la part du revenu consacrée aux dons est plus modérée, se situant aux alentours de 2-3%, avec peut-être un niveau supérieur chez les ménages à revenu plus élevé. Toutefois la seconde branche du U n'est

pas nette ; elle est présente ou pas selon les études[1]. Je n'ai pas trouvé de données pour les revenus qui sont tout au sommet de la pyramide. Cette référence à une éventuelle courbe en U ne doit donc pas être interprétée comme signifiant que chez les ménages richissimes, le pourcentage du revenu consacré à la charité serait astronomiquement élevé.

Concernant la pratique du don chez les ménages étasuniens riches (mais pas spécifiquement la poignée des richissimes) on peut se référer à l'édition 2018 d'un rapport produit annuellement par US Trust (un département de la Bank of America). En 2018, US Trust a interrogé 1646 ménages dont le revenu annuel dépassait 200 000 $ et/ou dont le patrimoine dépassait 1 million de dollars (la médiane de l'échantillon se situant à 350 000 $ de revenu et 2 millions de patrimoine). L'étude confirme que le pourcentage de ménages donateurs est plus élevé chez les riches[2] : 90% des ménages de l'échantillon des riches ont fait des dons aux œuvres, et le montant moyen des dons annuels approchait les 30 000 $ (montant qu'on ne peut rapporter au revenu moyen du groupe étudié, faute de le connaître).

David Callahan (2018) estime qu'en gros le tiers du montant des dons charitables des personnes physiques aux États-Unis est imputable aux 1% les plus riches, en termes de patrimoine. Mais il y a mieux que les 1% : les 0,01% du sommet. Ceux-là détiennent à eux seuls un patrimoine dépassant celui possédé par 90% des Étasuniens (soit toute la population sauf les 10% les plus riches). Il n'y a pas de statistiques globales sur le montant des contributions charitables des 0,01%, même s'il existe un vif intérêt pour l'activité philanthropique, effective ou potentielle, des personnes appartenant à cette catégorie.

Une entreprise née aux États-Unis en 2010, nommée Wealth-X, collecte des informations sur les personnes les plus riches du monde et vit de la vente de ces informations à sa clientèle. Elle publie par ailleurs annuellement deux rapports, en libre accès, l'un sur les ultra-riches, l'autre spécifiquement sur les plus fortunés d'entre eux : les milliardaires. À la date de dernière révision de ce chapitre (29 juillet 2019), le rapport 2019 sur les milliardaires vient de paraître (avec des données sur l'année 2018). Par contre, celui sur les ultra-riches n'est pas encore disponible. C'est pourquoi les données concernant ces derniers qui vont suivre sont tirées du rapport 2018 et portent sur l'année 2017.

---

[1] Voir le graphique intitulé « Charitable giving's u-curve » sur la page « Who Gives Most to Charity » du site de The Philanthropy Roundtable (consultée en juillet 2019). On y voit une famille de courbes d'évolution du pourcentage du revenu consacré à la charité quand on s'élève dans l'échelle des revenus, issues d'études produites par différents instituts.

[2] L'année la plus récente pour laquelle le pourcentage moyen de ménages donateurs aux États-Unis est disponible est 2014, où il était de 56%. Ce pourcentage est en baisse par rapport au début des années 2000, où les deux tiers des ménages étaient donateurs, ce qui n'a pas empêché les sommes collectées de croître grâce à l'augmentation du montant des dons. Source : Una Osoli et Sasha Zains, « Fewer Americans are giving money to charity but total donations are at record level anyway », *The Conversation*, 3 juillet 2018.

Les statistiques établies par Wealth-X permettent notamment de saisir la position très particulière des États-Unis, avec une densité d'hyper-riches dépassant celle de tout autre pays au monde.

Les ultra-riches sont définis par Wealth-X comme étant les individus dont le patrimoine dépasse 30 millions de dollars. Wealth-X en a dénombré 255 810 dans le monde en 2017. Les ultra-riches sont majoritairement des hommes (89 %), et la plupart d'entre eux (67 %) ont bâti eux-mêmes leur fortune : ils ne l'ont pas héritée. Les zones géographiques où l'on en trouve le plus sont l'Amérique du Nord (35 %), l'Europe (28 %) et l'Asie (27 %). Les États-Unis (4,2 % de la population mondiale) abritent à eux seuls 31 % des ultra-riches du monde, très loin devant le second sur le podium, le Japon, qui n'en a que 7 %. Les suivants dans le top 10 des pays comptant beaucoup d'ultra-riches sont : la Chine, l'Allemagne, le Canada, la France, Hong Kong, le Royaume-Uni, la Suisse et l'Italie.

Les milliardaires (personnes dont le patrimoine dépasse 1 milliard de dollars étasuniens) représentent une minuscule minorité des humains, bien que leur nombre croisse rapidement[1] : ils étaient 2604 dans le monde en 2018. Les milliardaires sont majoritairement des hommes (88 %) et, selon Wealth-X, ce sont majoritairement des gens qui ont bâti leur fortune eux-mêmes (56 %), tandis que les purs héritiers ne sont que 13 % (les 31 % restants étant dans une situation intermédiaire, avec une fortune qui n'est que partiellement héritée).

Les milliardaires sont localisés principalement en Europe (30,4 %), Amérique du Nord (28,8 %) et Asie (26 %). L'Amérique du Nord arrive en tête quand on compte, non pas le nombre d'individus concernés, mais le total du patrimoine qu'ils détiennent : les milliardaires nord-américains possèdent 36 % de la fortune totale des milliardaires. Parmi les pays comptant le plus de milliardaires, les États-Unis se classent au premier rang avec 705 personnes, suivis par la Chine (285) et l'Allemagne (146), les suivants étant, dans cet ordre : la Russie (102), le Royaume-Uni (97), la Suisse (91), Hong Kong (87) et l'Inde (82). Wealth-X fournit des informations sur les villes dans lesquelles la concentration de milliardaires est la plus forte. On ne retiendra ici que les cités se situant dans des zones géographiques jouant un rôle significatif dans les activités de l'altruisme efficace. New York est la seule ville au monde comptant plus de 100 milliardaires (1er rang mondial) ; San Francisco est au troisième rang ; Londres (seule ville européenne incluse dans le top 10) est au cinquième rang, et Los Angeles au septième. Wealth-X fournit aussi un classement des villes où le nombre de milliardaires rapporté au nombre d'habitants est le plus élevé. On retrouve dans le top 10 les 4 villes précédemment citées, mais cette fois c'est San Francisco qui devance de

[1] Il y a croissance si l'on regarde la tendance globale, même si quelques années font exception. Par exemple, le nombre mondial de milliardaires a baissé entre 2017 et 2018, mais avec des évolutions différentes selon les régions, la chute étant notamment très marquée en Asie. Le nombre de milliardaires a par contre poursuivi sa croissance en Amérique du Nord. C'est aussi le cas au Royaume-Uni.

très loin toutes les autres métropoles du monde, avec un milliardaire pour 11 612 habitants.

Dans le top 10 des universités où les milliardaires actuels ont fait leurs études, on trouve exclusivement de prestigieuses universités étasuniennes[1]. Ce sont toutes, sauf la dernière, des universités privées (Harvard, Stanford, MIT, etc.).

Parmi les 10 hommes les plus riches du mond[e], 7 sont étasuniens, dont les trois plus grandes fortunes mondiales : Jeff Bezos, Bill Gates et Warren Buffet[2].

Wealth-X s'est intéressé à l'activité philanthropique des milliardaires. Dans l'édition 2018 de son rapport, il a estimé qu'au moins 35% d'entre eux possédaient leur propre fondation. Ce sont d'ailleurs les fondations qui arrivent en tête de la destination des dons des milliardaires (29,5% des montants donnés), puis les dons pour l'éducation primaire et secondaire (20,8%), pour la santé (14,4%) et pour l'enseignement supérieur (9,6%), suivis d'autres destinations de moindre importance. La part reçue par l'enseignement supérieur est due en partie au phénomène des dons aux « alma mater » : l'usage établi chez les individus très riches de faire des dons conséquents à l'université dans laquelle ils ont étudié – un facteur qui alimente l'opulence et l'excellence des établissements les plus renommés, et creuse l'écart avec les autres[3]. La méthode utilisée pour établir ces pourcentages n'est pas indiquée. Dans l'édition 2019 du rapport, on apprend que la philanthropie est pratiquée par plus la moitié des milliardaires, que ce soit via leur propre fondation ou en donnant à des œuvres établies par des tiers. Cette activité est particulièrement populaire chez les plus riches d'entre eux (fortune dépassant les 5 milliards) avec 65% de pratiquants.

3. Inégalités et part croissante des hyper-riches

La question des inégalités de revenu et de richesse est un très vaste domaine qu'il n'est pas question ici de parcourir dans son intégralité. On gardera à l'esprit que notre but n'est pas d'étudier ce qui se passe partout dans le monde, mais de sélectionner des informations concernant les pays les plus actifs dans le domaine de l'altruisme efficace, et en premier lieu les États-Unis : en effet, c'est dans ce pays qu'a émergé une (plus ou moins) nouvelle conception de la philanthropie dont il sera question dans le chapitre suivant. C'est aussi le pays d'où provient une bonne part des fonds qui alimentent l'activité de l'altruisme efficace.

Disons tout de même un mot des évolutions constatées à un niveau plus global, mais sans y introduire les nuances qui seraient nécessaires. Dans les pays

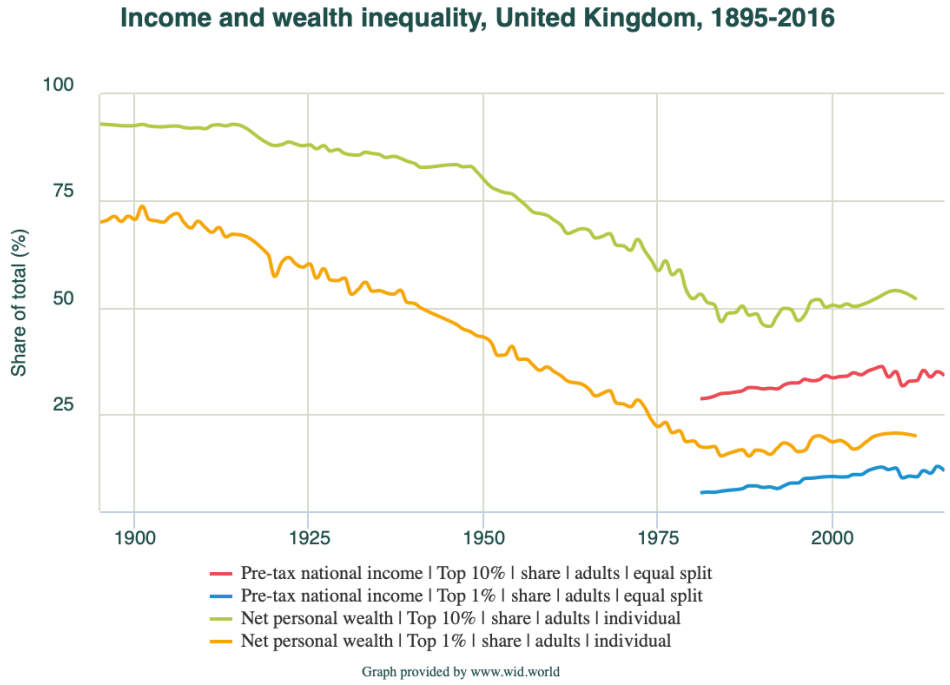
[1] D'après le *Billionaire Census* de Wealth-X paru en 2018. Le rapport équivalent paru en 2019 ne donne pas d'informations sur ce point.

[2] Selon le classement de la page « Real-time Billionaires » du site du magazine *Forbe*s, consultée le 29 juillet 2019.

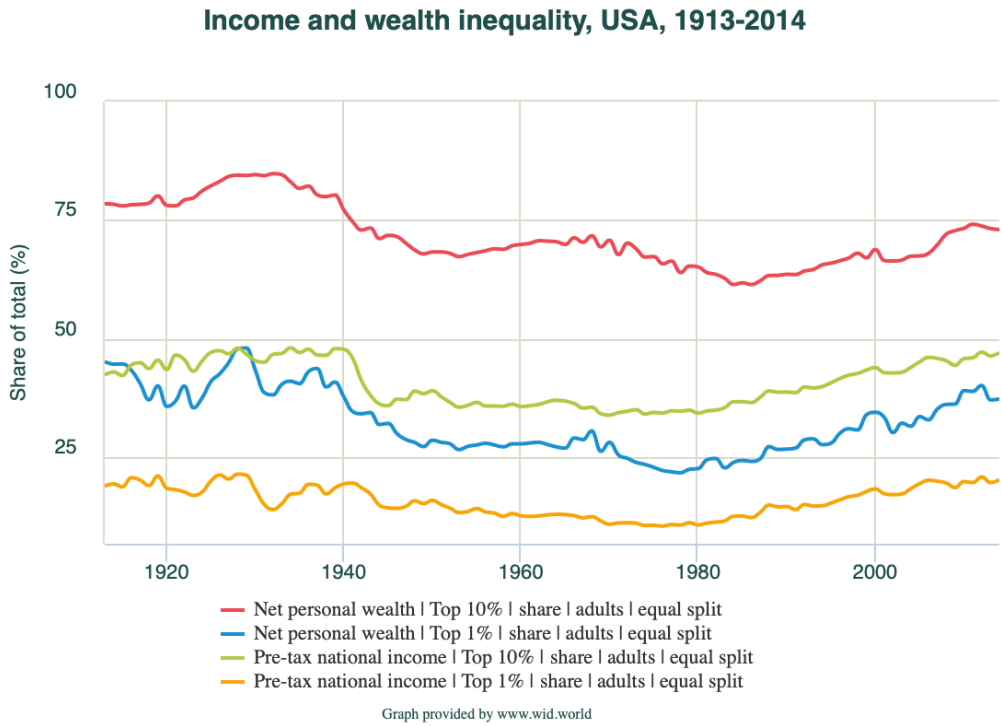
[3] J'utilise sur ce point le rapport 2018, car le rapport 2019 ne propose pas de répartition en pourcentage des *montants* donnés, mais seulement celle du *nombre* de donateurs par cause.

développés, alors que de l'après-guerre aux années 1970, les inégalités tendaient à s'amenuiser, elles se sont accrues à nouveau à partir des années 1980. Les gains liés à la croissance ont été largement captés par la frange la plus aisée de la population (sans qu'il y ait nécessairement dégradation de la condition des moins favorisés). La tendance à la croissance des inégalités au cours des dernières décennies est également observée dans le reste du monde, où par ailleurs le degré d'inégalité est souvent plus marqué que dans les pays riches. Mais pour beaucoup de pays en développement, on ne dispose pas des données permettant de comparer l'évolution récente avec la tendance qui prévalait antérieurement, dans la période qui a suivi la Seconde Guerre mondiale.

Le graphique suivant concerne le Royaume-Uni. On y lit l'évolution de la part du revenu avant impôt allant aux 10% (en rouge) et aux 1% (en bleu) des Britanniques dont les gains sont les plus élevés, ainsi que la part du patrimoine total détenue par les 10% (en vert) et les 1% (en jaune) les plus riches. Les données sont tirées du site WID (World Inequality Database), consulté le 28 juillet 2019.



Voici les mêmes indicateurs dans le cas des États-Unis : part du revenu avant impôt allant aux 10% (en vert) et aux 1% (en jaune) des Étasuniens dont les gains sont les plus élevés, et part du patrimoine personnel total détenue par les 10% (en rouge) et les 1% (en bleu) les plus riches. Les données disponibles à la date de consultation s'arrêtent à l'année 2014.



Si vous souhaitez en savoir plus, allez sur WID, ce site est une mine ! Vous y trouverez une masse d'informations complémentaires, non seulement sur les deux pays retenus, mais sur beaucoup d'autres. Le site fournit (en plus du type d'indicateurs figurant dans les graphiques précédents) des données sur l'évolution globale du PIB et du PIB par habitant, mais aussi l'évolution de la part relative, dans le revenu et dans la richesse, des 50% de la population situés aux bas de l'échelle, et des 40% situés dans les tranches centrales (les personnes qui ne sont ni parmi les 30% plus pauvres, ni parmi les 30% plus riches).

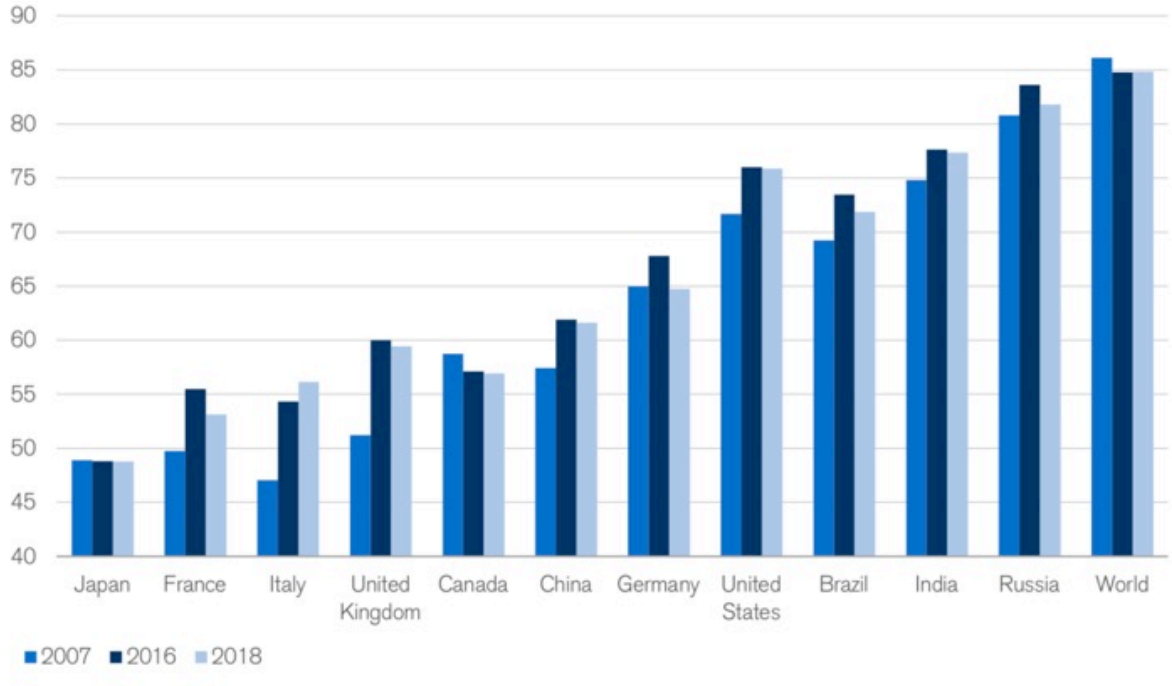
Dans le cas des États-Unis, la hausse marquée de la fraction du patrimoine détenue par les 10% et les 1% les plus riches se fait surtout au détriment de la part relative du patrimoine détenue par la classe moyenne. En effet, le patrimoine possédé par les 50% les moins fortunés représente une part

négligeable de la richesse totale des ménages étasuniens. Le patrimoine de la moitié la plus pauvre de la population est même négatif certaines années, du fait de l'endettement. (Rappelons que le patrimoine personnel est la somme des actifs réels et financiers possédés, dont on déduit les dettes.) Pour ce qui est de la répartition du revenu, l'augmentation de la part relative des personnes à haut revenu se fait à la fois au détriment des catégories basses et moyennes.

Parmi les pays développés, les États-Unis apparaissent comme un pays particulièrement inégalitaire. La concentration de la richesse au sommet y est plus marquée que dans l'Union européenne, au Canada ou au Japon.

Le graphique suivant, extrait d'un rapport d'un service de recherche du Crédit Suisse (Shorrocks et *alii*, 2018), décrit la part du patrimoine total des ménages détenu pas les 10% les plus riches pour différents pays. Aux États-Unis, le dernier décile possède à lui seul les trois-quarts de la richesse.

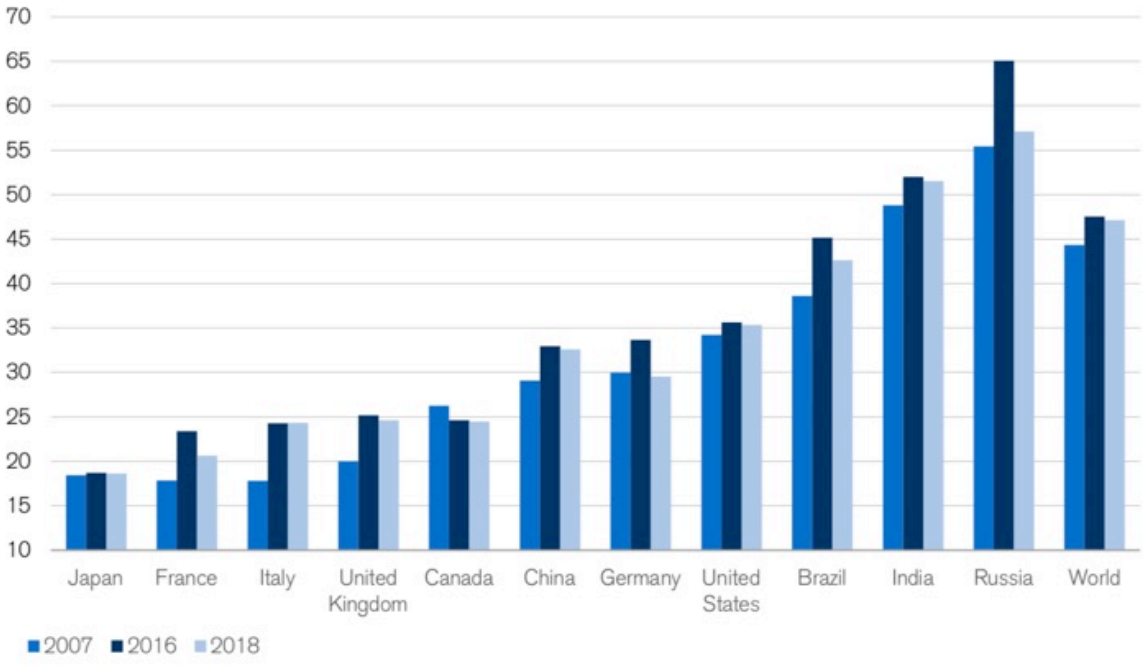
Figure 6: Share of top 10% of wealth holders since 2007, selected countries, % of wealth



Source: James Davies, Rodrigo Lluberas and Anthony Shorrocks, Credit Suisse Global Wealth Databook 2018

Cet autre graphique, tiré du même rapport, décrit la part du patrimoine total des ménages détenue par les 1% les plus riches. Aux États-Unis, il se situe au voisinage de 35%.

Figure 5: Share of top 1% of wealth holders since 2007, selected countries, % of wealth



Source: James Davies, Rodrigo Lluberas and Anthony Shorrocks, Credit Suisse Global Wealth Databook 2018

4. Les fondations[1]

Les données précédemment évoquées sur la concentration de la richesse au sommet laissent présager un poids croissant des individus les plus fortunés dans l'activité philanthropique. Cette tendance s'exprime notamment par la forte augmentation du nombre de fondations à partir des années 1980, phénomène qu'on observe sur tous les continents. En effet, les fondations sont le plus souvent créées par un individu ou une famille fortunés. Même si le phénomène est mondial, les fondations nord-américaines et européennes prédominent largement, que l'on mesure leur importance par la valeur de leur actif ou par le montant de leurs dépenses annuelles. Là encore, en se basant sur les deux indicateurs précités, le poids des fondations étasuniennes dépasse de beaucoup celui des fondations de tout autre pays.

[1] Les informations fournies dans cette section sont tirées de Paula D. Johnson (2018) et de diverses autres sources.

Le régime légal et les types dominants de fondations varient selon les pays. On va ici s'intéresser principalement au cas des États-Unis, et éviter de rentrer dans le détail des subdivisions et statuts juridiques.

Une fondation (*private foundation*) a, comme une association (*public charity*), un but non lucratif. Mais une fondation se caractérise par le fait qu'elle est créée par un ou plusieurs donateurs, qui fournissent le capital dont dispose l'organisation. Les ressources d'une fondation peuvent être complétées en faisant appel à la générosité du public. Aux États-Unis, c'est rarement le cas.

Une fondation peut mettre en œuvre elle-même des actions de terrain (*operating foundation*), ou bien procéder en accordant des financements à des associations ou autres bénéficiaires (*grantmaking foundation*), ou encore combiner les deux modes d'intervention. Une particularité des États-Unis, par rapport au schéma prévalant souvent ailleurs dans le monde, est la forte prédominance des *grantmaking foundations*.

Les donateurs fournissant le capital d'une fondation peuvent être des personnes physiques ou des entreprises. Aux États-Unis, la part relative des fondations d'entreprise dans l'ensemble des fondations est assez faible, sans être négligeable, que l'on mesure cette part en nombre, en fraction de l'actif total, ou en fraction des dépenses totales.

La multiplication du nombre de fondations, non seulement en Amérique du Nord mais ailleurs dans le monde, est clairement corrélée à l'augmentation du patrimoine des individus les plus fortunés, qui créent ces organisations comme support de leur activité philanthropique. Disons dès à présent un mot de la plus grande d'entre elles, la Bill and Melinda Gates Foundation. Elle disposait en 2018 d'une dotation de 51 milliards de dollars. Elle fait partie de ces jeunes fondations liées aux nouveaux milliardaires. Créée par Bill Gates (qui a fait fortune grâce à Microsoft) et son épouse en 2000, elle a été rejointe en 2006 par Warren Buffet (qui a fait fortune dans la finance). Buffet s'est alors engagé à donner 83% de sa richesse à la fondation, soit 30 milliards de dollars, et en est devenu coadministrateur, aux côtés des époux Gates. La Fondation Gates est représentative d'une caractéristique qui, bien que restant minoritaire, est plus fréquente chez les nouvelles fondations que chez les grandes fondations historiques : elle n'a pas été instituée pour durer perpétuellement, mais pour prendre fin 50 ans après la mort de ses fondateurs. Une conséquence en est que la valeur de ses dépenses annuelles est plus élevée que dans le schéma classique. C'est une *grantmaking foundation*. Elle intervient principalement dans le domaine de la santé et de la lutte contre la pauvreté dans le tiers-monde, mais dépense aussi plusieurs centaines de millions par an aux États-Unis, notamment dans le domaine de l'éducation. De sa création à décembre 2017, la Fondation

Gates a consacré 46 milliards de dollars aux causes dans lesquelles elle s'investit[1]. Peter Singer mentionne à plusieurs reprises très élogieusement (dans ses livres, articles ou conférences) les Gates et Buffet. Voici par exemple un passage de sa conférence TED sur l'altruisme efficace de mai 2013 :

> Voici le site de la Bill and Melinda Gates Foundation. En haut à droite, on lit : « Toutes les vies ont la même valeur ». C'est cette compréhension, cette compréhension rationnelle, de notre situation dans le monde, qui a conduit ces personnes – Bill et Melinda Gates, ainsi que Warren Buffet – à être les altruistes les plus efficaces de toute l'histoire. Personne, ni Andrew Carnegie, ni John D. Rockefeller, n'a jamais donné autant que chacun de ces trois-là. Selon une estimation, la Fondation Gates a déjà sauvé 5,8 millions de vies, et a de plus évité à des millions de personnes de contracter des maladies très invalidantes. Dans les années à venir, la Fondation Gates donnera certainement encore beaucoup, et sauvera encore beaucoup de vies. *[Singer poursuit en expliquant qu'il n'est pas nécessaire d'être milliardaire pour se montrer altruiste et pour orienter sa générosité de façon à avoir le maximum d'impact.]*

Les Gates et Buffet ne sont pas à proprement parler dans la sphère de l'altruisme efficace. Ils ne se réclament pas du mouvement qui se définit comme tel. Cependant, la forme contemporaine de la philanthropie des riches présente des caractères qui ne sont pas sans rapport avec l'altruisme efficace, comme on le découvrira progressivement. C'est à cette forme contemporaine qu'est consacré le chapitre suivant.

[1] Source : page « Year in Review 2018 » du site de la Fondation Gates, consultée le 29 juillet 2019. À cette date, le rapport d'activité de la fondation pour 2018 n'a pas encore été publié.

Chapitre 2
Philanthrocapitalisme

Le mot philanthrocapitalisme a été forgé par Matthew Bishop, dans un article publié dans *The Economist* le 23 février 2006 (« The Birth of Philanthrocapitalism »). Plus tard, en 2008, Matthew Bishop cosigne avec Michael Green un livre intitulé *Philanthrocapitalism*. Le terme sera ensuite souvent repris dans la presse anglo-saxonne. On y voit s'exprimer des visions optimistes de la contribution des nouveaux philanthropes à la résolution des problèmes du monde. On y lit tout aussi fréquemment des expressions d'indignation et d'inquiétude face à cette manifestation de la puissance croissante des riches, et de la perte de pouvoir corrélative des citoyens ordinaires[1]. Car, à la base, c'est bien des riches qu'il s'agit. Le sous-titre de l'ouvrage de Bishop et Green en atteste : *How the Rich Can Save the World* (Comment les riches peuvent sauver le monde). Les auteurs optent cependant pour un sous-titre plus démocratique pour la seconde édition de leur livre en 2010 : *How Giving Can Save the World* (Comment le don peut sauver le monde). Le contenu, lui, n'a guère évolué. Un bref chapitre a été ajouté, relatant des initiatives originales permettant la participation de petits donateurs. La quasi-totalité du livre reste consacrée aux entreprises charitables de toute sorte de personnalités fortunées, allant des milliardaires à des people multimillionnaires. Comme le rappellent les auteurs, chaque phase de grande prospérité des bourgeois depuis les débuts du capitalisme, s'est accompagnée d'un essor de leurs activités de bienfaisance. La phase que nous connaissons, disent-ils, est le cinquième âge d'or de la philanthropie depuis le 18e siècle. C'est à cette phase qu'est associé le nom de philanthrocapitalisme. Elle se caractériserait non seulement par la montée en puissance des bonnes œuvres financées par les grandes fortunes, mais par un nouvel esprit dans la conduite de la philanthropie : fini la vieille charité poussiéreuse, place à la philanthropie rationnelle visant l'efficacité ! Ce tournant aurait été facilité par le fait que, parmi les hommes qui amassent des fortunes colossales (en particulier dans le secteur de la finance ou des entreprises liées au numérique), beaucoup atteignent le sommet alors qu'ils sont encore jeunes, de sorte qu'ils peuvent de leur vivant mettre leurs qualités exceptionnelles au service du bien commun.

[1] Pour rédiger ce chapitre, je me suis appuyée sur deux ouvrages illustrant les deux familles de visions en présence : le livre de Bishop et Green qui, sans être totalement apologétique, fait surtout valoir les aspects positifs du philanthrocapitalisme, et le livre de Linsey McGoey (*No Such Thing as a Free Gift*, 2015) qui, sans nier que les dons des riches (et notamment de la Fondation Gates) aient amélioré le sort de nombreuses personnes, voit surtout les aspects pervers du système. J'ai utilisé en complément des sources diverses : articles de journaux, pages d'organisations philanthropiques ou d'organismes étudiant la philanthropie. À noter qu'en français, sur le versant critique, on peut lire *L'art de la fausse générosité : la Fondation Bill et Melinda Gates* de Lionel Astruc (2019).

1. Manifestations de l'effervescence philanthropique

La vigueur du secteur philanthropique, et ce qu'elle doit aux riches, se manifestent sous plusieurs formes :

=> *Forte croissance du nombre de fondations*. Ce point ayant été évoqué au chapitre précédent, on n'y reviendra pas.

=> *Boom des formations universitaires liées au secteur philanthropique*, et insertion de modules sur « l'entreprenariat social » dans des formations des *business schools*, souvent à la demande des étudiants. « Entreprenariat social » est une expression à la fois très en vogue depuis les années 2000 et très floue. Elle peut s'appliquer aussi bien au secteur lucratif que non lucratif, ou à la frontière entre les deux. Un entrepreneur social, c'est quelqu'un qui se montre créatif, qui réalise quelque chose de notable pour résoudre un problème, de sorte qu'il contribue, selon les formules consacrées, à « *to make the world a better place »* (rendre le monde meilleur) », ou à « *to make a difference »* (apporter une amélioration). C'est ainsi qu'on pourra indifféremment qualifier d'entrepreneurs sociaux Florence Nightingale (qui au 19e siècle fut la pionnière de la professionnalisation des soins infirmiers), que Muhammad Yunus (fondateur de la première banque de microcrédit) ou que Jim Fruchterman, fondateur de l'ONG Benetech qui se dédie à développer des technologies en libre accès (par exemple, le système pour personnes malvoyantes qui convertit un texte écrit en texte lu par une voix synthétique). Ce peut être encore un PDG qui fait évoluer son entreprise vers de meilleures pratiques en matière de protection de l'environnement ou des travailleurs. Il est tout à fait admis qu'on puisse être un bon entrepreneur social tout en faisant de bonnes affaires.

=> *Développement des initiatives pour stimuler la générosité*. En 2010, Warren Buffet et Bill Gates lancent The Giving Pledge (La promesse de don), invitant les milliardaires du monde à s'engager à donner 50% de leur fortune, de leur vivant ou à leur décès. La promesse n'a pas valeur légale. En mai 2019, 204 d'entre eux s'étaient engagés. On voit aussi se multiplier les forums, conférences, événements huppés divers, destinés à valoriser la générosité. Ils servent à célébrer publiquement de gros donateurs, à mettre en relation des gens importants afin de favoriser des actions concertées, ou à mettre en scène des personnalités inspirantes afin de susciter l'engagement. Par exemple la Skoll Foundation (créée en 1999 par Jeff Skoll, qui a fait fortune grâce à eBay) organise chaque année le « Skoll World Forum of Social Entrepreneurship ». Le but est de réunir, sur invitation, des personnes d'horizons divers (monde des affaires, monde associatif, politiques, hauts fonctionnaires) afin de chercher ensemble des solutions aux problèmes pressants du monde. La Skoll Foundation décerne aussi chaque année des prix et des aides financières aux entrepreneurs sociaux qu'elle a distingués. Des événements du même type ont été organisés par le passé par la

Clinton Foundation et par d'autres. (Bill Clinton ne fait pas partie des personnes immensément riches, mais dispose de grandes ressources en termes de relations ; il s'est reconverti en imprésario et facilitateur de la philanthropie.)
=> ***Développement des intermédiaires en philanthropie***. Leur mission est de conseiller des personnes ou organisations en matière de bienfaisance. New Philanthropy Capital (NPC) en est un exemple. NPC a été fondé en 2002 à Londres, par Gavyn Davies et Peter Wheeler, deux anciens employés de Goldman Sachs. Bishop et Green les ont rencontrés, et rapportent dans leur livre la façon dont ils expliquent leur démarche. (Leur récit est très semblable à celui que l'on trouve dans les écrits relatant le parcours et les motivations de deux autres ex-professionnels de la finance : Holden Karnofsky et Elie Hassenfeld, les créateurs de GiveWell[1].)

> « À fin des années 1990, il existait sur les marchés financiers une énorme industrie qui s'occupait de diriger le capital là où il obtiendrait les rendements les plus élevés. Pourquoi ne pourrait-on pas faire de même pour la philanthropie ? » demande Gavyn Davis, se remémorant une conversation avec Peter Wheeler dans la cafétéria du siège de Goldman Sachs à Londres. Les deux hommes s'efforçaient de déterminer la meilleure façon de donner quelques-uns des millions qu'ils avaient gagnés en travaillant pour la plus grande banque d'investissement du monde. […] Dans les banques d'affaires, les décisions d'allocation du capital sont généralement basées sur des recherches rigoureuses portant sur les performances des entreprises, des secteurs d'activité, des économies nationales et des marchés. Il était donc tout naturel que Davies […] et Wheeler soient à la recherche d'un conseiller capable de leur indiquer les meilleurs investissements pour leur capital philanthropique. « Nous avons réalisé qu'il n'y avait pas assez d'informations de haute qualité, produites de façon indépendante et rigoureuse » dit Davies. Ils décidèrent donc de pallier ce manque. Leur idée était de créer une organisation capable de guider les donateurs vers l'emploi de leur argent qui aurait le meilleur rendement. C'est ainsi qu'ils lancèrent NPC en 2002, une organisation sans but lucratif, destinée à produire pour le monde de la philanthropie des recherches et analyses dans le style des banques d'investissement. (Bishop et Green, 2010, p. 221)

Une partie des rapports et analyses de NPC sont en libre accès sur le site de l'organisation. Ils s'adressent tantôt aux donateurs (petits ou grands) désireux de mieux connaître des causes qu'ils pourraient soutenir, tantôt aux associations soucieuses d'agir plus efficacement et de mieux évaluer leur impact. NPC dispense par ailleurs des conseils payants, sur mesure, à des associations, des fondations ou des philanthropes individuels. Un exemple d'association effectuant

[1] L'organisation GiveWell est un intermédiaire en philanthropie qui appartient à la mouvance de l'altruisme efficace, ce qui n'est pas le cas de NPC.

un travail du même type, mais située aux États-Unis, est The Center for Effective Philanthropy, créé en 2001.

L'existence de conseillers apportant leur expertise à des philanthropes n'est pas un phénomène nouveau. Comme le rappellent Bishop et Green, on en trouve des exemples dès le 18e siècle. Les banques et institutions financières qui pratiquent le *private banking* ont investi ce domaine depuis quelques décennies. Le *private banking* consiste à offrir des services financiers personnalisés haut de gamme à des clients très fortunés. Les banques qui s'emploient à faire fructifier le patrimoine des riches ont aussi développé à leur attention des services destinés à les accompagner dans leurs placements philanthropiques. Toutefois, le développement d'organismes indépendants – dont l'unique métier est de fournir des informations et conseils aux donateurs, ou autres acteurs de la philanthropie – est un phénomène nouveau. Les méta-organisations de l'altruisme efficace (sur lesquelles nous reviendrons dans d'autres chapitres) s'inscrivent dans ce schéma. Que de tels organismes aient fait de ce créneau leur spécialité peut être perçu sous un angle positif : les intermédiaires accumulent des connaissances et un savoir-faire qui favorisent une allocation plus éclairée des ressources charitables. Certains pourtant s'inquiètent des dommages que pourrait causer au monde associatif ce qu'ils nomment des *watchdogs* (chiens de garde, ou associations sentinelles). Les critiques se recrutent évidemment parmi les personnes qui estiment que les intermédiaires utilisent des critères contestables, ou trop étroits, pour leur travail d'évaluation. Leur crainte est alors que la montée en puissance de tels intermédiaires oblige les associations à orienter leur action de façon à satisfaire les critères défectueux des évaluateurs, de peur de perdre des donateurs.

2. Hyperagentivité

La notion d'hyperagentivité a été forgée par Paul Schervish (2003) dans un article plus particulièrement axé sur les philanthropes dont la réussite dans les affaires a été acquise en un temps record dans la nouvelle économie *high tech*. Alors que les agents ordinaires effectuent des choix dans l'éventail limité des possibilités qui se présentent à eux, les hyperagents ont la capacité « d'établir la matrice sociale dans laquelle ils vivent, plutôt que de simplement s'y insérer » (Schervish, 2003, p. 9). Ils ont, à un degré très supérieur à la moyenne, l'aptitude à modeler le monde par leur action individuelle. En matière de philanthropie, à la différence des petits donateurs qui ne sont que des contributeurs, les hyperagents peuvent faire exister une organisation non lucrative et/ou en déterminer les orientations. Leur pouvoir tient à leurs ressources matérielles, mais aussi à leur caractère : ce sont des gens qui conçoivent des projets très ambitieux et qui ont la confiance en eux-mêmes nécessaire pour les réaliser.

Dans *Philanthrocapitalism*, Bishop et Green reprennent à leur compte la notion d'hyperagentivité des ultra-riches. Ils soulignent eux aussi que cette caractéristique ne tient pas seulement à la fortune, mais aux autres formes de capital social : l'expertise, le pouvoir de décision, le réseau de relations avec les membres de l'élite, souvent à une échelle internationale. Lorsqu'il agit pour faire le bien, l'individu immensément riche est plus libre de ses mouvements que d'autres décideurs : plus libre que le personnel politique (pas de comptes à rendre à des électeurs) ; plus libre que les dirigeants d'entreprise (pas de comptes à rendre à des actionnaires) ; plus libre que les responsables associatifs (pas d'efforts à déployer pour séduire de nombreux donateurs, pas de comptes à rendre aux adhérents). Les hyper-riches concentrent un énorme capital financier et relationnel. C'est pourquoi, selon Bishop et Green, ils peuvent atteindre des objectifs qui seraient hors de portée si leur richesse était dispersée entre d'innombrables mains : « Gates dispose d'une fondation richement dotée, de la célébrité, et de puissantes relations ; c'est cela qui lui confère le pouvoir de modeler l'agenda de la résolution des problèmes d'une manière inaccessible aux petits donateurs. Il n'y aurait pas aujourd'hui un effort mondial pour éradiquer le paludisme si Gates n'avait pas choisi d'en faire un but de sa fondation. » (Bishop et Green, 2010, p. 177)

On peut aussi estimer que le vocable « hyperagentivité » n'est qu'une manière ampoulée d'exprimer une réalité qui relève de l'enfonçage de portes ouvertes : que les riches et puissants sont mieux armés pour influer sur le monde que les quidams de base. Ce à quoi on peut ajouter une platitude qui n'en est pas moins une vérité : tant mieux si des milliardaires dépensent une partie de leur fortune pour faire le bien, donc tant mieux si le climat d'émulation autour de la philanthropie pousse davantage d'entre eux à se soucier de rendre le monde meilleur.

Les auteurs qui trouvent à redire au philanthrocapitalisme ne contestent pas cela. Leurs critiques sont de divers ordres, et toutes ne se retrouvent pas chez chacun d'entre eux. Il y a d'une part les contempteurs du capitalisme en général, qui accusent volontiers les riches bienfaiteurs de venir poser des sparadraps sur les plaies géantes qu'ils ont eux-mêmes ouvertes en menant leurs juteuses affaires. D'autres commentateurs ne remettent pas en cause l'économie de marché, mais s'émeuvent néanmoins de ce qu'on s'en remette à la charité, au lieu de mettre en place les politiques qui inverseraient le mouvement vers le creusement des inégalités. Dans l'un comme dans l'autre cas, le propos est agrémenté de rappels sur les épisodes peu glorieux qui ont marqué l'ascension des grands philanthropes vers l'extrême richesse. D'autres critiques encore portent plutôt sur le style et les méthodes de la philanthropie contemporaine (dont nous n'avons pas encore dit ce qu'ils étaient). On trouve enfin les commentateurs dont les critiques sont inspirées par leur attachement à la démocratie. Le pouvoir croissant des hyperagents fortunés sur la marche du

monde a pour contrepartie un pouvoir décroissant des agents ordinaires. Même s'il n'y a jamais eu de passé où le pouvoir aurait été également réparti entre les citoyens, les dernières décennies ont déplacé le curseur vers plus de ploutocratie et moins de démocratie. Il y a longtemps qu'aux États-Unis l'influence des riches, notamment via leurs fondations, fait débat. Ceux qui ne se satisfont pas de la situation déplorent que ces fondations interviennent dans ce qu'ils jugent être du domaine relevant de la collectivité dans son ensemble, sans avoir aucun compte à rendre à la population. Ils soulignent aussi que les avantages fiscaux consentis aux grands donateurs sont autant de ressources en moins pour les services publics.

Les fondations et les individus fortunés interviennent assurément sur ce qui relève de la politique, ou des choix de société. Cependant, ils ne forment pas un bloc monolithique dans la direction donnée à leur action. Aux États-Unis, des enquêtes sont menées sur les contributions aux partis démocrate et républicain. On trouve dans la frange la plus fortunée de la population des individus qui alimentent l'un ou l'autre parti, et nombreux sont ceux qui jugent prudent de financer les campagnes des deux. Les nombreux ultra-riches de la Silicon Valley penchent très majoritairement pour les démocrates. Mais les libertariens et conservateurs ont de solides soutiens ailleurs. Les frères Koch (propriétaires de Koch Industries) ont dépensé sans compter pour empêcher que le gouvernement ne combatte le réchauffement climatique, ou n'étende la protection sociale en matière de santé. La famille Walton (propriétaire de Walmart) se classe parmi les très conservateurs, avec un soutien marqué aux candidats républicains, notamment ceux qui s'opposent au mariage homosexuel ou défendent bec et ongles la vente libre des armes. Les ultra-riches qui entament une carrière politique ne sont pas rares. On peut citer par exemple les milliardaires Donald Trump du côté républicain et Michael Bloomberg (maire de New York de 2002 à 2013) du côté démocrate. Parmi les milliardaires dont l'engagement relève clairement du champ politique, le plus connu est sans doute George Soros. Cet Étasunien d'origine hongroise a été inspiré par la lecture de Karl Popper. À travers sa fondation, Open Society, il s'est efforcé de favoriser l'évolution vers la démocratie et l'économie de marché dans les pays communistes, puis post-communistes. On sait qu'il est devenu la bête noire des démocraties illibérales.

Il arrive que les griefs adressés aux fondations portent sur les orientations de celles-ci. On retrouve alors un clivage gauche-droite. Parfois ce sont les conservateurs qui s'émeuvent que trop de fondations mènent des politiques insuffisamment centrées sur les intérêts de la nation, ou contraires à leurs valeurs (dénonciation des fondations qui s'en prennent au lobby des armes à feu, qui œuvrent à effacer distinction des rôles sociaux selon le sexe, ou qui soutiennent la dépénalisation des drogues douces…). En sens inverse, les fondations ultra-libérales sur le plan économique ont marqué des points en finançant des think

tanks et des chercheurs (Université de Chicago) qui ont facilité l'avènement des politiques de Reagan et de Thatcher dans les années 1980.

Constater que les ultra-riches ont des orientations variées sur les questions sociales et politiques n'implique pas qu'ils reflètent parfaitement les aspirations du reste de la société en la matière. Et cela ne change rien à la ligne de démarcation entre les observateurs confiants dans la capacité supérieure de ces hyperagents à agir pour le bien commun, et les observateurs indignés que tant de pouvoir soit concentré en si peu de mains.

3. L'esprit de la nouvelle philanthropie

Le philanthrocapitalisme se distingue par son vocabulaire qui se veut la marque d'une méthode et d'un esprit nouveaux dans la conduite de la charité. D'ailleurs, comme vu précédemment, on ne dit plus « charité », on dit « entreprenariat social ». Ce glissement indique notamment qu'on inclut dans les manières de faire le bien, non seulement l'activité du secteur privé non lucratif, mais aussi des pratiques qui relèvent du secteur marchand. Un indice en est la place accordée au thème de la *corporate social responsability* (responsabilité sociale des entreprises), c'est-à-dire la prise en compte par les entreprises de la dimension sociale et environnementale de leur activité : leurs efforts pour s'inscrire dans une démarche de développement durable. Un autre indice en est l'introduction de la notion *d'impact investing* (investissement d'impact), qui s'applique à une mise de fonds ayant à la fois la propriété de procurer des gains pécuniaires à son auteur et d'avoir des effets bénéfiques sur le plan social ou environnemental. Toutefois, si l'expression est nouvelle, l'idée sous-jacente semble être une platitude : le secteur privé fournit des biens et services qui satisfont les besoins sociaux ou qui rendent des services environnementaux. Qui ignore, par exemple, que ce sont des entreprises qui construisent nos habitations, ou qui fabriquent et installent des panneaux solaires ?

Notons que cette affirmation selon laquelle on peut être un bienfaiteur très performant en opérant dans le secteur marchand se retrouve dans le mouvement de l'altruisme efficace. McAskill (2015, p. 211) donne l'exemple de l'entreprise Wave, créée par Lincoln Quirk, qui a permis aux immigrés kényans aux États-Unis de transférer de l'argent vers leur pays via leur téléphone portable en payant 3% de frais de transaction, beaucoup moins que les 10% de prélèvement qu'ils subissaient avec les seuls systèmes disponibles jusqu'alors.

3.1. Conduire la philanthropie comme on conduit les affaires

Même en se limitant au secteur non lucratif, la référence en matière de bonne façon de faire est très souvent l'entreprise : les entreprises et leurs dirigeants sont vus comme des agents qui savent innover, prendre des risques,

utiliser au mieux leurs ressources pour atteindre leur objectif (qui en l'occurrence est le profit). Bien que le secteur non lucratif n'ait pas la sanction du marché pour le pousser à l'efficacité, l'idéal serait d'amener ses acteurs à transposer, d'une façon adaptée à leur domaine, les bonnes pratiques du monde des affaires. La philanthropie doit être *businesslike* (semblable à la conduite des affaires). Les mots du philanthrocapitalisme sont souvent empruntés au vocabulaire managérial ou à des notions utilisées dans le domaine de la finance. Voici deux exemples d'expressions qui ont été transposées.

Venture philanthropy est une transposition de *venture capital*. Le *venture capital* (capital-risque en français) est l'activité consistant à apporter des capitaux propres à de jeunes entreprises innovantes (des start-up). *Venture philanthropy*, une expression forgée dans les années 1990, est une façon de signifier qu'on veut appliquer au secteur caritatif les qualités de l'investisseur avisé en capital-risque. Le *venture philanthropist* sélectionne soigneusement un petit nombre de bénéficiaires de ses financements, qui sont des organismes à fort potentiel d'impact positif. Il s'engage durablement à leurs côtés, tout en évaluant chemin faisant les progrès accomplis. Il contribue ainsi à construire un secteur caritatif performant.

Leverage (levier, ou effet de levier, en français). Dans le domaine financier, le levier d'endettement consiste à utiliser du capital emprunté pour accroître la rentabilité d'un investissement. Si vous envisagez un investissement qui (pensez-vous) rapportera 10% de bénéfice, et que vous avez la possibilité d'emprunter au taux de 7%, vous jugerez intéressant de vous endetter pour investir, plutôt que de n'utiliser que vos ressources propres. Transposé au domaine philanthropique, le *leverage* est l'art d'attirer des partenaires qui conjugueront leurs efforts aux vôtres pour financer un projet.

3.2. Philanthropie stratégique

On parle désormais de « philanthropie stratégique ». Elle se veut une façon de faire orientée vers la recherche de l'efficacité. Brest et Harvey (2018), caractérisent l'approche stratégique par les 5 points suivants :

- avoir des buts clairement définis ;
- concevoir des plans fondés sur la connaissance des faits pour atteindre ses objectifs ;
- avoir les moyens de mettre en œuvre la stratégie qui a été définie ;
- prendre les dispositions requises pour suivre l'exécution du projet, apporter en chemin les corrections nécessaires ;
- prendre les dispositions requises pour évaluer les résultats.

Une fois l'objectif défini, le professionnel de la philanthropie commence par identifier les parties prenantes (il faut garder en tête que la méthode s'adresse en premier lieu à des fondations qui opèrent en accordant des financements, et

en délégant l'exécution effective du travail aux partenaires choisis). Ensuite, il engage avec ces partenaires un dialogue qui doit l'aider à se représenter comment on parviendra au résultat. Cette étape peut permettre d'établir un schéma appelé carte d'impact ou théorie du changement. Plusieurs étapes du processus peuvent faire intervenir des doses significatives de quantification et de modélisation. Nous y reviendrons au point suivant.

Il peut arriver aussi que le terme « stratégique » serve uniquement à signifier qu'on est entré dans l'ère de la philanthropie rigoureuse, ou que l'emploi de ce terme rejoigne ce qu'on veut signifier par l'adjectif *businesslike*, adjectif qui lui-même s'applique à n'importe quel domaine où l'on se montre efficace, comme l'expliquent Bishop et Green :

> Le sens de *businesslike* est souvent mal compris. […] Bien qu'on puisse espérer que certains [des plus grands problèmes sociaux] puissent être résolus en reprenant les modèles des entreprises à but lucratif, beaucoup ne le seront pas. Mais cela ne signifie pas qu'ils ne puissent pas être abordés de façon *businesslike*, dans le sens suivant : être sérieusement concentré sur l'obtention de résultats ; comprendre quelle est la meilleure affectation des ressources rares et user de l'effet de levier pour avoir le maximum d'impact ; se montrer déterminé à faire monter en puissance les méthodes qui marchent, et à mettre un terme à celles qui ne marchent pas ; soutenir les approches entrepreneuriales et innovantes ; nouer des partenariats avec quiconque est capable de faire le travail au plus vite et au mieux ; savoir prendre de grands risques quand on peut espérer avoir un impact considérable. (Bishop et Green, 2010, p. 278-279)

Ouvrons une parenthèse pour évoquer une figure qui apparaît souvent dans les écrits des professionnels de la philanthropie contemporaine (et qui sera reprise dans les écrits de l'altruisme efficace) : le *warm-glow giver* (donateur à la recherche du *warm-glow*). L'expression *warm glow* n'est pas facile à traduire. Dans ce contexte, elle désigne l'état émotionnel agréable procuré par le geste de générosité qu'on accomplit. Le *warm-glow giver* représente l'antithèse de la philanthropie stratégique, l'exemple à ne pas suivre. C'est la personne qui donne son argent sous le coup de l'émotion, ou à la recherche de la douce sensation que lui procure cet acte de charité, sans se préoccuper de savoir si l'argent sera bien employé, et sans se demander s'il n'aurait pas été plus utile ailleurs. Le *warm-glow giver* est typiquement décrit comme quelqu'un qui donne souvent de petites sommes à diverses causes et organisations, multipliant ainsi les satisfactions que lui procure l'acte de donner. Il est à l'opposé du philanthrope rationnel, qui se concentre sur quelques objectifs, après avoir soigneusement étudié la façon d'optimiser son impact.

Le *warm-glow giver* est un altruiste impur, mais ce n'est pas parce qu'il tire un plaisir personnel de la charité qu'il est condamné par les partisans de

l'altruisme rationnel. Ces derniers ne voient aucun inconvénient, par exemple, à ce que les personnes fassent état publiquement des montants qu'elles ont donnés, quand bien même elles auraient plaisir à s'en vanter. Au contraire, la publicité permet l'exemplarité de leur geste. De même, aucun opprobre n'est jeté sur les grands-messes où les généreux donateurs, et autres acteurs remarquables de l'entreprenariat social, sont mis sous les projecteurs et couverts de louanges. Peu importe que cela flatte leur ego, du moment que cela les pousse à poursuivre dans cette voie, et donne envie à d'autres de s'y engager.

3.3. Analyse coût-efficacité et rendement de l'investissement philanthropique

La nouvelle philanthropie se caractérise par un goût marqué pour la quantification et la modélisation. Raisonner en termes d'impact est en effet particulièrement aisé si les résultats se prêtent à une évaluation chiffrée, et que l'on parvient à déterminer dans quelle mesure ces résultats sont imputables au programme que l'on met en œuvre. On peut alors rapporter les résultats du programme aux dépenses engagées, et ainsi se livrer à une analyse coût-avantage (appelée aussi analyse coût-bénéfice, ou analyse coût-efficacité). Cette analyse peut être menée *ex ante* (avec des valeurs hypothétiques, qu'on essaiera de choisir de son mieux au vu des connaissances disponibles), afin de décider s'il vaut la peine de s'engager dans un programme d'action. Elle peut ensuite être menée *ex post* (avec des valeurs réellement constatées) pour mesurer quel a été le véritable impact rapporté au véritable coût, et décider s'il vaut la peine ou pas de persévérer dans cette voie. La méthode peut aussi être employée pour comparer différents programmes entre eux, sous réserve que les résultats soient exprimés dans une même unité (par exemple en monnaie). Visitez le site de la Robin Hood Foundation si vous voulez voir un exemple d'organisation qui met en avant son recours à l'estimation chiffrée des résultats et à l'analyse coût-bénéfice pour faire valoir qu'elle optimise l'impact de chacun des financements qu'elle accorde. (Il s'agit d'une fondation qui se donne pour mission de venir en aide aux pauvres de la ville de New York. Elle a été créée en 1988 par le milliardaire Paul Tudor Jones, et par Peter Borish, tous deux issus du monde de la finance, et donc familiers de l'esprit et des techniques de sélection des investissements.)

Parmi les notions qui témoignent de cet attrait pour le chiffrage, on citera le rendement social de l'investissement (RSI). C'est un ratio dont la définition est la suivante :

$$\text{RSI} = \frac{valeur\ de\ l'impact\ social - montant\ de\ l'investissement\ initial}{montant\ de\ l'investissement\ initial}$$

Ceci n'est rien d'autre que la formule de calcul d'un taux de profit, à ceci près que les recettes obtenues grâce à l'investissement ont été remplacées par la

valeur de l'impact social[1]. Calculer le RSI exige non seulement de mesurer l'impact social, mais d'exprimer cette mesure sous la forme d'une valeur monétaire. Par exemple, pour évaluer l'impact social de l'accueil en maternelle d'enfants de familles défavorisées, la Robin Hood Foundation attribue des valeurs (exprimées en $) aux différents effets positifs attendus de cette mesure, puis les additionne :

- amélioration de la réussite scolaire des enfants : l'impact est mesuré à travers une estimation du supplément de revenu que gagneront, au cours de leur vie active, des enfants qui auront réussi leurs études ;
- abaissement de la délinquance juvénile : le gain est mesuré par la valeur estimée du revenu d'activité professionnelle que ne perdront pas ceux qui ne sombreront pas dans la délinquance ;
- réduction des cas de maltraitance des enfants : le gain est mesuré en attribuant une valeur monétaire par cas de maltraitance évité (24 000 $). Il s'agit d'une estimation des frais médicaux présents et futurs évités si la maltraitance n'a pas lieu ;
- etc.

La Hewlett Foundation utilise pour sa part un ratio, appelé valeur ou rendement (d'un programme), défini comme suit :

$$Rendement = \frac{bénéfice}{coût}$$

Si le calcul est fait *ex ante*, et qu'il y a incertitude sur l'obtention du résultat recherché, la formule devient :

$$Rendement = \frac{bénéfice \times probabilité\ de\ succès}{coût}$$

Le « bénéfice » c'est l'impact social ou l'amélioration obtenue (ou recherchée) via la mise en œuvre d'un programme. Si on parvient à lui donner une évaluation monétaire, le ratio permettra une comparaison avec des programmes concernant des domaines très différents. Mais le bénéfice peut aussi être une mesure propre à une intervention particulière. Brest (2012) donne l'exemple d'un programme de prévention des grossesses non désirées chez les adolescentes. On peut mesurer le bénéfice en nombre de grossesses évitées, mais alors cela permettra seulement la comparaison avec d'autres programmes visant le même objectif. À résultat égal, on choisira alors le programme le moins cher.

[1] Dans les deux cas, on peut pimenter la formule en y introduisant un facteur d'actualisation pour tenir compte du fait que les gains et les dépenses ne se situent pas au même point du temps.

Il y a aussi des indicateurs quantitatifs propres à certains domaines. Les plus connus sont les indicateurs QALY ou DALY. Ils servent à chiffrer les améliorations obtenues grâce à des interventions concernant la santé. Le bénéfice est mesuré en équivalent années de vie en bonne santé gagnées, sachant qu'il y a des coefficients réducteurs appliqués si la personne souffre d'un handicap ou d'une maladie (par exemple, une année de vie en étant aveugle vaut moins qu'une année de vie en bonne santé).

3.4. Points de vue critiques

Le recours accru à l'analyse coût-avantage et à la mesure des résultats est vu par les tenants de la nouvelle philanthropie comme un gage de son sérieux. Du côté des observateurs inquiets de cette évolution, on voit s'exprimer différentes critiques :

- La pression pour avoir des résultats chiffrés porte à délaisser les approches dont les effets sont multidimensionnels et/ou difficilement mesurables. Elle porte aussi à privilégier ce qui donne des résultats à court terme, au détriment d'approches plus ambitieuses mais plus aléatoires.
- Les chiffres donnent l'illusion de la scientificité alors qu'ils sont produits par des modélisateurs qui font appel à leurs appréciations subjectives pour remplacer les données manquantes.
- Les évaluations chiffrées absorbent des ressources. Trop d'argent est détourné pour payer des bureaucrates établissant des rapports d'évaluation. Les fondations étant de plus en plus exigeantes en fourniture de données auprès des organisations qu'elles choisissent (ou pas) de soutenir, c'est aussi le personnel ou les bénévoles de ces organisations qui sont détournés de leur travail concret au service de la cause qu'ils défendent.
- On perd de vue la complexité du social et l'éclairage que peuvent apporter des analyses qualitatives. On néglige des pans entiers des sciences sociales qui formulent des hypothèses, ou apportent des connaissances, de manière non formalisée et peu formalisable.

C'est ce type de reproches que l'on trouve chez Kavita Ramdas par exemple :

> La pratique philanthropique actuelle est guidée par la recherche de solutions techniques ; on y retrouve la mentalité « régler-le-problème » qui a permis à des gens du monde des affaires de réussir comme gestionnaires de fonds spéculatifs, investisseurs sur les marchés financiers, ou développeurs de logiciels. Cette approche vise à obtenir assez vite des résultats mesurables. Le type de compétences recherchées par les nouvelles fondations en est un

> symptôme. Je suis frappée du peu de chercheurs en sciences sociales employés par les organisations philanthropiques géantes. Les profils les plus recherchés sont des consultants en management, des professionnels des affaires, d'anciens lobbyistes ou dirigeants d'entreprises, ainsi que des scientifiques. On attend d'eux une approche nette et efficace, chacun apportant son « expertise » sur des questions spécifiques […]. Le sens de la nuance et l'humilité inhérents aux sciences sociales (la conscience de la complexité humaine et sociale […], la volonté de creuser les multiples aspects d'un problème) ne sont pas prisés dans cette approche technologique du changement social guidée par des indicateurs quantitatifs d'efficacité. (Ramdas, dans Bishop et Ramdas, 2011)

Aux États-Unis, une évolution constatée au cours des dernières décennies dans la gestion des financements accordés par les fondations fait l'objet d'appréciations divergentes. Les fondations se montrent désormais plus sélectives dans le choix de leurs partenaires. Elles se fondent sur des procédures élaborées en interne, qu'elles estiment propres à garantir la rigueur dans la poursuite du but visé. Un indice en est le passage au mot d'ordre : « candidats au financement, ne nous sollicitez pas, c'est nous qui vous trouverons. » Les chantres de cette méthode y voient une saine mise en pratique de la volonté de se montrer plus « ciblé » et plus « stratégique ». Ses détracteurs déplorent que le dénommé « dialogue avec les partenaires » masque une attitude de plus en plus directive des fondations : les organisations financées sont trop souvent réduites au rôle de sous-traitantes tenues d'appliquer un schéma établi sans elles, tandis que les populations destinataires de leur action sont rarement considérées comme des parties prenantes, mais plutôt comme des bénéficiaires passifs. La montée en puissance d'une expertocratie arrogante, loin d'accroître l'efficacité, aurait pour conséquence de se priver des connaissances et du savoir-faire des acteurs de terrain. De plus, les revirements brutaux des fondations dans le choix des organisations partenaires, au gré de la variation des ingrédients et résultats de leurs calculs de rentabilité sociale, ou des changements de mode dans ce qui est perçu comme innovant et prometteur, auraient conduit à précariser le secteur associatif. Car beaucoup d'associations, notamment parmi celles qui fournissent des services à des populations défavorisées, sont très dépendantes du financement de fondations.

4. Philanthrocapitalisme : vraie ou fausse nouveauté ?

Nous allons ici dire quelques mots de la conception de la philanthropie de deux richissimes étasuniens de la fin du 19e et du début du 20e siècle. Même si l'histoire n'emprunte jamais deux fois exactement le même chemin, il vaut la peine de jeter un regard sur le passé pour interroger des croyances qui ont cours de nos jours. Est-il vrai que le souci de mener la philanthropie de manière

rationnelle est le propre de notre époque ? Est-ce à notre époque seulement que les riches se sont découvert des compétences exceptionnelles d'organisateurs du bien ?

4.1. L'essai *Wealth* d'Andrew Carnegie

Au cours de mes pérégrinations dans les écrits sur la philanthropie, j'ai vu mentionné, puis j'ai trouvé sur Internet, un essai de Carnegie intitulé *Wealth*, qui fut publié en 1889. C'est un texte fascinant.

D'origine modeste, Andrew Carnegie (1835-1919) devint un industriel immensément riche. Son entreprise, la Carnegie Steel Company, prospéra principalement grâce à la production de rails. Il fut un patron dur, tant par son ardeur à comprimer les coûts salariaux que par l'énergie mise à réprimer les grèves. Il fut aussi un très grand philanthrope. Il dépensa de son vivant l'essentiel de sa fortune (de l'ordre de 80 milliards de dollars en équivalent des dollars d'aujourd'hui) pour des œuvres philanthropiques, et légua le reste à des fondations et associations. Il finança notamment des milliers de bibliothèques publiques aux États-Unis, à la condition que les collectivités locales s'engagent à fournir les terrains où les édifier, et à assurer l'entretien des bâtiments par la suite. (Il avait le sens du *leverage*…) Il dépensa aussi beaucoup pour l'éducation, principalement pour fonder des universités, et fut également un bienfaiteur dans le domaine des arts et musées. Son essai *Wealth* montre que cette action s'inscrit chez lui dans une conception tout à fait structurée de la marche de la société, et du rôle que doivent y jouer ceux qui s'enrichissent dans les affaires.

Carnegie part du constat que l'écart entre la condition des riches et celle des gens du commun est devenu beaucoup plus grand que par le passé. Ce n'est pas une raison, ajoute-t-il, pour regretter le temps jadis, car l'industrie a permis un abaissement considérable des prix, de sorte que les pauvres accèdent désormais à des biens et à un niveau de confort qui leur étaient inaccessibles autrefois.

Les inégalités ne doivent pas non plus conduire à se laisser séduire par les discours des socialistes, anarchistes ou communistes. Pour Carnegie, la réalisation de leurs idéaux est impossible, car elle exigerait de changer la nature humaine. Si l'on tentait de mettre leurs idées en pratique, on ne ferait que détruire les fondements de la prospérité et des progrès du genre humain, à savoir : l'individualisme, la propriété privée, et les lois de la concurrence. Certes, il arrive que ce cadre soit dur pour les individus. Mais il doit être préservé pour le bien de l'humanité, car « il assure, dans tous les domaines, la survie du plus apte. » (Carnegie est un lecteur et admirateur d'Herbert Spencer.) Dans un tel système, il est fatal que des fortunes colossales s'accumulent entre quelques mains. En effet, le talent d'organisation qui fait les grands industriels, ou les grands marchands, est rare parmi les hommes. De surcroît, ceux qui réussissent à fonder une entreprise profitable, puis à la faire grandir, ne peuvent pas décider

de s'arrêter en chemin, après avoir acquis un patrimoine suffisant pour satisfaire confortablement les besoins de leur famille. Car, explique Carnegie, le régime de la concurrence est tel que cesser d'investir, c'est condamner l'entreprise à perdre sa compétitivité et, à terme, à disparaître. On a donc un système économique auquel il ne faut pas toucher, parce qu'il est le meilleur possible pour l'humanité, et qui a pour effet collatéral inévitable de doter une poignée d'individus d'une richesse gigantesque. Cependant, le creusement des inégalités, la distance considérable qui sépare les riches des pauvres, nuisent à l'harmonie de la société ; ils altèrent le sentiment de fraternité qui devrait unir ses membres. Pour Carnegie, le remède réside dans « l'administration judicieuse de la richesse » par ceux qui la détiennent. Avant d'expliquer en quoi consiste cette administration judicieuse, il évoque deux mauvais usages des grandes fortunes, qui devraient donc être écartés.

Le premier, qui est le pire de tous, consiste à léguer son patrimoine à sa progéniture. À sa mort, l'homme riche doit certes laisser de quoi vivre convenablement à sa femme et à ses filles. (Carnegie vit à une époque où les femmes de la bourgeoisie ne travaillent pas.) Mais l'immense patrimoine restant ne doit surtout pas être légué aux fils, car il est bien rare qu'ils en fassent bon usage. Ce n'est bon ni pour eux, ni pour la société.

Une autre possibilité est de léguer sa fortune à de bonnes œuvres. Bien que moins mauvaise que la précédente, cette option n'est pas optimale. Trop souvent, la richesse ainsi affectée fait beaucoup moins de bien que ne l'imaginait le testateur. Car la gestion avisée d'un capital philanthropique demande autant de qualités que l'accumulation préalable de ce capital grâce à la réussite dans les affaires. Or, l'homme doté de ces qualités a disparu.

Pour inciter les riches à délaisser les deux mauvaises voies qui viennent d'être évoquées, Carnegie recommande d'alourdir fortement l'impôt sur successions.

L'auteur en vient enfin à l'exposé de la méthode qu'il préconise pour établir l'harmonie dans la société : il faut que les riches dépensent *de leur vivant* leur fortune pour le bien de la communauté. Voilà « le véritable antidote à l'inégale distribution temporaire de la richesse, le moyen de réconcilier les riches et les pauvres ». Mais le milliardaire ne ferait guère de bien s'il redistribuait sa fortune sous forme de petites sommes offertes à ses concitoyens. Ce qu'il doit faire, c'est diriger lui-même l'emploi de ses ressources, afin de créer des institutions qui amélioreront véritablement la condition des gens. Ces institutions donneront les moyens de s'élever dans la société aux individus qui ont le goût de l'effort, ou offriront au public des loisirs culturels, qui ouvriront son esprit et affineront ses goûts. Et Carnegie de conclure :

> Tel est donc le devoir de l'homme riche : d'abord, donner l'exemple d'une vie modeste et sans ostentation […] et pourvoir avec modération aux attentes légitimes de ses proches ; ensuite, considérer tout le reste de ses

> revenus comme des fonds qui lui ont été simplement confiés, dont il est l'administrateur, et qu'il est de son devoir de gérer de la manière qui, selon son propre jugement, produira les résultats les plus bénéfiques pour la communauté. L'homme fortuné devient ainsi le simple agent et mandataire de ses frères plus pauvres. Il met à leur service sa sagesse supérieure, son expérience, et ses capacités de gestionnaire, faisant ainsi beaucoup mieux pour eux qu'ils ne pourraient le faire eux-mêmes.

Sans employer un terme qui n'existait pas de son temps, Carnegie n'est-il pas en train de nous parler de l'*hyperagentivité* des entrepreneurs de génie, de ces humains d'exception dont les qualités font qu'ils sont les meilleurs, tant pour réussir dans les affaires que pour conduire la bienfaisance de la manière la plus efficace ?

4.2. Bonne et mauvaise manière de faire la charité

Dans *Wealth*, Carnegie condamne avec la plus extrême sévérité la charité conduite sans discernement. Il n'hésite pas à affirmer que, faute de gestion avisée, 95% des dépenses charitables sont faites en pure perte. La générosité non sélective, explique-t-il, encourage les maux auxquels elle est censée remédier, parce qu'elle bénéficie aux ivrognes et aux paresseux, alors que la charité devrait servir à améliorer la race humaine, en donnant leur chance aux individus travailleurs et méritants. Soyons clairs : dans les écrits de la philanthropie actuelle, ce n'est pas l'art de distinguer entre, d'un côté, les bons pauvres ayant le goût de l'effort et, de l'autre, les mauvais pauvres fainéants et alcooliques, qui est mis en avant comme étant la clé d'une conduite judicieuse de la bienfaisance[1]. Ce qui est analogue, c'est la façon de se présenter comme les porteurs d'un profond renouveau dans la conduite de la philanthropie, qui jusqu'alors aurait été massivement menée de façon irrationnelle, avec un gaspillage de ressources pour peu de résultats. Carnegie illustre la mauvaise charité par une anecdote. Un philosophe de sa connaissance (qui n'est pas nommé) reconnaît avoir donné 25 cents à un mendiant qui le sollicitait, alors même qu'il ne savait rien de cet homme et avait toutes les raisons de suspecter que le mendiant risquait de dépenser l'aumône à mauvais escient. En cette circonstance, commente Carnegie, le philosophe n'a rien fait d'autre que « se faire plaisir », c'était une action « des plus égoïstes ». On aura reconnu la figure repoussoir du *warm-glow giver*, chère à la littérature contemporaine.

[1] Je ne veux pas dire par là que le discours opposant les honnêtes travailleurs aux assistés qui profitent du système aurait disparu de notre société. Il y est au contraire extrêmement présent. Je veux dire qu'il serait faux d'accuser de façon générale les ultra-riches actuels, ou les fondations qu'ils ont créées, de véhiculer systématiquement ce discours, ou de considérer que le critère principal pour savoir si un programme social est bien conçu consiste à vérifier qu'il ne bénéficie pas aux mauvais pauvres.

Les donateurs inconséquents existent probablement. Ce qui est plus douteux, c'est qu'il ait fallu attendre les toutes dernières décennies pour voir surgir des individus et organisations agissant avec méthode, soucieux de bien choisir leurs objectifs et de se donner les moyens de les atteindre au mieux.

Prenons l'exemple d'un autre grand philanthrope, John D. Rockefeller (1839-1937). Il fit fortune dans le secteur du pétrole, et devint l'Américain le plus riche de tous les temps. Issu d'une famille baptiste, il fut un élève pieux et sérieux. Il consacra une part de ses modestes revenus à la charité dès qu'il obtint son premier emploi. Lui aussi adhéra plus tard aux idées du darwinisme social. À mesure qu'il s'enrichissait, Rockefeller s'engagea dans des opérations philanthropiques de grande ampleur, surtout dans les domaines de l'éducation et de la santé. En 1913, il créa la Fondation Rockefeller avec son fils (qui s'appelait aussi John D. Rockefeller, car ils avaient peu d'imagination pour les prénoms dans la famille). McGoey observe que la Fondation Rockefeller joua dans le domaine de la santé mondiale un rôle voisin de celui joué par la Fondation Gates aujourd'hui. « De 1913 à 1951, de département de la santé de la Fondation Rockefeller intervint dans plus de 80 pays. La fondation ne fut pas seulement un acteur de plus grande envergure que des associations ou des gouvernements travaillant dans le secteur de la santé internationale ; pendant longtemps, elle fut l'*unique* pourvoyeur majeur de fonds dans ce domaine. L'Organisation d'Hygiène de la Société des Nations (OHSN) fut fondée en 1922. Mais, à la différence de l'Organisation Mondiale de la Santé qui lui succéda, l'OHSN manquait cruellement de poids politique et de soutien financier. Pendant la plus grande partie de son existence, l'OHSN dut la moitié de son budget à la Fondation Rockefeller[1]. » (McGoey, 2015, p. 149-150)

En 1888, John D. Rockefeller fit la connaissance de Frederick Taylor Gates (1853-1929), un pasteur baptiste, alors que ce dernier cherchait à le convaincre de financer la transformation d'un collège baptiste en une université moderne. Rockefeller fut si impressionné par les talents d'organisateur et le sens des affaires de F. T. Gates, qu'il le fit siéger au conseil d'administration de plusieurs des entreprises qu'il possédait. À partir de 1892, Frederick Gates fut employé à plein temps comme conseiller en philanthropie. Rockefeller dira plus tard de lui qu'il fut le « génie directeur » de toute son activité philanthropique. Sur une page du site de la Fondation Rockefeller intitulée « Precursors of a New Philanthropy », on peut lire que Gates et Rockefeller « transformèrent la charité personnelle en une entreprise organisée, institutionnalisée, sur le modèle des pratiques des sociétés commerciales ». Frederick Gates écrira dans ses mémoires : « J'ai

[1] De nos jours, les cotisations obligatoires des États-membres constituent une partie des ressources de l'OMS, mais cette part est minoritaire (20% en 2016). Les 80% restants sont issus de contributions volontaires d'origines diverses : gouvernements, associations, fondations, entreprises… La Fondation Gates est le plus grand donateur privé à l'OMS. Cf. Nathalie Bougeard et Feriel Mestiri, « Les généreux donateurs de l'OMS orientent-ils sa politique ? », rts.ch, 30 mai 2017, consulté le 22 mai 2019.

graduellement développé et introduit dans toutes ses activités charitables le principe de la générosité scientifique, si bien qu'il [Rockefeller] abandonna vite toute activité de détaillant en philanthropie, pour s'engager de façon sûre dans celle de grossiste. » F.T. Gates a toujours conseillé à Rockefeller de dépenser de la manière qui fait le plus de bien, par exemple en ciblant les maladies qui tuent ou affectent le plus de personnes. F.T. Gates était un adepte de l'Efficiency Movement (Mouvement de l'efficacité). Ce mouvement, qui comptait Frédérick Taylor parmi ses inspirateurs (le père du « taylorisme » dans l'organisation du travail), se donnait pour but d'éliminer le gaspillage et de développer les meilleures pratiques dans tous les domaines : industrie, agriculture, administrations, hôpitaux, éducation, philanthropie… L'Efficiency Movement était persuadé que grâce à des méthodes scientifiques mises au point par les meilleurs experts, il serait possible de résoudre les grands problèmes sociaux et d'avancer plus vite dans « l'ère du progrès ».

L'histoire ne suit jamais deux fois exactement le même chemin. Mais ce petit saut dans le passé incite à considérer avec scepticisme les proclamations les plus tapageuses du caractère foncièrement novateur de la philanthropie moderne, qui aurait subitement découvert qu'il fallait se montrer rationnel et soucieux d'efficacité.

5. Paroles de professionnels de la philanthropie

Il serait réducteur d'analyser la philanthropie anglo-saxonne contemporaine en n'en retenant que le discours clinquant sur la nouvelle approche *businesslike*, avec sa surabondance de mots empruntés au jargon financier, et ses formules faisant miroiter une quantification rigoureuse des résultats. Il existe une foule de chercheurs et professionnels qui étudient et conçoivent des modalités d'action. Quand on tente d'explorer ces sujets, on se perd vite dans une épaisse forêt d'articles qui leur sont consacrés. Il faudrait croire tous ces gens décérébrés pour imaginer qu'ils se contentent d'agiter des hochets verbaux à la sauce entrepreneuriale. Nous n'allons pas défricher la forêt d'articles, mais évoquer quelques aspects (quelques-uns seulement) de l'un d'eux, et des réactions qu'il a suscitées. Il s'agit de l'essai de Paul Brest *Strategic Philanthropy and Its discontents*, qui a été publié en avril 2015 dans la *Stanford Social Innovation Review*. La revue a également publié les réponses écrites à ce texte d'une douzaine d'acteurs de la philanthropie.

Strategic Philanthropy and Its discontents présente un intérêt particulier parce que son auteur a été (et reste) un promoteur de la philanthropie stratégique. Il est à la fois un penseur et un praticien de la celle-ci. Paul Brest est un juriste qui enseigne à l'Université Stanford et y codirige un centre de recherche

sur la philanthropie. De 1999 à 2012, il a dirigé la Fondation Hewlett[1]. Dans son essai de 2015, il explique que la recherche du rendement de l'investissement philanthropique doit être comprise comme un état d'esprit, plutôt que comme l'exigence de procéder à des calculs en utilisant une formule. Les calculs sont parfois possibles pour les organisations charitables qui fournissent des services à la population, comme le font les entreprises (bien que les unes opèrent sans but lucratif à la différence des autres). « Mais certains des problèmes majeurs traités par la philanthropie, par exemple la lutte contre le réchauffement climatique ou pour l'accès au mariage sans discrimination, ne se prêtent pas à la quantification des bénéfices et des probabilités de succès. » (*op. cit.* p. 2)

Brest estime en outre que les experts en philanthropie stratégique n'ont rien à dire sur les buts ultimes poursuivis ; ceux-ci sont définis par les philanthropes qui sont les commanditaires de leurs services : « Les philanthropes poursuivent des milliers de buts différents, allant de la satisfaction des besoins fondamentaux des plus pauvres, à la protection des habitants de la planète contre les dommages du changement climatique, ou à l'offre de services éducatifs ou culturels à des personnes aisées. Pour le meilleur ou pour le pire, les buts choisis par un philanthrope dépendent de ses passions, pôles d'intérêt et convictions morales personnels. » (*op. cit.* p. 2)

L'auteur reconnaît que certains des reproches (pas tous) adressés à la philanthropie stratégique sont fondés. Oui, il peut arriver qu'on accorde trop de place aux ratios coût-bénéfice et aux indicateurs chiffrés. La fondation Hewlett, dit Brest, a eu ce travers au début des années 2000, quand elle a commencé à mettre en place sa politique d'octroi de financements axée sur les résultats. Il estime que depuis elle a corrigé le tir et que, selon son expérience, « il y a un bon équilibre à trouver entre les indicateurs quantitatifs et qualitatifs, ainsi qu'entre l'analyse et l'intuition » (*op. cit.* p. 6). Brest reconnaît qu'il y a des situations où on ne peut pas exiger, pour apporter un soutien à une cause, que les objectifs soient parfaitement définis et qu'un plan précis sur la façon de les atteindre ait été établi. C'est le cas du soutien à des mouvements sociaux qui au départ sont surtout des protestations contre un état de fait. Ils font intervenir des individus et des organisations différents, et ne précisent (et diversifient) leurs revendications que chemin faisant. Brest donne l'exemple du mouvement des droits civiques ou du mouvement pour les droits des homosexuels (qui a évolué en mouvement LGBTQ). La « stratégie » des philanthropes désireux de soutenir ces causes, surtout quand le mouvement est naissant et peu structuré, ne consiste en rien de plus qu'apporter un soutien financier aux leaders et organisations qui leur inspirent confiance. Brest observe qu'il y a des domaines où il serait absurde de vouloir définir à l'avance le résultat visé. C'est le cas par

[1] Il s'agit d'une fondation créée en 1966 par William Hewlett (cofondateur de la société Hewlett-Packard) et son épouse. La Fondation Hewlett intervient dans de nombreux domaines, parmi lesquels la préservation de l'environnement ou le planning familial dans le tiers monde.

exemple quand on soutient la recherche ou la création artistique. Il n'en reste pas moins pertinent de se demander dans quels domaines on veut favoriser la recherche ou la création, et quels cadres ou institutions semblent les plus appropriés pour y parvenir. Brest admet également qu'il y a des abus dans les relations trop directives établies par des fondations avec des organisations qu'elles financent, et que ces abus conduisent à se priver des connaissances et du savoir-faire de ces organisations dans la conception du projet, ou sa correction ultérieure. Il arrive aussi qu'on leur impose des contraintes inéquitables, et qu'on transfère sur elles des coûts excessifs, parce que leur dépendance aux financements est telle qu'elles sont dans l'impossibilité de refuser les exigences du commanditaire. Néanmoins, le rôle des fondations ne peut pas être non plus de « faire des chèques à tout le monde, et d'étaler de l'argent uniformément comme de la margarine » (Brest, 2018), donc le décideur doit faire des choix. La bonne façon de faire est de considérer les organisations financées comme des partenaires à part entière, avec qui il faut établir une relation de confiance et un réel dialogue, de manière à ce que le jugement de celles-ci puisse aider le mieux possible le décideur à former le sien propre.

Brest conclut son essai de 2015 par une définition très large de l'approche stratégique : « Le plaidoyer pour la philanthropie stratégique repose fondamentalement sur la conviction que la poursuite intentionnelle, systématique et rationnelle d'un objectif accroît les chances de l'atteindre. » De même, dans un article de 2018, Brest avance cette proposition peu sujette à controverse : « La philanthropie stratégique est fondée sur la conviction que les intuitions de l'expert informées par les faits donnent de meilleurs résultats que ses intuitions seules. »

La définition que donne Brest en 2015 de la philanthropie stratégique n'est rien d'autre que celle de la rationalité instrumentale (employer les moyens appropriés pour atteindre certaines fins). Elle est assortie de considérations sur les limites qu'on rencontre quand on veut mettre en œuvre cette forme de rationalité, et sur l'art de les surmonter au mieux – un art qui ne prétend pas être une science.

Il vaut la peine de lire les réflexions exprimées par d'autres auteurs dans la *Stanford Social Innovation Review* en réponse à l'essai de Brest (cf. Anheir *et al.*, 2015). Il serait trop long de détailler chacune, mais qu'elles confortent le propos de Brest, le contredisent en partie, ou ouvrent sur d'autres sujets, aucune n'a l'allure de l'exposé prétentieux d'une méthode infaillible pour bien faire. Voici quelques-uns des points abordés dans ces réponses :

- Rob Reich doute que la question du choix des fins doive être exclue du champ de la philanthropie stratégique, et même qu'elle puisse l'être.

- Plusieurs auteurs expriment, dans des optiques différentes, leur insatisfaction à l'égard de l'affirmation courante selon laquelle la plus grande partie de la philanthropie serait conduite de manière irrationnelle.
- Phil Buchanan estime que Brest ne va pas assez loin dans la critique qu'il est justifié d'adresser à « une conception de la stratégie qui affirme la primauté des fondations sur les autres participants, et qui assimile, de façon inappropriée, une fondation à une entreprise soumise à la concurrence ».
- Peter Frumkin évoque une question fondamentale pour évaluer l'approche stratégique, tout en notant que c'est un puit philosophique sans fond : « Le monde est-il gouverné par des considérations techniques rationnelles, ou bien est-il foncièrement imprévisible et erratique ? » Il suggère que le mérite principal des réflexions et discussions accompagnant l'élaboration d'une stratégie pourrait bien être de donner aux participants la force mentale nécessaire pour affronter le chaos et le brouillard qui les attend quand ils se confronteront à la réalité.
- Helmut Anheir et Diana Leat suggèrent que ce qui favorise la réussite, c'est surtout la créativité, et la confiance dans le fait d'être capable de réaliser de grandes choses, sachant qu'on opère dans des conditions de grande incertitude. Pour eux, la passion pour une cause importe autant que la poursuite rationnelle d'un but. Il se peut, écrivent-ils, que « l'accent mis sur la quantification soit davantage une façon de se rassurer psychologiquement […] qu'une mesure de performance réellement nécessaire […] La planification stratégique sert à la fois à se donner du courage (pour se lancer dans un projet) et à se rassurer […] "nous savons ce que nous faisons", "tout ceci est sérieux et professionnel". »
- Etc.

La défense nuancée de la philanthropie stratégique par Paul Brest inspire facilement l'adhésion. Elle est si ouverte aux adaptations requises par chaque contexte particulier qu'elle se confond avec une défense de l'action sensée. Elle devient toutefois si générale, qu'on peut se demander en quoi elle aide les responsables de la conception et de la mise en œuvre d'un programme dans un domaine spécifique. Tant Brest que ses interlocuteurs sont des acteurs ou des observateurs expérimentés de la philanthropie. Le propos est général mais eux ont en tête des faits qu'ils ont observés, ou des projets qu'ils ont tenté de mener à bien. Leurs échanges nous apprennent qu'il y a effectivement eu un élan pour développer certaines méthodes (quantification, pilotage centralisé des « partenaires », transposition des techniques managériales pour obtenir des

résultats). Ils nous apprennent aussi qu'il serait simpliste de voir le milieu de la philanthropie comme peuplé uniquement d'adorateurs béats de ces méthodes. Le débat et la réflexion y sont vivaces.

6. Une philanthropie dans l'air du temps

Le philanthrocapitalisme est la phase contemporaine de la philanthropie, décrite sous des traits qui sont ceux qu'elle présente en premier lieu aux États-Unis. Cette phase coïncide avec une période où la fraction du patrimoine détenue par une très étroite frange d'individus fortunés est non seulement considérable mais en augmentation. Une conséquence quasi-mécanique en est que les ultra-riches pèsent encore plus lourd que par le passé dans les ressources et orientations du secteur privé non lucratif. Toutefois, il serait réducteur de retenir uniquement du philanthrocapitalisme que « c'est une affaire de riches ».

La proclamation d'une entrée dans l'ère de la philanthropie rationnelle, ou efficace, est une des caractéristiques les plus voyantes des dernières décennies. Il n'y a pas de raison de douter de la réalité des efforts déployés pour encourager la générosité, ou pour employer correctement les fonds alloués à la bienfaisance. Néanmoins, ces auto-décernements de labels d'efficacité ne nous informent pas vraiment sur ce dont il s'agit. Au demeurant, il n'existe pas de formes concurrentes de philanthropie, présentes ou passées, qui se définiraient par la recherche de l'inefficacité. L'insistance sur des travers imputés à de mauvais bienfaiteurs compte sans doute parmi les ingrédients qui stimulent l'énergie des nouveaux philanthropes ; elle alimente le sentiment d'être les pionniers de l'édification de la bienfaisance performante.

Il y a néanmoins des éléments réellement propres au style philanthrocapitaliste. Mais ce style, nous sommes nombreux à l'avoir côtoyé. Il n'est pas besoin pour cela d'être un milliardaire ou un expert étasunien de la philanthropie. Si vous travaillez depuis longtemps dans une entreprise d'une certaine taille, vous avez dû vous adapter à (ou avez mis en œuvre) la « culture de l'évaluation », le « management stratégique » et autres « direction par objectif ». Vous avez vu se multiplier les recours aux auditeurs et consultants. Vous avez consacré un temps croissant à alimenter en faits et chiffres, rédiger, ou lire, des rapports concernant l'activité à laquelle vous participez. Selon votre fonction et position hiérarchique, il se peut que vous ayez animé ou écouté un nombre croissant de réunions riches en présentations PowerPoint, où il était question de stratégie, de bilan des résultats atteints, de nouvelles orientations ou pratiques à introduire, de relations avec des partenaires, etc. Si vous travaillez depuis longtemps dans le secteur public (un hôpital, une université…), vous avez vous aussi été témoin ou acteur d'évolutions similaires. En effet, vous avez été soumis à la nouvelle gestion publique (*new public management*), qu'on peut définir succinctement comme la recherche d'une organisation des

administrations destinée à accroître leur efficacité, et à satisfaire à moindre coût les attentes des citoyens, grâce à la transposition de modes de gestion issus du secteur privé. On pourrait ajouter que la nouvelle philanthropie a quelque chose des manières et du langage de la Macronie : ses premiers de cordée, sa *start-up nation*, ses députés issus de la « société civile » pratiquant le *team building*, etc. C'est que la Macronie elle-même est imbibée de l'air du temps qu'on respire dans les entreprises, et recrute largement parmi des personnes qui ont contribué à l'y installer.

Le propre du philanthrocapitalisme n'est peut-être pas tant d'être *businesslike* que de l'être selon les codes qui régissent la gestion actuelle des entreprises et organisations. Il n'est pas étonnant dès lors que les louanges ou les critiques qui lui sont adressées soient du même ordre que celles qu'inspirent ces mêmes méthodes de management quand elles sont appliquées à d'autres secteurs.

Deuxième partie

Altruisme efficace

Chapitre 3

L'altruisme efficace : une communauté, des organisations

L'altruisme efficace (AE) est une composante ou une manifestation particulière du philanthrocapitalisme. Ne pas se méprendre sur le sens de cette proposition : elle ne signifie pas que l'AE ne voudrait s'adresser qu'aux riches, ni que ses principaux acteurs sont tous des ultra-riches. Mais l'AE a très largement importé l'état d'esprit et les manières de faire déjà en place dans la « nouvelle » philanthropie anglo-saxonne, à commencer par le discours sur l'efficacité, mais aussi l'adhésion à l'approche « stratégique », la place accordée à la modélisation et la quantification, ou encore la culture de l'évaluation. Comme dans d'autres secteurs de la philanthropie, l'expansion de l'AE est dépendante de ressources provenant de personnes fortunées.

L'AE a par ailleurs des caractéristiques qui lui sont propres. L'une d'elle est d'être d'inspiration utilitariste. Nous y reviendrons dans les chapitres 5 et 7. Un autre trait distinctif – qui est celui qui retiendra notre attention dans ce chapitre – est de constituer une véritable communauté. Le réseau comprend des organisations, entre lesquelles existe une circulation des informations et aussi des personnes. Il comprend également toute sorte de supports, réels ou numériques, qui favorisent l'échange entre sympathisants et participants, et qui sont autant de portes d'entrées pour de nouveaux venus. On peut dire de l'AE qu'il est un mouvement social : il ne se contente pas de conduire ses propres affaires philanthropiques ; il s'organise pour élargir son audience, afin d'étendre l'impact sur la société de sa conception du bien. Pour autant, jusqu'à présent, le profil social des altruistes efficaces est très loin d'être représentatif de celui de la population en général (voir § 3 *infra*).

1. Un mouvement social très récent

L'expression « altruisme efficace » a été forgée en 2011. Il existait déjà à cette date des organisations, à vocation spécifique, répondant bien aux exigences de l'AE, et qui sont maintenant incluses parmi les institutions relevant de ce label. Mais le mouvement et le réseau de l'AE, avec l'ensemble des traits qui le caractérisent aujourd'hui, n'existent vraiment que depuis une petite dizaine d'années.

William McAskill[1] (2014) relate la manière dont le nom fut forgé, dans un contexte dont il fut l'un des acteurs. En 2011, à Oxford (Angleterre), Giving What We Can et 80 000 Hours (deux organisations dont nous parlerons plus loin) souhaitaient élargir leur horizon : les deux entités avaient leur domaine d'action spécifique, mais « il y avait chez leurs dirigeants une conscience croissante que la meilleure chose à faire était d'encourager davantage de gens à faire le bien aussi efficacement que possible », écrit McAskill. Par ailleurs, les deux entités souhaitaient créer une organisation les chapeautant, dotée d'un statut juridique leur permettant d'embaucher des salariés. Suite à un brainstorming en plusieurs étapes auquel participèrent 17 personnes, émergea une liste de noms possibles pour la nouvelle organisation, parmi lesquels : Communauté des altruistes rationnels, Communauté des utilitaristes efficaces, Association des altruistes optimaux, etc. Parmi les propositions en présence, ce fut « Centre for Effective Altruism » (CEA – Centre pour l'altruisme efficace) qui remporta le plus de votes comme nom pour la nouvelle organisation. À partir de là, l'expression « altruisme efficace » s'imposa rapidement comme la dénomination dans laquelle se reconnaissaient de multiples organisations et initiatives, bien au-delà du CEA proprement dit.

En 2015, l'existence du mouvement de l'altruisme efficace fut consacrée par la parution de deux livres destinés à l'expliquer et le promouvoir : *The Most Good You Can Do* de Peter Singer (traduit en français sous le titre *L'altruisme efficace*), et *Doing Good Better* de William McAskill.

2. La nébuleuse de l'altruisme efficace

Présenter les composantes de l'AE est un vrai casse-tête. Il y a énormément d'acteurs et de manifestations d'activité. Il est impossible d'être exhaustif, d'autant plus que ce milieu est si créatif qu'on assiste sans cesse à la naissance de nouvelles initiatives et organisations, ou à la recomposition d'autres qui existaient déjà sous une forme différente. Pour donner une idée des activités de ce milieu, on procédera en deux temps.

On présentera d'abord (§ 2.1.) des organismes précurseurs de l'altruisme efficace, c'est-à-dire ceux dont l'existence précède la formation du mouvement. L'avantage de procéder ainsi est que cela permet au passage de présenter un opérateur, Open Philanthropy Project, qu'il est utile de définir assez vite parce qu'on sera amené maintes fois à dire qu'il joue un rôle dans diverses activités du mouvement.

Dans un second temps (§ 2.2.), on prendra comme point de départ le Centre for Effective Altruism, parce que c'est un pôle très important. Cela permettra de

[1] Dans un article de presse, j'ai vu qualifier McAskill de « chef officieux de l'altruisme efficace ». Si la notion de chef n'a pas vraiment de sens pour un mouvement protéiforme, il est néanmoins certain que McAskill en est une personnalité de tout premier plan.

présenter aussi des organisations qui ont des liens avec lui, et de mentionner des personnalités influentes de l'AE.

Ce parcours laissera dans l'ombre de nombreuses organisations mais, espérons-le, donnera une idée assez claire du type d'entités qui font la vie du mouvement.

2.1. Organismes précurseurs de l'altruisme efficace

Si vous parcourez un livre ou un site promouvant l'AE, il est certain que vous y verrez élogieusement citée l'association **GiveWell**. Elle est devenue une composante du mouvement une fois celui-ci constitué. Elle peut être considérée comme en ayant appliqué les principes avant l'heure, et a servi par la suite de modèle à d'autres.

Elie Hassenfeld et Holden Karnofvsky ont fondé GiveWell en 2007, après avoir travaillé quelques années dans un *hedge fund*[1]. Comme d'autres avant eux, ils ont eu l'idée de transposer les principes de l'analyse financière au domaine de l'altruisme, afin de déterminer quels sont les meilleurs investissements caritatifs. Eux aussi vont donner une place centrale à l'analyse coût-efficacité, en visant la quantification des résultats obtenus par dollar investi. GiveWell appartient à la catégorie des intermédiaires en philanthropie. Son unique activité consiste à prodiguer des conseils (gratuits pour les usagers de son site), afin de les aider à orienter leurs dépenses altruistes. Dans le milieu de l'AE, ces intermédiaires sont appelés des « méta-organisations » (*meta-charities*). Ouvrons une parenthèse pour signaler que les *meta-charities* sont devenues par la suite un type d'organisme dont il existe de nombreux exemples dans le mouvement de l'AE. Le conseil qu'elles dispensent peut concerner divers domaines :

- conseil aux donateurs sur les destinations efficaces de leur argent (GiveWell appartient à cette catégorie, mais aussi Animal Charity Evaluators et d'autres) ;
- conseil sur le choix de vie professionnelle (c'est l'activité de 80 000 Hours dont on parlera plus loin) ;
- conseil aux futurs doctorants afin de les inciter à choisir un sujet de thèse qui contribuera à améliorer le monde (voir le site effectivethesis.com) ;
- conseil aux candidats à la création d'associations efficaces (c'est l'activité de Charity Entrepreneurship).

Pour en revenir à GiveWell, il s'agit d'une association qui oriente spécifiquement les donateurs vers des programmes qui bénéficient aux

[1] Un *hedge fund* est un fonds d'investissement qui cherche de gros rendements et n'hésite pas pour cela à opérer sur des produits et des marchés risqués.

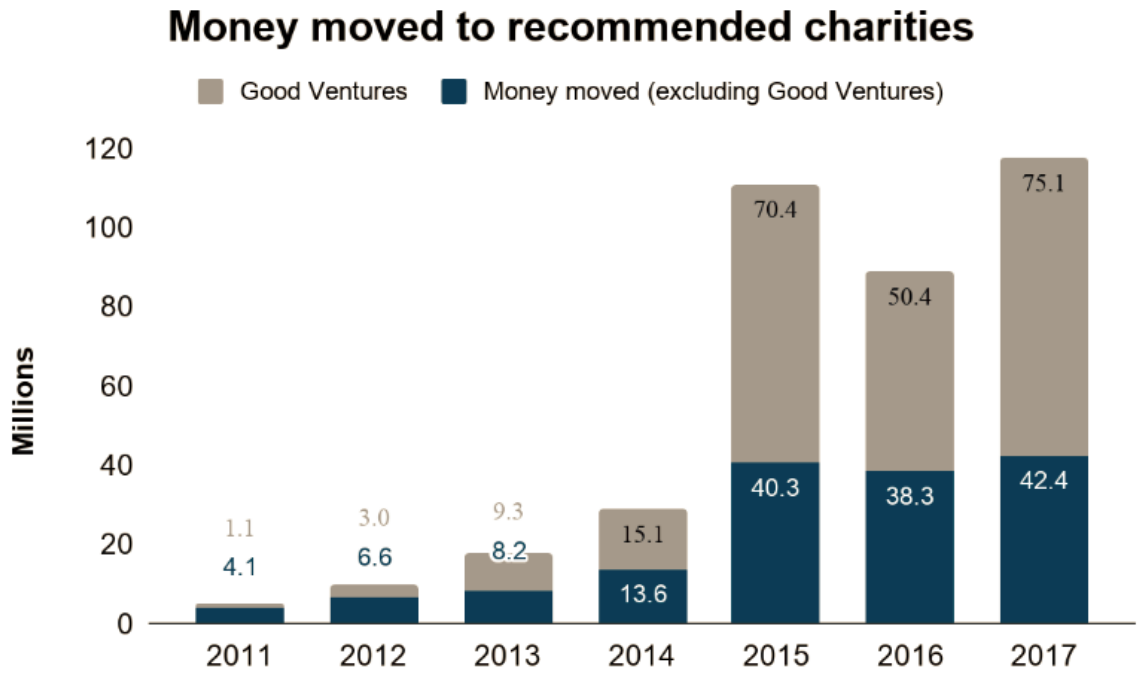
personnes pauvres du tiers-monde. Son attachement aux bilans coût-efficacité, avec un chiffrage qui permet d'associer un gain (en nombre de vies sauvées par exemple) à une dépense engagée, fait qu'elle ne sélectionne que des associations dont les actions sont extrêmement ciblées[1]. GiveWell recommande principalement des associations qui interviennent dans le domaine de la santé (lutter contre le paludisme, lutter contre les parasites intestinaux), mais en soutient aussi quelques autres telles que GiveDirectly, une association qui donne directement de l'argent à des ménages très pauvres.

Sur la page « Our Story » du site de GiveWell on trouve un graphique rappelant que la majeure partie des dons aux œuvres aux États-Unis proviennent des individus, et non pas des entreprises ou des fondations ; et on lit, en caractères gras, cette phrase : « nous croyons que les petits donateurs importent ». Il ne fait pas de doute que l'intention de GiveWell est de stimuler et de guider la générosité de tous. En effet, la plupart des ménages des pays développés font partie de la petite minorité mondiale des plus riches ; ce n'est pas l'apanage des milliardaires. L'intention est donc de toucher les ménages ordinaires. Mais quand on regarde les comptes de GiveWell (qui s'honore, comme beaucoup d'organisations de l'AE, par sa transparence), on voit que les petits donateurs pèsent bien peu dans les transferts d'argent permis par l'association.

Penchons-nous sur les statistiques fournies par GiveWell sur une page de son blog intitulée « GiveWell's money moved and web traffic in 2017 »[2]. Pour l'année 2017, GiveWell estime que son activité a procuré aux associations recommandées 117,5 millions de dollars de dons (c'est ce qu'on appelle « l'argent déplacé » grâce à l'activité de GiveWell). Sur ce montant, 75,1 millions (soit 64% du total) provenaient d'un seul donateur : la Fondation Good Ventures. Ce n'est pas une exception : chaque année, depuis 2013, la plus grande partie de l'argent déplacé par GiveWell provient de cette fondation, comme on le voit sur ce graphique :

[1] Le chiffrage exige le recueil d'informations sur les faits, mais demande aussi d'introduire des hypothèses dont GiveWell ne cache pas qu'elles font intervenir les valeurs et la subjectivité des évaluateurs.

[2] Au moment où je procède à la dernière révision de ce chapitre de *L'Industrie du bien* (5 juillet 2019), les comptes de GiveWell pour 2018 ne sont pas encore disponibles sur son site.



Qu'en est-il de l'argent déplacé par GiveWell qui ne provient *pas* de Good Ventures ? Là encore, GiveWell donne les chiffres : en 2017, 61% provient de donateurs qui ont versé plus de 10 000 $ chacun, et les donateurs qui ont versé plus de 100 000 $ représentent à eux seuls 33% des ressources. À l'autre extrémité, les donateurs ayant versé moins de 1000 $ n'ont apporté que 10% des ressources non dues à Good Ventures (et parmi eux, l'argent collecté grâce aux individus versant moins de 100 $ chacun n'est que de 0,3 million). Jusqu'à présent donc, la part des petits donateurs dans l'argent déplacé par GiveWell est négligeable.

Mais revenons sur le donateur principal, car **Good Ventures** n'est pas seulement la fondation qui alimente GiveWell[1]. C'est une fondation entièrement acquise aux principes de l'altruisme efficace. On la retrouve très souvent (sous un autre nom : Open Philanthropy Project) parmi les gros pourvoyeurs de fonds des organisations du mouvement, et aussi parmi les généreux donateurs aux associations recommandées par des méta-organisations de l'AE.

Good Ventures a été créé en 2011 par Dustin Moskovitz et Cari Tuna. La fortune qui alimente Good Ventures est celle de Moskovitz, dont le patrimoine est estimé à 13 milliards de dollars[2]. Il est cofondateur de Facebook, qu'il a quitté en 2008 pour fonder une autre société, Asana. Cari Tuna, son épouse, a

[1] Pour compléter les quelques informations qui vont être données ici sur Good Ventures, je recommande notamment la lecture de Gunther (2018).
[2] Selon la page qui lui est consacrée sur le site du magazine Forbes, consultée le 5 juillet 2019, qui donne des estimations en temps réel (*« real time net worth as of 7/5/19 »*).

abandonné son travail de journaliste pour s'occuper à plein temps de la fondation. Tuna a lu en 2010 *The Life You Can Save* de Peter Singer. Selon elle, cette lecture a été le catalyseur qui a inspiré la création de Good Ventures. Dès sa création en 2011, Good Ventures commence à financer GiveWell. En 2012, GiveWell, jusque-là situé à New York, déménage à San Francisco où se trouve la fondation et démarre avec elle un projet de recherche nommé GiveWell Labs, dont le but est d'étudier quelles sont les meilleures opportunités de don au sens large (et pas seulement les formes d'aide privilégiées par GiveWell). En 2014, GiveWell Labs devient une organisation dotée d'un statut juridique propre et prend le nom d'**Open Philanthropy Project** (OPP)[1]. Sa vocation principale reste d'explorer les possibilités de don efficace et, sur cette base, de déterminer à qui Good Ventures doit accorder des financements. Néanmoins, outre Good Ventures, OPP a quelques autres partenaires de moindre importance, dont il guide les financements[2]. OPP est dirigé par Cari Tuna, Holden Karnovsky et Alexander Berger. (Ce dernier est un diplômé de l'Université d'Harvard ; il est cité par Peter Singer dans *L'Altruisme efficace* comme exemple de personne qui a donné un rein.) Good Ventures est l'une de ces nouvelles fondations dont les créateurs comptent dépenser l'essentiel de leur fortune de leur vivant, d'où des flux de dépense annuels élevés.

Le livre qui a inspiré Cari Tuna compte parmi les éléments précurseurs de l'altruisme efficace. Il a été traduit en français sous le titre *Sauver une vie*. Ce livre, paru en 2009, est une version étendue d'un article publié par Singer en 1972, sous le titre « Famine, Affluence and Morality ». Dans les deux cas, le sujet est le devoir moral d'agir pour remédier à la pauvreté dans le tiers-monde. La proximité entre les deux textes est frappante. Même le célèbre exemple de l'enfant dans la mare est déjà présent en 1972. Singer a ajouté dans son livre de 2009 des informations sur les facteurs psychologiques qui entravent la générosité, ou induisent des biais dans la manifestation de celle-ci. Il y évoque des acteurs du philanthrocapitalisme, qui participent à créer une culture du don : Bill Gates, des célébrités comme Madona ou Angelina Jolie, des entreprises (Goldman Sachs, la banque Bear Sterns, Google, Whole Foods). Il y décrit très élogieusement

[1] Juridiquement, OPP n'est ni une association, ni une fondation, mais une LLC (*limited liability company* : société à responsabilité limitée). Bien qu'au départ prévu pour des entreprises, ce statut a maintenant du succès dans le secteur philanthropique. (C'est par exemple la forme choisie par Mark Zuckerberg en 2015 quand il a annoncé vouloir consacrer l'essentiel de sa fortune à la bienfaisance.) À certains égards, ce statut apporte plus de souplesse que celui de fondation. Par exemple, une LLC n'est pas soumise à des limitations concernant la part du capital d'une entreprise qu'elle peut acquérir, ce qui peut s'avérer utile si elle se tourne vers l'*impact investing*.

[2] Inversement, une partie des dépenses de Good Ventures ne relève pas d'OPP. Sur la page « Grantmaking Approach » du site de Good Ventures (consultée le 4 juillet 2019), on lit qu'en 2018 la fondation a accordé un total de 164 millions de dollars de dons sur les conseils d'OPP, auxquels se sont ajoutés 19 millions de dons alloués indépendamment d'OPP.

l'activité de GiveWell. Singer expose une double norme définissant ce que nous devrions faire pour soulager la misère. Il y a une norme haute, qui consisterait à se dépouiller de ce que l'on possède, jusqu'au point où le dernier euro dont on se prive a la même utilité pour nous que l'utilité qu'il procure à une personne dans la misère qui bénéficie d'un secours. Dans *Sauver une vie*, plus nettement que dans l'article de 1972, Singer propose de remplacer la norme haute (si exigeante qu'elle n'a aucune chance de déclencher une réaction positive) par une norme plus réaliste. Il suggère de s'astreindre à donner pour le tiers monde selon un barème progressif (comme pour l'impôt sur le revenu). Les taux proposés ne sont pas négligeables, mais laissent aux donateurs de quoi consommer immensément plus que ce que peuvent s'offrir les plus pauvres de la planète. Par exemple, dans le livre, il est suggéré aux contribuables étasuniens dont le revenu annuel est compris entre 100 000 et 150 000 $ d'en consacrer 5% à des dons, ce qui est très loin du point d'égalisation des utilités marginales de la monnaie chez le donateur et le bénéficiaire.

Dans le prolongement de la publication de *Sauver une vie*, Peter Singer crée en 2009 un site reprenant le titre anglais de l'ouvrage : **The Life You Can Save** (TLYCS). Au départ, il contient surtout une promesse de don, vue comme un outil pour créer une culture du partage. L'appel s'adresse à toute personne jouissant d'un revenu décent, ce qui est le cas de la majorité des actifs dans les pays développés. Les personnes qui signent la promesse s'engagent à donner au minimum 1% de leur revenu au cours de l'année qui suit à des associations venant en aide à des personnes vivant dans la pauvreté extrême. Comme dans le livre, un barème est proposé, suggérant des pourcentages plus élevés de don à mesure que l'on s'élève dans l'échelle des revenus. En 2013, TLYCS devient une association déclarée, avec des salariés, grâce à Charlie Breler, ancien président d'une entreprise du secteur de l'habillement, qui apporte des financements et devient directeur bénévole de l'association. TLYCS propose aux donateurs une sélection d'associations qui interviennent toutes en faveur des populations les plus pauvres. L'éventail proposé par TLYCS est plus large que celui de GiveWell, et porte sur davantage de domaines : santé, nutrition, mais aussi éducation, agriculture, planning familial… Parmi les associations recommandées figure Oxfam, une grande association généraliste de l'aide aux pays en développement, qui est aussi une association qui dénonce les inégalités et préconise des réformes structurelles. La diversité de ses activités fait qu'elle ne se prête pas à une analyse coût-efficacité sur le mode pratiqué par GiveWell.

Le domaine d'intervention est le même (pauvreté dans le monde), mais le poids de TLYCS est très inférieur à celui de GiveWell. En 2018, le montant d'argent déplacé par TLYCS n'est « que » de 5,2 millions de dollars, bien que la somme ait fortement progressé au fil du temps. TLYCS n'a pas l'appui de Good Ventures, alors que GiveWell a décollé à partir du moment où les liens se sont développés avec la fondation, et a ensuite bénéficié d'une large publicité dans les réseaux de

l'AE. Quand on regarde l'année 2010, qui est la dernière année où GiveWell n'avait pas encore de subventions de Good Ventures, le montant de monnaie déplacé par l'association n'était que de 1,4 million de dollars (dont 74% provenait de donateurs versant plus de 10 000 $ chacun)[1].

Après ce coup d'œil sur les organismes précurseurs de l'altruisme efficace, tournons-nous vers un artisan central de la constitution du mouvement, le CEA.

2.2. Le Centre for Effective Altruism et les organisations voisines

Le **Centre for Effective Altruism (CEA)**, né en 2011, est une organisation présente à la fois aux États-Unis et en Grande-Bretagne. McAskill préside CEA-US, et est l'un des 3 membres du conseil d'administration de CEA-UK avec Hilary Greaves et Toby Ord. Tous trois sont professeurs de philosophie à l'université d'Oxford (Angleterre). Nick Beckstead, un des 3 membres du conseil d'administration de CEA-US (et antérieurement membre du conseil de CEA-UK) travaille depuis 2014 pour Open Philanthropy Project[2].

Le CEA est fortement engagé dans le *community building*, c'est-à-dire dans les initiatives visant à renforcer et élargir le mouvement de l'altruisme efficace. Il le fait notamment à travers les éléments suivants.

Site du CEA. Le site offre une présentation générale de l'AE et donne des liens vers de nombreux articles, livres, vidéos et podcasts permettant d'approfondir sa connaissance du mouvement. Il oriente également les donateurs vers une sélection de fonds qui financent des organisations jugées efficaces.

Réseaux sociaux. Le CEA dispose d'une page Facebook, publie une lettre d'information mensuelle et anime l'Effective Altruism Forum. De nombreuses vidéos sont disponibles sur la chaîne YouTube du CEA.

Conférences. Le CEA organise deux conférences annuelles de grande envergure nommées « Effective Altruism Global » (EAG). L'une se tient en Angleterre, l'autre aux États-Unis. D'autres conférences portant le même nom ont lieu dans quelques autres pays.

Groupe locaux. Le CEA apporte son soutien (conseil et parfois financement) à la création et l'activité de groupes d'altruisme efficace, parmi lesquels bon nombre de collectifs universitaires. Ces groupes d'étudiants partisans de l'AE sont

[1] Cf. « GiveWell Metric Report – 2011 Annual Review », rapport disponible sur le site de l'association. Concernant TLYC à ses débuts, l'année 2014 est la première pour laquelle on dispose d'une estimation du montant de monnaie déplacée. Ce montant était alors de 811 000 $. Le rapport d'activité de TLYCS ne fournit pas, comme celui de GiveWell, une répartition des ressources collectées par taille des dons. Le rapport 2018 indique néanmoins que l'association a intensifié ses efforts pour recruter des donateurs riches et ultra-riches (*high net worth and ultra high net worth donors*) – sans indication du niveau de patrimoine requis pour rentrer sous cette dénomination – et leur impute un montant de 1,45 million dans le total de l'argent déplacé. (Source : TLYCS, *2018 Annual Report*, disponible sur le site de l'association.)

[2] Cf. la page « Team » du site du CEA (consultée le 4 juillet 2019).

notamment présents dans les universités prestigieuses : Oxford, Harvard, LSE, Stanford, Princeton, etc.

Les ressources du CEA ont notablement augmenté depuis 2017 grâce au soutien financier d'Open Philanthropy Project (OPP). En 2017, OPP a donné 2,5 millions de dollars au CEA, auxquels se sont ajoutés 7,7 millions en 2018, et 2,7 millions en févier 2019[1].

Le CEA n'est pas seulement un bâtisseur et animateur de la communauté des altruistes efficaces. Comme on l'a dit plus haut, il chapeaute deux organisations qui lui préexistaient, Giving What We Can et 80 000 Hours, qui ont chacune des buts spécifiques.

Giving What We Can (GWWC) a été fondé en 2009 par Toby Ord, avec William McAskill comme co-fondateur. GWWC est l'expression d'une des dimensions de l'altruisme efficace : encourager la générosité. C'est une des initiatives fonctionnant sur le principe de la promesse publique. On devient membre de GWWC en s'engageant à donner, pendant toute sa vie active, 10% de son revenu à des associations faisant efficacement le bien. L'engagement n'a pas valeur légale. Si vous le signez, votre nom apparaît sur une liste publiée sur le site de l'association. GWWC n'est pas un organisme ayant une grande activité.

Il a connu une évolution qui est représentative de la différence entre l'époque (pas si lointaine) où l'AE en était à ses balbutiements, et ce qu'il est devenu plus tard, une fois le mouvement constitué. En 2009, GWWC demandait à ses membres de s'engager à donner à des associations efficaces œuvrant spécifiquement à lutter contre la misère dans le tiers-monde (en particulier à GiveWell). Depuis l'intégration dans le CEA, les signataires s'engagent à donner 10% de leur revenu à n'importe quelle organisation dont ils estiment qu'elle peut « le plus efficacement contribuer à améliorer la vie des autres », c'est-à-dire que la cause n'est pas spécifiée. Par ailleurs, GWWC conseille à ses membres de donner aux causes désignées comme majeures par le CEA (le tiers-monde n'est que l'une d'elle), et à diriger leurs dons vers les fonds conseillés par le CEA.

80 000 Hours a été fondé en 2011 par William McAskill et Benjamin Todd, alors qu'ils étaient encore étudiants à Oxford. Le nom de l'organisation vient de ce que l'on passe environ 80 000 heures de sa vie à exercer un emploi rémunéré. L'objectif de 80 000 Hours est d'orienter de jeunes gens et filles vers le choix d'une carrière qui aura le maximum d'impact positif sur l'état présent ou futur du monde. Le travail de 80 000 Hours peut être lu comme une leçon de management de son propre capital humain, ou comme une invitation à considérer notre propre personne comme une entreprise. Notre tâche consiste à trouver la bonne stratégie pour maximiser la rentabilité altruiste de cette entreprise.

[1] Chiffres lus sur la page « Grants Database » du site d'OPP, consultée le 4 juillet 2019.

« Gagner pour donner » est une des idées qui est la marque distinctive de 80 000 Hours, même si elle a été nuancée et atténuée au fil du temps, après avoir suscité beaucoup de réactions négatives. L'idée est qu'en réussissant à occuper un emploi où l'on gagne beaucoup (dans la finance par exemple), on est capable de donner énormément à de bonnes causes tout au long de sa vie, et donc (si les dons sont dirigés vers des associations efficaces) de faire beaucoup plus de bien qu'une personne moins payée dont le métier est manifestement utile pour les usagers du produit de son travail.

80 000 Hours recommande aussi des carrières qui permettent d'avoir un impact positif fort par l'exercice même de son activité professionnelle : créer une entreprise dans un secteur ou des besoins importants sont mal satisfaits, devenir chercheur dans un domaine où de grandes avancées sont nécessaires, accéder à un poste de responsabilité dans un gouvernement ou une organisation internationale, créer une association à fort impact positif, etc. On retrouve la définition large de l'entreprenariat social qui a cours dans la philanthropie contemporaine. McAskill développe dans le chapitre 9 de *Doing Good Better* la question des bons choix professionnels. Le tout est émaillé d'exemples de personnes (nommément citées dans le livre) : Untel avait la possibilité de travailler pour GiveWell, mais pouvait espérer gagner énormément plus ailleurs, il a préféré la seconde option afin de devenir un gros donateur ; Unetelle a pris la décision d'entrer en politique quand elle aurait fini ses études, après avoir estimé, avec l'aide de 80 000 Hours, que son profil était tel qu'elle avait une chance sur 30 de devenir parlementaire, et une sur 3000 de devenir Première ministre. (Influer sur la politique nationale en cas de succès a tant d'impact que cela vaut la peine de prendre le risque d'échouer.) Le ton de McAskill est à la fois celui de l'éthicien et celui du conseiller d'orientation. L'éthicien met en avant le fort impact positif de parcours tels que ceux cités plus haut. Le coach en gestion avisée de son capital humain personnel dispense divers conseils. Celui-ci, par exemple : il est profitable de débuter sa vie professionnelle en tant que consultant ; c'est une bonne manière d'élargir sa connaissance du monde des affaires, de se constituer un épais carnet d'adresses, et d'enrichir son CV ; c'est donc un bon tremplin pour toute sorte de brillantes carrières ultérieures.

J'ai lu *Doing Good Better* avant de consulter le site de 80 000 Hours. Bien que le livre se veuille une promotion tout public de l'altruisme efficace, il m'a semblé immédiatement évident qu'en réalité, les conseils de McAskill ne s'adressaient pas aux futurs entrants dans la vie active. Son discours vaut pour une toute petite frange d'entre eux. C'est la parole d'un brillant produit de l'Université d'Oxford s'adressant à ses jeunes pairs d'Oxford ou de Harvard[1]. Sur la page d'accueil de

[1] McAskill manifeste, m'a-t-il semblé, la pointe de mépris pour les non-sachants naturelle aux gens de son milieu dans certains des propos qu'il tient à propos des bénévoles. « Il est fréquent, écrit-il, que vous ne soyez pas formé dans le domaine où vous intervenez en tant que bénévole, si bien qu'il se pourrait que votre apport soit limité. Et en même temps, vous consommez de précieuses ressources d'encadrement.

80 000 Hours, il est clairement indiqué que c'est ce public-là qui est visé. « Nos conseils s'adressent aux jeunes diplômés talentueux et ambitieux » y lisait-on jusqu'à l'été 2018. La formulation a un peu évolué depuis, mais le sens reste le même.

Outre le « gagner pour donner », 80 000 Hours a forgé une autre idée, parfois reprise dans des présentations généralistes de l'AE : l'idée qu'on a souvent tort de penser que, pour faire le bien, il faut choisir un emploi dans le domaine social au sens large (santé, éducation, associations caritatives…). Un des arguments avancés vaut quand il y a pléthore de candidats désireux d'occuper ce type d'emploi. Supposons par exemple qu'il y ait une multitude de gens capables et désireux d'étudier la chirurgie. Bien qu'un chirurgien sauve des vies, vous n'accroissez en rien le nombre de vies sauvées en optant pour ce métier. Vous ne faites que prendre la place d'un autre qui aurait fait aussi bien que vous. Il n'en reste pas moins vrai que les personnes qui se forment pour occuper des emplois sociaux, prestigieux ou pas, sont précieuses quand il y a pénurie de professionnels. Mais il y a une autre raison pour laquelle les emplois sociaux ne font pas rêver chez 80 000 Hours. C'est que leur idéal de parcours altruiste réussi, c'est de devenir l'individu qui produit un changement positif considérable, celui à qui on peut imputer une quantité colossale de bien. À ce jeu, les travailleurs sociaux ne seront jamais champions : ils travaillent à l'unité, ou pour peu de bénéficiaires à la fois. Un auxiliaire de vie, ou une institutrice, ne pourront pas se prévaloir d'avoir aidé des centaines de milliers de personnes à la fin de leur vie active. Les gens de 80 000 Hours voudraient repérer et guider les individus qui deviendront des hyperagents du bien. Un article de Benjamin Todd introduit l'idée de façon amusante : « Beaucoup de gens voient Superman comme un héros. Mais ce serait plutôt le meilleur exemple de talent sous-employé de toute la fiction. Il a commis la bourde de passer sa vie à combattre un seul crime à la fois. S'il avait eu l'esprit un peu plus créatif, il aurait pu faire beaucoup plus de bien. Il aurait pu délivrer des vaccins au monde entier à super-vitesse. Cela aurait éradiqué la plupart des maladies infectieuses et sauvé des centaines de millions de vies. »[1] À la suite de quoi, Todd énonce les types de carrières déjà mentionnées (chercheur, etc.) permettant de devenir d'authentiques super-héros, le tout illustré par les meilleurs dans leur catégorie : Bill Gates (catégorie « gagner pour donner »), Karl Landsteiner (catégorie « recherche » : il a découvert les groupes sanguins), etc. Mais en réalité, Gates et Landsteiner n'ont pas sauvé seuls des millions de vies : Gates n'a pas personnellement vacciné des

Pour cette raison, le bénévolat peut en réalité être néfaste pour une association. Il est arrivé que des associations nous disent que la raison principale pour laquelle elles employaient des bénévoles était qu'ensuite ces bénévoles devenaient des donateurs. […] Un moyen d'avoir un impact sans imposer un fardeau aux associations est de faire des heures supplémentaires au lieu de faire du bénévolat, et de donner l'argent ainsi gagné. » (McAskill, 2016, p. 217)

[1] B. Todd, « Which Jobs Help People the Most », site de 80 000 Hours, consulté le 9 juin 2019. À la date de consultation, la dernière mise à jour de l'article de Todd remontait à avril 2017.

millions de personnes, et Lansteiner n'a pas pratiqué des millions de transfusions sans danger. Ils ont été une des conditions de possibilité de ces progrès, tandis que les travailleurs du secteur de la santé, qui n'opèrent qu'à l'unité, en étaient une autre. Le récit de 80 000 Hours peut néanmoins être compris comme destiné aux êtres d'exception, qui risqueraient de se fourvoyer en exerçant des talents (indispensables) qu'ils partagent avec le commun des mortels, privant le monde des capacités qu'ils sont les seuls à posséder. L'important n'est pas alors l'imputation (contestable) de millions de vies sauvées à un seul individu. Il faut y voir plutôt une application de la théorie des avantages comparatifs. Une illustration de celle-ci, qui a cours depuis plus d'un demi-siècle chez les économistes, est la suivante. Une femme a des qualités telles qu'elle est à la fois la meilleure des avocats d'affaires et la meilleure des dactylos. Elle a intérêt à passer 100% de son temps à travailler comme avocate et à prendre une dactylo (moins douée qu'elle) pour l'assister car, de cette manière, elle gagnera beaucoup plus qu'en étant dactylo, ou qu'en partageant son temps entre les deux métiers. L'histoire est parfaite pour expliquer aux étudiants le principe des avantages comparatifs. Ceci dit, elle n'a aucun intérêt pour une femme qui est capable d'apprendre la dactylo, mais pour qui les études de droit sont trop difficiles, ou trop chères, donc pour qui il n'y a qu'une option. En fait, elle n'a aucun intérêt non plus pour la femme capable d'apprendre les deux, et qui n'aura pas besoin des lumières des sciences économiques pour saisir qu'il est préférable de devenir avocate. Et pour le public de 80 000 Hours ? Gageons que parmi les étudiants touchés par l'association, aucun ne songe à devenir dactylo. La vocation de 80 000 Hours est d'attirer les membres de la future élite (économique, scientifique, politique, administrative, etc.) vers l'AE. Elle est aussi d'effectuer des recherches pour tenter de déterminer les domaines où les « diplômés talentueux et ambitieux » pourraient avoir le plus d'impact positif, selon les critères de l'AE. C'est un véritable travail de recherche. Car, contrairement à l'exemple réduit à deux options (tout le monde sait qu'une avocate gagne plus qu'une dactylo), il n'est pas évident pour les diplômés des meilleures écoles de deviner comment gagner le plus d'argent possible (s'ils prennent l'option « gagner pour donner»), ni quels sont les secteurs et métiers grâce auxquels on peut espérer faire le plus de bien à travers son activité professionnelle.

80 000 Hours est une organisation active et en croissance. Elle a maintenant des relais dans plusieurs universités autres que celle d'Oxford (Cambridge, Londres, Berkeley, Harvard, MIT, Stanford, Yale, Melbourne, etc.) Elle a bénéficié en 2015 de l'appui (financement et coaching) de Y Combinator. (Y Combinator est une société californienne qui a pour vocation de servir d'incubateur aux start-up. En 2013, elle a étendu son activité aux jeunes associations prometteuses.) Le développement de 80 000 Hours a aussi été facilité par plusieurs gros donateurs (voir la page « Our donors » de son site), parmi lesquels Open Philanthropy Project.

Le site de 80 000 Hours peut vous intéresser même si vous n'entrez pas dans la catégorie des personnes qui peuvent bénéficier de ses conseils d'orientation professionnelle. À la rubrique « Podcasts », on peut lire ou écouter la collection d'entretiens approfondis réalisés par Robert Wiblin avec de nombreuses personnalités sur de grands problèmes du monde. La richesse de la vie intellectuelle est une des facettes de l'AE que l'on retrouve dans plusieurs autres composantes du mouvement.

Parmi les institutions ayant des liens avec le Centre of Effective Altruism, on trouve des centres de recherche académiques. C'est le cas du **Future of Humanity Institute (FHI)**. Il s'agit d'un centre de recherche interdisciplinaire de l'Université d'Oxford, dont les travaux portent sur ce qui peut favoriser, ou au contraire menacer, l'épanouissement de la vie intelligente sur Terre (et dans l'univers). Le FHI a été créé en 2005 par Nick Bostrom, qui est une personnalité de premier plan dans la recherche sur les « risques existentiels » (nous en dirons davantage au chapitre 5, patience !). D'origine suédoise, Nick Bostrom est philosophe, mais a également une formation en mathématiques, logique et intelligence artificielle. Il est professeur de philosophie à Oxford depuis 2005, et a antérieurement enseigné à l'Université Yale. Sa liste de publications est impressionnante. Il est notamment connu pour avoir fondé avec David Pearce en 1998 Humanity+ (dont le nom d'origine était Association transhumaniste mondiale) et pour être l'un des penseurs du transhumanisme.

Quand on parcourt la liste des membres de l'équipe du FHI, on y retrouve quatre noms déjà cités plus hauts : William McAskill, Nick Beckstead, Hilary Greaves et Toby Ord[1]. Les risques existentiels sont l'un des principaux sujets de recherche d'Ord. Il travaille actuellement à un livre sur le sujet qui devrait paraître en 2020. De façon plus générale, tous les acteurs centraux du CEA et des organisations qui lui sont liées poussent vers un investissement prioritaire du mouvement de l'altruisme efficace sur le problème des risques existentiels et du bien des générations futures.

Sur la page de son site où le FHI cite les noms des donateurs qui lui ont apporté un soutien financier important, on trouve, entre autres, Open Philanthopy Project et Elon Musk, un milliardaire *high tech* qui partage tout à fait les préoccupations de l'Institut[2].

[1] Bostrom connaît McAskill et Ord depuis 2003 et a suivi dès le départ les développements des organisations d'altruisme efficace à Oxford.

[2] Les remerciements adressés par le FHI à ses plus gros donateurs ne précisent pas les montants reçus de chacun. Sur la page Wikipédia « Elon Musk », on lit que celui-ci a versé 10 millions de dollars au FHI en 2015. Sur la page « Grants Database » d'OPP (consultée le 5 juillet 2019), on voit qu'OPP a donné 2 millions de dollars au FHI en 2017 et 12 millions en 2018 (après une contribution plus modeste de 115 000 dollars en 2016).

Le **Global Priorities Institute** (GPI) est un autre centre de recherche de l'Université d'Oxford. C'est une pure émanation du mouvement de l'altruisme efficace. Le GPI n'a probablement été créé qu'en 2018, car lorsque j'ai consulté pour la première fois son site, en janvier 2019, on n'y trouvait qu'un programme de recherche daté de décembre 2018, mais aucune publication ou autre manifestation d'activité des chercheurs de l'institut. Le GPI se définit ainsi : « Notre but est de mener la recherche fondamentale qui pourra éclairer la prise de décision des individus et institutions qui cherchent à faire le plus de bien possible. Nous donnons la priorité aux problèmes qui sont importants, négligés et résolubles, et utilisons les outils de multiples disciplines, spécialement la philosophie et l'économie […]. » Dans l'équipe, on retrouve notamment Hilary Greaves (directrice du GPI), William McAskill et Toby Ord. Parmi les conseillers, figurent des philosophes ou économistes utilitaristes connus (Voir la page « people » du site du GPI). Dès février 2018, le GPI se voyait allouer un financement 2,7 millions de dollars d'OPP, ce qui confirme que Good Ventures (via OPP) est la fondation de l'altruisme efficace : un centre de recherche qui n'a encore rien produit bénéficie de la confiance suffisante pour recevoir un financement important sur la base d'un projet.

Dans les pages qui précèdent, je n'ai cité que quelques noms, choisis parmi des personnalités centrales de l'AE. Ajoutons que ce qui peut être constaté pour elles vaut aussi pour de nombreux autres : on retrouve les noms des mêmes personnes, simultanément ou à des périodes différentes, parmi les salariés, administrateurs, ou conseillers d'organismes distincts de l'AE. Il s'agit véritablement d'un réseau, et non de la juxtaposition d'entités différentes qui n'auraient qu'un label en commun. Naturellement, il y a aussi bon nombre de personnes qui ne sont rattachées qu'à une seule équipe, en particulier parmi les très jeunes. Or, les organismes de l'AE emploient beaucoup de jeunes collaborateurs.

3. Qui sont les altruistes efficaces ?

Le profil sociologique des altruistes efficaces (AEs) est connu parce que les AEs eux-mêmes se soucient de l'étudier. Une enquête annuelle est effectuée par l'association Rethink Charity. À compter de 2018, c'est un département de celle-ci, nommé Rethink Priorities, qui prend en charge cette tâche[1]. L'enquête est menée en diffusant des questionnaires sur les réseaux de l'AE (pas seulement ceux qui ont été cités dans les pages qui précèdent), et les résultats sont publiés sur le forum du CEA. Sauf indication contraire, les chiffres indiqués dans cette

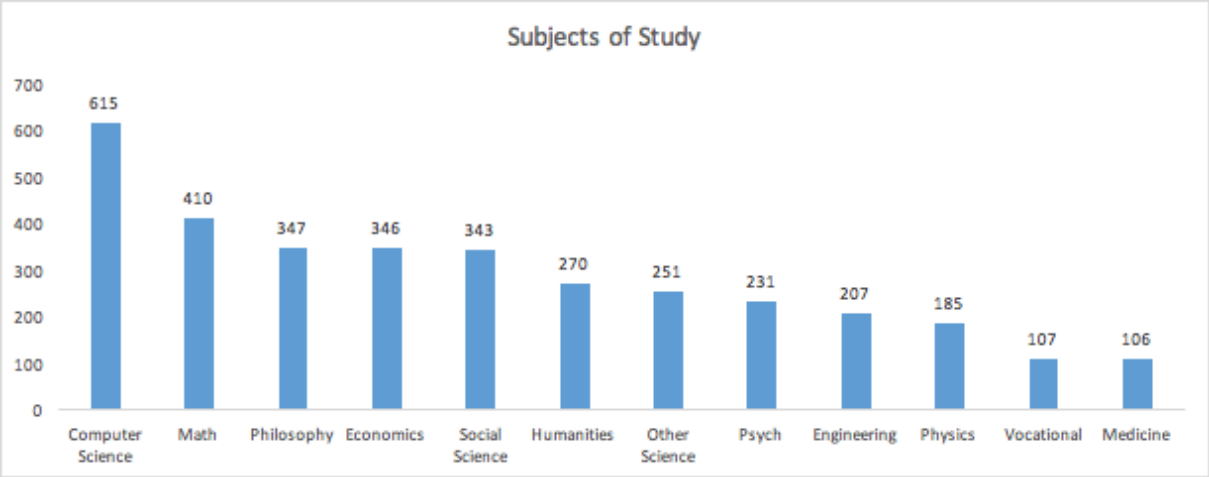
[1] L'enquête a été effectuée en 2014, 2015, 2017 et 2018. Toutefois, à la date de finalisation de ce chapitre (début juillet 2019), les liens permettant d'accéder aux résultats détaillés des enquêtes 2014 et 2015 ne fonctionnent pas. Les résultats de l'enquête 2019 ne sont pas encore disponibles au moment où j'écris.

section sont tirés de l'enquête 2018. Les statistiques ont été établies à partir des 2607 questionnaires remplis exploitables (sur plus de 3000 reçus). Il est à noter que le mode de distribution du questionnaire fait qu'il touche les AEs au sens large : il peut s'agir de simples sympathisants. Les informations recueillies ne décrivent pas le groupe plus restreint des personnes qui sont le cœur du mouvement parce qu'elles occupent des postes dans les organismes de l'AE, ou ont d'une façon ou d'une autre le moyen de peser sur ses orientations.

3.1. Jeunes, mâles, éduqués

En 2018, l'âge moyen des répondants au questionnaire était de 31 ans, et l'âge médian de 28 ans. La moitié des répondants se situait dans la tranche des 20-29 ans et 24% d'entre eux dans la tranche des 30-39 ans ; 27% des répondants étaient étudiants.

83% des sondés ont un niveau d'études égal ou supérieur au bac, et 13% sont titulaires d'un doctorat. Parmi les disciplines étudiées, l'informatique arrive en tête. Le graphique suivant donne une idée plus précise des spécialités les plus représentées.



Les réponses au questionnaire 2018 provenaient de personnes habitant 74 pays différents. Cependant 4 pays seulement rassemblent les deux-tiers des sondés : États-Unis (36%) ; Royaume-Uni (16%), Allemagne (7%), Australie (6%). Certaines villes ou zones urbaines concentrent un grand nombre d'AEs. La première d'entre elle est la baie de San Francisco (la région de la Silicon Valley) où résident 9% des sondés. Les autres villes rassemblant chacune plus de 2% des sondés sont Londres (6,8%), New York (3,7%), Boston (2,5%), Berlin (2,3%), Melbourne (2,3%) et Oxford (2,1%).

67% des sondés ont déclaré être des hommes et 26% être des femmes. (Les 7% restant n'ont pas répondu ou ont coché « autre ».)

Le questionnaire distribué propose aux AEs de s'identifier par race/type ethnique mais beaucoup de sondés ne répondent pas à cette question. On va ici s'appuyer sur les données de l'enquête 2017[1]. En 2017, 37% des personnes n'ont pas répondu à la question. Si on fait le calcul uniquement sur celles qui ont accepté de répondre, on trouve la répartition suivante : Blancs (88,9%), Asiatiques (7%), Hispaniques (3,3%), Noirs (0,7%).

3.2. Des non-croyants de (centre) gauche

Les AEs optent massivement pour la réponse « athée, agnostique ou non religieux » quand on les interroge sur leurs convictions religieuses. C'était le cas de 80% d'entre eux en 2018. Parmi les 20% restants, 2% sont des gens qui n'ont pas souhaité répondre à la question. Reste 18% de croyants parmi lesquels les religions les plus représentées sont le christianisme (8,8%), le bouddhisme (3,3%) et le judaïsme (1,7%). Le nombre de personnes qui se sont dites musulmanes (0,3%) ou hindouistes (0,2%) est négligeable, tandis que 3,7% ont opté pour la réponse « autre » (autre religion que celles proposées dans la liste).

Concernant le positionnement politique des AEs, on peut résumer la situation en disant que presque aucun d'entre eux ne se sent de droite. Plus précisément, la répartition des personnes qui se sont exprimées sur ce point en 2018 était la suivante[2] :

Gauche : 33%
Centre gauche : 38,4%
Centre : 10%
Centre droit : 2,5%
Droite : 0,6%
Libertarien[3] : 8,3 %
Autre : 7,4 %

[1] La raison en est que le rapport sur l'enquête 2018 ne donne pas le *nombre* d'individus ayant choisi chaque réponse. Par ailleurs, le post diffusé sur l'Effective Altruism Forum annonçant les résultats de cette enquête indiquait qu'en 2018, la proportion de personnes ayant omis de répondre à cette question était plus élevé qu'en 2017 (sans que le pourcentage soit précisé), ce qui rend les résultats encore moins significatifs.

[2] 2244 personnes l'ont fait. Les autres, soit ont choisi de ne pas révéler leurs préférences, soit n'ont pas répondu parce que l'éventail proposé n'était pas significatif pour leur pays.

[3] Le libertarianisme peut recouvrir diverses conceptions, du moment qu'elles ont pour valeur centrale la liberté. Dans le contexte étasunien, il y a des chances que ceux qui se disent libertariens soient des libéraux dans tous les sens du terme : des libéraux économiques qui veulent laisser une place maximale au marché, et des libéraux politiques qui veulent beaucoup de liberté individuelle dans la conduite de sa vie privée (sur ce plan, ils ressemblent plus à la gauche qu'aux conservateurs).

4. Synthèse : un premier portrait (incomplet) des altruistes efficaces

L'altruisme efficace est un vrai mouvement social, avec à la fois une riche communication interne entre participants, et une démarche volontariste d'expansion pour gagner des soutiens à l'extérieur. Géographiquement, il n'a un ancrage fort que dans les pays anglo-saxons et des régions germanophones (Allemagne et Suisse)[1]. En termes de recrutement social, il séduit en priorité des gens de la catégorie « cadres et professions intellectuelles supérieures », ou en passe de le devenir. Il y a, de la part du CEA, une politique construite pour attirer en priorité ce public-là, ou son équivalent en profession libérale ou chef d'entreprise. Certes, tout le monde est le bienvenu quand il s'agit de financer : les AEs aimeraient certainement que davantage de personnes de niveaux d'instruction et de revenu moyens suivent leur fléchage des causes et associations à soutenir, même si jusqu'à présent les petits donateurs apportent peu de ressources. Mais le cœur du mouvement, celui qui trace la route à suivre, est recruté dans l'élite intellectuelle, le monde des hautement diplômés, des universitaires, des experts et des chercheurs. Une des forces de l'AE est d'être bien implanté chez les jeunes membres, et futurs membres, de ces catégories, et d'avoir réussi à créer un environnement qui les pousse à se montrer créatifs : il est stimulant de proposer des textes et des idées d'initiatives à mettre sur pied, lorsque l'on reçoit un retour d'une communauté de pairs qui partagent vos convictions. Tel qu'il est aujourd'hui, le mouvement de l'AE est très bien doté en personnes aptes à créer des think tanks et autres centres de recherche, et en personnes capables de produire des notes de synthèse, articles, conférences, rapports, ou thèses. Sa composition est telle qu'il n'y a rien d'étonnant à ce qu'il excelle à générer des méta-organisations plutôt que des organisations de terrain (sauf quand le « terrain » consiste à faire de la recherche). Le mouvement comprend aussi de gros donateurs et cherche sans doute activement à en avoir davantage. Il comprend une fondation qui est non seulement une grande pourvoyeuse d'argent mais aussi une composante du cœur de l'AE, celui qui impulse les orientations sur les causes à privilégier.

L'AE ressemble à la philanthropie américaine à l'âge du philanthrocapitalisme. Il ne lui ressemble par seulement par les traits indiqués en introduction de ce chapitre (discours sur l'efficacité, quantification, etc.), mais aussi par la place qu'y occupe le *grantmaking* (accorder des financements). Au centre, se trouvent des agents qui désignent des causes à investir et fixent des critères sur la bonne façon de procéder dans ces domaines. Dans le cas de l'AE, ces agents sont répartis entre plusieurs organismes, mais avec des contacts étroits entre eux. Ensuite, il leur faut trouver ou créer des organisations pour faire

[1] On peut citer des villes, ailleurs dans le monde, où le nombre d'AEs n'est pas négligeable comme Oslo, Stockholm ou Prague. Ils sont assez nombreux aussi dans deux villes canadiennes : Vancouver (qui fait partie du monde anglophone) et, dans une moindre mesure, Montréal (à dominante francophone).

le travail, et une manière importante de leur faciliter la tâche (après avoir sélectionné des organismes satisfaisant les critères retenus) consiste à leur procurer des financements. L'AE est de surcroît particulièrement attentif à élargir son gisement de ressources humaines, étant très conscient que pour progresser il a besoin de « talents » ou « compétences » capables de faire avancer les causes qu'il juge prioritaires.

Les AEs sont certainement de gauche dans le sens où ils sont du camp qui réprouve les discriminations liées au sexe, à l'orientation sexuelle, à l'origine ethnique ou nationale… Ils sont clairement aux antipodes de ceux qui voudraient réserver l'assistance aux compatriotes, comme en témoigne l'activité importante déployée pour secourir les plus démunis de pays lointains. Par contre, pour l'heure, rien dans l'activité du mouvement ne traduit le fait qu'il soit de gauche sur le plan socio-économique, dans le sens où il serait insatisfait du fonctionnement actuel des économies de marché au point de se préoccuper de pousser à le réformer en profondeur, que ce soit dans le cadre de la politique nationale ou internationale. Sans préjuger de ce que peuvent être les convictions personnelles des participants à ce sujet, probablement diverses (ou inexistantes), le fait est que le mouvement de l'AE s'emploie surtout à tirer profit au mieux du contexte socioéconomique existant pour orienter des ressources privées vers ses domaines de prédilection. De ce fait, les critiques qui lui sont adressées sont du même ordre que celles qui s'expriment à propos du philanthrocapitalisme en général (cf. chapitre 2, § 2 et § 3.4.). L'AE ne satisfait pas les personnes qui se méfient d'une organisation technocratique de la charité, gouvernée par des experts dont ils estiment les critères d'évaluation contestables. Il déçoit les courants d'opinion qui aspirent à un renversement du capitalisme, ou à des réformes substantielles de celui-ci (y compris chez des auteurs qui n'ont rien de révolutionnaires[1]) ; on reproche à l'AE de s'attaquer aux symptômes plutôt qu'aux causes des problèmes sociaux, et de ne rien faire pour faciliter les « changements systémiques ». Face à ce genre de critiques, les AEs tentent de faire valoir qu'eux aussi préconisent des changements structurels. Ils mettent notamment en avant leur positionnement en faveur d'une libéralisation de la migration des travailleurs des pays pauvres vers les pays riches. Les AEs soutiennent en effet que c'est un bon moyen de sortir les migrants de la pauvreté, et de procurer des ressources au pays d'origine grâce aux transferts d'argent vers les familles restées au pays. Il est vrai que, ce faisant, les AEs manifestent leur opposition au durcissement des politiques d'immigration instauré par beaucoup

[1] Voir la tribune signée par 15 économistes, dont 3 prix Nobel, parue dans *The Guardian* le 16 juillet 2018 (Alkire *et al.*, 2018). Ils dénoncent le mirage selon lequel la charité de riches philanthropes armés de méthodes supposées garantir l'efficacité de l'action serait en mesure de résoudre le problème de la pauvreté et de faire face aux défis écologiques, et appellent à des réformes des politiques publiques nationales et internationales. Comme c'est l'altruisme efficace, entre autres, qui est visé, Singer a répondu à cette tribune dans un article paru sur le Site *Project Syndicate* le 3 août 2018 (Singer, 2018).

de pays d'accueil. Cependant, la croyance dans les bienfaits du type de réforme préconisé par les AEs est tout à fait dans la ligne de la pensée économique libérale, selon laquelle la libre circulation des marchandises ou des facteurs de production (ici, le travail) conduit à l'égalisation de la condition des habitants des différentes régions du monde. (Je veux simplement indiquer par-là que, pour les personnes qui ne croient pas aux vertus du libéralisme économique, ce type de prise de position ne constitue pas un indice que les AEs partagent leur défiance.) Par ailleurs, les AEs ne déploient pas une activité intense pour tenter d'abaisser les barrières à l'immigration. Cette idée n'apparaît dans le catalogue des causes de l'AE que parce qu'elle figure dans la liste des thématiques de la fondation Good Ventures (donc aussi dans celle d'OPP). Il n'y a pas de relai ailleurs dans les organisations du mouvement. OPP accorde bien quelques financements en lien avec ce thème. Mais ils sont faibles comparés à ceux consacrés aux thématiques majeures. Jusqu'à présent du moins, l'AE n'a donc rien d'un mouvement qui chercherait à contester « l'ordre néolibéral »[1]. Il prend le système socioéconomique tel qu'il est, et cherche à faire de son mieux pour y puiser les ressources matérielles et humaines pouvant servir ses projets.

Le portrait tracé jusqu'ici des AEs est incomplet. Il n'indique que très partiellement ce qui fait leur spécificité. Les chapitres suivants chercheront à mieux le faire apparaître.

[1] Il n'existe pas, à proprement parler, de camp dans l'échiquier politique qui se réclamerait d'une doctrine appelée « néolibéralisme », même si l'ensemble, divers, des tenants de « Laisser beaucoup de place au libre jeu du marché » existe bel et bien. Le mot « néolibéralisme » est surtout employé par les détracteurs du système économique en place. Les lecteurs n'ayant pas de mal à situer le genre de thèmes chers aux anti-néolibéraux, ils comprendront néanmoins ce que l'on veut dire en écrivant que les AEs sont largement absents sur ces thèmes-là.

Chapitre 4
La maison de mots des altruistes efficaces

« Maison de mots » est une expression non homologuée et à contour imprécis (vous voilà prévenus !). Elle désigne l'univers verbal/conceptuel propre à un groupe humain, un style qui marque l'appartenance à un collectif et facilite la communication intérieure autour de repères communs. Une maison de mots rend un groupe détectable de l'extérieur, parfois de la manière désirée par celui-ci (qui est heureux que le message passe), parfois à l'inverse le faisant percevoir comme peuplé d'émetteurs d'un discours stéréotypé. Pour partie, la maison de mots est une musique, un liant, quelque chose qui unit l'intérieur et le distingue de l'extérieur, comme pourrait le faire un accent ou un style vestimentaire. Pour partie, elle relève de l'interprétation du monde de ses usagers ; elle rend certains sujets saillants, comme des points brillants dans la nuit auxquels on prête beaucoup plus d'attention qu'au reste du réel.

Prenons un exemple, qui ne fonctionnera que pour les lecteurs qui sont familiers du mouvement de libération animale. Voici des suites composées de peu de mots chacune :

- « désobéissance civile, entre la bête et le couteau, État spéciste » ;
- « éducation végane, schizophrénie morale, néo-welfarisme » ;
- « stratégie véganiste, végéphobie, politique (usage abondant du mot "politique") ».

Bien que chaque suite ne contienne que trois expressions, les connaisseurs auront trouvé à quelle région du mouvement animaliste rattacher chaque ensemble de termes, et sauront trouver d'autres termes appartenant à la même famille. Ils auront sans doute même visualisé des personnes associées à ce vocabulaire. On ne peut pas dire de tous les éléments cités qu'ils relèvent uniquement d'un style, ou d'une manière de s'exprimer. Il y a un contenu, parfois précis, parfois moins. Sans vouloir nier aux maisons de mots une épaisseur signifiante, il est excessif de n'y voir que des concepts. C'est aussi une manière de se créer un chez-soi, et un entre soi, tout en se sentant plus forts pour coloniser l'extérieur.

Le rapport entre une maison de mots et la manière dont les membres d'un groupe se représentent le monde et agissent sur lui se situe dans un entre-deux. Le style et les notions employés ont une influence sur la pratique. Mais elle peut être forte ou plus faible selon les groupes et les personnes. Il serait caricatural de décrire tous les membres d'une mouvance comme des zombies si totalement séduits par leurs repères verbaux qu'ils en surestimeraient systématiquement la portée, seraient toujours incapables d'avoir un recul critique par rapport à eux,

ou deviendraient totalement sourds à ce qui se dit dans les maisons de mots voisines ou concurrentes. Cela peut arriver, mais ce n'est pas systématique.

Dans ce chapitre, nous allons nous intéresser à la maison de mots des altruistes efficaces (AEs). Plus exactement à quelques-unes seulement des pièces qui la composent. Car leur maison est vaste : certaines notions n'apparaîtront que dans des chapitres ultérieurs.

De façon générale, le style des AEs est très neutre et explicatif. Un style de rapporteur ou d'expert. Parmi les éléments qui donnent cette coloration, on retiendra les emprunts au vocabulaire économique et le goût pour ce qui évoque la statistique ou la modélisation. On évoquera aussi une pièce maîtresse de leur univers verbal : le triptyque « importance, résolubilité, négligence ». On retrouvera par ce chemin les ratios coût-efficacité.

1. Économie et statistique

Les textes des AEs sont riches en notions empruntées aux économistes : utilité marginale, coût marginal, coût d'opportunité, avantages comparatifs, rendements décroissants, externalités... avec les « maximisations » et « optimisations » associées. Ces notions ne sont guère présentes dans des applications où il s'agirait de chiffrer ces grandeurs, pour préconiser des actions précises sur un programme concret. Elles apparaissent surtout dans des textes généralistes, où il s'agit de mettre en avant des principes sur la bonne façon prendre des décisions. Elles servent à corser le discours sur la rationalité qui doit présider aux choix altruistes. Nombre de ces emprunts viennent du compartiment de la pensée économique où l'on rencontre l'*homo œconomicus.* On y décrit un monde théorique peuplé d'agents rationnels, en particulier le consommateur maximisant son utilité et l'entreprise maximisant son profit, chacun faisant de son mieux pour atteindre ses buts sous les contraintes que lui impose son environnement. En combinant de tels acteurs, les économistes construisent des théories des marchés. On peut y introduire d'autres agents tels que l'État ou le contribuable. Cette partie de la science économique se prête à des modèles hautement formalisés. Certains sont somptueux pour ce qui est de la performance intellectuelle de leurs auteurs. En tirer des applications concrètes demande cependant de passer en mode bricolage approximatif, car il faut introduire quantité d'hypothèses sur des valeurs inconnues, ou remplacer les variables pertinentes par des proxys.

On trouve aussi beaucoup d'éléments dans les travaux des AEs qui relèvent de la statistique. Souvent, il s'agit d'études appliquées où l'on a besoin de faire intervenir des chiffres, des lois de probabilités… pour des estimations d'impact, ou des estimations du caractère significatif ou pas de corrélations, etc. Ce sont des méthodes employées dans de nombreuses disciplines et secteurs d'activité. Tout au plus la fréquence du recours à ces outils chez les AEs, et l'ardeur à faire

savoir qu'ils y ont recouru, dénote-t-elle une inclination à leur donner une place de choix comme garantie de scientificité. Pour ce qui est de la qualité des travaux produits avec ces méthodes, par les AEs ou par d'autres, on ne saurait rien en dire de général. Il faut regarder au cas par cas quelle est la fiabilité des données qui ont servi d'intrants et quelle est la crédibilité du modèle ou des hypothèses utilisés pour les combiner[1].

Quelquefois, l'invocation de notions statistiques semble assez surfaite. Par exemple, le détour par la notion de distribution à longue traîne pour expliquer qu'il est important de bien choisir les programmes d'action altruiste[2]. L'idée est que la différence de résultats est énorme entre les meilleures actions et les actions juste dans la moyenne. En fait, on ne voit pas trop à quoi sert d'ajouter la référence à une certaine distribution statistique, sinon comme signal qu'on est entre connaisseurs… pour ceux qui connaissent. En effet :

> - soit on parle d'un cas qui a été effectivement étudié et où l'on sait qu'une méthode est beaucoup plus efficace que la moyenne des méthodes en lice (Un exemple souvent cité est une étude au Kenya montrant que le traitement des élèves contre les parasites intestinaux est beaucoup plus efficace pour améliorer l'assiduité que d'autres mesures plus en rapport avec la vie scolaire proprement dite) ;
> - soit on parle de quelque chose qui est visible à l'œil nu (Créer un hôpital dans un désert médical sauve plus de vies que d'en ajouter un dans une zone déjà largement pourvue). Comme dans le cas précédent, évoquer la distribution à longue traîne ne sert à rien ;
> - soit on veut dire que la distribution des effets de toutes les actions altruistes possibles et imaginables a l'allure d'une distribution à longue traîne et non pas d'une loi normale, et c'est une affirmation gratuite puisque la distribution en question est inconnue.

La surabondance des références aux essais contrôlés randomisés (ECR) est un autre aspect de la maison de mots des AEs[3]. Les ECR sont typiquement une technique utilisée pour des essais cliniques, avec un échantillon de patients traités avec un produit dont on veut évaluer l'efficacité, et un autre échantillon à qui on administre un placebo. Cette méthode, ou un proche équivalent, peut être employée dans d'autres domaines, pour tester les effets d'une action très précise, en comparant une population qui en a été destinataire, à une autre

[1] Nous examinerons quelques cas dans la troisième partie de cet ouvrage, mais ce qui en sera dit ne vaut que pour les exemples examinés et non pour tous les cas où des AEs alimentent un modèle en chiffres et le font tourner pour lui faire cracher d'autres chiffres, qui servent de point d'appui à leurs recommandations.

[2] On trouve la référence aux distributions à longue traîne dans Mc Askill (2016, chapitre 1) et dans divers documents du CEA. Demandez à un moteur de recherche de vous diriger vers une page expliquant ce qu'est une distribution à longue traîne en statistiques, si cela vous intéresse. Sinon, vous arriverez à survivre, et même à comprendre le style de raisonnement des AEs, en restant dans l'ignorance.

[3] Dans des textes en anglais, chercher les occurrences du sigle RCT : randomized control trial.

population, semblable, qui n'a pas été affectée (ou en comparant à la situation de la même population avant l'action étudiée). On pourra, par exemple, chercher à tester ainsi l'impact d'un message publicitaire. Les ECR conviennent bien aux types de programmes encouragés par GiveWell (et en même temps les circonscrivent, car nombre de politiques de développement ne se prêtent pas aux ECR). Mais alors que l'altruisme efficace (AE) naissant était positionné sur le seul thème de la pauvreté dans le tiers-monde, il a depuis élargi ses thématiques à des domaines où les ECR sont inapplicables, ou ne peuvent éclairer que des aspects mineurs de l'action à mener. Ils ne servent à peu près à rien, par exemple, sur le thème désormais phare des menaces et opportunités concernant le futur lointain.

Les AEs ne sont certainement pas idiots au point de croire que les ECR sont un outil à tout faire en matière de décisions altruistes. Reste que la référence aux ECR surgit avec une fréquence anormalement élevée dans les conversations entre AEs, et qu'elle occupe beaucoup de place dans les textes de promotion de l'AE. C'est trop par rapport à l'étendue de leur domaine d'application. Dès lors, il y a lieu de penser qu'ils sont une pièce de la maison de mots du mouvement. Leur invocation à l'excès semble jouer le rôle de réassurance en interne, et d'affichage pour l'extérieur : une sorte de signal destiné à signifier que l'AE serait le mouvement qui fait de la philanthropie une science expérimentale. Il est possible que ce trait soit amené à régresser au fil du temps, tant en réaction aux critiques externes que du fait de la réflexion menée en interne. Il est notable à cet égard que GiveWell ait annoncé dans une note de blog datée du 7 février 2019 son intention de faire évoluer sa politique à l'avenir : l'idée est de ne plus se limiter comme par le passé à des associations ou programmes se prêtant à de solides évaluations chiffrées d'impact sur la base de tests de type ECR ou apparenté ; le jugement et la connaissance générale des problèmes des membres de l'équipe pèseront davantage dans l'élaboration des recommandations formulées par l'association à l'attention des donateurs ; cela permettra par exemple d'inclure des initiatives destinées à tenter d'infléchir la politique d'un gouvernement sur une question particulière concernant la santé ou l'éducation[1].

2. Les critères « importance, résolubilité, négligence » (IRN)

Le cadre nommé en anglais « *importance (*ou *: scale), tractability, neglectedness* » est devenu une composante très populaire des présentations de l'AE. Cela ne signifie pas que dans le mouvement personne n'ait conscience de ses limites, imprécisions, ou risques d'application défaillante. Au contraire, il n'est pas difficile de trouver des discussions de ces points. Il n'en reste pas moins un

[1] Voir l'article d'Elie Hassenfeld intitulé « How GiveWell Research is Evolving », site de GiveWell, section « Blog », 7 février 2019. Consulté le 15 février 2019.

repère important, à la fois pour les réflexions menées à l'intérieur du mouvement, et comme signal pour l'extérieur qu'un texte provient de l'AE. Le triptyque IRN (en français : importance, résolubilité, négligence) est un guide pour détecter les causes, ou domaines, vers lesquels il vaut la peine de diriger son action altruiste. Avant de s'attaquer à un problème, il convient de se poser trois questions.

Quelle est l'importance du problème ? (Critère I) c'est-à-dire : « À quel point le monde serait-il meilleur si on parvenait à le résoudre ? ». Toute choses égales par ailleurs (c'est-à-dire à résolubilité et négligence égales), un problème grave affectant beaucoup d'individus, doit avoir la priorité sur un problème mineur touchant peu d'individus.

Dans quelle mesure peut-on espérer apporter une solution ? (Critère R) Toutes choses égales par ailleurs (c'est à dire à importance et négligence égales), mieux vaut investir sur un domaine où on sait comment s'y prendre pour améliorer la situation, et où on a des chances d'y parvenir.

À quel point ce domaine est-il négligé ? (Critère N). Toutes choses égales par ailleurs (c'est-à-dire à importance et résolubilité égales), mieux vaut diriger ses ressources altruistes vers un domaine qui fait l'objet de peu d'attention chez d'autres acteurs. Ou, dit en sens inverse : mieux vaut se détourner des problèmes déjà abondamment pris en charge par d'autres que soi.

Une cause est d'autant plus intéressante à choisir qu'elle présente des indices I, R, et N élevés. On comprend facilement l'idée générale. On voit aussi que ce n'est pas à proprement parler une technique dont l'application permettrait de produire mécaniquement la bonne réponse à la question « Quel domaine d'activité altruiste dois-je choisir ? ». I, R et N ne sont pas des indicateurs que l'on sait chiffrer et rendre additionnables pour obtenir un score global de qualité associé à chaque cause. De plus, il arrive souvent que notre appréciation de l'intérêt d'une cause n'aille pas dans le même sens suivant les trois critères. Un problème x peut par exemple nous sembler très important et négligé, mais nous doutons qu'on puisse le résoudre, ou craignons de ne pouvoir contribuer que peu à le faire (I et N élevés, R faible). Pour un autre problème y, ce peut être N et S qui nous semblent élevés, et I plutôt faible. Il ne s'en déduit rien d'évident sur la préférence à accorder à la cause x ou à la cause y. C'est seulement lorsqu'une cause nous paraît mieux placée qu'une autre sur les 3 critères à la fois qu'opter pour la première semble clairement préférable.

Outre le cadre IRN, une expression est très populaire chez les AEs quand il s'agit d'évoquer la manière de déterminer la direction à donner à l'action : « Il faut cueillir en premier les fruits des branches basses », disent-ils. Plutôt que de développer le sens de l'analogie fruitière, nous allons nous tourner vers une analogie minière qui fait exactement le même office. On la trouve dans un texte

qui a été repris dans l'*Effective Altruism Handbook, 2nd Edition* du Centre for Effective Altruism.

3. L'analogie avec l'extraction d'or

Owen Cotton-Barrat[1] (2016) explique la démarche l'altruisme efficace en faisant une analogie avec l'extraction d'or. C'est une manière astucieuse de retrouver nombre de termes empruntés à l'économie ou à la statistique (nous n'en citerons ici que quelques-uns), de retomber sur le triptyque IRN, et de faire la jonction avec les calculs de rendement rapporté au coût.

L'or n'est pas réparti à peu près également à la surface de la terre. Par conséquent, la différence d'or récolté est énorme entre quelqu'un qui cherche à en extraire n'importe où, et quelqu'un qui va sur les gros gisements, lesquels sont à de très rares endroits. (Cotton-Barrat, qui est mathématicien de formation, passe par l'intermédiaire des distributions à longue traîne pour expliquer cela.) Dans la métaphore de la recherche d'or, le gros gisement représente la cause qui a un bon score sur le critère I (importance). Cependant, les caractères physiques du gisement peuvent faire qu'il est facile ou difficile à exploiter. C'est le critère R (résolubilité).

Quand vous êtes le premier à découvrir un gros gisement, il y a des chances qu'au début, vous puissiez récolter de grandes quantités d'or avec peu de moyens. Puis, une fois extrait l'or le plus facile d'accès, vous devrez utiliser du matériel plus coûteux pour atteindre l'or restant. Vous extrayez moins d'or par euro investi, vous êtes entré dans la zone des coûts croissants ou des rendements décroissants (langage familier aux économistes), ce qui est la même chose vue sous deux angles différents. On arrivera d'autant plus vite dans la région des rendements décroissants qu'il y a une foule de chercheurs d'or qui affluent pour exploiter le même gisement que vous. C'est le critère N (vu à l'envers) : quand un gisement n'est pas négligé, mais au contraire surexploité, il y a des chances qu'il ne soit pas très rentable d'extraire de l'or à cet endroit-là.

Les AEs sont de grands usagers des **ratios coûts-efficacité**, de même que du mot « investissement » appliqué aux dépenses altruistes. Dans l'analogie de l'or, les coûts sont les dépenses engagées pour le matériel et la main d'œuvre qui extraient l'or (auxquels on devrait ajouter les coûts de prospection) et le rendement est la valeur de la quantité d'or collectée. Le schéma IRN n'est en fait qu'une façon de mettre en lumière des facteurs qui peuvent affecter le niveau des coûts et celui des rendements. *La véritable notion-clé, c'est le rendement rapporté au coût* : il s'agit de comparer les ratios rendement/coût des investissements altruistes afin de maximiser la rentabilité (l'efficacité) de la

[1] Cotton-Barratt est chercheur au Future of Humanity Institute et a antérieurement occupé un poste au Centre for Effective Altruism.

philanthropie. Le socle verbal en la matière est celui qui était déjà présent dans la philanthropie contemporaine avant l'émergence de l'AE. Cependant, l'étendue que les AEs voudraient, idéalement, donner à la comparaison des investissements caritatifs dépasse ce qui se pratique ailleurs. Mais il est préférable de poursuivre l'explication de ce point dans le chapitre suivant, car il conduit à exposer une caractéristique fondamentale de l'AE : c'est un mouvement utilitariste.

Chapitre 5
Un mouvement d'inspiration utilitariste

Dans les trois chapitres qui suivent, il sera question d'utilitarisme. Le but n'est pas de discuter des mérites ou démérites de cette éthique, mais uniquement de compléter la description de l'altruisme efficace (AE). Car ce dernier repose sur l'éthique utilitariste, et sur aucune autre. C'est une caractéristique majeure du mouvement. Cependant, « utilitarisme » n'est pas à proprement parler une composante de la maison de mots des altruistes efficaces (AEs). La fréquence d'apparition de ce terme dans les écrits des AEs n'est pas très élevée. Il ne figure pas dans la définition de l'AE fournie par les AEs eux-mêmes à travers les textes où ils expliquent ce qu'est ce mouvement. J'ignore pourquoi il en est ainsi. Peut-être les AEs veulent-ils éviter de rebuter d'entrée les personnes qui ont une mauvaise opinion de l'utilitarisme ? Mais la plupart des gens ne savent pas exactement ce qu'on désigne par ce nom. Par contre, on peut être plus ou moins proche de l'optique utilitariste sans connaître le mot, comme on le verra au chapitre 6. Or, au fil de temps, les AEs ont manifesté de façon de plus en plus apparente qu'ils étaient utilitaristes, sur un mode qui n'exige pas de passer par la définition formelle d'une éthique (nous y reviendrons au chapitre 7), de sorte que ceux qui doivent être rebutés– ou séduits – par ce caractère, le seront de toutes façons.

Dire que l'AE est utilitariste ne signifie pas que seules les personnes qui adhèrent en tout point à l'utilitarisme peuvent trouver intérêt à lire les travaux des AEs, ni qu'elles sont les seules à pouvoir trouver pertinentes certaines de leurs recommandations. Les différentes sensibilités éthiques ont des zones d'intersection. Néanmoins, les non-utilitaristes accepteront mal le contenu d'une partie des prescriptions des AEs et/ou de leur manière de les justifier.

Inversement, il ne suffit pas d'être utilitariste pour se sentir satisfait de la forme que revêt l'AE aujourd'hui. Le jugement que nous portons sur une situation, et sur ce qu'il faut faire pour l'améliorer, ne dépend pas uniquement de nos critères sur le bien et le mal, mais aussi de notre analyse des faits. Or, les faits, et leurs causes, sont imparfaitement connus et peuvent donc donner lieu à des lectures différentes. On peut illustrer ce point par un exemple. Nous avons noté au chapitre 3 (§ 4) que, jusqu'à présent, l'AE n'avait rien d'un mouvement contestataire du néolibéralisme. Cela ne peut pas satisfaire les personnes qui attribuent beaucoup des problèmes sociaux ou environnementaux à la forme actuelle du capitalisme, même si elles partagent la conception du bien des utilitaristes. C'est le cas de Joshua Kissel (2017). Il plaide pour un autre altruisme efficace, un AE « non bourgeois » : un AE qui ne considérerait pas le système économique en place comme une donnée invariable, et qui prendrait au sérieux la possibilité que le soutien aux mouvements anticapitalistes (entendus au sens

large, pas uniquement les mouvements révolutionnaires) puisse être un des meilleurs investissements altruistes. Les attentes de Kissel disent en creux ce que l'AE, dans sa forme actuelle, n'est pas. (Dans une veine voisine de celle de Kissel, on peut lire l'article de Syme (2019) « Charity vs Revolution : Effective Altruism and the Systemic Change Objection ».)

De quel type d'utilitarisme l'AE relève-t-il ? Puisque la déclaration d'utilitarisme ne figure pas en gros dans la définition du mouvement, la précision de la variante dont il s'agit y figure encore moins. Si l'on se penchait sur les convictions de chaque participant, on trouverait à coup sûr des représentants de plusieurs variantes ; on sait par exemple que le mouvement inclut des utilitaristes négatifs. Certaines discussions entre AEs montrent qu'il y a parmi eux des personnes très informées des difficultés de la philosophie morale ; celles-là ne diraient pas avoir la certitude absolue que telle conception du bien est la vraie. Inversement, il y a parmi les sympathisants de l'AE des gens qui ne sont pas familiers de théorie éthique au point de discerner les variantes de l'utilitarisme, ou même de savoir ce que sont l'utilitarisme et les écoles concurrentes[1]. Néanmoins, à voir comment le mouvement fonctionne, on devine quelle forme d'utilitarisme s'accorde le mieux avec les orientations principales qui sont prises. Il s'agit de l'utilitarisme hédoniste, c'est-à-dire l'éthique selon laquelle l'unique valeur ultime (la seule chose qui ait une valeur intrinsèque et non une valeur instrumentale) est le bonheur (qui peut être désigné aussi par les termes « utilité », « plaisir » ou « bien-être »). Selon cette doctrine, face à des options alternatives, nous devons choisir celle qui maximise la quantité de bonheur (ou qui minimise la souffrance dans la région des valeurs négatives). Pour parvenir à ce résultat, nous devons estimer au mieux les conséquences des différentes voies d'action qui s'offrent à nous. On peut ajouter, de façon plus pointue, que l'orientation prise par des acteurs puissants du mouvement (pour ce qui est du thème que nous verrons à la section 2) nécessite l'adhésion au « point de vue total » (*total view*) plutôt qu'au point de vue de l'existence préalable (*prior existence view)*, lorsqu'on se demande qui doit compter dans la prise en compte des conséquences de nos choix[2].

[1] L'enquête menée par Rethink Charity dans les réseaux de l'AE en 2017 demandait aux sondés de se positionner sur des choix de courants éthiques (sans définir les options proposées). Les réponses se répartissaient ainsi : conséquentialisme utilitariste (52,8%), conséquentialisme non utilitariste (12,56%), éthique de la vertu (5,2%), éthique déontologique (3,9%), ne connaît pas ces termes ou ne se prononce pas (25,5%).

[2] Selon le point de vue de l'existence préalable, seuls doivent être pris en compte, dans nos décisions, les êtres sentients qui existent déjà ou qui existeront indépendamment de ce que nous décidons. Selon le point de vue total, nous devons prendre en considération tous les sentients possibles, y compris les êtres futurs qui ne viendront au monde que si nous optons aujourd'hui pour une certaine conduite. Dans cette seconde optique, il est mal de ne pas faire le nécessaire pour assurer la venue au monde d'êtres futurs heureux (qui sans cela n'auraient pas existé), dans le cas où leur venue au monde est l'option qui maximise l'utilité totale, calculée sur l'ensemble des temps.

1. Utilitarisme et généralisation de la transposition à l'altruisme de la théorie de l'investissement

On sait que l'âge du philanthrocapitalisme s'accompagne d'un goût prononcé pour l'utilisation de l'entreprise comme modèle de l'organisation efficiente, et d'un attrait pour la transposition de ses qualités (réelles ou supposées) à la conduite de la philanthropie. Cet âge coïncide avec un stade du capitalisme nommé « capitalisme financier » (surtout par ceux qui le réprouvent) : un stade marqué par l'hypertrophie des activités et des gains obtenus grâce à des transactions sur des titres, des devises ou des matières premières, en spéculant, entre autres, sur les marchés dérivés.

On sait que des analystes financiers figurent parmi les acteurs de la philanthropie, et que la transposition de leur savoir-faire au domaine caritatif s'est imposée comme idéal de conduite rationnelle de l'action. Le décalque des principes de la sélection judicieuse des investissements au secteur non lucratif est une pièce maîtresse des emprunts à la logique économique. L'AE n'a pas eu besoin d'innover pour user des notions de rendement, ou d'analyse coût-bénéfice. Le discours philanthropique en était déjà imbibé quand le mouvement est né. Mais parce que l'AE est utilitariste, il a pu donner à la théorie de l'investissement altruiste une portée extraordinairement large, qui serait inconcevable sans cela.

On se souvient que la Fondation Hewlett est une de celles qui ont mis en œuvre la notion de rendement et l'approche stratégique. On sait que Paul Brest, qui dirigea la fondation au moment de ce tournant, estime que ces méthodes améliorent l'efficacité dans le choix des moyens employés pour atteindre des buts fixés de l'extérieur, par les commanditaires de l'action philanthropique (cf. chapitre 2, § 5). Le saut qualitatif effectué par l'AE consiste à intégrer la question des fins dans la conception de la philanthropie bien menée, et à ne pas se contenter de le faire de manière floue comme on le voit parfois dans les odes au philanthrocapitalisme.

Dans l'histoire de l'extraction d'or de Cotton-Barratt (vue à la section 3 du chapitre 4), de quoi l'or est-il la métaphore ? Puisqu'il s'agit d'une analogie destinée à nous expliquer comment orienter au mieux l'action altruiste, l'or représente le bien. Mais pour que l'analogie fonctionne, il faut que le bien, comme l'or, soit une denrée homogène et quantifiable. Dès lors, il devient concevable de se demander comment faire la plus grande quantité de bien au moindre coût. Si au contraire le bien est une notion multidimensionnelle, ou entrent différentes valeurs irréductibles l'une à l'autre, ça ne marche plus. L'utilitarisme est la seule théorie éthique pour laquelle « maximiser le bien » a un sens qui se prête à un décalque exact de la théorie de l'investissement telle qu'elle s'applique au secteur à but lucratif. Il en va ainsi parce que le bien est composé d'une seule « matière » : le plaisir (appelé aussi « bonheur », « bien-

être » ou « utilité »). Si diverses que soient les actions, elles peuvent toutes être comparées entre elles, à travers leur faculté de produire plus ou moins de cette matière (comme les investissements ou placements – à but lucratif – les plus variés peuvent être comparés à travers leur faculté de rapporter de la valeur à ceux qui les réalisent, cette valeur étant exprimable dans une même unité monétaire).

Certes, il faut pouvoir estimer les conséquences (directes et indirectes) des actes avant qu'ils aient eu lieu pour décider lesquels produisent le plus de bien. C'est un exercice de prévision extrêmement difficile, voire impossible. Mais l'analogie avec l'investissement ou le placement à but lucratif fonctionne encore : quand vous vous demandez si vous vous enrichirez davantage en achetant des actions de l'entreprise Dupneu ou de l'entreprise Pneudu, vous ne connaissez pas la vraie réponse au moment de placer votre épargne, parce que les dividendes et l'évolution du cours des actions qui vous intéressent sont situés dans le futur.

Là où il y a une différence de taille, c'est que dans le cas du placement vous pouvez constater après coup (trop tard) le rendement obtenu (mesuré en monnaie), tandis que dans le cas de la conduite motivée par la recherche du bien, même après coup, vous ne pouvez pas mesurer combien de bonheur (ou diminution de souffrance) vous avez produit. L'hédomètre n'existe pas. Néanmoins, cela n'interdit pas de considérer que cela a un sens de parler d'une quantité d'utilité, ou au moins de considérer que cela a un sens de penser que l'ensemble des situations futures alternatives possibles peuvent être classées par ordre d'utilité croissante, et que la meilleure est celle qui se trouve au sommet du classement. C'est ce que font les utilitaristes.

Pour espérer rendre la théorie opératoire, il faut de plus parier qu'on peut progresser dans l'évaluation de l'utilité. Quand on veut comparer des projets alternatifs dans un domaine particulier, il arrive que cela ne pose pas trop de problèmes, bien que le détail des méthodes employées suscite toujours de vives controverses. L'utilité est alors remplacée par un proxy (une grandeur observable, dont on fait l'hypothèse qu'elle varie dans le même sens que l'utilité) : par exemple, le proxy peut être le nombre d'années de vie gagnées grâce à différentes interventions envisageables dans le domaine de la santé, quand ces interventions retardent la date de mort des bénéficiaires.

Mais, idéalement, l'utilitarisme appliqué exigerait de ne pas en rester à ces petites comparaisons entre programmes limités concernant des domaines voisins. Idéalement, il faudrait comparer tous les états du monde futurs alternatifs possibles que nous pouvons faire advenir, et choisir la conduite qui fera se réaliser celui de ces états qui contient le maximum d'utilité. Deux indices indiquent que les AEs sont persuadés de pouvoir progresser en direction de cet objectif ambitieux : le thème de la neutralité (ou indifférence) envers les causes, et celui de la priorisation des causes. Nous allons dire quelques mots de chacun.

1.1. Neutralité envers les causes

Cette notion, dont la dénomination anglaise est *cause-neutrality* ou *cause-indifference*, décrit l'état d'esprit requis chez l'altruiste rationnel. Celui-ci doit avoir pour unique objectif de faire le plus de bien possible. Pour ce faire, il doit éviter de se laisser guider par l'émotion dans le choix des causes à soutenir. L'habitude est également mauvaise conseillère : elle pousse à reconduire ses choix passés, alors qu'il faut réexaminer s'ils sont encore pertinents dans le contexte présent. Sur une page du site l'Effective Altruism Foundation, on lit ceci : « Nous devons évaluer une cause uniquement sur la base de l'efficacité, sans aucun attachement préalable ni connexion émotionnelle à une cause particulière. Un manque de neutralité envers les causes peut nous conduire à choisir une cause sous-optimale, et ainsi à amenuiser notre impact. » [1]

Ici encore, on atteint la perfection dans le parallèle avec l'investissement à but lucratif, ou avec le métier de l'analyste financier orientant les placements pour le compte de ses clients. Peu importe à celui qui cherche le rendement maximal d'investir dans l'automobile plutôt que dans le pétrole, dans des actions plutôt que des obligations, d'intervenir sur des marchés au comptant ou des marchés à terme. Le capitaliste est indifférent aux secteurs ou aux produits financiers qui lui permettent de maximiser ses gains, comme l'altruiste rationnel est indifférent aux causes qui lui permettent de maximiser le bien.

Dans les deux cas, le raisonnement vaut pour le capital sous la forme argent (dans le vocabulaire de Marx) car lui seul est parfaitement mobile. Le capital matériel ne l'est pas autant : les robots qui fabriquent des voitures ne sont pas convertibles en matériel de forage quand le pétrole devient plus profitable que l'automobile, de même que les travailleurs d'un secteur ne sont pas facilement transférables dans l'autre. C'est un des problèmes que soulèvent ceux qui estiment que la mobilité accrue du capital permise par le développement des marchés et produits financiers nuit à l'économie réelle.

La question concerne tout autant la philanthropie. On pourrait retrouver par ce biais les débats évoqués au chapitre 2 (§ 3) : on a vu que certains critiques du philanthrocapitalisme déploraient la fragilisation du tissu associatif induite par les revirements brutaux de la politique des fondations. L'argent peut se déplacer vite d'une cause à une autre, et d'un organisme bénéficiaire à un autre, du fait de fondations, ou de méta-organisations capables d'influer sur les donateurs. Mais, dans le secteur philanthropique aussi, le capital productif est moins mobile que le capital argent. Supposons que dans un premier temps on ait estimé pouvoir faire beaucoup de bien en améliorant la scolarisation des enfants chez une population très pauvre. Des dépenses importantes sont consacrées à construire des écoles et à former des professeurs issus de cette population. Quelques

[1] Article « The Benefits of Cause-Neutrality », consulté le 15 février 2019.

années plus tard, les évaluateurs des causes les plus prometteuses estiment que, finalement, on fait plus de bien en investissant dans la recherche sur la géo-ingénierie pour combattre le changement climatique. Le revirement a un coût, car les chercheurs n'iront pas s'installer dans les écoles qui auront cessé de fonctionner faute de financement, et le savoir acquis par les professeurs ne profitera plus à personne. L'ode à l'optimisation permise par la neutralité envers les causes devrait être complétée par la prise en compte des coûts (perte de capital matériel et humain), qui doivent être déduits des gains attribués à la flexibilité dans l'allocation des ressources caritatives.

1.2. Priorisation des causes

La recherche sur la priorisation des causes (*prioritization research* en anglais) est jugée capitale dans le cercle intellectuel qui a le pouvoir de peser sur les orientations de l'AE. Le but de cette recherche n'est pas de comparer l'efficacité des interventions à l'intérieur d'un même domaine, mais bien de comparer les domaines de l'action altruiste entre eux. Il ne s'agit plus de se demander quelle mesure est la meilleure (à coût égal) pour améliorer l'assiduité scolaire au Kenya, ni si on sauve plus de vies en investissant une certaine somme pour traiter les malades du sida ou pour améliorer la couverture vaccinale contre la rougeole. Cette fois, le but est de mieux savoir naviguer entre des causes qui n'ont rien de commun, sinon qu'on peut espérer augmenter la quantité d'utilité en s'en souciant. La *prioritization research* doit également permettre de repérer des causes ignorées : il existe sans doute des changements à soutenir sur des sujets auxquels personne n'a encore jamais pensé, et qui sont d'énormes gisements de bien. Idéalement, le résultat de cette recherche serait de produire une hiérarchisation des causes en fonction de la quantité de bien (rapportée au coût) qu'on peut produire en y investissant. Si la recherche aboutissait, on disposerait d'une carte parfaite pour guider l'altruisme. Cette carte, associée à l'état d'esprit adéquat (la neutralité envers les causes), permettrait de produire à coup sûr le maximum d'utilité réalisable avec les ressources dont on dispose.

Il est impossible d'établir pareille carte. Mais les AEs sont persuadés que la connaissance globale des gisements de bien peut au moins être significativement améliorée. Certains parmi eux sont assez influents pour dégager des ressources affectées à cette recherche. La création, à Oxford, du Global Priorities Institute en 2018 (cf. chapitre 3, § 2.2.) en est la preuve. Ce thème avait été mis en valeur bien avant cette date sur les pages de 80 000 Hours ou du Centre for Effective Altruism.

La priorisation est elle-même une cause incluse dans le portefeuille de causes soutenues par les AEs. Ils la qualifient de méta-cause : elle est au-dessus, ou avant, des causes qui consistent à chercher à améliorer la situation dans un domaine donné, puisque c'est elle qui devrait déterminer lesquelles des autres

causes il faut privilégier. Le *movement building* – ou *community building* – est une autre méta-cause de l'AE : il s'agit de l'activité déployée pour élargir le mouvement. Puisque l'AE estime être le mouvement qui s'emploie rationnellement à maximiser le bien, il est logique qu'il cherche à s'étendre : il accroîtra ainsi les ressources employées à cette fin.

La recherche sur la priorisation des causes n'en est qu'à ses balbutiements. L'AE n'a pas attendu qu'elle aboutisse pour dispenser des conseils sur les causes à privilégier. Outre les deux méta-causes précitées, trois domaines sont systématiquement placés tout en haut de la liste des causes recommandées[1] : la lutte contre l'extrême pauvreté humaine, le bien-être animal (l'accent étant mis sur les animaux d'élevage) et l'évitement des risques existentiels (thème désigné aussi sous la dénomination « amélioration du futur lointain »). On comprend immédiatement pourquoi les deux premiers apparaissent comme des cibles prioritaires : on peut espérer en y intervenant réduire énormément la quantité de souffrance. Le troisième demande des explications complémentaires.

2. Utilitarisme, transhumanisme, et priorité à la prévention des risques existentiels

La réunion de deux conditions est nécessaire pour expliquer le poids croissant que prend le thème du futur lointain dans le mouvement de l'altruisme efficace. La première est l'adhésion à une forme d'utilitarisme qui fait de la maximisation de l'agrégat du bonheur total le critère de l'action bonne, en intégrant dans le calcul les êtres dont l'existence n'est que possible. La seconde est une vision du futur très marquée par l'attention portée à la technologie, et par la conviction qu'elle va connaître des progrès extraordinaires induisant des bouleversements majeurs. La présence dans le mouvement de personnalités poussant dans le sens de la primauté donnée au futur lointain, et en entraînant d'autres dans cette direction, joue certainement un rôle non négligeable dans cette évolution. Nick Bostrom a été la première d'entre elles. (Une brève présentation de cet auteur, et de l'institut qu'il dirige, a été fournie au chapitre 3, § 2.2.). La forte densité parmi les AEs de personnes travaillant dans le secteur des nouvelles technologies, et notamment dans celles liées à l'informatique, est un autre facteur jouant dans ce sens.

[1] On trouve plusieurs autres domaines dans le portefeuille des bonnes causes recommandées par l'AE, mais ils sont de rang inférieur. Nous n'avons pas besoin de tous les citer pour mettre en évidence le lien avec l'utilitarisme.

2.1. L'argument pour donner la primauté à l'évitement des catastrophes existentielles

Un risque existentiel est, selon la définition de Bostrom, le risque d'occurrence d'un désastre existentiel, c'est-à-dire d'un événement « qui menace de provoquer soit la disparition de la vie intelligente d'origine terrestre, soit une réduction permanente et drastique de son potentiel de futur développement désirable » (Bostrom, 2007, p. 10). Pour faire simple, nous réduirons le risque existentiel au risque d'extinction de l'espèce humaine (pour une raison autre que sa mise en extinction volontaire par les humains au profit de leur remplacement par des êtres supérieurs)[1]. Car c'est bien la vie humaine, et elle seule, qui est désignée sous le vocable « vie intelligente », du moins pour ce qui est des formes de vies actuellement présentes sur Terre.

Voici une version simplifiée du raisonnement développé par Bostrom. Le premier point est que le risque d'extinction de l'humanité existe. Elle pourrait être causée par un phénomène naturel (collision de la Terre avec une météorite géante…). Mais le type de risque qui retient l'attention de Bostrom est surtout celui d'une extinction causée par des actions d'origine humaine. Il y a quelques décennies, on évoquait le risque nucléaire. Aujourd'hui, on pense surtout à des catastrophes qui pourraient résulter d'usages malveillants, ou simplement non maîtrisés, de biotechnologies, nanotechnologies ou de l'intelligence artificielle. Mais ces mêmes domaines sont ceux dont le développement pourrait ouvrir des perspectives fabuleuses. Comme ce sont des humains qui sont à l'origine de ces technologies, c'est spécifiquement la disparition de l'espèce humaine (et non pas n'importe quelle perte de biodiversité) qui constitue la calamité maximale. La souffrance qui précéderait l'extinction n'est qu'une composante mineure de cette calamité. Elle n'est même pas mentionnée par Bostrom. L'essentiel est que l'extinction empêcherait la réalisation d'un avenir radieux potentiel. Elle empêcherait des myriades d'années de vie future d'une qualité si exceptionnelle que nous ne pouvons même pas l'imaginer.

En supposant que les humains restent comme ils sont, que leur existence demeure uniquement terrestre, et en admettant que pour la plupart d'entre eux le solde hédonique (somme des plaisirs – somme des peines) est déjà positif, l'extinction soudaine de l'espèce priverait les générations futures (qui ne naîtraient pas) de toutes les vies plaisantes qui pourraient avoir lieu tant que la Terre resterait habitable (de l'ordre de deux milliards d'années).

Mais il y a, selon Bostrom, de sérieuses raisons de croire que le progrès technologique ne laissera pas les humains tels qu'ils sont. Ils vont être remplacés

[1] Cette simplification fait que nous laissons de côté d'autres risques (jugés moins probables) : celui de voir l'humanité stagner en dessous de ce que permettrait son potentiel de créativité technologique, ou chuter définitivement en deçà de sa condition actuelle, ou encore s'installer dans un régime cyclique où les périodes de progrès sont fatalement suivies de périodes de dégradation.

par des êtres plus performants à tous égards. Il pourra s'agir d'humains biologiques grandement améliorés : longévité accrue (plusieurs siècles d'espérance de vie), capacités cognitives et sensorielles fortement augmentées, très faible morbidité… Ces humains améliorés pourraient contrôler suffisamment leurs inputs sensoriels pour que les occurrences de la souffrance deviennent extrêmement rares ; leur existence serait joyeuse et stimulante la plupart du temps.

Les êtres futurs qui culmineront en matière d'intelligence et de bien-être ne seront pas forcément des dérivés des humains biologiques. Par ailleurs, il se peut que les humains ne soient aux commandes que pour amorcer la vertigineuse ascension vers des capacités extraordinaires. Une fois qu'ils auront créé les machines super-intelligentes, qui surpassent en tout point les capacités humaines, ce sont ces machines qui créeront d'autres machines encore plus performantes, et qui seront la source d'une explosion d'intelligence inouïe.

Bostrom évoque aussi l'hypothèse selon laquelle des esprits humains pourraient être « scannés » et transférés sur des ordinateurs, qui deviendraient le support de leur fonctionnement. Ils pourraient alors être répliqués en plus grand nombre, et de façon plus exacte, que par la reproduction biologique, et acquérir une sorte d'éternité puisqu'ils pourraient être indéfiniment reportés sur de nouveaux supports. On peut se demander quel serait l'intérêt d'assurer l'éternité à des esprits aussi imparfaits. Je n'ai pas cherché s'il y avait une réponse à cette question dans les écrits de Bostrom. Il se peut que le passage où il parle des esprits humains conservés tels quels sur ordinateur ne soit rien d'autre chez lui qu'un clin d'œil au rêve d'immortalité. Car il ajoute aussitôt que ces esprits transférés sur informatique pourraient ensuite tourner à des vitesses infiniment supérieures à celle des cerveaux biologiques. Ces esprits (sentients) sur supports non biologiques seraient une des formes que pourrait revêtir la disparition du vieillissement et de tout ce qui fait le côté sombre de la condition humaine, ainsi que la source d'une accélération prodigieuse des gains de productivité dans tous les domaines. Ajoutons que la durée finie d'habitabilité de la Terre ne fixe pas une limite à l'existence des êtres ultra-intelligents et ultra-épanouis dont les humains pourraient être le terreau, puisque ces esprits fantastiques trouveront probablement le moyen de coloniser d'autres parties de l'univers.

Une infinité de vies de qualité exceptionnelle pourraient donc exister à l'avenir, à condition que l'humanité ne s'éteigne pas avant d'avoir atteint la maturité suffisante pour amorcer le processus qui permettra l'émergence des êtres post-humains, qui deviendront la source de leur propre perfectionnement. On a là un potentiel gigantesque de bonheur à venir : tellement gigantesque que réduire le risque que cet avenir ne se réalise pas (à cause d'une catastrophe existentielle) est l'investissement altruiste le plus rentable qui soit (Bostrom détaille cela sur la base d'un chiffrage que je ne reproduis pas). Obtenir une réduction minime de ce risque produit plus de valeur hédonique que sauver des

milliards de vies humaines. L'équivalence fonctionne parfaitement à condition de mettre sur le même plan (a) le fait d'empêcher la mort prématurée d'êtres qui existent déjà, ou qui naîtront quoi que nous fassions, et (b) le fait de provoquer (ou ne pas empêcher) par nos actions (ou notre inaction face au risque) la non-naissance, ou non-fabrication, d'êtres qui auraient pu être heureux. C'est pourquoi ce type de raisonnement ne requiert pas seulement d'adhérer à l'utilitarisme ; il faut de surcroît adopter le point de vue total (*total view*) en matière d'éthique des populations. C'est dans ce cadre que l'injonction « maximiser le total du bonheur » s'applique de la façon la plus exclusive et ouvre la voie à une captation de la rationalité altruiste efficace au profit d'une seule et unique cause : l'évitement de la catastrophe existentielle.

Un résultat curieux de cette façon de raisonner, qui est le fait de personnes athées, est de produire une sorte de théologie inversée. On ne nous demande pas de tout faire pour contenter des dieux supposés déjà existants, mais de tout faire pour que puissent être créés des simili-dieux, qui atteindront des sommets de béatitude et de connaissance. Nous n'avons pas été engendrés par les dieux, mais nous pouvons devenir les géniteurs des dieux. Dans les deux cas, notre devoir est de vouer nos vies à les servir, même si le chemin conduisant à cette injonction est bien différent.

2.2. La montée en puissance des risques existentiels dans les préoccupations des AEs

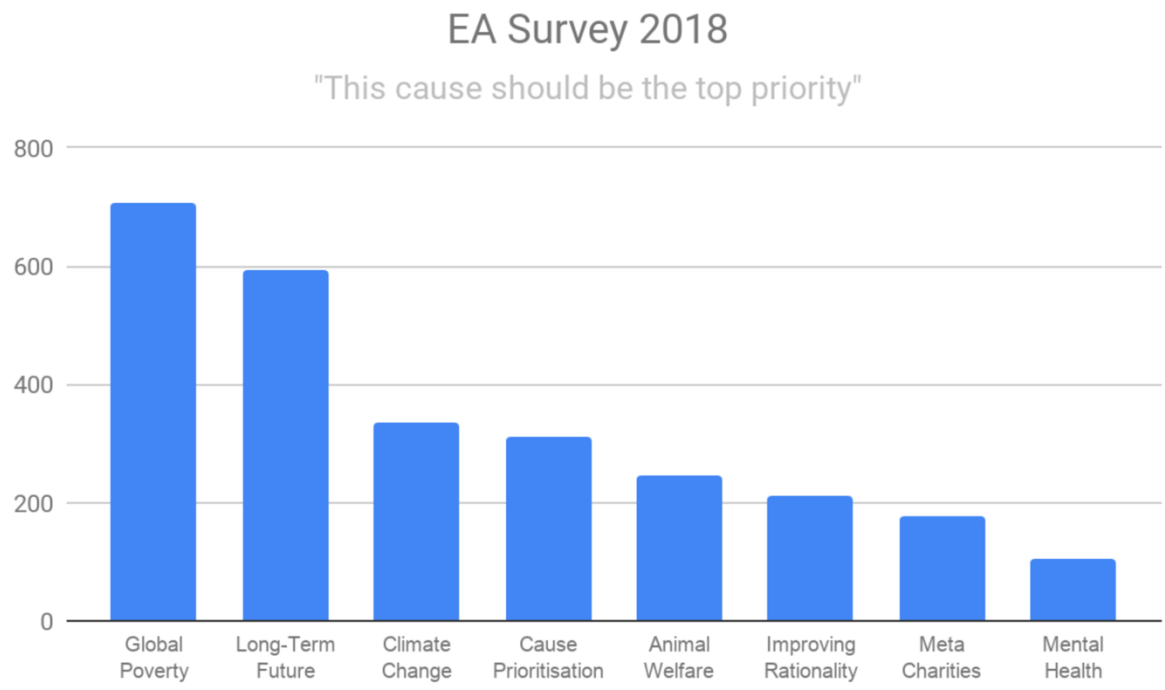
L'AE s'est constitué historiquement autour d'une seule cause : la lutte contre la pauvreté dans le tiers monde. Puis d'autres s'y sont ajoutées, si bien que la part relative de la première a mécaniquement régressé. Ce qui nous intéresse ici, c'est de trouver des informations sur le degré de pénétration dans le milieu de l'AE de la cause « futur lointain » (autre nom de la cause liée aux risques existentiels). La question peut être examinée à deux niveaux : d'une part, dans le milieu de l'AE en général ; d'autre part, chez des organisations très influentes du mouvement.

L'enquête de Rethink Charity

On sait que Rethink Charity mène une enquête annuelle, via un questionnaire, dans les réseaux de l'AE afin de connaître le profil des participants au mouvement (cf. chapitre 3, § 3). Rethink Charity interroge notamment les personnes sur les causes qu'elles jugent importantes et sur celles auxquelles elles ont effectivement donné, ce qui peut donner une idée du positionnement de « la base » des AEs.

Voici les causes qui ont été jugées les plus importantes (*top priority*) en 2018 parmi les options proposées aux répondants. Précisons que les personnes pouvaient cocher plusieurs causes. D'autre part, le schéma ci-dessous a été

fabriqué par Rethink Priorities (le département de Rethink Charity chargé de l'enquête) en regroupant, sous la dénomination « futur lointain », quatre causes qui étaient présentées séparément dans le questionnaire : risques liés à l'intelligence artificielle ; sécurité nucléaire ; biosécurité ; autres risques existentiels. Le fait que Rethink Charity ait décomposé de la sorte les risques existentiels est à la fois un indice de l'intérêt porté au sujet par les auteurs du questionnaire et une source potentielle de biais : on ne sait pas si les répondants auraient été aussi nombreux à cocher « futur lointain » si cette catégorie unique leur avait été directement proposée.



Comme dans les enquêtes passées, c'est la cause « pauvreté » qui arrive en tête. On constate néanmoins qu'en termes de jugement de valeur (à ce stade du questionnaire, il s'agit de prises de position déclaratives), les thèmes valorisés par les organismes centraux de l'AE occupent une place conséquente dans les préoccupations des AEs : que ce soit le futur lointain, ou le « méta » au sens large, dans lequel on peut inclure les méta-organisations, l'effort pour améliorer la rationalité ou la priorisation des causes.

Les enquêtes de Rethink Charity offrent une autre manière d'estimer la popularité des causes, et notamment de celle qui nous intéresse (futur lointain). En effet, les AEs sont interrogés sur les montants et la destination de leurs dons au cours de l'année précédente. Seules des associations du mouvement de l'AE, ou recommandées par lui, sont proposées dans le questionnaire. Ensuite, les informations ainsi obtenues sont regroupées par cause (donner à GiveWell, c'est soutenir la cause « pauvreté » ; donner au Future of Humanity Institute, c'est

soutenir la cause « futur lointain ; etc.). Le nombre de causes est plus réduit que dans l'approche précédente, car certaines causes, comme le changement climatique, ne sont prises en charge par aucun organisme lié à l'AE, tandis que la cause « améliorer la rationalité » est transversale et ne peut pas être associée à une organisation en particulier. Les données recueillies par Rethink Charity permettent (moyennant quelques calculs) d'établir la part du total des dons déclarés par les répondants au questionnaire qui est allée à la cause futur lointain. Cette part était de 4,7% en 2015, de 5,9% en 2016, et de 3,3% en 2017. Cet indicateur a ses limites. En effet, chaque année, les enquêtes de Rethink Charity montrent qu'une poignée de gros donateurs sont à l'origine de la majeure partie du total des dons déclarés par les AEs. En 2017, par exemple, 57% du total des sommes déclarées provenait de 0,7% des donateurs : ceux dont les dons dépassaient les 100 000 $ par an. Par conséquent, quand on regarde la part de chaque cause dans le total des *montants* donnés, on voit surtout quelles causes ont été préférées par les grands donateurs de l'année considérée. Mais on peut extraire des chiffres fournis par Rethink Charity un autre indicateur qui évite ce problème, en regardant *le nombre d'individus* donateurs par cause et non pas les montants donnés. Dans cette optique, un individu qui donne à deux causes est compté deux fois, et un individu qui donne 1 $ à une cause compte autant qu'un autre qui donne 1 million de dollars à cette cause. Comment a évolué l'intérêt pour les risques existentiels quand on raisonne en nombre d'individus ? La part des donateurs à la cause « futur lointain » dans l'ensemble des donateurs (toutes causes confondues) était de 5,6% en 2015, 8,2% en 2016 et 10,8% en 2017. À titre de comparaison, en 2017, 53% des répondants avaient donné à la cause la « pauvreté », qui est la plus populaire.

Ainsi, les enquêtes de Rethink Charity nous apprennent que beaucoup d'AEs déclarent adhérer à l'idée que la prévention des risques existentiels est une cause importante, qu'ils restent relativement peu nombreux à donner personnellement pour cette cause, mais que le nombre de donateurs augmente au fil du temps. Voyons maintenant ce qu'il en est, non plus au niveau des AEs « de base », mais chez les poids lourds du mouvement.

La cause « risque existentiels » fortement soutenue par des acteurs majeurs de l'altruisme efficace

Dans un article paru septembre 2015 dans la *London Review of Books*, Amia Srinivasan écrit : « Un colloque de trois jours intitulé Effective Altruism Global s'est tenu cet été […] en Californie. Bien que quelques sessions aient eu pour objet les thèmes chers à McAskill (philanthropie efficace, pauvreté du tiers-monde, choix de carrière), le colloque a été dominé par des interventions sur les risques existentiels ». Srinivasan a bien senti dans quel sens le vent soufflait à la grand-messe de l'AE. Elle se trompe si elle suppose que McAskill est peiné de voir

les risques existentiels prendre le pas sur les thèmes mis en avant dans son livre *Doing Good Better* en 2015. Car McAskill compte parmi les personnalités qui s'activent pour propulser au sommet la cause « futur lointain ». On en trouve un écho dans la conférence TED qu'il donne en avril 2018. Cette conférence intitulée « Quels sont les problèmes éthiques les plus importants de notre temps ? » dure 12 minutes. McAskill explique que la communauté des AEs a identifié trois problèmes principaux répondant aux critères importance, résolubilité, négligence : la santé dans le tiers-monde, l'élevage industriel, les risques existentiels. Ce qui est frappant, c'est que sur la durée totale de l'exposé, l'essentiel du temps est consacré à décrire l'accélération prodigieuse de l'évolution technologique humaine dans la toute récente période de sa longue existence, les potentialités fantastiques d'épanouissement futur que peut amener le prolongement de cette tendance, et l'importance de consacrer plus de moyens à prévenir les risques existentiels susceptibles d'empêcher l'avènement de ce futur désirable. Clairement, les deux autres sujets sont passés au second plan. En fait, c'est le Centre for Effective Altruism tout entier et les organismes voisins (cf. chapitre 3, § 2.2.) qui s'emploient à hisser au premier rang la cause futur lointain.

Qu'en est-il du côté d'Open Philanthropy Project (OPP), autre pièce maîtresse de l'AE ? Sans surprise, les chiffres indiquent que lui aussi prend très au sérieux le futur lointain à partir de 2015. Trois des items des financements qu'il accorde, classés par domaine d'intervention, concernent la prévention des risques existentiels : « biosécurité et préparation aux pandémies », « risques catastrophiques globaux » et « risques potentiels liés à l'intelligence artificielle ». La somme des dépenses consenties par OPP au titre de ces trois items a représenté au fil du temps les pourcentages suivants du total de ses dépenses annuelles[1]:

2014	0 %
2015	5,7 %
2017	26 %
2018	13,5 %
2019	45 % (entre janvier et mai 2019)

Marc Gunther a consacré un long article à OPP, paru dans la *Stanford Social Innovation Review* (Gunther, 2018), et a rencontré ses responsables à cette occasion. Ce qu'il rapporte de son entretien avec Karnovsky ne laisse aucun doute sur le fait que la direction d'OPP est convaincue de l'importance capitale d'investir dans le « futur lointain ». Malicieusement, Gunther a intitulé la section de son article sur OPP consacrée aux risques existentiels « The Bot You Can Save »

[1] Résultats obtenus à partir de la base de données d'OPP téléchargée le 4 juillet 2019 et exploitée avec le logiciel R. Je remercie Frédéric Dupont pour son assistance technique. À la date de téléchargement, le financement le plus récent figurant dans la base remontait à mai 2019.

(Sauver un robot) en décalquant le titre du livre de Singer de 2008, *The Life You Can Save* (Sauver une vie). En effet, il semble que les organes majeurs de l'AE soient en train de réduire la place accordée au devoir de secourir des vivants actuels, pour faire mouvement vers la protection des vivants potentiels du futur, ou des super-êtres, éventuellement non-biologiques, qui viendront.

Et Singer, que pense-t-il de la place à donner aux risques existentiels ? Il en parle dans le chapitre 15 de *L'Altruisme efficace*, menant une discussion nuancée du sujet. Il expose le raisonnement, et la variété d'utilitarisme (point de vue total), qui conduisent à faire du futur lointain la cause qui rend toutes les autres futiles en comparaison. Il sait qu'il n'y a pas d'argument évident permettant à des utilitaristes d'écarter le point de vue total au profit du point de vue de l'existence préalable (qui évite de considérer comme un mal la non-venue au monde d'être futurs possibles qui auraient pu être heureux). En effet, l'optique alternative (*prior existence view*) conduit elle aussi à des conclusions qui semblent bizarres (sur d'autres questions). Même si Singer ne prend pas très nettement position, on perçoit, me semble-t-il, qu'il n'est pas enchanté par la perspective de voir les risques existentiels phagocyter les autres causes (voir en particulier la conclusion du chapitre 15 de son livre). Quoi qu'il en soit dans son cas, il est certain que la jeune garde influente de l'AE s'active pour donner la primauté au « futur lointain ». D'ailleurs, le milieu de l'AE est tel que beaucoup de participants ne croient pas ce futur si lointain que cela, concernant les prodiges ou misères promis par l'intelligence artificielle : un trait qui a des chances de s'accentuer au fil du temps, sachant que l'AE recrute beaucoup dans des zones géographiques et des types de formation tournés vers ces technologies.

3. Utilitarisme et altruisme efficace : point d'étape

Dans les chapitres précédents, nous avions saisi l'AE à travers ses organisations, des éléments de son fonctionnement ou langage, et certains des traits socio-économiques des personnes qui l'animent. Ajouter qu'il s'agit d'un mouvement utilitariste est une pièce importante pour comprendre la manière qu'il a d'appréhender les problèmes et de concevoir les solutions.

Ce chapitre a montré que l'utilitarisme permettait de donner une extension maximale à une approche comptable du bien. Virtuellement, un seul chiffre contient tout ce qu'il y a à dire sur la qualité éthique de l'univers, sur toute la durée d'existence qui lui reste : la somme des plaisirs (déduction faite des peines) de tous les êtres sentients présents et à venir. Certes, on ne sait pas mesurer l'utilité, ni calculer le total d'utilité associé aux différents états du monde qui pourraient advenir, ni même ce que sont ces états. Néanmoins, penser que le montant de l'utilité totale doit être le seul critère guidant l'action bonne établit, conceptuellement du moins, un lien entre éthique et quantification d'une force sans pareille. Il permet d'identifier complètement, dans son principe, le mode de

raisonnement présidant à la décision altruiste éclairée, au mode de raisonnement présidant au choix avisé des investissements ou placements à but lucratif.

Le second point vu dans ce chapitre est le rapport existant entre l'utilitarisme et l'impulsion donnée à la cause « futur lointain » par des organismes moteurs du mouvement de l'AE. En effet, l'éthique utilitariste, dans une de ses variantes (pas dans toutes), permet de soutenir que toute notre énergie altruiste devrait être consacrée à éviter le risque de non réalisation d'océans potentiels de bonheur futur, en comparaison desquels les joies et peines des êtres actuels ne sont qu'une goutte d'eau insignifiante. Toutefois, la place prise par la cause « futur lointain » dans l'AE doit aussi beaucoup à une vision technologique plus présente chez les AEs que dans la population en général. (Les résultats de l'enquête de Rethink Charity 2017 montrent d'ailleurs que ce sont les AEs vivant dans la baie de San Francisco – royaume de la *high tech* – qui sont les plus nombreux à classer très haut les préoccupations liées à l'intelligence artificielle.)

Les points évoqués dans ce chapitre n'épuisent pas les manifestations de l'inspiration utilitariste dans la conduite de l'AE. La proximité avec l'utilitarisme peut s'exprimer sans passer par la définition de ce courant de pensée en philosophie éthique. C'est ce dont il va être question dans les deux prochains chapitres.

Chapitre 6
Psychologie et utilitarisme

En mars 2018, la *Psychological Review* publie un long article de Kahane, Everett, Earp, Caviola, Faber, Crockett et Savulescu intitulé « Beyond Sacrificial Harm: A Two-Dimensional Model of Utilitarian Psychology ». C'est un travail de recherche magistral dans le domaine de l'utilitarisme envisagé sous l'angle psychologique. Ce texte est également une source précieuse par ses références bibliographiques sur les autres études menées dans ce même domaine, ou plus largement sur l'approche psychologique des attitudes morales. Kahane travaille depuis des années (avec des publications antérieures en 2010, 2012, 2014, 2015), le plus souvent avec des coauteurs, sur la double dimension de la psychologie utilitariste qui va être exposée dans les pages qui suivent. Dans ce chapitre, nous allons faire une pause dans l'examen de l'altruisme efficace afin de rendre partiellement compte de l'étude de Kahane *et alii* (2018). En effet, c'est elle qui va nous fournir les éléments qui nous permettrons d'aborder sous un nouvel angle, dans le prochain chapitre, la façon dont l'utilitarisme marque le discours des altruistes efficaces.

1. Tester la proximité avec l'utilitarisme sans abuser des dilemmes sacrificiels

L'objectif de Kahane *et alii* est de bâtir un outil simple permettant de mesurer les tendances plus ou moins utilitaristes présentes chez des personnes qui ne sont pas des professionnels de la philosophie. Nommons cela un indicateur du niveau de « proto-utilitarisme » afin d'éviter la confusion avec une adhésion ou un refus conscients d'une théorie utilitariste dont les sujets auraient une connaissance approfondie. Monsieur et Madame Toulmonde ne sont pas forcément capables d'énoncer et de justifier de quelle théorie éthique ils se sentent le plus proches. Il n'y a pas non plus lieu de supposer que leurs convictions morales forment un tout dénué de lacunes ou d'incohérences. Les auteurs cherchent à bâtir une échelle qui permettra d'évaluer à quel degré ces convictions, telles qu'elles se manifestent à travers des jugements de valeur, sont proches ou éloignées de l'utilitarisme.

Kahane *et alii* sont loin d'être les premiers à chercher le degré de concordance entre des jugements moraux, implicites ou explicites, manifestés lors de tests de psychologie, et ceux qui découleraient d'une adhésion consciente à l'éthique utilitariste. Nombre d'études antérieures dans ce domaine reposent sur les réponses à des dilemmes sacrificiels, à travers des scénarios où l'action permettant d'aider certains individus consiste à nuire à d'autres. C'est le cas des travaux menés par Greene sur les dilemmes du tramway, tels que celui-ci : « Un tramway se dirige vers un groupe de 5 personnes qui mourront écrasées si rien

n'est fait. Un homme se trouve sur un pont au-dessus des rails. Choisissez-vous de pousser cet homme afin qu'il tombe sur la voie, ce qui le tuera, mais arrêtera la course du tramway et sauvera 5 vies ? ».

Divers auteurs ont suggéré l'existence d'un double mécanisme mental face aux décisions à prendre : un mécanisme rapide, essentiellement émotionnel, et un autre, plus lent, faisant davantage appel à la raison et à la réflexion consciente. Greene utilise les dénominations imagées de fonctionnement en mode automatique et de fonctionnement en mode manuel à propos de ces deux niveaux. Certains ont avancé que les jugements formés en mode automatique s'approchaient davantage des éthiques déontologiques, tandis que ceux formés en mode manuel étaient plus proches de l'éthique utilitariste.

Plusieurs études ont par ailleurs montré que les personnes qui, dans les tests faisant appel aux dilemmes sacrificiels, donnaient les réponses les plus conformes à la théorie utilitariste étaient aussi celles qui se classaient le plus haut dans des tests psychologiques destinés à mesurer la psychopathie ou autres traits antisociaux. Dire que les proto-utilitaristes tels que décelés dans ces tests sont « plus psychopathes » ou « plus antisociaux » que les autres, ne signifie pas qu'il s'agit de criminels, mais qu'ils se classent plus haut que la moyenne sur des traits tels que l'indifférence à blesser ou faire du tort à autrui, et plus bas que la moyenne sur des traits tels que l'empathie ressentie pour les autres.

L'intention des psychologues qui soumettent les participants à leurs expériences à des scénarios de dilemmes sacrificiels est de détecter leur disposition à faire le mal à des fins instrumentales (*instrumental harm*). Dans la logique utilitariste, cela correspond à l'idée que l'on doit causer un préjudice à certains individus, si cela est nécessaire pour faire advenir un bien plus grand que le mal que l'on fait. Kahane et ses collègues sont insatisfaits de la mesure des tendances proto-utilitaristes via des questionnaires qui reposent exclusivement sur des dilemmes sacrificiels[1]. C'est pourquoi Kahane *et alii* (2018) bâtissent un test qui inclut en supplément une autre dimension nommée *impartial beneficience* (bienfaisance impartiale), afin de saisir sous un autre angle la proximité avec l'utilitarisme. Un aspect central de cette éthique est en effet l'exigence d'agir en faveur des tiers, et de le faire avec une parfaite impartialité, c'est-à-dire sans surpondérer nos intérêts et ceux de nos proches par rapport aux intérêts des êtres qui nous sont étrangers.

[1] La critique de cette approche a déjà été développée par Kahane, avec divers co-auteurs, dans des publications antérieures. Ainsi, sur la base des réponses obtenues à divers tests qu'ils avaient construits, Kahane *et alii* (2015), jugeaient contestable 1) que la disposition à sacrifier un tiers soit un bon indicateur de la tendance globale des personnes à agir pour le plus grand bien ; 2) que le refus du sacrifice soit un indicateur fiable de proximité avec une éthique déontologique (parce que refuser l'acte de tuer n'est pas corrélé au refus de violer les règles de la morale ordinaire dans d'autres domaines).

2. L'Oxford Utilitarianism Scale

Le test bâti par les auteurs, baptisé OUS (Oxford Utilitarianism Scale), consiste en une série d'affirmations sur ce que l'on doit faire dans des situations hypothétiques. Les sujets testés doivent indiquer à quel degré ils approuvent ou désapprouvent l'action proposée, avec pour chacune le choix entre 7 réponses : pas du tout d'accord ; pas d'accord ; plutôt pas d'accord ; ni d'accord ni pas d'accord ; plutôt d'accord ; d'accord ; tout à fait d'accord[1]. Pour chaque question, plus on est proche de la réponse « tout à fait d'accord », plus on est en ligne avec ce que préconise l'éthique utilitariste.

Le choix des affirmations composant le test a fait l'objet de la part des chercheurs d'une très longue procédure. La première version comprenait 94 affirmations inspirées par la littérature utilitariste. Au cours du processus, de nombreux items sont éliminés, ou reformulés. Pour procéder à cette révision, les chercheurs ont consulté des philosophes professionnels, et se sont fondés sur leurs réponses pour choisir les items les plus aptes à discriminer les utilitaristes des non-utilitaristes. À cette étape, il a aussi été précisé aux philosophes que le questionnaire était destiné aux profanes – à des gens qui ne sont pas des experts en éthique – et donc que les questions devaient être assez simples pour être intelligibles par tous, quitte à omettre certaines nuances.

Le questionnaire, dans ses versions successives, est soumis à la fois au type de sujets auquel il est destiné (des profanes), et à un panel de philosophes. Ces derniers ont été interrogés, afin de vérifier que le test détectait correctement qui, parmi les professionnels de l'éthique, était utilitariste, et qui l'était moins ou pas du tout. Il était demandé à ces experts d'une part de répondre au questionnaire destiné aux profanes, d'autre part de se situer eux-mêmes par rapport à l'utilitarisme sur une échelle de 1 à 10. Comme les philosophes savent qu'il existe plusieurs variantes d'utilitarisme, un texte leur était fourni pour leur préciser par rapport à quelle version ils devaient se positionner eux-mêmes : la référence retenue par les chercheurs est l'utilitarisme hédoniste de l'acte[2]. Un philosophe approuvant cette variante devait cocher 10, tandis qu'un utilitariste partisan d'une autre variante d'utilitarisme devait se situer un peu plus bas dans l'échelle.

---

[1] Si vous souhaitez passer le test, tapez « Oxford Utilitarianism Scale » dans un moteur de recherche, vous trouverez le lien vers une page contenant les questions et fournissant, d'après vos réponses, votre score de proximité avec l'utilitarisme.

[2] L'utilitarisme hédoniste (ou classique) diffère de l'utilitarisme des préférences. Selon l'utilitarisme hédoniste, l'action moralement correcte est celle qui produit le plus grand bonheur. Selon l'utilitarisme des préférences, c'est celle qui satisfait au maximum les préférences, ou désirs, des agents affectés.
L'utilitarisme de l'acte diffère de l'utilitarisme de la règle. Selon l'utilitarisme de l'acte, l'agent moral doit choisir en chaque circonstance l'action qui produit le maximum de bien, et donc évaluer par lui-même les effets directs et indirects des conduites alternatives qui s'offrent à lui. Selon l'utilitarisme de la règle, l'agent moral, doit appliquer un nombre limité de règles générales de conduite (il est dispensé du calcul). Les bonnes règles sont celles dont le respect produit dans la plupart des cas les meilleures conséquences.

Au final, le questionnaire OUS ne comporte que 9 affirmations, dont 5 relèvent de la bienfaisance impartiale (items OUS-IB) et 4 relèvent du mal instrumental (items OUS-IH) :

Les 5 affirmations OUS-IB (« IB » renvoie à *impartial beneficience*)

IB-1 D'un point de vue moral, les gens devraient se soucier également du bien-être de tous les humains de la planète : ils ne devraient pas privilégier le bien-être des gens qui leur sont particulièrement proches, physiquement ou émotionnellement.

IB-2 D'un point de vue moral, nous devrions nous sentir obligés de donner l'un de nos reins à une personne souffrant d'insuffisance rénale, puisque nous n'avons pas besoin de deux reins pour vivre, mais qu'un seul suffit pour être en bonne santé.

IB-3 Si le seul moyen de sauver une personne dans une situation d'urgence est de sacrifier sa propre jambe, il est moralement requis de faire ce sacrifice.

IB-4 Il est tout aussi mal de ne pas venir en aide à quelqu'un que de causer soi-même activement du tort à quelqu'un.

IB-5 Il est moralement condamnable de garder pour soi de l'argent dont on n'a pas réellement besoin, au lieu de financer des organisations qui opèrent de façon efficace pour aider les bénéficiaires de leur action.

Les 4 affirmations OUS-IH (« IH » renvoie à *instrumental harm*)

IH-1 Il est moralement juste *[right]* de causer un préjudice *[harm]* à une personne innocente si cela est nécessaire pour venir en aide à plusieurs autres personnes innocentes.

IH-2 Si le seul moyen d'assurer le bien-être et le bonheur global de la population est de recourir à l'oppression politique pour une période courte et limitée, alors il faut user de l'oppression politique.

IH-3 Il est permis de torturer une personne innocente si cela s'avère nécessaire pour obtenir l'information qui empêchera une bombe d'exploser et de tuer des centaines de personnes.

IH-4 Il est parfois moralement nécessaire que des personnes innocentes meurent, en tant que dommage collatéral, si au total cela permet de sauver davantage de gens.

Les auteurs reconnaissent qu'une limite des items OUS-IB retenus est sans doute qu'ils font une place trop grande au sacrifice personnel, et qu'on pourrait certainement concevoir des indicateurs plus fins des différents aspects de l'impartialité. Un autre reproche qu'on pourrait adresser à l'OUS, notent-ils, est qu'il ne fait pas apparaître explicitement le principe de *maximisation* du bien de l'éthique utilitariste. Toutefois, la recherche d'une telle maximisation conduit

bien à choisir les réponses jugées moralement correctes par les utilitaristes hédonistes de l'acte dans les réponses au questionnaire. (Du moins y conduit-elle si l'on admet que les conséquences de chaque choix se limitent à celles énoncées explicitement dans les scénarios hypothétiques, qui en fait sont uniquement les conséquences directes : sauver ou améliorer une ou plusieurs vies.)

3. Un commentaire du questionnaire OUS

J'insère ici un bref commentaire sur les ressemblances et différences entre les deux parties du questionnaire. Dans l'éthique utilitariste, l'exigence d'impartialité signifie que l'on doit accorder le même poids aux intérêts similaires quand on calcule le total d'utilité résultant des différentes voies d'action qui s'offrent à nous. Cette dimension intervient dans les deux composantes du questionnaire. Une autre caractéristique de l'utilitarisme est d'attribuer de la même manière à l'agent moral les événements qu'il provoque en intervenant activement, et les événements qui se produisent parce qu'il est resté passif, alors qu'il aurait pu agir. La passivité est considérée comme une « action » comme une autre parmi les options qui s'offrent à lui. Cette caractéristique intervient elle aussi dans les deux parties du questionnaire. La symétrie faite entre action et inaction est logique pour une théorie éthique qui n'évalue les décisions qu'à l'aune de la qualité de leurs conséquences. Sur le plan psychologique par contre, on sait que l'on ressent plus vivement ce qui se produit parce que nous avons agi, que ce qui arrive en l'absence d'intervention de notre part.

Les deux parties du questionnaire diffèrent sur d'autres plans. Dans les items IB-2 à IB-5 du test, la seule personne à qui il est demandé un effort pour le bien d'autrui est soi-même. La « transaction » proposée est entre moi et des tiers dont j'ai le pouvoir d'améliorer la situation. Si l'action jugée moralement juste par l'utilitarisme m'est désagréable, et que je décide de l'accomplir quand même, je suis la seule victime d'une perte d'utilité. De plus, quand je compare l'option consistant à faire don de quelque chose que je possède (a) à celle consistant à le garder pour moi (b), je ne déçois les attentes de personne en faisant (a) plutôt que (b) : c'est de mon plein gré que j'opte pour (a), et les tiers concernés préfèrent que je me montre altruiste. Dans la composante IH du questionnaire (mal instrumental), je suis mise en position de décider pour des tiers, sachant que quelle que soit l'option retenue, j'irai à l'encontre des préférences de certains pour satisfaire les préférences d'autres. Par ailleurs, quoi que je décide, cela n'affectera en rien les droits ou le confort dont je jouis dans ma vie personnelle. Le cas IH-2 (oppression politique temporaire) n'est pas un vrai dilemme sacrificiel : la population qui souffre d'une privation temporaire de ses droits politiques est la même que celle qui bénéficie d'un gain de bien-être grâce à cette opération. Cet item est sans doute là pour tester si les répondants accordent plus de valeur à la liberté ou au bonheur. Les autres cas, par contre, sont des dilemmes

sacrificiels classiques. On fait bien sentir aux répondants qu'il leur est proposé de donner leur approbation morale au fait de causer un préjudice majeur à certains (la torture, la mort) pour procurer un gain majeur à d'autres, plus nombreux. L'effet « bien du plus grand nombre » se produit s'il y a intervention active de l'agent moral, pas simplement s'il reste passif. De plus, le préjudice dont il lui est demandé s'il serait moral de le faire subir à des tiers est tel qu'il refuserait d'en être la victime lui-même : sauf s'il est un héros ou un saint, il n'est pas prêt à se dévouer pour être torturé ou tué pour sauver plusieurs vies. Ainsi, à la différence de la générosité personnelle dont il est question dans les items « bienfaisance impartiale », les dilemmes sacrificiels demandent à l'agent moral s'il est prêt à intervenir activement pour imposer à d'autres ce qu'il refuse de s'imposer à lui-même. Quand on vous demande si vous êtes prêt à pousser un homme pour qu'il tombe sur les rails, il y a une autre personne sur scène qui se dispense de devenir le cadavre qui bloquera le tramway : vous. Si l'on regarde les choses sous l'angle de ce qu'on l'on produit en intervenant activement, les gestes évoqués sous le titre « bienfaisance impartiale » obéissent à la maxime « Fais à autrui ce que tu voudrais qu'on te fasse ». Ceux évoqués dans les dilemmes sacrificiels relèvent plutôt du précepte « Fais à autrui ce que tu ne voudrais pas qu'on te fasse », « Fais don de la personne d'autrui, là où tu ne ferais pas don de la tienne. »

4. Les résultats d'une application du test OUS

Une fois l'échelle OUS établie dans sa version finale, Kahane *et alii* l'ont utilisée auprès d'un échantillon de 282 participants recrutés via MTurk. Ils les ont également soumis à d'autres tests déjà existants, conçus pour détecter divers traits psychologiques ou sociaux. L'âge médian des participants était de 39 ans, 80% d'entre eux avaient fait des études secondaires ou supérieures, et 178 étaient des femmes. Le score OUS des participants ne présentait aucune corrélation significative avec leur sexe, leur âge, ou leur niveau d'études.

Rareté des personnes proches de l'utilitarisme. Il est apparu que seule une minorité des participants avait une nette inclination proto-utilitariste. Sachant que l'échelle (de « tout à fait en désaccord » à « tout à fait d'accord ») comprend 7 degrés (allant des réponses les moins utilitaristes aux plus utilitaristes), seulement un quart des participants avaient un score OUS supérieur à 4, et seulement 4% un score supérieur à 5. Une première étude menée par les chercheurs pendant la phase de construction du questionnaire, sur 960 participants, indiquait de la même façon la relative rareté d'une inclination proto-utilitariste modérée, et l'extrême rareté d'une inclination proto-utilitariste marquée.

Les auteurs rappellent (Kahane *et al.*, 2018, p. 159) qu'une étude menée en 2014 par Bourget et Chalmers auprès de 931 philosophes professionnels montrait

que seulement le quart d'entre eux penchaient davantage vers le conséquentialisme que vers des approches déontologiques, et que moins de 10% étaient franchement conséquentialistes[1], de sorte qu'il est possible que le pourcentage de purs utilitaristes chez les philosophes ne soit pas très différent de celui du pourcentage de proto-utilitaristes marqués chez les profanes.

Faible corrélation entre les scores de bienfaisance impartiale et de mal instrumental. Sur les deux études menées sur des profanes (celle effectuée pendant la construction du test, et celle effectuée avec sa version finale) Kahane *et alii* (2018) ont constaté une corrélation positive, mais faible, entre le total obtenu par les participants aux questions OUS-IB (bienfaisance impartiale) et le total obtenu aux questions OUS-IH (mal instrumental)[2]. Ils ont également observé que le score moyen des participants était plus élevé (plus proche d'une réponse utilitariste) sur les affirmations IB (bienfaisance impartiale) que sur les affirmations IH (mal instrumental). Les auteurs ont ensuite comparé les scores des participants aux deux sous-composantes du test OUS, avec leurs résultats à d'autres tests destinés à mesurer divers traits de personnalité. Cette comparaison a confirmé que les profils portant à approuver les composantes « bienfaisance impartiale » coïncidaient rarement avec ceux portant approuver les composantes « mal instrumental ».

Psychopathie. Le score global au test OUS n'est pas corrélé au score à un test détectant les tendances psychopathes. Mais si on isole les réponses aux affirmations de type IH (mal instrumental), un score élevé sur les questions OUS-IH est associé à un score élevé au test de psychopathie.

Empathie. Un score élevé aux affirmations OUS-IB (bienfaisance impartiale) est associé à un score élevé à un test détectant le niveau d'empathie. C'est l'inverse pour les affirmations OUS-IH (les participants approuvant le recours au mal instrumental présentent un sentiment d'empathie inférieur à la moyenne).

Raison. L'utilitarisme demande l'évaluation des conséquences de nos décisions, et le détachement par rapport aux émotions qu'on peut éprouver spontanément, pour garantir l'impartialité. On pourrait donc s'attendre à ce que les personnes présentant un fort score proto-utilitariste soient aussi plus motivées que la moyenne à déployer des efforts pour réfléchir. Kahane *et alii* ont soumis les participants à leur étude à un test mesurant le goût pour la réflexion. Il n'est apparu aucune corrélation entre le score à ce test et le score OUS, pas plus qu'avec les composantes OUS-IB et OUS-IH considérées séparément.

[1] Les conséquentialistes ne sont pas tous des utilitaristes. L'effectif de ce sous-ensemble des conséquentialistes n'a pas été chiffré.

[2] Kahane, Everett, Earp, Farias et Savulescu avaient publié en 2015 les résultats d'un travail de recherche fondé sur la même idée (mesurer la bienfaisance impartiale séparément des réactions à des dilemmes sacrificiels), mais avec des questionnaires différents de ceux de 2018. Dans ce travail antérieur, la corrélation entre les attitudes sur les deux plans apparaissait même nulle ou négative.

Générosité. On a demandé aux participants d'imaginer qu'ils recevaient une prime de 100 $ et d'envisager de prélever un montant x sur cette somme pour le donner à une organisation charitable. On leur précisait que s'ils faisaient un don de x, leur employeur s'engageait à le compléter par un don de 2x. Aucun don effectif n'était exigé. Il était simplement demandé aux participants de dire quelle somme x (entre 0 et 100) ils choisiraient de donner. Il s'est avéré que les participants qui avaient des scores élevés sur les affirmations OUS-IB étaient ceux qui manifestaient les intentions les plus généreuses. En revanche, il n'y avait aucune corrélation avec le score aux affirmations OUS-IH.

Religiosité. Les participants ont répondu à un questionnaire conçu pour les situer sur une échelle de religiosité (questionnaire comprenant des questions à la fois sur les croyances et sur la pratique religieuse). Il est apparu qu'un score de religiosité élevé était associé à un score proto-utilitariste élevé sur l'échelle OUS, mais que cela venait entièrement des réactions aux affirmations IB (bienfaisance impartiale), tandis que la religiosité n'influait pas sur les réactions aux affirmations IH (mal instrumental).

Orientation politique. Les participants ont été soumis à un questionnaire permettant de les situer sur une échelle allant de « très à gauche » à « très à droite », à la fois sur des questions économiques et sur des sujets de société. Il n'est pas apparu de corrélation globale avec le score au test OUS. De façon plus fine cependant, les réponses les plus proches de la droite sur les questions économiques étaient corrélées à un score élevé sur l'échelle OUS-IH (mal instrumental) et faible sur l'échelle OUS-IB (bienfaisance impartiale). Les plus conservateurs sur les questions de société présentaient également un score plus élevé sur l'échelle OUS-IH.

Les participants ont été interrogés sur leurs préférences partisanes. La sympathie pour le parti démocrate ou le parti républicain n'est pas corrélée au score OUS global. Mais des écarts apparaissent quand on regarde séparément les deux composantes du test OUS. Les républicains approuvent davantage les propositions IH que les démocrates. C'est l'inverse sur les propositions IB.

5. Les enseignements de l'étude de Kahane *et alii*

Kahane *et alii* ne cherchent pas à se prononcer sur des questions philosophiques. Même si vous êtes partisan du réalisme moral, vous ne trouverez rien dans leurs travaux qui vous aide à savoir si les propositions éthiques des utilitaristes sont objectivement vraies ou fausses. Vous n'y trouverez rien non plus contredisant l'idée qu'un utilitariste (hédoniste, de l'acte, et ne prenant en considération que les conséquences énoncées explicitement dans le questionnaire) se montre conséquent en approuvant à la fois les affirmations OUS-IB et OUS-IH. Le travail de Kahane *et alii* se situe sur le terrain de la psychologie sociale. Ils étudient des faits subjectifs, qui sont une composante de

la réalité. Les convictions morales des personnes (comme leurs opinions politiques, leurs préférences sexuelles…) sont des faits.

L'intuition de départ de Kahane *et alii* (confortée par les résultats des travaux qu'ils ont menés en 2018 et antérieurement) est que les psychologues se sont fourvoyés en utilisant les dilemmes sacrificiels comme détecteurs exclusifs de la proximité avec l'utilitarisme. C'est pourquoi ils ont construit un test à deux dimensions : les dilemmes sacrificiels s'y retrouvent dans le volet « mal instrumental », mais s'y ajoute un volet « bienfaisance impartiale ». Ce dernier met l'accent sur la disposition à estimer que la morale exige de se dépouiller de biens qu'on possède pour secourir des tiers, et à le faire sans limiter sa générosité aux êtres qui nous sont proches.

Les chercheurs ont constaté que les traits de caractère associés à une proximité avec l'utilitarisme évaluée avec les affirmations du groupe « mal instrumental » étaient souvent différents de ceux associés à une proximité avec l'utilitarisme évaluée sur la base des affirmations du groupe « bienfaisance impartiale ». Peut-être ceci pourrait-il expliquer, au moins en partie, pourquoi la fraction de proto-utilitaristes est si basse chez les profanes, voire pourquoi le pourcentage de purs utilitaristes est si faible chez les philosophes professionnels. Kahane *et alii* (2018, p. 160) évoquent cette hypothèse avec prudence : « […] ceci suggère la possibilité – possibilité qui appelle des recherches supplémentaires – qu'une adhésion pleine et entière à l'utilitarisme reflète pour partie des traits psychologiques pré-philosophiques inhabituels chez une minorité d'individus, plutôt que d'être l'aboutissement d'un processus de raisonnement philosophique dont le point de départ serait une base psychologique commune partagée par les non-utilitaristes. » Dans la conclusion de l'étude publiée sur le même thème en 2015, on lit : « Les aspects positifs et négatifs de l'utilitarisme sont évidemment tout à fait compatibles au niveau philosophique. Néanmoins, la présente étude fait émerger une possibilité intrigante : que les aspects positifs et négatifs poussent dans des directions opposées dans la psychologie des profanes. » (Kahane *et al.*, 2015, p. 207).

Il est temps maintenant de revenir à l'altruisme efficace et d'examiner la place qu'y occupent les deux aspects de l'utilitarisme.

Chapitre 7
L'altruisme efficace et les deux dimensions de l'utilitarisme

Quelle place occupe dans le discours de l'altruisme efficace (AE) ce que Kahane *et alii* nomment (sans jugement de valeur) les aspects positifs et négatifs de l'utilitarisme ? C'est ce que nous allons explorer dans les pages qui suivent. L'aspect positif (bienfaisance impartiale) désigne le fait que l'utilitarisme approuve les actions consistant à se priver soi-même de quelque chose afin d'aider des tiers, et prescrit l'impartialité dans le choix des bénéficiaires (ne pas négliger les intérêts de ceux qui nous sont lointains). L'aspect négatif (mal instrumental) consiste à prescrire de priver de quelque chose des tiers non consentants, lorsque c'est la condition requise pour atteindre un total d'utilité supérieur. Nous distinguerons deux composantes du versant négatif : la nuisance instrumentale et la non-assistance instrumentale.

Voici l'évolution que l'on va s'employer à mettre en évidence. La bienfaisance impartiale a été dès le départ une composante forte des prescriptions éthiques de l'AE, et l'est restée jusqu'à nos jours. Mais alors que le mal instrumental était assez discret au début, il a pris plus de place au fil du temps : désormais, quand ils expliquent comment s'y prendre pour faire le bien, il est rare que les altruistes efficaces (AEs) omettent d'inclure un passage désignant qui doit être sacrifié pour être un bienfaiteur performant.

1. Altruisme efficace et bienfaisance impartiale

Dans la décennie 2000-2010, l'AE n'en était qu'à ses balbutiements. Il n'investissait alors qu'une unique cause : la pauvreté dans le tiers-monde. La composante « bienfaisance impartiale » de la psychologie utilitariste était quasiment la seule sollicitée dans les plaidoyers pour la générosité envers les plus démunis. Le livre de Peter Singer *Sauver une vie* (2009) est très représentatif de cette période. L'appel à l'impartialité est bien présent à travers l'invitation à fuir « l'esprit de clocher » qui nous pousse à négliger les besoins des étrangers. On y trouve aussi l'équivalence entre le malheur que l'on provoque en intervenant activement, et celui qu'on laisse perdurer en restant passif. Singer explique qu'il est mal de ne pas agir pour soulager des maux qu'on n'a pas causés : pour se comporter moralement, il ne suffit pas d'éviter de nuire à autrui et de prendre soin de sa famille. L'accent est beaucoup mis dans l'ouvrage sur l'invitation à se montrer plus généreux, et sur les initiatives susceptibles de développer une culture du partage. Le volet « bienfaisance impartiale » domine à tel point que Singer peut souligner à juste titre que le devoir de secourir les démunis concorde avec l'enseignement de nombreuses sagesses et religions du monde, et faire

valoir que ses préconisations sont conformes à la règle d'or : « Traite autrui comme tu voudrais qu'on te traite. » (*op. cit.*, p. 31)

Pour des raisons d'efficacité (exiger trop risque de décourager l'effort), le niveau de générosité suggéré dans *Sauver une vie* est très en deçà de ce qu'exigerait la norme utilitariste pure (ne pas accorder plus de poids à ses intérêts propres qu'à ceux de n'importe qui d'autre). Le barème de montant des dons recommandés que Singer fournit à titre d'illustration implique de donner plus que les gens ne le font habituellement. Mais une personne qui s'y plierait garderait un train de vie tout à fait confortable, et infiniment supérieur à celui des populations qui manquent de tout. La norme pure est bien évoquée (et discutée) comme étant celle qui serait juste ; il n'y a aucune dissimulation. Néanmoins, le livre est rempli d'exemples louables de progrès dans la générosité dont les protagonistes ne font qu'un effort modéré. On y trouve bon nombre d'annotations suggérant des changements de conduite qui, sans être totalement indolores, sont loin de requérir l'héroïsme : consommer de l'eau du robinet au lieu d'acheter de l'eau en bouteille (*op. cit.*, p. 25) ; réduire le pur gaspillage : denrées jetées alors qu'elles sont consommables, vêtements achetés et jamais portés (*op. cit.*, p. 26) ; résister aux suppliques de ses enfants quand ils réclament le dernier jeu vidéo ou des vêtements de marque (*op. cit.*, p. 162)…

Les caractères qui étaient présents dans l'AE naissant ont perduré et se sont affirmés jusqu'à nos jours : valoriser l'impartialité, encourager la générosité, ne demander en pratique qu'un effort personnel modéré.

Impartialité. Les causes majeures soutenues par l'AE (autres que « méta ») satisfont toutes l'exigence de prendre en compte les intérêts de ceux qui nous sont lointains, d'une façon ou d'une autre, au lieu de privilégier indûment nos proches. La cause « pauvreté » concerne des humains étrangers. La cause « animaux » concerne des individus qui ne sont pas de notre espèce. La cause « futur lointain » concerne des êtres de natures diverses appartenant aux générations futures.

Culture du partage. Le devoir de se montrer altruiste, par ses dons ou d'autres manières, est défendu tant par Singer que par McAskill dans leurs livres respectifs de promotion de l'AE. Si l'on fréquente les réseaux de l'AE, on constate que l'usage y est établi de solliciter fréquemment les donateurs pour alimenter les caisses des œuvres soutenues par le mouvement. Ceci n'est certes pas original : tout le monde associatif fonctionne de la sorte. Mais on voit aussi, sur les forums de l'AE, des participants exprimer les questions qu'ils se posent sur l'opportunité de soutenir ou pas telle association ou tel domaine d'intervention, souvent en prenant la peine de poser une problématique. On trouve aussi des billets de blog où des salariés d'organisations de l'AE listent les organismes à qui ils ont eux-mêmes fait des dons, en expliquant pourquoi ils ont choisi ceux-là. Il

arrive qu'ils y incluent des associations qu'ils jugent prometteuses à titre personnel, et qui ne sont pas (ou pas encore) recommandées par des méta-organisations de l'AE. Les AEs ont réussi à créer à l'intérieur du mouvement un climat où donner va de soi, et une ambiance qui favorise la discussion et la réflexion sur la destination de ses gestes altruistes.

Un effort limité sur soi. En théorie, la norme utilitariste de sacrifice de soi pour le bien des autres est extrêmement exigeante. Ne pas surpondérer ses intérêts propres implique de renoncer à l'utilité dont on jouit (en donnant ses biens, son argent, son temps, ses organes, sa vie…) tant que la perte d'utilité pour soi est inférieure au gain d'utilité qu'on apporte à des tiers. On constate que cette norme disparaît une fois le mouvement de l'AE pleinement constitué. Chez Singer, en 1972, dans « Famine, Affluence and Morality », et en 2009, dans *Sauver une vie*, la norme théorique est bien présente, à côté d'une norme pratique moins exigeante. En 2015, dans *The Most Good You Can Do (L'Altruisme efficace)*, la norme haute est absente. Singer (comme beaucoup de moralistes de tous les temps) insiste sur l'idée que l'altruisme rend heureux (*op. cit.*, chap 9). L'altruiste épanoui échappe à la transaction pénible : il ne sacrifie pas son utilité pour accroître celle des autres. On se doute cependant que cela ne vaut que tant que l'effort altruiste reste modéré ; pour la plupart d'entre nous, respecter la norme théorique impliquerait une perte massive d'utilité. L'incitation à se montrer plus (et mieux) altruiste est le fil conducteur de *The Most Good You Can Do*. Mais dès l'introduction, le lecteur est rassuré sur le fait qu'il ne s'agit pas de s'imposer de grands sacrifices, ni de se sentir gêné de ne pas le faire : « La plupart des altruistes efficaces ne sont pas des saints, mais des gens ordinaires, comme vous et moi, et très peu d'entre eux prétendent mener une vie pleinement éthique. Ils se situent en général entre le minimum acceptable et la vie pleinement éthique. Cela ne veut pas dire qu'ils se reprochent constamment de ne pas être moralement parfaits. Les altruistes efficaces ne voient guère d'intérêt à culpabiliser. » (Singer, *L'Altruisme efficace*, p. 16). Singer est au diapason de l'ensemble du mouvement de l'AE. Les AEs aiment beaucoup recourir aux concepts des économistes. Avec la norme de la vie « pleinement éthique », ils avaient une occasion en or de le faire : l'agent pleinement éthique maximise son impact positif sur le monde en allant jusqu'au point d'égalisation des utilités marginales (entre lui-même et les bénéficiaires de son action). Mais cette maximisation-là est absente des écrits du mouvement expliquant la bonne manière d'être altruiste.

Les AEs sont-ils de grands donateurs ? L'enquête 2018 de Rethink Priorities dans les réseaux de l'AE fournit quelques éléments de réponse puisque 73% des répondants ont accepté de fournir des informations sur les montants de leurs dons et de leurs ressources en 2017[1]. Sans surprise, le montant donné augmente avec le revenu. La grande majorité des sondés donne nettement moins de 10%

[1] Cf. David Moss, « EA Surveys 2018 : Donation Data », Effective Altruism Forum, 9 décembre 2018.

de son revenu. Même parmi les sondés qui occupent un emploi à plein temps (en excluant donc les étudiants et travailleurs à temps partiel), le ratio don médian/revenu médian[1] ne se situe qu'à à 3,7%. Parmi les personnes occupant une activité professionnelle, 553 ont déclaré appartenir à la catégorie qui a choisi la voie « Gagner pour donner ». Curieusement, dans ce groupe, le ratio don médian/revenu médian n'est que de 2,9%, même si par ailleurs le don médian (1500 $) est supérieur en valeur absolue à celui des autres catégories. On peut se demander en outre si parmi les 27% de participants qui n'ont pas voulu remplir cette partie du questionnaire, il n'y aurait pas principalement des AEs qui donnent peu ou rien. Quoi qu'il en soit, il ressort de l'enquête qu'une forte majorité d'AEs sont donateurs, mais que la plupart d'entre eux ne consacrent qu'une fraction limitée de leurs ressources à financer de bonnes causes.

2. Altruisme efficace et nuisance instrumentale

La nuisance instrumentale consiste, pour le sujet moral utilitariste, à causer activement (et non par simple passivité) un préjudice à certains individus, afin d'améliorer la situation d'autres. Le mal commis est le moyen de faire advenir un plus grand bien. La préconisation de la nuisance instrumentale émerge dans la littérature de l'AE une fois le mouvement pleinement constitué. Le cas qui a valu beaucoup de critiques aux AEs est leur éloge des personnes qui choisissent de faire une carrière très lucrative dans la finance afin d'être en mesure de donner beaucoup à de bonnes œuvres[2]. Opter pour ce genre de métier ne relève de la nuisance instrumentale que si l'on estime que les « requins de la finance » causent du tort à l'économie réelle. Singer discute ce qu'il en est dans cette hypothèse (sans l'endosser) au chapitre 4 de *L'Altruisme efficace*. Son propos a le mérite d'être tout à fait clair sur le fait que l'approbation d'une telle conduite exige d'être conséquentialiste, tandis que d'autres approches morales condamneraient le fait de se rendre complice de mauvaises actions. Singer note

[1] Ce qui est nommé « don » par souci de concision désigne le total des dons effectués en 2017 (rapporté au revenu de 2017).

[2] Cette même réaction négative pourrait se produire pour d'autres carrières recommandées par 80 000 Hours à ceux qui veulent « gagner pour donner ». Le hasard a fait que j'ai relu *Doing Good Better* de McAskill en même temps que j'entamais la lecture de *Bullshit Jobs* de David Graeber. (Les *bullshit jobs* – boulots à la con – désignent chez ce dernier les emplois socialement inutiles ou nocifs, qui se trouvent assez souvent être des emplois bien payés). Avec les deux livres en main, il saute aux yeux que bon nombre des carrières lucratives recommandées par McAskill correspondent aux emplois dont Graeber estime que la société se porterait mieux, ou pas plus mal, s'ils n'existaient pas. De même, on est frappé par le contraste entre McAskill dissuadant les altruistes conséquents de se tourner vers les métiers du *care*, et Graeber déplorant que les travailleurs qui contribuent le plus au bien commun soient les moins payés et les moins considérés dans nos sociétés. Mais le contraste ne tient pas vraiment à des appréciations différentes du mal instrumental. C'est surtout qu'on devine McAskill très à l'aise avec le capitalisme moderne, tandis que Graeber est vent debout contre lui, spécialement dans sa phase financière et managériale.

que même les utilitaristes de la règle seraient réticents à recommander cela. Quand ils approuvent ce type de choix, les AEs raisonnent en utilitaristes de l'acte, et ne prennent pas le temps de discuter les éventuels effets négatifs induits. (Quand on affiche ce type de recommandation dans des livres et des sites, on est sorti du cas évoqué par Sidgwick des utilitaristes aguerris qui se permettent de violer des règles de la morale commune, mais le font en secret, parce qu'il serait désastreux que les gens du commun se mettent à faire de même.) L'argument est alors que le trader qui choisit cette profession pour pouvoir donner à de bonnes causes agit de façon authentiquement morale, sans même augmenter la quantité de mal dans le monde, car s'il n'avait pas occupé cet emploi, un autre l'aurait fait à sa place. La seule différence, c'est que l'altruiste efficace, contrairement au remplaçant, donnera l'essentiel de ses gains et ainsi rendra le monde meilleur. Si vous doutez que l'activité professionnelle des as de la finance soit nuisible (vous jugez cette activité bénéfique, ou êtes sans opinion), transposez à un cas où il vous semble clair que l'activité qui procure un gain est nuisible pour bien comprendre de quoi il s'agit : imaginez un altruiste efficace qui s'enrichit pour donner en étant tueur à gages, ou fonctionnaire corrompu, ou trafiquant d'armes…

Dans l'hypothèse ci-dessus, l'altruiste efficace cause des torts qui auraient eu lieu de toutes façons. Mais le mal instrumental peut consister aussi à causer un préjudice qui n'aurait pas eu lieu sans notre intervention. Certaines des expériences de pensée chères à Tobias Leenaert poussent dans cette direction. Par exemple, celle où il demandait sur sa page Facebook aux véganes s'ils seraient prêts à accepter d'avaler un steak si quelqu'un leur offrait 10 000 € pour le faire. Si vous doutez qu'avaler un seul steak impacte le nombre d'animaux abattus, dites-vous que le marché proposé fonctionne exactement de la même manière si, pour toucher le pactole, vous devez tuer une poule (non destinée à la consommation) : avec les 10 000 € vous auriez de quoi, par exemple, éviter la fermeture d'un refuge en faillite et assurer la survie des animaux qui y résident.

Néanmoins, la préconisation de la nuisance instrumentale n'est pas une caractéristique décisive de l'AE. Dans le passage évoqué plus haut, où Singer évoque le cas de la carrière lucrative dans la finance, on sait que lui-même approuve ce choix, mais il ajoute : « Il n'est pas incompatible de soutenir d'une part le principe général de l'altruisme efficace, et de l'autre l'utilitarisme de la règle ou toute autre conception de la complicité qui ne soit pas conséquentialiste. Auquel cas, et si l'on considère par ailleurs que les banques d'investissement et autres entreprises de ce genre sont nuisibles, ce peut être une raison suffisante pour ne pas se lancer dans la finance. » (Singer, *L'Altruisme efficace*, p. 80)

Il est cependant trop tôt pour conclure que les dilemmes sacrificiels sont peu présents dans le discours de l'altruisme efficace, car on y trouve à haute dose quelque chose qui, à mon sens, peut être psychologiquement ressenti de la

même manière, et que je désignerai par l'expression « non-assistance instrumentale ».

3. Altruisme efficace et non-assistance instrumentale

La non-assistance instrumentale consiste, pour le sujet moral utilitariste, à refuser sciemment de porter secours à des individus en difficulté, afin de venir en aide à d'autres individus plus nombreux, ou dont la détresse est plus grande[1]. Supposons par exemple qu'on se trouve être la seule personne à pouvoir sortir des gens d'une maison en feu, et qu'on n'ait pas le temps de les sauver tous. Un conséquentialiste recommandera au sauveteur de ne pas céder aux suppliques d'une victime isolée qu'il voit et entend dans une pièce proche, et de courir vers une pièce plus éloignée où l'on sait que sont coincées trois personnes. Je formule l'hypothèse[2] que la recommandation de la non-assistance instrumentale peut-être psychologiquement perçue de la même manière que la recommandation de nuire activement (pour éviter des maux plus grands) dans les dilemmes sacrificiels. Elle le sera quand le sujet moral perçoit vivement l'individu qu'on l'enjoint d'abandonner. Ce peut être le cas parce qu'il a une plus claire conscience de son existence que de celle de bénéficiaires alternatifs de son aide ; ou parce qu'il était déjà engagé dans le geste de lui porter secours avant que le moraliste n'intervienne pour l'en dissuader ; ou du fait même que le moraliste décrit de qui il s'agit au moment où il prononce la sentence poussant à le délaisser.

Dans le dilemme du tramway, le sujet moral voit de tout près l'homme sur le pont (imaginez en plus qu'on lui donne des détails sur la vie de cet homme, sa famille…) au moment où l'éthicien conséquentialiste vient lui dire : « Rationnellement, tu dois le faire tomber » (afin d'arrêter le tramway qui menace d'écraser 5 personnes). Ce cas, qui relève de la nuisance instrumentale, n'est pas très différent de cet autre qui relève de la non-assistance instrumentale : le sujet moral est à côté de l'homme sur le pont ; cet homme perd l'équilibre et tend désespérément la main parce qu'il va basculer dans le vide, et l'éthicien conséquentialiste souffle au sujet moral : « Rationnellement, tu ne dois pas le rattraper. »

---

[1] La non-assistance instrumentale peut être aussi pratiquée pour augmenter le score de bonheur de certains êtres qui ne sont pas en mauvais posture au départ, du moment que le gain d'utilité dépasse celui qu'on aurait obtenu en s'employant plutôt à réduire le malheur d'individus en difficulté. Le raisonnement qui a été évoqué au chapitre 6 § 2.1. peut illustrer ce cas : quand on préconise de donner la priorité aux risques existentiels pour le bien d'êtres futurs potentiels extrêmement heureux, il s'agit de puiser sur les ressources philanthropiques allouées à réduire la souffrance d'individus actuels.

[2] Simple hypothèse : je n'ai pas conduit une étude de psychologie expérimentale pour la confirmer ou l'infirmer. On peut considérer que la non-assistance instrumentale est incluse dans l'item IH-4 du test OUS (cf. chapitre 6 § 2), mais on ne dispose pas des données permettant de dissocier les réactions à cet item des réactions aux autres affirmations du groupe « mal instrumental », qui elles relèvent de la nuisance instrumentale.

Les prescriptions de l'AE se composent de deux volets : la recommandation de dégager des ressources pour rendre le monde meilleur, et la recommandation d'allouer rationnellement ces ressources de façon à les diriger là où elles font le plus de bien. Les deux volets contribuent à maximiser l'utilité produite, mais seul le second nous intéresse ici, car c'est dans celui-là qu'intervient le mal instrumental, dont la non-assistance instrumentale est l'une des expressions. Cette dernière est présente dans le discours de l'AE sous la forme de la désignation *explicite* des causes à *ne pas* soutenir.

3.1. Absence des dilemmes sacrificiels dans l'AE naissant

Au moment de la création de GiveWell (2007), ou de la parution de *Sauver une vie* (2009), l'accent était mis sur la recommandation de restreindre sa propre consommation pour aider les pauvres du monde. Néanmoins, l'idée qu'il y a un autre moyen d'augmenter l'aide privée au tiers-monde était déjà présente : réorienter des ressources philanthropiques déjà existantes vers la lutte contre la pauvreté, en reprochant à des tiers la mauvaise allocation de leurs dons, et en les invitant à faire mieux à l'avenir. Les deux exemples de mauvaise allocation mis en avant à cette période (et que Singer reprendra ensuite dans plusieurs articles et interviews jusqu'à nos jours) sont les dons destinés aux arts et aux universités. Ce n'est pas le soutien à la pratique des arts, ou l'aide à l'éducation en général, qui sont dans le viseur. C'est l'usage, bien établi chez les ultra-riches étasuniens, de déverser une pluie de millions sur les universités prestigieuses où eux-mêmes ont étudié, ou sur des institutions renommées liées aux arts (le New York Museum, le Carnegie Hall…). On peut discuter de la question de savoir jusqu'où il ne faut pas aller trop loin dans l'assèchement des ressources des établissements d'excellence. Mais pour notre sujet, il suffit de constater ceci : ce cas n'a rien à voir avec un choix à faire entre deux tragédies. Les éventuels perdants (si le conseil de Singer est suivi) sont des institutions déjà richement dotées, et essentiellement fréquentées par les catégories les plus privilégiées de la population. Bien qu'il s'agisse effectivement de pousser des donateurs à retirer leur aide à des bénéficiaires, on n'est pas en train de leur désigner qui ils doivent laisser souffrir ou mourir pour le plus grand bien d'autres. Il n'y a rien ici qui puisse être ressenti psychologiquement comme un dilemme sacrificiel.

3.2. La non-assistance instrumentale dans l'AE constitué

Le climat va notablement changer dans les années 2010. Désormais, on trouve à profusion des conseils de non-assistance instrumentale dans les textes ou conférences de présentation du mouvement. Ils sont devenus partie intégrante de la signature de l'AE. Il s'agit, comme à l'étape précédente, de dissuader des donateurs de financer certaines causes, pour mieux en alimenter

d'autres. Mais cette fois les individus qu'on recommande de délaisser sont socialement ou physiquement défavorisés ; ils peuvent même être dans une situation critique ou en danger de mort. En voici des exemples empruntés à trois auteurs.

Scott Alexander est l'auteur d'un article publié sur le site Less Wrong[1] en 2010, puis repris dans *The Centre for Effective Altruism's Effective Altruism Handbook*. Ce texte intitulé « Efficient Charity – Do Unto Others » figure aussi parmi les premières lectures proposées aux visiteurs du site du CEA qui désirent en savoir plus sur l'altruisme efficace. Alexander rappelle que, selon les estimations de GiveWell (de l'époque), il est moins cher de sauver un enfant du paludisme (grâce à la prévention permise par le financement de moustiquaires) que de sauver un enfant risquant de mourir de diarrhée. L'auteur en conclut que « donner à une organisation luttant contre le paludisme plutôt qu'à une organisation luttant contre la diarrhée est la bonne réponse, à moins que le critère qui vous guide ne soit pas celui de l'aide apportée aux enfants. » Les enfants risquant de mourir de diarrhée sont désignés comme ceux qu'il est préférable de négliger.

Lors d'une conférence donnée à Oxford le 25 mars 2013, Toby Ord, donne un exemple qui deviendra un classique, maintes fois repris : celui du chien guide d'aveugle[2]. Faut-il donner aux associations qui forment des chiens et les mettent à la disposition de personnes non voyantes ? Non, c'est un usage inefficace de l'argent, car avec ce que coûte un chien guide, on peut financer la guérison de nombreuses personnes du tiers monde atteintes de trachome, et leur éviter la cécité. Les aveugles dont l'autonomie serait augmentée s'ils disposaient d'un chien guide sont désignés comme les individus qu'il est préférable de négliger.

Dans *L'Altruisme efficace*, on trouve plusieurs appels à la non-assistance instrumentale. Singer décrit la joie de Mile Scott, un enfant de 5 ans atteint d'un cancer qui, grâce au don d'une fondation, a pu défiler en Batmobile à San Francisco, jouant le Batkid aux côtés de Batman (un acteur), applaudi par une foule de spectateurs. À la suite de quoi, Singer rappelle que l'argent dépensé pour organiser cet événement aurait pu servir à sauver les vies de plusieurs enfants du tiers-monde, alors qu'il n'a même pas permis à Mile Scott de guérir (*op. cit.*, p. 24-25). L'auteur décrit une opération coûteuse financée par des donateurs qui a

[1] Less Wrong est un site et un forum dédié aux discussions autour de la rationalité, avec un fort accent sur les sujets liés à l'intelligence artificielle. On peut le considérer comme une composante de la communauté de l'AE. Le questionnaire annuel de Rethink Charity est d'ailleurs distribué, entre autres, via le forum Less Wrong.

[2] On trouve une transcription de cette conférence sur le site Less Wrong. Elle a été publiée le 10 avril 2013 sous le titre « Taking Charity Seriously : Toby Ord's Talk on Charity Effectiveness ». Pour comprendre le sens de l'exemple, on doit faire abstraction du fait qu'on peut être opposé à l'usage de chiens guides parce qu'on estime que la formation et le travail qui s'ensuit sont trop contraignants pour les chiens. Ce facteur n'est pas pris en compte par Ord.

permis de séparer deux fillettes siamoises venue du Costa Rica dans un hôpital californien, pour conclure qu'il aurait mieux valu employer cette somme à sauver des centaines d'enfants dans les pays pauvres en les protégeant de la rougeole (*op. cit.*, p. 148-149). Singer rappelle que les Étasuniens les plus pauvres ont accès à l'eau potable, à l'aide médicale, à une allocation monétaire de 4 $ par jour (s'il s'agit de résidents légaux) et que leurs enfants sont scolarisés gratuitement. C'est beaucoup plus que ce dont jouissent les pauvres des pays en développement. L'altruiste efficace évitera donc de venir en aide aux pauvres des pays riches, car il a conscience qu'il peut faire plus de bien en réservant sa générosité aux personnes dont la misère est plus grande dans les pays pauvres (*op. cit.*, p. 150-155). Singer évoque aussi le cas des associations qui se donnent pour objectif la prévention du viol. Il observe qu'on ne dispose pas de chiffres sur combien il faut dépenser par viol évité. Si cette somme s'avérait élevée, il faudrait en conclure qu' « éviter le viol ne devrait pas être notre priorité », parce que l'argent non consacré à la prévention du viol pourrait être plus utilement employé à sauver plusieurs vies dans le tiers-monde (*op. cit.*, p. 178-179).

On pourrait discuter ces exemples « de l'intérieur », en restant dans le cadre éthique de l'AE. Il peut y avoir désaccord, ou doute, sur les propositions ci-dessus, parce que tous ne font pas les mêmes hypothèses sur des faits imparfaitement connus. Certains pourraient faire valoir que le fait de croire qu'on a une chance (pas une certitude) d'être soigné si on contracte une maladie mortelle contribue positivement au solde hédonique de tous, et que cette croyance serait altérée si les ressources philanthropiques allaient toutes à la maladie la moins chère à combattre du moment, suivant les prescriptions d'Alexander. Certains pourraient craindre un sévère pourrissement du climat social et politique aux États-Unis, voire une déstabilisation du pays, et partant de là, de l'ensemble du monde, si le filet de « sécurité sociale privée » disparaissait du fait d'une réorientation de la philanthropie vers les pauvres du tiers monde, auquel cas cette réorientation ne serait pas forcément bénéfique. Certains pourraient demander si le doute formulé par Singer sur l'opportunité de soutenir des organisations luttant contre le viol est bien compatible avec l'espoir qu'il exprime de voir l'état du monde s'améliorer grâce à l'émancipation des femmes (*L'Altruisme efficace*, p. 231). Etc.

Mais pour le sujet qui nous occupe, il suffit de retenir que la préconisation de la non-assistance instrumentale est bien présente dans le discours de l'altruisme efficace. Les exemples sont construits de telle sorte que vous visualisez très distinctement qui il ne faut pas aider (au bénéfice d'autres). On sait que les conséquences seront graves pour les individus qu'on renoncera à secourir. Le discours n'a la portée recherchée que s'il persuade précisément les personnes qui donnaient déjà aux bénéficiaires qu'il s'agit d'abandonner, ou qui envisageaient de le faire. Ces personnes sont clairement placées face à des scénarios de dilemmes sacrificiels.

4. Question ouverte : l'altruisme efficace peut-il concilier utilitarisme et audience large du mouvement ?

L'altruisme efficace est utilitariste. Le discours est souvent conforme à l'utilitarisme hédoniste de l'acte, voire à l'utilitarisme hédoniste de l'acte version *total view*. C'est la variante la plus pure de l'utilitarisme, mais aussi la version où les zones de friction sont les plus importantes avec d'autres éthiques, ou avec des intuitions morales communes. Dressons le bilan des observations rassemblées dans ce chapitre au regard de l'analyse psychologique de l'utilitarisme proposée par Kahane *et alii* (cf. chapitre 6), et de leur partition de l'adhésion à cette doctrine en deux types de composantes : l'approbation de la bienfaisance impartiale et l'approbation du mal instrumental.

L'appel à la bienfaisance impartiale est depuis l'origine une composante forte du discours de l'altruisme efficace. Au fil du temps, il a été de plus en plus clairement affiché qu'on n'était pas tenu de s'imposer à soi-même un niveau d'exigence très élevé en matière de générosité ; parallèlement, de nouvelles catégories d'êtres lointains étaient ajoutées à la liste des destinataires de notre action altruiste.

L'encouragement à pratiquer le mal instrumental a émergé plus tard dans le discours de l'AE : un peu sous la forme de la nuisance instrumentale, beaucoup sous la forme de la non-assistance instrumentale. Dans l'AE pleinement constitué, les deux composantes de l'utilitarisme sont pleinement visibles pour les personnes qui prennent connaissance de ce qu'est ce mouvement. Il n'est pas nécessaire que le mot « utilitarisme » soit présent pour que la proximité ou la distance ressentie avec cette doctrine joue sur la façon dont l'AE est perçu.

Les études de Kahane *et alii* (2015 et 2018) suggèrent que les personnes à tendance proto-utilitariste marquée sont rares dans la population, et que les personnes qui sont portées à approuver la bienfaisance impartiale ont souvent des traits de caractère différents, voire opposés, à ceux des personnes qui approuvent le mal instrumental. Les AEs défendent les deux aspects, et se comportent comme s'ils tenaient pour évident qu'il suffit de faire de la pédagogie pour que les deux soient largement acceptés. Ils font grand cas de la rationalité, identifient assez spontanément utilitarisme et rationalité, et croient au progrès dans l'usage de la raison chez les humains.

Plaçons-nous, par hypothèse, dans le cas où les deux conditions sont réunies : il y a effectivement progrès dans l'usage de la raison chez les humains, et mieux ils raisonnent plus ils approuvent l'éthique utilitariste. C'est le scénario idéal du point de vue de l'AE : le mouvement assure une cohésion interne forte grâce à des principes éthiques partagés, et il peut espérer une vaste expansion de sa popularité (donc de son impact) puisque, progressivement, ces principes seront adoptés par tous.

Maintenant, plaçons-nous dans une hypothèse différente, qui est une possibilité envisagée par Kahane *et alii* : la possibilité « qu'une adhésion pleine et entière à l'utilitarisme reflète pour partie des traits psychologiques pré-philosophiques inhabituels chez une minorité d'individus, plutôt que d'être l'aboutissement d'un processus de raisonnement philosophique dont le point de départ serait une base psychologique commune partagée par les non-utilitaristes ». La sympathie ou l'antipathie envers l'utilitarisme résulterait de traits de personnalité stables des individus, et peu d'entre eux seraient dotés du caractère portant à approuver les deux versants de l'utilitarisme (bienfaisance impartiale et mal instrumental). Les implications de cet état de fait pour l'AE iraient dans deux directions opposées, selon qu'on regarde le mouvement dans sa dynamique interne, tel qu'il est composé actuellement, ou comme un pôle ayant l'ambition de persuader à terme un large public de se conduire selon ses prescriptions. Si l'on considère l'AE comme un mouvement à recrutement étroit, et destiné à le rester, il constitue tel qu'il est un espace d'expression privilégié pour des personnes à profil psychologique et philosophique particulier. Dans ce cadre, ces personnes peuvent donner la pleine mesure de leur créativité, parce qu'elles sont dans un contexte conforme à leur véritable façon de penser. Vue sous cet angle, l'étroite association entre AE et utilitarisme est un facteur contribuant à sa productivité. En revanche, ce caractère ferait obstacle à l'ambition des AEs d'exercer à terme une influence significative sur une fraction importante de la population. Trop de goût pour les leçons d'efficacité prodiguées via la désignation des victimes de dilemmes sacrificiels ferait fuir le public bien disposé à entendre les leçons d'efficacité faisant appel à sa générosité envers les plus souffrants. Les AEs seraient face à leur propre dilemme (un peu) sacrificiel en quelque sorte, puisqu'il y aurait un arbitrage à faire entre creuser le sillon qui leur paraît juste en restant entre utilitaristes, et s'ouvrir à différentes façons de penser pour accroître leur audience.

Troisième partie

Altruisme efficace animalier

Chapitre 8
L'altruisme efficace animalier : vue d'ensemble

Il y a moins de dix ans que l'altruisme efficace (AE) comporte des composantes spécifiquement dédiées à la question animale. Il s'est néanmoins déjà imposé comme l'un des acteurs qui comptent dans le mouvement animaliste. L'AE n'est présent que sur deux segments concernant les animaux. Le premier est l'intervention en faveur des animaux soumis à l'élevage industriel, et l'effort concomitant pour limiter la consommation humaine de produits d'origine animale. Le second segment – dont le développement est plus récent – est tourné vers le bien-être des animaux sauvages.

Dans ce chapitre, on rappellera que le milieu de l'AE est particulièrement ouvert à la prise en considération des animaux. On donnera un aperçu des organisations ou compartiments d'organisations de l'AE qui se consacrent à la question animale. Enfin, on évoquera le profil des altruistes efficaces (AEs) qui s'y intéressent.

1. Un milieu favorable à la considération des animaux

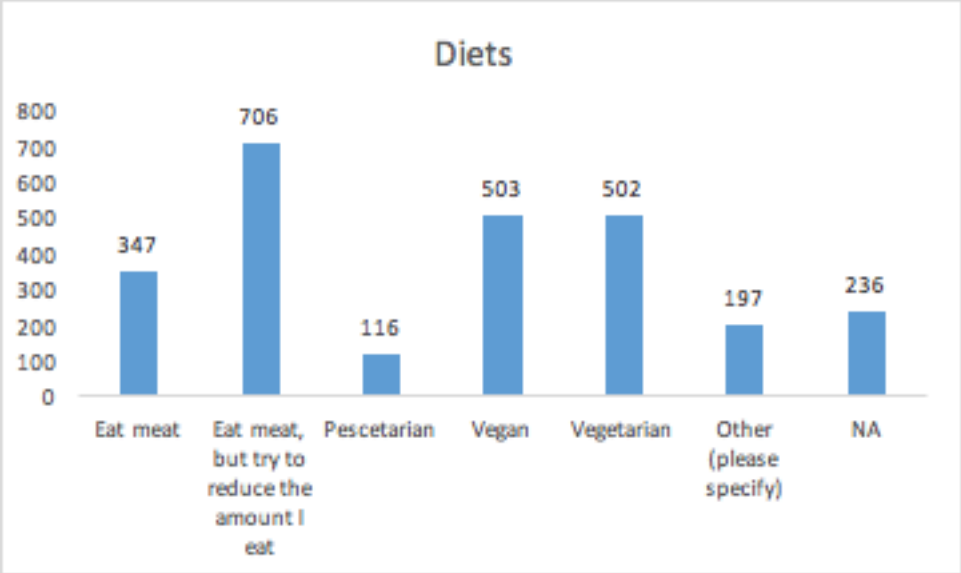
L'altruisme efficace est un des rares courants à vocation généraliste dans lequel une place est systématiquement faite à l'amélioration de la condition animale. Dans les exposés présentant le mouvement aux non-initiés, le sort des animaux de ferme est toujours cité comme une des causes dignes d'intérêt.

Comment expliquer ce fait ? Il est probable que la présence de Singer parmi les fondateurs du mouvement, et le respect qu'inspire son œuvre aux AEs, en soient l'une des raisons. Le compartiment de l'altruisme efficace animalier (AEA) qui agit contre l'élevage industriel se situe dans la droite ligne de sa pensée. En revanche, Singer n'est pas l'inspirateur de l'action en faveur des animaux sauvages. Mais, là encore, les auteurs les plus influents du domaine appartiennent au cercle de l'AE. Il est au demeurant naturel, pour des utilitaristes, d'inclure les animaux dans la sphère de considération morale, du moment qu'il est reconnu qu'ils sont sentients, donc porteurs d'intérêts. Cela suffit à faire d'eux des objets de préoccupation légitime, d'autant que le principe d'impartialité interdit de considérer la proximité (sociale ou biologique) comme un critère pertinent pour privilégier les proches ou les semblables, au détriment des autres.

Est-ce à dire que les animaux sont abordés sur le même plan que les humains ? Pas vraiment. Ils ne sont les héros, ou les germes, d'aucune saga extraordinaire, à la manière dont les humains sont désignés comme une espèce précieuse à préserver de l'extinction, parce qu'elle pourra produire des merveilles d'intelligence et de bien-être si elle parvient à réaliser tout son

potentiel technologique. Les animaux ne sont saisis qu'en tant qu'êtres à qui il faut éviter la souffrance. Concernant les animaux de ferme, le but poursuivi est de faire cesser leur venue au monde grâce au recul de la consommation de produits animaux ; en attendant, tout ce qui peut amenuiser leur mal-être grâce à l'évolution des conditions d'élevage, transport ou abattage est vu comme un progrès. Concernant les animaux sauvages, domaine dans lequel on est beaucoup moins avancé sur les interventions à promouvoir, la volonté de remédier à leur souffrance constitue l'axe principal autour duquel s'organise la réflexion.

Les participants et sympathisants du mouvement de l'AE dans son ensemble ont probablement surtout connaissance des préoccupations concernant les animaux destinés à l'alimentation humaine. En effet, c'est dans ce domaine qu'il existe depuis plusieurs années une action de l'AEA dont les contours sont facilement lisibles de l'extérieur. Les AEs sont-ils sensibles à cette thématique ? Oui, beaucoup d'entre eux le sont. Les informations recueillies par Rethink Priorities dans les réseaux de l'AE lors de l'enquête menée en 2018 le confirment. 39% des AEs qui ont répondu au questionnaire ont déclaré être végétariens ou véganes. Parmi les autres, beaucoup ont déclaré s'efforcer de réduire leur consommation de viande, et un nombre non négligeable dit consommer des poissons, mais pas d'animaux terrestres. Voici le détail des réponses recueillies :



Une partie (73%) des AEs interrogés en 2018 ont accepté de donner des informations sur leurs dons à des organisations soutenues par l'AE au cours de l'année précédente. Il apparaît que 10,8% du montant total des dons déclarés pour l'année 2017 était dirigé vers la cause « bien-être animal », et que 12,3% des donateurs avaient versé de l'argent pour soutenir cette cause. Le montant moyen du don alloué aux animaux atteignait presque 11 000 $.

Tant le comportement alimentaire personnel des AEs que la direction donnée à leurs dons montrent que la sensibilité à la condition animale est beaucoup plus élevée dans ce milieu que dans la population en général.

2. Pôles et organisations de l'AE dédiés à la question animale

Parmi les composantes de l'AE dédiées aux animaux, on trouve le même type d'organisations et de manières de travailler que dans le reste du mouvement, à ceci près qu'il n'y a pas de centres de recherche universitaires. Avant d'entamer l'énumération des organismes, ajoutons qu'il ne faut accorder qu'une importance relative aux frontières qu'ils dessinent. Les contacts sont étroits entre les acteurs liés à différentes structures, et il n'est pas rare de voir des personnes passer de l'une à l'autre. De même, les frontières nationales n'ont pas grande signification quand il s'agit d'étudier les acteurs de l'AEA. Par commodité, nous allons dans ce qui suit distinguer les organismes qui travaillent principalement sur la question des animaux d'élevage et ceux tournés vers les animaux sauvages, mais nous aurons besoin de rappeler que des connexions existent.

2.1. Le versant de l'AEA tourné vers les animaux d'élevage

Les AEs s'inscrivent en la matière dans le courant welfariste ou welfariste-abolitionniste. Ils ont commencé par s'intéresser à des sujets concernant l'élevage industriel d'animaux terrestres, et ont plus récemment étendu leurs préoccupations aux poissons d'élevage. Il n'y a pas à ce jour chez eux d'activité concernant spécifiquement la pêche, même si elle se trouve indirectement incluse à travers leur engagement pour la réduction de la consommation de produits animaux dans son ensemble.

Animal Charity Evaluators (ACE) est la première-née des organisations de l'AEA. (Parenthèse de pure forme : j'ai choisi d'associer le pronom personnel « il » à ACE, ce qui se discute, mais n'a aucune importance.) ACE a été créé à l'été 2012 dans le cadre de 80 000 Hours. En 2013, c'est devenu une association indépendante. Comme son nom l'indique, c'est un organisme d'évaluation. Il se donne pour mission d'aider les personnes qui consultent ses avis à orienter de façon efficace leurs dons pour les animaux. La force de travail d'ACE est composée de salariés permanents, d'étudiants en contrat temporaire, et de bénévoles. ACE passe en revue des associations animalistes. Un petit nombre d'entre elles sont classées en *top charities* (meilleures associations), et un petit nombre d'autres en *standout charities* (associations remarquables). C'est donc vers ces associations qu'ACE conseille de diriger en priorité nos dons, sans toutefois prétendre que les organisations (parmi celles examinées) qui ne sont pas au sommet du classement ne font pas œuvre utile. ACE émet aussi des avis

sur quelques-unes de ces dernières, indiquant quels sont leurs points forts, tout en expliquant pourquoi elles ne sont pas jugées dignes d'entrer dans les catégories spécialement distinguées. Une façon moins formelle d'attirer l'attention sur d'autres associations consiste en des notes de blogs où les employés d'ACE disent chacun quels sont leurs coups de cœur dans le domaine associatif.

ACE n'est pas qu'une agence de notation. Il étudie les modes d'action du mouvement animaliste, et les attitudes de la société affectant le sort des animaux. Cette seconde activité n'est pas indépendante de la première : c'est par ce processus que l'équipe d'ACE acquiert au fil du temps les connaissances qui l'aident à mieux fonder ses recommandations. C'est aussi celle qui fait la richesse de son site : une fois sur celui-ci, c'est en allant lire le blog et les entrées non directement liées aux associations recommandées qu'on profite le mieux des recherches, réflexions et analyses de membres de l'équipe d'ACE, ou de personnes extérieures invitées à répondre à des interviews ou à publier des articles. Reste que la fonction d'évaluateur d'ACE importe : c'est elle qui lui confère le pouvoir de déplacer de l'argent vers les organisations qu'il distingue et les fonds qu'il met en place.

Effective Altruism Foundation (EAF) (Stiftung für Effektive Altruismus en allemand) est une organisation généraliste créée en 2013, opérant principalement dans des pays de langue allemande. Elle est basée à Bâle et à Berlin, mais dispose de relais ailleurs, en particulier à San Francisco. En 2014, est apparu en son sein un projet, ou think tank, baptisé Sentience Politics, centré sur la question animale et se définissant comme antispéciste. En 2016, il a été décidé de fractionner Sentience Politics en deux projets séparés, l'un gardant le nom de Sentience Politics et restant dans le giron de l'EAF, l'autre prenant celui de Sentience Institute et devenant indépendant. **Sentience Politics** a depuis lors la mission de promouvoir des initiatives politiques en faveur des animaux en Suisse. Par exemple, Sentience Politics a lancé courant 2018 un projet visant à tenter d'obtenir qu'un référendum fédéral d'inititiative populaire ait lieu afin que les citoyens se prononcent pour l'abolition de l'élevage intensif dans le pays.

Le **Sentience Institute** a récupéré la mission de l'ancienne branche internationale de Sentience Politics : être un organisme de réflexion sur l'AEA. Son démarrage a été facilité par une dotation de 60 000 $ d'EAF. Pendant l'intervalle précédant l'obtention de son statut juridique d'association, c'est le Centre for Effective Altruism qui l'a abrité. Au départ, l'équipe du Sentience Institute se réduisait à ses deux cofondateurs : Kelly Witwicki (antérieurement ingénieure chez Google) et Jacy Reese (antérieurement employé par ACE, puis par Sentience Politics). Elle s'est un peu étoffée depuis. Le Sentience Institute ne mène pas d'actions de terrain, ni ne s'occupe d'évaluer des associations

animalistes. Sa production consiste en des textes publiés sur son site. Jacy Reese a mis à profit l'expérience acquise au Sentience Institute et dans ses emplois antérieurs dans l'AEA pour rédiger un livre intitulé *The End of Animal Farming* (2018).

Nous avons évoqué au chapitre 3, **Open Philanthropy Project** (OPP), une organisation née du partenariat entre GiveWell et Good Ventures, qui a pour mission d'être un organisme d'expertise et de conseil sur l'allocation de fonds charitables, dont le fournisseur principal est la fondation Good Ventures. OPP a créé en octobre 2015 en son sein un département, ou programme, spécifiquement dédié au bien-être des animaux d'élevage. Il est dirigé par **Lewis Bollard**, qui travaillait auparavant pour HSUS. On trouve sur le site d'OPP les noms des organismes qui ont bénéficié de financements d'OPP au titre du bien-être animal et les montants alloués à chacun. Si au départ l'effort était concentré sur les associations luttant contre l'élevage en cage des poules pondeuses aux États-Unis, au fil du temps les domaines inclus s'élargissent (poulets de chair, élevage piscicole, viande de culture et alternatives végétales à la viande, associations œuvrant pour les animaux de ferme en général…). Depuis qu'OPP a commencé à financer la cause animale (2016), le montant annuel des dons qu'il lui a affecté a été le suivant : 25 millions de dollars en 2016, 27 millions en 2017, 28 millions en 2018. Le département « bien-être animal » d'OPP compte parmi les pôles de l'AEA qui contribuent à la réflexion sur les stratégies du mouvement animaliste. Pour prendre connaissance de ces contributions, dont l'auteur est le plus souvent Bollard lui-même, consulter la page « Farm Animal Welfare Newsletter Archive » du site d'OPP.

Charity Entrepreneurship (CE) compte désormais parmi les pôles de l'AE qui produisent une réflexion sur la cause animale. CE n'existe que depuis 2016 ; il se donne pour mission de favoriser l'éclosion d'associations efficaces. Au départ, CE a travaillé dans le champ de la pauvreté humaine. En juillet 2018, il a annoncé qu'il allait pour un temps changer de thème et se concentrer sur la cause animale. Un aspect de son travail dans ce domaine a consisté à se demander sur quels sujets il serait utile de faire émerger des associations ou campagnes spécialisées, donc quels sont les sujets négligés où l'on peut espérer faire beaucoup de bien si des interventions se développent. Plus généralement, les sujets étudiés par CE sur la question animale, et les recommandations formulées suite à ces études, font l'objet d'articles publiés sur son blog. Pour les consulter, aller sur la page de son site qui énumère l'ensemble des textes publiés sur le blog, et parcourir ceux figurant sous le titre « Animal Research ». Ils concernent à la fois des animaux d'élevage et des animaux sauvages.

Une dernière entité (rattachée à l'association Rethink Charity) doit être mentionnée parmi les acteurs de l'AEA, bien qu'elle ne puisse être entièrement classée dans cette catégorie : **Rethink Priorities** (RP). RP est un centre de recherche (non universitaire) de l'AE qui compte une équipe d'une dizaine de chercheurs. Les travaux de RP portent sur divers domaines (méta, santé, futur lointain…). Le bien-être animal est l'une des thématiques abordées. En se reportant à la page « Publications » du site de RP, on peut constater que la liste des recherches menées sur ce thème est conséquente. Elles portent à la fois sur les animaux d'élevage et sur les animaux sauvages.

2.2. Le versant de l'AEA tourné vers les animaux sauvages

L'AEA présente la particularité de s'appuyer uniquement sur la pensée RWAS (*reducing wild animal suffering*) pour ce qui est des animaux vivant dans la nature. Bien que la thématique ait été inscrite dans le projet de l'AEA dès le début de son existence, ce n'est que depuis peu qu'elle est portée par des pôles dédiés.

2.2.1. Quelques mots sur la pensée RWAS

Le mouvement RWAS est un courant intellectuel qui axe sa réflexion sur la condition des animaux sauvages. Il peut être sommairement caractérisé par les traits suivants :

- Une volonté d'attirer l'attention sur le sort des animaux sauvages.
- Une vision très noire de leur existence, centrée sur les maux qui les accablent (faim, maladie, prédation…). Ce trait a été accentué depuis quelques années par l'adhésion d'une grande partie du milieu RWAS à l'idée qu'il y aurait une écrasante prédominance de la souffrance sur le bonheur dans la nature. Oscar Horta, une des personnalités les plus influentes de ce courant, est un propagateur infatigable de cette idée.
- La conviction que l'éthique exige que les humains interviennent dans la nature pour remédier à la souffrance qui y règne.
- Un positionnement qui marque volontiers fortement son opposition avec la pensée écologiste (ou « conservationniste »), à laquelle il est reproché de valoriser des entités telles que la biodiversité ou les écosystèmes, alors que ce sont les individus sentients qui importent.
- De façon plus générale, une attitude très critique envers les discours faisant appel à la notion de nature avec une connotation positive ou prescriptive.

La pensée RWAS moderne existe depuis les années 1980, mais n'a pas développé de revendications ou de propositions de réforme dont elle se ferait l'avocate auprès du public ou auprès des décideurs de divers ordres. Certains

auteurs s'en tiennent à renvoyer au futur la question des actions à entreprendre. D'autres pensent que la solution est de réduire autant que faire se peut le nombre d'animaux sauvages (pour leur éviter une vie de misère). Parmi les solutions de long terme envisagées par les auteurs RWAS, figurent aussi des perspectives de type transhumaniste (ou plutôt transanimaliste) dont le pionnier a été David Pearce. L'idée est alors de procéder à une refonte des espèces afin de faire disparaître les prédateurs, ainsi que les espèces où la mortalité infantile est gigantesque, et « d'augmenter » les animaux de façon à les doter de capacités leur permettant de mieux satisfaire leurs besoins et de mieux résister aux dangers qui les menacent.

Les quelques points énumérés ci-dessus ne suffisent pas à rendre compte de la pensée RWAS. Son exposé extensif serait hors-sujet dans le présent ouvrage. Précisons de surcroît que le descriptif très global fourni dans cette section porte sur des traits généraux du milieu RWAS, et non sur le travail spécifique des associations de l'AEA travaillant dans ce domaine. La question de savoir si elles pourraient infléchir le style du discours RWAS ne sera abordée qu'au chapitre 12.

2.2.2. Les pôles de l'AEA dédiés aux animaux sauvages

Les organisations propres à l'AEA tournées vers les animaux sauvages sont de création récente. En avril 2017 naît le site et l'association **Utility Farm**, dirigés par Abraham Rowe. Utility Farm lance en avril 2018 un autre site baptisé Nature Ethics. Les deux sites ont pour thème unique les animaux sauvages.

À l'été 2017, l'Effective Altruism Foundation crée un site et un projet, doté d'une équipe salariée dirigée par Persis Eskander, nommé **Wild-Animal Suffering Research**.

En janvier 2019, Wild-Animal Suffering Research et Utility Farm fusionnent pour former une nouvelle organisation nommée **Wild Animal Initiative** (WAI), dirigée par Abraham Rowe. Michelle Graham lui succède à ce poste en juillet 2019, tandis que Rowe reste associé à WAI en tant que conseiller.

À la rubrique « organisations », une autre association doit être mentionnée : **Animal Ethics**, gestionnaire du site multilingue du même nom. Elle est un vecteur important d'élaboration et de diffusion de la pensée RWAS, dans le style d'Oscar Horta – style que l'on retrouve chez plusieurs chercheurs plus jeunes qu'il a contribué à former. L'association Animal Ethics existe depuis 2012. Elle n'est pas née dans le giron de l'altruisme efficace et continue à ce jour à développer les deux axes qui lui sont chers : un plaidoyer généraliste pour les animaux axé sur la remise en cause du spécisme, et de nombreux textes et conférences centrés sur le sort des animaux sauvages. Si Animal Ethics n'est pas un produit de l'AE, il entretient des relations étroites avec lui. Ainsi, lors de la création de Wild-Animal Suffering Research, deux membres sur quatre du comité scientifique du programme venaient du vivier d'Animal Ethics : Oscar Horta et Catia Faria. À

noter toutefois que ces derniers ne jouent plus aucun rôle dans la nouvelle organisation WAI.

2.2.3. L'ampleur de l'adhésion des acteurs de l'AEA à l'orientation RWAS

Dans une interview donnée à Animal Charity Evaluators le 2 juin 2015[1], Peter Singer se montre plutôt réservé à l'idée de beaucoup investir sur la question de la souffrance des animaux sauvages :

> Sur la base des informations disponibles aujourd'hui, la souffrance des animaux sauvages est très loin, à mon avis, de devoir éclipser la souffrance des animaux d'élevage en tant que cause sur laquelle concentrer nos efforts. Tout d'abord, nous n'en savons pas assez – je veux dire que nous ne savons pas à quel point les animaux souffrent dans la nature. Il serait bon que davantage de recherches soient menées sur ce sujet. D'autre part, nous ne savons pas vraiment comment prévenir la souffrance des animaux sauvages. Notre bilan en termes de « gestion » de la vie sauvage n'est pas très bon. De plus, les moyens probables de prévenir la souffrance des animaux sauvages conduiraient à une opposition frontale à des valeurs qui, pour beaucoup d'environnementalistes, ne sont pas moins importantes que la réduction de la souffrance animale. Nous pouvons penser que ces environnementalistes adhèrent à des valeurs erronées, mais si le mouvement animaliste et le mouvement écologiste consacraient toute leur énergie à se combattre, ce serait un désastre pour l'un comme pour l'autre.

Les 15 novembre 2016, Singer donne un cours à Princeton intitulé « La souffrance des animaux sauvages : devrions-nous faire quelque chose à ce propos, et si oui, quoi ? »[2] Ce cours montre qu'il est au courant de ce qui s'écrit à propos des animaux sauvages (côté RWAS et côté environnementaliste). Il cite New-Kwang Ng et Oscar Horta. Il évoque les questions qui traversent la mouvance RWAS : la prédation, les modes de reproduction *r* et *K*... Il évoque l'hypothèse d'une prédominance de la souffrance dans la nature, mais en tant qu'*hypohèse* seulement, et non comme fait établi, comme tendent à le faire Horta et bon nombre de ceux qui le suivent. Il conclut sur l'objet annoncé dans l'intitulé du cours par ces mots : « Ce n'est pas un sujet sur lequel j'ai un avis clair et solidement établi (*This is not something on which I have a clearly worked out view*). »

La leçon de 2016 indique que Peter Singer est ouvert à la réflexion sur la condition des animaux sauvages et à la recherche sur les conclusions pratiques à en tirer lorsqu'on aura des bases solides pour le faire. Mais ce n'est pas lui qui a

[1] Entretien publié sur le site d'ACE sous le titre « Interview with Peter Singer ».
[2] Un enregistrement vidéo est disponible sur YouTube :
https://www.youtube.com/watch?v=1VYYHLH990A

été le moteur de l'investissement de l'AEA dans ce domaine. Rien n'indique qu'il ait changé d'avis par rapport à ce qu'il déclarait en 2015 sur l'opportunité de continuer à diriger l'essentiel des ressources vers la défense des animaux d'élevage, ou sur les risques qu'il y aurait à mettre exagérément l'accent sur les désaccords avec les éthiques de l'environnement. L'impulsion portant à accorder une place de choix à la thématique RWAS dans l'AE vient d'autres personnes que lui. **L'AE a dans ses murs, ou dans son cercle rapproché, beaucoup des auteurs qui comptent sur la thématique RWAS**, que ce soit les leaders intellectuels du domaine, ou des personnes dotées d'une bonne visibilté dans le milieu animaliste et qui servent de relais en tant que vulgarisateurs. Citons quelques noms afin d'étayer cette affirmation.

Brian Tomasik, penseur RWAS de tout premier plan, fait partie de l'équipe salariée du Foundational Research Institute (FRI), dont il a été le cofondateur en 2014. Le FRI est un département de l'Effective Altruism Foundation dont le thème est la prévention des risques de souffrance, notamment ceux liés au futur lointain. Dans le vocabulaire interne de l'AE, les risques dits de souffrance astronomique sont nommés s-risques (tandis que les risques existentiels sont nommés x-risques). Les s-risques du futur sont notamment ceux liés à des scénarios dystopiques associés à l'intelligence artificielle, mais peuvent concerner aussi les animaux sauvages. Une préoccupation exprimée par Tomasik par exemple, est celle de voir les humains coloniser d'autres planètes et y introduire inconsidérément des animaux sauvages qui s'y multiplieraient, accroissant ainsi astronomiquement le nombre de vies misérables qui sont vécues. Tomasik est salarié du FRI avec le titre de « conseiller » ce qui, peut-on supposer, signifie qu'il est libre de consacrer son temps à étudier ce qu'il veut, plutôt que d'être assigné à une fonction précise. Pour s'informer de ses travaux, on peut consulter son site : « Essays on Reducing Suffering » qui comporte de nombreux articles portant sur les animaux sauvages. Parmi les conseillers non salariés du FRI, on peut noter la présence de deux auteurs qui écrivent sur la thématique RWAS : Ole Martin Moen et **David Pearce**.

Parmi les conseillers du Global Priorities Institute (centre de recherche de l'AE qui n'est pas spécialisé sur la question animale), on trouve deux auteurs qui n'ont publié que ponctuellement sur la question des animaux sauvages, mais dont les écrits ont été très marquants : le philosophe **Jeff McMahan** et l'économiste **Yew-Kwang Ng**. McMahan est l'auteur d'un article intitulé « The Meat Eaters » publié le 19 septembre 2010 dans le *New York Times*, qui est devenu un classique de la réflexion sur la prédation et la justification éthique de l'intervention dans la nature. Yew-Kwang Ng a publié en 1995 un article fondateur[1] dans lequel il plaide pour la création d'une nouvelle discipline, la biologie du bien-être. Dans ce même

[1] « Towards Welfare Biology: Evolutionary Economics of Animal Consciousness and Suffering », *Biology and Philosophy* 10 (3): 255-85.

article, il propose un modèle théorique qui, sous un certain nombre d'hypothèses, conduit à la conclusion qu'il y a plus de souffrance que de bonheur dans la nature. C'est lui qui est à l'origine de cette idée. Mais, dans son article de 1995, Ng évite de se montrer catégorique sur la validité du modèle pour décrire la réalité. Et ce n'est pas lui qui a fait de l'idée qu'il y a une écrasante prédominance de la souffrance dans la nature une croyance largement partagée dans le milieu RWAS. Cette évolution a eu lieu plus tard, du fait principalement d'Oscar Horta, de l'équipe d'Animal Ethics, et de jeunes chercheurs qui en sont proches.

Certaines des personnes qui œuvrent à l'intérieur de l 'AE ont occasionnellement écrit sur la thématique RWAS, même si ce n'est pas leur domaine d'intervention principal : par exemple, Adriano Mannino, cofondateur de l'Effective Altruism Foundation et qui l'a présidée de 2012 à 2016. C'est le cas également de Jacy Reese, du Sentience Institute, que nous avons déjà présenté[1]. Tobias Leenaert (codirecteur du Center for Effective Vegan Advocacy) a publié sur son blog « The Vegan Strategist » plusieurs billets qui relèvent de l'approche RWAS. Même William McAskill, figure centrale de l'altruisme efficace, mais qui n'étudie pas spécialement la question animale, a commis en 2015 un article de type « anti-prédation » [2].

Oscar Horta et Catia Faria qui travaillent de façon plus soutenue que les auteurs pré-cités sur la thématique RWAS, ont été associés comme on l'a noté plus haut à la création du programme Wild-Animal Suffering Research. Horta a par ailleurs été invité à présenter une conférence à l'Altruism Effective Global (AEG) de Londres en 2018 et 2019 sur le thème des animaux sauvages. Il compte parmi les conseillers du Sentience Institute.

Si les organisations de l'AE spécialisées sur la souffrance des animaux sauvages sont apparues il y a peu, on aurait tort de penser que l'intérêt pour la question constitue une nouveauté chez les acteurs de l'AEA. Oscar Horta est cité dans l'article décrivant les fondements philosophiques de l'action d'Animal Charity Evaluators[3]. ACE affirme dans ce texte « continuer à explorer le thème de la souffrance des animaux sauvages », ne pas être contre les interventions dans la nature, même si « pour le moment, ACE ne recommande pas d'actions qui perturbent les écosystèmes, dégradent les habitats, ou interfèrent significativement avec la nature d'autres manières » (le « pour le moment » laisse la porte ouverte à une évolution sur ce plan). Sur la page du site d'ACE intitulée

[1] La traduction d'un article de lui dans ce domaine a été publiée dans le numéro 40 des *Cahiers antispécistes* sous le titre « Maladies, blessures, faim… les animaux sauvages souffrent. Nous devrions les aider ».

[2] McAskill, Amanda et William. 2015. « To truly end animal suffering, the most ethical choice is to kill wild predators (especially Cecil the lion) ». *Quartz* (site). 9 septembre 2015.

[3] Article « The Philosophical Foundation of Our Work », site d'ACE, consulté le 15 mars 2015.

« Cause Priorities for ACE » (les causes prioritaires selon ACE), la souffrance des animaux sauvages est rangée parmi les causes jugées primordiales (à la différence d'autres qui ne le sont pas). Une marque de la réalité de cet intérêt réside dans le fait que, dès 2015, ACE a procédé à une évaluation de l'association Animal Ethics, bien que cette dernière n'ait pas une longue durée d'existence sur laquelle fonder une estimation de son apport. Animal Ethics a même été incluse en 2015 dans la liste des « associations remarquables » (*standout charities*). Elle a perdu ce statut suite à la seconde évaluation intervenue en novembre 2017, ACE estimant qu'il n'y avait pas eu de progrès significatifs depuis 2015. Peut-être l'apparition, cette même année, d'organisations RWAS au sein même de l'AEA est-elle aussi pour quelque chose dans la non-reconduction de la distinction accordée à Animal Ethics. Quoi qu'il en soit, le rapport 2017 d'ACE sur Animal Ethics met néanmoins en valeur les aspects positifs du travail accompli par l'association et réitère qu'Animal Ethics « travaille dans un domaine négligé et potentiellement très important ».

3. Que sait-on du profil des AEAs ?

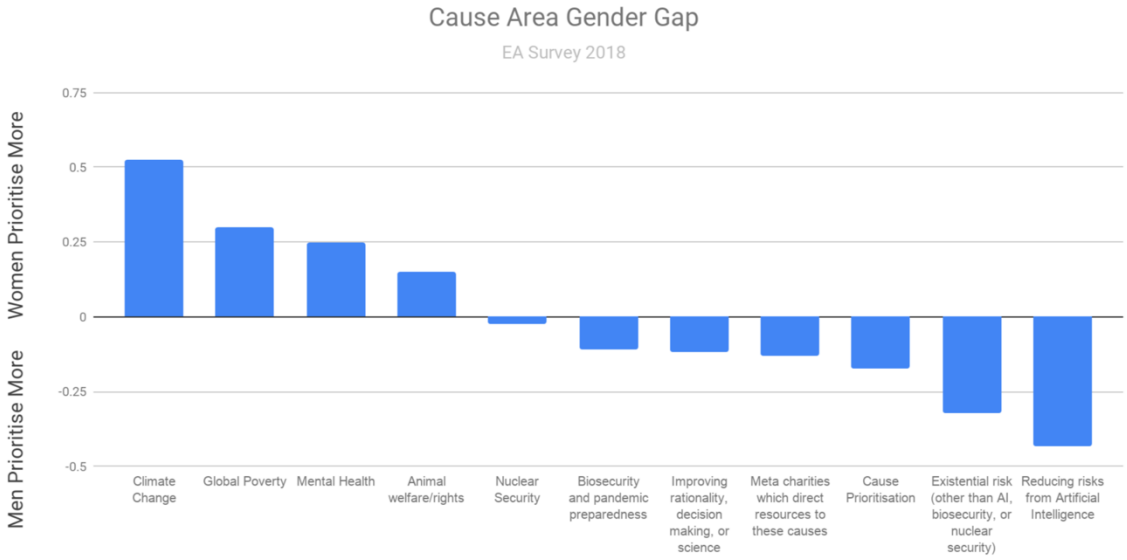
On peut se demander si le profil des AEAs est similaire à celui des AEs en général. À vrai dire, les informations disponibles sont trop rares pour apporter une réponse précise et solidement fondée. Nous allons ici simplement rendre compte de quelques données qu'on peut glaner sur trois populations : le sous-ensemble des AEs qui juge la cause animale importante, les donateurs à des fonds recommandés par ACE, et le personnel d'ACE. Ici, comme dans les chapitres qui suivront, une place importante est donnée à des informations concernant spécifiquement ACE. La raison en est simplement que c'est la seule organisation de l'AEA qui présente simultanément deux propriétés : une durée d'existence relativement longue, et une abondante diffusion d'informations via son site.

3.1. Qui parmi les AEs s'intéresse à la cause animale ?

Nous allons ici encore nous reporter à l'enquête de Rethink Priorities (2018). Elle nous informe d'abord d'une corrélation (peu surprenante) entre le régime alimentaire des répondants et leur classement de la cause « bien-être animal » : 80% des véganes classent la cause animale parmi les plus importantes ; c'est le cas de 44% des végétariens (non véganes) et de seulement de 19% des AEs qui consomment de la chair animale. Par ailleurs, parmi les répondants au questionnaire, la proportion des femmes qui se déclarent végétaliennes ou pescetariennes est plus élevée que chez les hommes. Inversement, chez les hommes la proportion de ceux qui déclarent manger de la chair et ne pas chercher à réduire leur consommation (18%) est plus élevée que chez les femmes (7%). En revanche, il n'y a pas de différence selon le genre dans la part relative

des individus qui disent consommer de la viande mais s'efforcer de réduire cette consommation.

L'enquête montre aussi qu'il y a des différences selon le sexe dans les causes jugées prioritaires. La part des femmes qui dit accorder beaucoup d'importance à la cause animale est plus élevées que la part des hommes, mais ce n'est pas sur ce thème que l'écart est le plus fort selon le genre comme le montre le schéma suivant :



De façon générale, les hommes sont surreprésentés dans les causes de type « méta » et sur les risques existentiels, tandis que les femmes sont surreprésentées sur le changement climatique et les causes de souffrance affectant des individus vivant actuellement. Toutefois, l'écart peut se trouver accentué par le fait que les réseaux de l'AE qui discutent de risques existentiels attirent des gens de formation scientifique, et l'on sait qu'il y a nettement plus d'hommes que de femmes dans des filières telles que les mathématiques ou l'informatique.

3.2. Que sait-on des donateurs qui suivent les recommandations d'ACE ?

ACE s'efforce, comme le fait GiveWell, de chiffrer l'argent déplacé sous l'effet de ses recommandations. (Chercher « Giving Metrics » sur le site d'ACE pour trouver les rapports sur ce thème.) Sachant qu'ACE est une agence d'évaluation qui a pour vocation de diriger les dons vers les organismes qu'elle juge efficaces, c'est une façon de mesurer le degré auquel l'objectif est atteint. Depuis qu'ACE

effectue cette mesure (2014), le rapport entre ses frais de fonctionnement et l'argent déplacé est resté à peu près constant, de l'ordre de 1 à 10, c'est-à-dire que pour 1 $ dépensé à payer le personnel et le matériel utilisé par ACE, l'association estime réussir à diriger 10 $ de dons vers les organismes qu'elle privilégie. Le montant d'argent déplacé par ACE a connu une croissance continue : en 2014, le total était de 147 000 $. En 2017, il dépassait les 7 millions[1]. ACE a donc réussi en peu d'années à orienter un montant significatif de dons. Jusqu'en 2016, la seule technique pour le faire consistait à recommander des associations (et ensuite à tenter de repérer quelle part des dons reçus par celles-ci pouvait être imputable aux conseils d'ACE). Au printemps 2017, ACE a mis en place un outil complémentaire : le Recommended Charity Fund (RCF). Les donateurs qui versent de l'agent sur ce fonds délèguent à ACE le soin de répartir le montant collecté entre les associations recommandées. En août 2018, ACE a créé un second fonds nommé Effective Animal Advocacy Fund (EAAF). Comme pour le précédent, la distribution de l'argent collecté revient à l'équipe d'ACE, la différence avec le RCF étant que les bénéficiaires ne sont pas uniquement désignés parmi les associations recommandées. Comme nous utilisons ici les données d'ACE pour l'année 2017 (publiées en 2018), l'EAAF n'intervient pas dans l'évaluation de l'argent déplacé.

Les « Giving Metrics » d'ACE n'apportent aucune information sur les caractéristiques socioprofessionnelles des donateurs. Par contre, elles indiquent leur nombre et fournissent des données sur les montants versés à la cause animale sous l'influence d'ACE. En 2017, ACE estime avoir influencé 1540 personnes à donner aux associations qu'il recommande, auxquelles s'ajoutent les 373 donateurs qui ont alimenté le fonds RCF. Le nombre de donateurs touchés n'est pas énorme, même s'il n'est pas négligeable. Un autre trait frappant est le poids écrasant des donateurs fortunés. L'argent directement versé par les donateurs aux associations recommandées représente l'essentiel de l'argent déplacé (environ 6 millions de dollars). On constate que 75% de ce montant provient de seulement 9 donateurs, dont les dons se situaient entre 100 000 et un million de dollars. À l'autre extrémité, les individus ayant versé moins de 1000 $ dans l'année (soit 81% des donateurs), n'étaient à l'origine que de 4% des 6 millions dirigés vers les associations recommandées. Quand on se tourne vers l'argent collecté par ACE en 2017 via le fonds RCF (presque 1,3 million de dollars), il y a certes 373 donateurs, mais 1 seul d'entre eux a fourni 49% de la collecte. À l'autre extrémité, les donateurs ayant versé moins de 1000 $ au RCF (soit 85% des personnes qui ont alimenté le fonds) n'étaient à l'origine que de 3,4% des sommes collectées par cette voie.

[1] Au moment où je procède à la dernière révision de ce chapitre (11 juillet 2019), les estimations les plus récentes du montant total d'argent déplacé par ACE concernent l'année 2017. Les statistiques 2018 ne sont pas encore disponibles.

Une façon connexe (et partiellement redondante) de percevoir l'importance des donateurs fortunés dans les ressources mobilisées par ACE réside dans l'observation de ses *matching challenges*. Le *matching challenge* est une façon de stimuler les dons par un appel à la générosité ainsi formulé : « Les sommes que vous verserez dans telle période seront doublées dans la limite de tel montant. » Lancer un *matching challenge* n'est possible qu'avec l'appui d'un (ou plusieurs) généreux donateur(s), qui s'engage(nt) à verser à l'association une somme égale au total de ce que les petits donateurs verseront dans la période indiquée. C'est grâce à cette contrepartie que se produit le « miracle » du doublement des sommes versées. En général, le généreux donateur qui permet le lancement de l'opération fixe une limite au montant qu'il est prêt à verser (donc au montant des dons qui seront doublés). Cette pratique du *matching challenge* devient courante dans les techniques de collecte de fonds. Ce qui est particulier, dans le cas d'une petite association de création récente comme ACE, c'est les sommes qu'elle met en jeu pour ses *matching challenges*. Pour celui lancé en 2017 pour alimenter le Recommended Charity Fund, un seul donateur jouait le rôle de contrepartie (d'agent chargé du doublement) et il n'avait pas fixé de limite à la somme qu'il acceptait de doubler. Pour le *matching challenge* lancé par ACE en novembre 2018[1], l'association annonçait que les dons seraient doublés jusqu'à hauteur d'un million de dollars, et que cela était permis par un seul donateur. En fait, on retrouve au niveau d'ACE le phénomène observable ailleurs dans l'AE : une très forte dépendance aux ressources fournies par quelques donateurs fortunés[2]. Ceci peut amener à se poser la question du rôle des méta-organisations de l'AE qui s'adressent aux donateurs. Leur activité de pourvoyeuses de financements aux organismes distingués ne serait pas significativement moindre si elles se contentaient de dispenser des conseils personnalisés à une poignée de riches individus que le label « altruisme efficace » met en confiance[3]. Mais ACE, considère que sa mission est aussi, voire d'abord, de partager ses connaissances et convictions sur la façon de faire avancer la cause animale. C'est pourquoi le site est régulièrement alimenté et le nombre de visites est enregistré dans les bilans d'activité. En 2017, ces visites s'élevaient en moyenne à 28 500 par mois.

[1] Cf. Heather Herrel, « Announcing Our Effective Animal Advocacy Fund Matching Challenge", blog d'ACE, 15 novembre 2018.

[2] La page « Top Donors » du site d'ACE indique les noms des grands donateurs. On y trouve des individus et quelques organisations (OPP, Centre for Effective Altruism, Craiglist Charitable Fund…).

[3] Selon une enquête effectuée par ACE en octobre 2018 auprès des personnes ayant effectué des dons via ACE en 2017, 76% des donateurs ayant versé plus de 1000 $ se considéraient eux-mêmes comme des AEs (contre 14% qui optaient pour la réponse « je ne sais pas » et seulement 10% qui répondaient « non » à la question « Vous identifiez-vous comme un AE ? »). Cf. « 2018 Donor Survey », blog d'ACE, 4 avril 2019.

3.3. L'équipe d'ACE

On peut s'informer de la composition de l'équipe sur la page « Meet Our Team » du site d'ACE. Comme les mouvements sont très fréquents dans sa composition, je précise l'avoir consultée le 8 juillet 2019.

Le conseil d'administration (8 membres auxquels s'ajoutent deux conseillers) est assez classique. Ces 10 personnes appartiennent toutes au mouvement de l'AE. L'une d'elle travaille à OPP (Persis Eskander), et une autre au Centre for Effective Altruism (Robert Wiblin, conseiller). Jon Bockman, qui fut le premier salarié d'ACE en 2012 et resta plusieurs années à la tête de l'association, compte parmi les administrateurs. Peter Singer, un fondateur du mouvement moderne de libération animale, fait partie des conseillers. La page « Top Donors » du site d'ACE nous apprend que, de plus, il soutient financièrement l'association.

Mais le travail concret d'ACE est surtout le fait des salariés, stagiaires *(interns*) et bénévoles qui contribuent aux évaluations et recherches de l'association. On ne sait rien du profil des bénévoles. Concernant les travailleurs rémunérés, on trouve, comme dans la plupart des équipes de l'AE, des personnes jeunes. Même en excluant les étudiants en contrat temporaire, on constate que la plupart des membres de l'équipe ne sont là que depuis 2017 ou 2018, et qu'il ne reste plus aucun des salariés des débuts d'ACE. Un autre trait frappant est l'écrasante prédominance des femmes : elles constituent 12 des 14 salariés en poste. Trois des quatre stagiaires sont cependant des hommes.

4. Bande-annonce de l'exploration de l'AEA qui va suivre

Nous nous en sommes tenus, dans ce chapitre-ci, à présenter l'architecture des organisations de l'AEA, et à indiquer les grands thèmes sur lesquels elles interviennent. Les chapitres suivants devraient permettre de mieux comprendre ce que font les AEAs et l'esprit dans lequel ils travaillent. Dans le chapitre 9, il sera question d'exercices moyennement convaincants de quantification de l'utilité ou du bien accompli pour les animaux. Dans le chapitre 10, on verra comment les valeurs éthiques communes à l'ensemble de l'AE se manifestent dans l'AEA : on retrouvera le socle utilitariste et ses deux versants (bienfaisance impartiale et mal instrumental) ; on évoquera aussi l'importance accordée aux valeurs inclusives ou de non-discrimination. Le récit de certains épisodes liés à ce dernier thème sera l'occasion de mentionner des associations, parmi celles recommandées par ACE, qui sont particulièrement proches, ou intégrées, au cercle de l'AE. Dans le chapitre 11, il sera question d'un autre marqueur de l'AE : la volonté de se fonder sur une bonne connaissance des faits. Ce chapitre permettra aussi d'évoquer des modes d'action en faveur des animaux d'élevage sur lesquels les AEAs sont engagés de longue date, et de montrer que l'AEA est pleinement héritier, et partie prenante, du mouvement animaliste au sens large. Dans le chapitre 12, on

se demandera quelles inflexions du courant RWAS pourraient être impulsées par les associations de l'AEA spécialisées sur les animaux sauvages. Dans le chapitre 13, on reviendra sur le thème sur lequel l'AEA engage le plus de moyens – le sort des animaux d'élevage et l'effort pour limiter la consommation de produits animaux – mais en se concentrant sur des secteurs d'intervention dont le développement est relativement récent et qui devraient prendre de l'ampleur à l'avenir.

Chapitre 9
Mirages de la quantification

Qu'est-ce qui distingue la philanthropie rationnelle de la charité mal ordonnée ? La recherche méthodique de l'efficacité répondrait-on en chœur à l'âge du philanthrocapitalisme. Et quoi de mieux pour mesurer l'efficacité qu'un indicateur synthétique de performance ? L'aspiration à cette forme particulière de quantification est fortement présente dans l'altruisme efficace. Nous allons relater dans ce chapitre quelques épisodes montrant comment l'ambition de chiffrer le bien accompli, ou l'utilité des êtres sentients, a pu conduire les altruistes efficaces animaliers à s'égarer.

1. ACE à ses débuts : un piteux chiffrage de l'efficacité du tractage végane

En 2012, Animal Charity Evaluators (ACE) débute dans le milieu de l'altruisme efficace. On sait combien ce milieu valorise les ratios coût-efficacité. On sait l'aura dont jouissent alors les essais contrôlés randomisés et techniques apparentées. Dans ce contexte, ACE nourrit l'ambition, qui ne le quittera jamais vraiment, de produire des chiffres mesurant les bénéfices pour les animaux imputables à un mode d'action, ou à une organisation. Combien de bien fait-on aux animaux par dollar investi ? Produire une réponse à cette question est perçu par ACE comme le moyen par excellence de gagner ses galons d'évaluateur scientifique. Sachant qu'ACE cherche à faire reculer l'élevage industriel, des proxys acceptables du bien fait aux animaux sont vite trouvés. Il y en aura deux : le nombre de vies animales épargnées, ou le nombre d'années de misère animale évitées. Dans les deux cas, on mesure le gain obtenu en termes de malheur évité à des animaux qui ne naîtront pas en élevage si les actions menées sont efficaces. Le premier indicateur mesure ce gain en nombre d'individus non nés ; le second en durée de vie dans de mauvaises conditions évitée à des individus non nés. (Le deuxième indicateur, à la différence du premier, prend en compte le fait que l'âge à l'abattage est différent selon les espèces.) Mais, évidemment, cela ne dit rien de la manière dont on pourrait établir le lien entre le dollar dépensé pour la cause animale et l'impact sur l'un ou l'autre des proxys. Le premier type d'action sur lequel ACE s'est essayé à le faire est la diffusion de documents (tracts, livrets, publicités en ligne) incitant les destinataires à opter pour une alimentation végétale. On devine la raison de ce choix : le chemin semble tout tracé pour passer du dollar dépensé au résultat obtenu *si* on parvient à déterminer combien de personnes réduisent ou suppriment leur consommation de produits animaux grâce à telle somme dépensée en promotion du végétalisme. On estimera ensuite combien d'animaux ont été épargnés par le changement d'alimentation de ces personnes, et l'objectif sera atteint.

Il existe sur le site d'ACE une section intitulée « Interventions » qui analyse les différentes formes que peut revêtir l'action en faveur des animaux (manifestations, pression sur les entreprises, etc.). Elle s'enrichit de nouveaux items au fil du temps. La section qui fut créée la première est celle intitulée « Leafleting » (tractage). Elle ne porte pas sur la distribution de tracts en général, mais spécifiquement sur la distribution de documents (souvent de petites brochures plutôt que de simples tracts) destinés à persuader les personnes de diminuer ou supprimer leur consommation de produits animaux. Toutefois, le texte consultable actuellement n'est pas celui qui figurait sur le site d'ACE dans les premières années de son existence. Nous allons reconstituer ce que fut la version initiale grâce à d'autres sources.

Par le passé, ACE offrait une estimation de la dépense permettant d'épargner un an de souffrance à des animaux en finançant des brochures ou des publicités en ligne promouvant l'alimentation végétale. On le sait parce que Singer le mentionne dans son livre *The Most Good You Can do*[1], dont il a achevé la rédaction en août 2014. Singer écrit :

> Depuis des années, Vegan Outreach emploie des bénévoles pour distribuer des tracts dans les lycées et les universités. Des organisations comme The Humane League utilisent maintenant les brochures de Vegan Outreach et aussi des publicités en ligne incitant les gens à regarder des vidéos. […] ACE a tenté d'évaluer avec soin combien il en coûte d'éviter un an de souffrance animale grâce à ces techniques. […] ACE estime ce coût à 0,63 $ lorsqu'on utilise des brochures, et à 0,47 $ lorsqu'on recourt à des publicités en ligne. ACE reconnaît que les données utilisées pour établir certains de ces chiffres ne sont pas robustes et cherche à mener des études de meilleure qualité. En attendant, ACE publie ce qu'il estime être l'intervalle dans lequel se situent les valeurs estimées. Au pire, éviter une année de souffrance animale coûte 12,52 $ pour les tracts, et 4,52 $ pour les publicités en ligne. Au mieux, le coût est inférieur à 0,06 $ dans les deux cas. Même en supposant que la réalité correspond au scénario pessimiste, ce sont des façons très peu chères de réduire la souffrance. (Singer, *The Most Good You Can Do*, p. 142-143)

Dans *Doing Good Better* (dont l'édition originale date de 2015), McAskill reprend lui aussi des chiffres produits par ACE :

> Selon Animal Charity Evaluators (un organisme de recherche que j'ai aidé à monter), en donnant à des associations telles que Mercy for Animals ou The Humane League qui distribuent des tracts sur le végétarisme, cela coûte environ 100 $ de convaincre une personne d'arrêter de manger de la viande pendant un an. » (McAskill, 2016, p. 177-178)

[1] Traduit en français sous le titre *L'Altruisme efficace*.

McAskill en profite pour nous inviter à considérer que c'est une preuve supplémentaire que nous pouvons faire beaucoup mieux en donnant à des associations performantes qu'en nous efforçant d'être vertueux dans notre conduite personnelle. (En l'occurrence, si le compte était bon, il montrerait qu'on fait plus pour les animaux en versant 101 $ à Mercy for Animals qu'en s'abstenant soi-même de manger de la viande pendant un an.)

Mais comment ACE avait-il donc fait pour produire des statistiques mirifiques sur l'efficacité du tractage végane ? Sur le site d'ACE aujourd'hui, on trouve encore l'exposé des résultats d'une enquête effectuée par l'association à l'automne 2013 auprès d'un petit échantillon d'étudiants susceptibles d'avoir reçus des livrets de Vegan Outreach[1]. Les résultats sont entachés de nombreuses incertitudes, signalées en commentaire par ACE. Ce n'est pas cette étude qui a servi de base aux chiffres d'efficacité fabuleux qu'ACE a pourtant continué à diffuser, puisque Singer et McAskill les citent. Il est probable qu'ACE n'ait cessé leur diffusion que suite à la parution d'un long article, bien documenté et violemment à charge, de Harrison Nathan dans *Medium* en décembre 2016[2]. L'article est instructif, notamment parce que Nathan fournit en note des liens vers des composantes qu'il a archivées du site d'ACE tel qu'il était alors. On apprend ainsi que jusqu'en 2016, ACE proposait aux usagers de son site un « calculateur d'impact ». On pouvait y entrer la somme qu'on était prêt à dépenser pour financer des organisations qui promeuvent le végétalisme en distribuant des brochures, et le calculateur établissait en retour le nombre d'animaux épargnés grâce à ce don. L'article de Nathan nous apprend surtout (pages d'ACE archivées à l'appui) que le ratio coût-efficacité du tractage produit par ACE reposait sur une unique source : une étude effectuée par The Humane League et Farm Sanctuary à l'automne 2012, qui tentait de mesurer l'efficacité comparée de deux modèles de brochures (toutes deux promouvant l'alimentation végétale). Deux ou trois mois après que ces brochures aient été distribuées à des étudiants, une enquête a été effectuée sur les campus concernés. On a demandé aux étudiants quelle brochure ils avaient reçue et quels changements ils avaient apporté à leur régime alimentaire en conséquence. Il n'y a eu ni groupe de contrôle (des étudiants qui auraient reçu une brochure portant sur un tout autre sujet), ni recueil des réponses des étudiants qui indiquaient n'avoir reçu aucune des deux brochures testées. L'étude ne respecte aucun critère de scientificité. Non seulement il n'y a pas de groupe de contrôle, mais elle est sujette à des biais colossaux. Rien ne prouve que les étudiant se souviennent du contenu d'une brochure reçue plusieurs mois auparavant, ni même qu'ils l'aient lue à ce moment-là. Ils peuvent néanmoins cocher « oui » à la question « avec vous eu telle brochure ? » sur le

[1] Page « 2013 leafleating study », site d'ACE, consultée le 20 mars 2019.
[2] Harrisson Nathan, « The Actual Number is Almost Surely Higher ».

questionnaire d'enquête, parce qu'y figure la page de couverture des livrets en question et qu'ils peuvent décider que ça leur rappelle vaguement quelque chose :

1. Which one of these booklets did you receive on campus **this semester**?

A. _____

B. _____

À la suite de la question de savoir s'ils avaient reçu l'une ou l'autre brochure, les étudiants étaient invités à remplir un tableau qui se présente comme suit :

À cause de cette brochure	Je mange PLUS	Je mange AUTANT	Je mange UN PEU MOINS	Je mange BEAUCOUP MOINS	J'ai ARRÊTÉ DE MANGER ce produit	Avant de recevoir la brochure, JE NE MANGEAIS DÉJÀ PAS
Poulet						
Bœuf/porc						
Poisson						
Oeufs						
Produits laitiers						

Un questionnaire qui commence par « À cause de cette brochure » est sujet au biais de désirabilité (tendance des sujets à produire une réponse qui leur semble correspondre à ce qui est jugé bien par les enquêteurs). Le biais est aggravé par les photos des brochures qui figurent en haut du questionnaire, des

publicités pour le véganisme indiquant qu'il s'agit d'aller vers « quelque chose de mieux », ou de « faire le choix de la compassion ». Le fait que les réponses « un peu moins » et « beaucoup moins » se situent au centre du tableau risque de pousser à les considérer comme les réponses normales ou typiques. En bref, le degré de confiance à attribuer aux résultats d'une telle enquête est nul. Or, rappelle Nathan, que c'est sur la base de cette enquête que Nick Cooney publie un post sur le site de Farm Sanctuary le 15 janvier 2013, qui proclame le résultat extraordinaire suivant : « Pour 100 brochures distribuées sur un campus, selon l'estimation la plus prudente, vous épargnez au minimum à 50 animaux un an d'une vie de misère, soit un animal épargné pour deux brochures distribuées ! »[1]. Nathan mentionne le fait qu'on voit cette même année 2013 la méthodologie sévèrement critiquée par certains blogueurs. Pourtant, ACE se base exclusivement sur cette enquête pour produire sa propre estimation de l'efficacité du tractage végane, avec un chiffrage qui n'est pas exactement celui de Cooney, parce qu'ACE recourt à une cuisine statistique qui lui est propre pour traiter les résultats du questionnaire. Il n'en reste pas moins qu'ACE aussi a produit un calculateur d'impact fondé sur une enquête non fiable, et qu'ACE aussi a fait miroiter à ses lecteurs qu'on pourrait, pour des sommes minimes, épargner la misère à des quantités d'animaux.

2. ACE 2015 : « l'exploit » du chiffrage des animaux épargnés par Faunalytics

Faunalytics compte depuis 2015 parmi les associations recommandées par ACE. Le premier rapport d'évaluation de cette organisation (rédigé en 2015 donc) contenait une estimation chiffrée de son impact. Cette dernière a alimenté la critique acerbe de Nathan (2016), et il y a de quoi.

Faunalytics existe depuis 2000 et fournit un travail conséquent avec une équipe salariée peu nombreuse, appuyée par des bénévoles compétents. Cette organisation ne mène pas de campagnes visant à obtenir telle ou telle avancée pour les animaux. Elle donne cette définition de son activité : « Faunalytics mène des recherches et partage des connaissances afin d'aider les gens à aider efficacement les animaux. » Concrètement, l'association a une activité de veille concernant les publications sur la question animale (avec un spectre large). En s'abonnant à sa lettre d'information, on reçoit chaque semaine des résumés des parutions qui ont retenu son attention, avec les liens vers les études citées. Par ailleurs, Faunalytics réalise des travaux de recherche. On lui doit par exemple une étude menée en 2014 aux États-Unis, dont il ressortait que 4 végétariens sur 5 finissaient par remanger de la viande. Enfin, il arrive que l'équipe de Faunalytics prodigue des conseils, payants ou gratuits, à des défenseurs des animaux (activité

[1] Nick Cooney, « The Powerful Impact of College Leafleating », site de Farm Sanctuary, 15 janvier 2013, consulté le 21 mars 2019.

de consulting). On pourrait penser qu'il ne viendrait à l'esprit de personne de prétendre chiffrer combien d'animaux sont épargnés grâce au travail de Faunalytics : il est impossible de suivre comment les usagers de ses services modifient éventuellement leurs pratiques militantes suite aux informations reçues, et comment cela améliore (le cas échéant) les résultats de leur action. Et pourtant, dans son rapport d'évaluation 2015, ACE a cru bon d'insérer un passage contenant une telle estimation, dont la conclusion est que « globalement […] Faunalytics épargne 2,6 animaux par dollar dépensé ». En parcourant ce rapport, encore disponible sur le site d'ACE[1], on découvre que pour mesurer le nombre d'animaux sauvés, ACE a fractionné le budget de Faunalytics entre ses différentes activités. ACE a ensuite converti l'impact des activités de Faunalytics en « équivalent brochures distribuées », puis utilisé une estimation de l'efficacité des brochures pour en arriver au chiffrage recherché. La feuille de calcul détaillant comment ACE a procédé ne se trouve plus sur son site. On peut néanmoins encore la consulter car Nathan (2016) fournit le lien vers une version qu'il a archivée de ce document[2]. On y voit par exemple comment ACE a procédé pour mesurer l'impact des études effectuées par Faunalytics. ACE a estimé la part de son budget que Faunalytics consacrait à ces études (50 557 $), puis a posé (oui, simplement « posé ») que ce budget avait permis à 4 organisations d'améliorer leurs pratiques, soit une dépense de 12 639 $ par organisation affectée. Ensuite, ACE a procédé comme si les 4 organisations impactées ne faisaient que distribuer des brochures véganes. Un commentaire explicatif figure à la suite des calculs, que voici :

> Pour estimer le nombre d'animaux épargnés par l'organisation étudiée, nous utilisons le cas hypothétique d'une association qui (1) a pour unique activité de distribuer un million de brochures par an, et (2) a une probabilité de 50% d'améliorer de 5% l'efficacité de ces brochures. Sachant que nous avons estimé à 1,4 le nombre d'animaux épargnés par brochure, ceci implique que l'impact est d'augmenter de 35 000 le nombre d'animaux épargnés par cette association. Nous sommes très incertains de cette estimation coût-efficacité et n'en faisons qu'une petite composante de notre évaluation de Faunalytics.

`

Il ne reste plus qu'à diviser 35 000 (animaux épargnés) par 12 639 (dollars dépensés) pour conclure que cette partie de l'activité de Faunalytics permet d'épargner 2,8 animaux par dollar dépensé.

[1] Page du site d'ACE intitulée « Faunalytics - Archived Version : December 2015 », consultée le 21 mars 2019.

[2] https://docs.google.com/spreadsheets/d/1NkYHHz7AljqKjc-rKgklPOzZy3xOG76iA0N4S0uNP3Q/edit#gid=946876080, consulté le 21 mars 2019.

Peut-on imaginer méthode plus farfelue ? Non seulement *tous* les chiffres sont hypothétiques, mais il n'y a aucune raison de penser que le travail de Faunalytics aide spécifiquement des associations distribuant des brochures véganes, ce à quoi s'ajoute le recours à une évaluation plus que suspecte du nombre d'animaux épargnés par brochure. Certes, dans son rapport 2015, comme sur la feuille de calcul, ACE souligne les incertitudes pesant sur ce chiffrage, et le fait qu'il ne pèse que pour peu dans son évaluation de Faunalytics. Mais cela n'excuse en rien d'avoir inclus dans le rapport un ratio coût-efficacité dont la fiabilité est exactement de zéro, et encore moins d'avoir écrit dans ce rapport de 2015, malgré les précautions oratoires rappelées ci-dessus, que « nous [ACE] pensons que cette perspective quantitative est une composante utile de notre évaluation globale ».

Le plus drôle (ou inquiétant) c'est qu'à l'époque, Faunalytics a emboîté le pas à ACE dans ce délire. L'estimation d'ACE a donné lieu à un article sur le site de Faunalytics[1], publié le 23 décembre 2015. L'association se réjouit d'avoir été recommandée par ACE, et note qu'au total les calculs d'ACE conduisent à estimer à 415 800 le nombre d'animaux épargnés grâce à l'action de Faunalytics en 2015. À la suite de quoi (non sans avoir inséré le couplet sur les incertitudes liées aux estimations), Faunalytics déplore que l'équipe d'ACE ait péché par excès de prudence, et sous-estimé l'impact de son action. Puis Faunalytics explique qu'en utilisant son propre programme de calcul, qui est basé sur « des hypothèses plus pertinentes », on aboutit à davantage d'animaux sauvés par dollar versé à Faunalytics, et à un total de 1 039 500 animaux épargnés par son action en 2015 !

3. ACE recule sur certaines évaluations coût-efficacité

Les épisodes relatés dans les sections 1 et 2 se rapportent à des pages du site ACE dans leur forme passée. Revenons sur les exemples précédemment cités, mais cette fois en regardant la version actuellement présente sur le site de l'association.

Considérons tout d'abord la page « Leafleting »[2]. On y trouve bien une analyse, avec outils statistiques, de différentes études effectuées pour tenter de mesurer l'impact de la distribution de brochures. Mais on est bien loin de l'époque, pourtant récente, où ACE proposait un calculateur supposé indiquer combien d'animaux on épargne en donnant telle somme d'argent pour agir de cette manière. Cette fois, le texte s'attarde longuement sur les divers types de biais pouvant entacher la fiabilité des différentes enquêtes. ACE procède à une agrégation pondérée des résultats de plusieurs études effectuées. La seule conclusion qu'il en tire est que, du fait de la présence probable de biais, on ne

[1] Article « Did Faunalytics Save A Million Animals This Year ? », site de Faunalytics, consulté le 21 mars 2016.

[2] Page consultée fin mars 2018. La version en ligne du rapport disponible date de novembre 2017.

peut guère faire confiance aux résultats des essais contrôlés randomisés tentant d'estimer l'impact des brochures promouvant le végétalisme. On ne peut même pas exclure, écrit ACE, que ces tracts et brochures aient pour effet d'augmenter ou de laisser inchangée la consommation de produits animaux.

Si l'on se tourne à présent vers la page du site d'ACE contenant le second rapport d'évaluation de Faunalytics (il s'agit d'une évaluation effectuée en novembre 2017), on constate de même une différence notable par rapport à la première version. Cette fois, il n'y a pas l'ombre d'une tentative d'estimation d'un rapport coût-efficacité. Au contraire, on lit ceci :

> Nous pensons que les estimations coût-efficacité sont souvent utiles en tant que composantes des évaluations des associations, mais donner des chiffres précis peut prêter à confusion et laisser croire que cela pèse plus lourd dans notre évaluation que cela n'était dans nos intentions. Pour Faunalytics en particulier, nous pensons que notre calcul sommaire de son rapport coût-efficacité est trop spéculatif pour figurer dans notre rapport, ou pour être inclus en tant que facteur significatif dans notre évaluation de son efficacité. (ACE, novembre 2017)

Ce qui s'est passé, c'est que (dès avant l'article de Nathan) ACE a été confronté à la critique. Le climat dans lequel se déroulent les débats s'inscrit dans un scénario déjà en place avec les controverses autour du philanthrocapitalisme, qui s'est étendu plus tard à l'altruisme efficace. On retrouve à propos d'ACE la défiance qu'inspirent à certains les associations sentinelles : ils voient d'un mauvais œil un organisme qui a la prétention de classer les performances des militants de terrain et qui, s'il grandit en influence, aura le pouvoir de déposséder ces acteurs en orientant l'argent vers les associations que lui a choisi de distinguer. La qualité ou l'objectivité des évaluations produites sont mises en cause. On observe notamment un rejet de l'obsession quantitative des altruistes efficaces chez des commentateurs qui estiment que cela conduit à une approche très réductrice, et très ignorante de ce que le corpus des sciences sociales peut apporter. Naturellement, l'extrême faiblesse des évaluations coût-efficacité d'ACE l'a rendu très vulnérable à ces critiques.

Il faut mettre au crédit d'ACE d'avoir reconnu la validité des objections les plus audibles, et d'avoir retiré les évaluations les plus critiquées. Cependant, on est loin d'un franc renoncement aux estimations périlleuses de ratios coût-efficacité. Il suffit de se promener sur le site d'ACE pour y découvrir nombre de documents comportant des mesures d'impact aux fondements fragiles. De même, les déclarations générales sur les méthodes employées donnent une nette impression de gens qui ont le cul entre deux chaises.

4. « Nos estimations d'impact sont douteuses, mais faisons-les malgré tout. »

La phrase ci-dessus n'est pas une citation, mais une façon de résumer la position d'ACE. Il serait fastidieux de citer toutes les pages du site de l'association conformes à ce résumé. On s'en tiendra à quelques exemples.

Une note de blog de Jacy Reese (alors salarié d'ACE) du 21 avril 2016[1] illustre assez bien la volonté contradictoire de tenir compte des critiques et de ne pas lâcher prise sur les chiffrages d'impact. D'un côté, Reese reconnaît l'énorme incertitude pesant sur les estimations d'ACE, et ajoute qu'ACE « est tout à fait d'accord avec les personnes qui ont exprimé leur scepticisme sur la fiabilité de [ses] estimations fondées sur des données peu robustes ». Il développe l'étendue des données manquantes, les biais pouvant entacher la qualité des résultats… Puis, il explique qu'à ACE, ils sont tout de même très attachés au principe d'établissement de ratios coût-efficacité parce que c'est avec cet outil qu'on peut dire qu'une association est plus efficace qu'un autre. (Certes, mais à condition que l'estimation tienne debout.) Il dit son espoir de progresser vers des estimations meilleures, parle de voies envisagées pour y parvenir en précisant que chacune a ses limites et défauts, et propose aussi des améliorations de type emplâtre sur jambe de bois : comme celle consistant à présenter une estimation d'impact non sous la forme d'un nombre, mais d'un intervalle. (Le problème est qu'un chiffre sans fondement transformé en intervalle centré sur ce chiffre est un intervalle sans fondement.)

La page d'ACE intitulée « Notre usage des estimations coût-efficacité »[2] est une source qui a davantage de poids puisqu'elle émane de l'équipe dans son ensemble et figure dans la section « méthodologie » du site d'ACE. Il s'agit d'un long article dont on ne retiendra que quelques aspects. Il s'inscrit dans la ligne de ce qu'écrivait Reese en 2016, en plus développé. Cette page contient des exemples de la façon de calculer des ratios coût-efficacité (dans la section « How We Calculate Cost-Effectiveness Estimates »). Plus exactement un seul exemple (noté « exemple 1 » ci-dessous) est développé dans le corps de l'article pour illustrer le principe. Il est habilement choisi : c'est un cas où l'on adhère facilement à l'idée qu'il est concevable de procéder à une estimation d'impact. Trois autres exemples sont donnés, mais plus discrètement : on ne voit de quoi il s'agit que si on clique sur des liens dans l'article.

[1] Article « Some Thoughts on Our Cost-Effectiveness Estimates », blog d'ACE.

[2] Article « Our Use of Cost-Effectiveness Estimates ». C'est une page non datée du site d'ACE qui est probablement revue de temps à autre. Je l'ai consultée le 28 mars, puis le 1er juillet 2019. Les exemples cités dans ce qui suit étaient visibles à ces deux dates.

Exemple 1. ACE se place dans le cas où l'on chercherait à mesurer l'impact d'une campagne pour le Lundi vert (*Meatless Monday*). Si l'on disposait 1) du nombre d'animaux consommés en moyenne par une personne par an ; 2) du nombre de repas qu'on réussit à convertir (de carné à végétarien) grâce à cette campagne, on pourrait en déduire combien d'animaux elle a épargnés. En rapportant ce nombre au coût de la campagne, on parviendrait alors à chiffrer combien d'animaux elle épargne par dollar investi. C'est tout à fait clair. Chacun comprend que si on réunissait des données voulues, ou une approximation raisonnable de celles-ci, on parviendrait au résultat recherché.

Exemple 2. ACE donne le lien vers la feuille de calcul qui a servi de base à au chiffrage du ratio coût-efficacité de Mercy for Animals (MFA) lors de l'évaluation de l'association effectuée en 2016. On y découvre (entre autres) qu'ACE a associé un nombre d'animaux épargnés par clic sur les publicités en ligne de MFA (0,85 animaux), qu'ACE a chiffré le nombre d'animaux épargnés par brochure distribuée par MFA (1,4 animaux), qu'ACE a introduit un coefficient (33% à la louche) pour estimer la part des améliorations du bien-être des poules et poulets imputable à l'action de MFA, que les oiseaux d'élevage dont le bien-être a été amélioré grâce à MFA ont été convertis via un coefficient minorateur en « équivalent animaux épargnés (par non-naissance) », etc. Et c'est à ce prix qu'ACE a produit un chiffre du nombre d'animaux épargnés par dollar investi dans MFA (ou plutôt un intervalle puisque les règles de prudence conduisent à donner des intervalles) : MFA épargne entre -10 et 80 animaux par dollar reçu ou, exprimé avec le second indicateur, MFA épargne entre - 4 et 20 années de souffrance dans les élevages par dollar reçu[1].

Exemple 3. ACE donne le lien vers la feuille de calcul du même style concernant The Humane League (THL). C'est sur cette base qu'ACE a écrit dans son rapport d'évaluation de 2016 qu'il estimait que globalement THL épargnait entre - 6 et 13 vies d'animaux de ferme par dollar dépensé ou, en utilisant le second indicateur, que THL évitait entre -2 et 7 années de souffrance par dollar dépensé. Précisons que si les exemples de chiffrage d'impact des associations qui sont citées dans la page d'ACE décrivant sa méthodologie remontent à 2016, les associations évaluées plus tardivement ont fait elles aussi l'objet d'un exercice de comptage des animaux épargnés par leur action.

[1] La borne inférieure négative est une autre manifestation de la prudence. Chaque variable intervenant dans le calcul est décrite par un intervalle subjectif (gracieusement assorti d'une distribution subjective de probabilité de la valeur effective de la variable dans l'intervalle). Pour plusieurs variables, la borne inférieure de l'intervalle est négative, afin de ne pas écarter la possibilité qu'une action soit contre-productive au lieu d'aider à atteindre le but visé.

Exemple 4. Le dernier exemple fourni par ACE sur sa page « Notre usage des estimations coût-efficacité » est l'étude qu'il a menée sur l'impact des associations animalistes via leur présence sur les réseaux sociaux. Le lien fourni dans le texte renvoie à un billet de blog rédigé par Toni Adleberg et publié le 19 janvier 2017[1]. À cette époque, ACE a eu tout le temps de prendre connaissance des critiques acerbes adressées à ses calculs d'impact. Et pourtant, de nouveau, on assiste à un chiffrage d'impact aux fondements fragiles (c'est un euphémisme). Cette fois, le but du billet est d'expliquer comment est estimé l'impact des vidéos diffusées par les associations recommandées par ACE sur leur page Facebook, plus exactement l'effet de ces vidéos pour amener des personnes à réduire/cesser leur consommation d'animaux, et leur effet pour éviter que des personnes déjà végétariennes ne redeviennent omnivores. De multiples variables entrent en jeu dans le calcul, qu'il ne nous est pas nécessaire de détailler. Il suffit de savoir que l'ingrédient de base du calcul est une autre étude : celle sur l'efficacité des publicités en ligne pour le véganisme (laquelle a fait l'objet de tant de critiques que maintenant le rapport correspondant sur le site d'ACE est précédé d'un bandeau indiquant qu'il s'agit d'une archive et qu'il ne satisfait plus les standards actuels de l'association). Ensuite, différents coefficients minorateurs sont appliqués pour estimer l'impact de vidéos similaires (ou différentes) diffusées sur les pages Facebook des associations. Voici le passage du billet d'Adleberg expliquant la base de l'édifice : « Il est difficile d'estimer à quel degré les réseaux sociaux persuadent les gens de renoncer à la viande car, à notre connaissance, cela n'a jamais été étudié. […] Bien que nous ne connaissions pas le taux de succès précis des publicités [pour le végétalisme] en ligne, nous estimons que pour 1000 clics sur la publicité, 7 nouveaux végétariens sont créés. » Autrement dit : « nous avons besoin d'un chiffre pour faire tourner un modèle, nous n'avons pas la moindre idée de ce que peut être le chiffre réel, alors nous en avons choisi un au hasard. » ACE ne disposait pas non plus de la valeur des divers coefficients entrant dans le calcul, donc les a simplement inventés. Par exemple, puisqu'il fallait estimer à quel degré les pages Facebook des associations empêchaient les végétariens de rechuter vers la consommation de viande, ACE a posé (oui, juste « posé ») que le taux d'évitement de la récidive était de 15%. Adleberg écrit franchement que « par nécessité, nous avons posé certains jugements dans l'équipe pour développer certaines estimations utilisées dans le calculateur ».

On ne peut qu'être admiratif de la transparence d'ACE, qui livre intégralement à ses lecteurs les méthodes employées pour ses évaluations d'impact. Mais comment ne pas être en même temps ahuri qu'il produise et publie des estimations pareilles ? Certes, on pourrait remplir un gros volume en

[1] Toni Adleberg, « How We Evaluate Social Media Impact », blog d'ACE, consulté le 1er juillet 2019.

recopiant la charretée de précautions qui accompagne chacun des textes où il est question de ses calculs d'efficacité : il y a beaucoup d'incertitudes, ACE travaille pour pouvoir proposer des estimations de meilleure qualité à l'avenir, ces ratios ne sont qu'une petite composante parmi beaucoup d'autres de l'appréciation des associations évaluées, etc. Mais ACE n'arrive pas à franchir le pas, et à décider que des chiffrages d'impact produit au prix d'acrobaties pareilles ne valent rien, qu'ils n'ont pas à être publiés, ni à compter ne serait-ce que pour 1% dans l'appréciation d'un mode d'action militant ou dans l'évaluation d'une association.

5. Charity Entrepreneurship et la mesure du bien-être animal

Comme on l'a vu au chapitre 8, Charity Entrepreneurship (CE) s'est tourné courant 2018 vers la cause animale, et a cherché depuis à déterminer sur quels sujets il serait bon de faire émerger de nouvelles campagnes ou associations. Dans ce cadre, l'équipe a produit des rapports dont la version intégrale n'est pas publiée, mais dont on trouve des résumés de quelques pages sur le blog de CE. La recherche a consisté à explorer les chances qu'on a de réussir à faire beaucoup de bien par des voies telles que celles-ci :

- détourner les consommateurs de l'achat de poulet vers l'achat de bœuf ;
- réduire le mal-être des poissons d'élevage en améliorant la qualité de l'eau ;
- favoriser des méthodes de mise à mort moins cruelles dans la lutte contre les animaux nuisibles (rongeurs, insectes...) ;
- favoriser la contraception humaine pour freiner la croissance de la demande de produits animaux ;
- limiter les mutilations pratiquées sur les animaux d'élevage ;
- Etc.

Dans chaque rapport, CE explique pourquoi chacune des interventions envisagées lui paraît plus ou moins prometteuse. Le site de l'organisation ne permet pas de voir la composition intégrale de l'équipe qui travaille à la recherche sur les animaux, mais on peut la supposer peu nombreuse parce que les mêmes deux ou trois noms d'auteurs reviennent sur tous les rapports. Ce n'est pas le détail de chaque rapport qui nous intéresse ici, mais un outil bâti par CE en amont, et qui sert de point d'appui à chacune des études produites par la suite. Cet outil, baptisé « Indice pondéré de bien-être animal », n'est ni plus ni moins qu'une mesure chiffrée du bien-être des animaux sur une échelle de – 100 à 100. CE prend cette production suffisamment au sérieux pour s'en servir systématiquement dans ses évaluations. Le principe de construction de l'indice

est présenté dans un billet de blog daté du 17 septembre 2018[1]. Les explications fournies sont insuffisantes pour comprendre comment ils comptent procéder exactement pour combiner les données servant d'ingrédients. Elles sont très suffisantes par contre pour savoir que, dans la plupart des cas, ces données sont inconnues. Même pour les espèces pour lesquelles on dispose de quelques connaissances, il faudrait passer un temps considérable à parcourir la littérature biologique et comportementale pour les en extraire. En effet, le fameux indice est la somme pondérée (par des coefficients choisis par ses auteurs) de divers indicateurs, qui eux même sont des sommes pondérées puisqu'ils font intervenir plusieurs facteurs qui devraient donc a) être connus et chiffrés, b) être combinés selon une formule qui fait sens. Les indicateurs qui sont combinés pour produire l'indice de bien-être (avec des pondérations différentes, les plus lourdes étant sur les deux premiers) sont les suivants : (1) le taux de mortalité et les conditions de mort ; (2) la préférence qu'auraient les humains pour être ce genre d'animal sous le voile d'ignorance ; (3) les maladies, blessures et handicaps ; (4) la soif, faim et malnutrition ; (5) l'anxiété, la peur, la douleur, la détresse ; (6) les menaces venant de l'environnement ; (7) un indice synthétique de marqueurs biologiques ; (8) les restrictions sur le comportement. On pourrait croire que ceci n'est que l'ébauche d'un programme de recherche : un programme qui, peut-être, au bout de nombreuses décennies, permettra de préciser les contours des éléments entrant dans la formule de l'indice, et de rassembler les données nécessaires à son chiffrage. Pas du tout. Dès le 26 novembre 2018, CE publie sur son blog le résumé d'un rapport : tout est déjà chiffré et présenté dans un tableur[2]. On sait d'après d'autre notes de blog que, pour chaque groupe d'espèces, l'équipe de CE n'a mis que 1 à 5 heures pour garnir de chiffres la ligne correspondante du tableur.

Voici une feuille de calcul extraite d'un autre rapport de CE, daté du 4 décembre 2018[3], où l'on trouve, sous forme condensée, les chiffres en question. Ce sont eux qui seront utilisés encore et encore dans les documents cherchant à estimer les gains de bien-être qui pourraient être obtenus si telle ou telle campagne en faveur des animaux était menée avec succès.

[1] Joey Savoie, « Is it better to be a wild rat or a factory farmed cow ? A systematic method for comparing animal welfare ».

[2] Karolina Sarek, Joey Savoie, David Moss, « From humans in Canada to battery caged chickens in the United States, which animals have the hardest lives: results ».

[3] Karolina Sarek, Joey Savoie, David Moss, « Which animals need the most help from the animal advocacy movement », consulté le 1er juillet 2019.

Animal	Overall	Welfare score	Estimated population size	Odds of feeling pain	Neglectedness	Suffering caused by a small number of reasons
Max score	Priority	100 to -100	In millions	0-100%	Low-High	Many reasons to few reasons
Wild fish for human use	Very High Priority	-47	0.97-2.7 million	60%	High	Many
Wild fish	Very High Priority	-31	3500000	60%	High	Many
FF Fish-traditional aquaculture	Very High Priority	-44	1000000	60%	Mid	Few
FF Turkey	High Priority	-57	244	70%	High	Few
Wild bug	High Priority	-42	10,000,000,000,(	10%	High	Many
FF Broiler chicken	High Priority	-56	22000	70%	Mid	Many
Wild rat	High Priority	-28	7000	72%	High	Mid
EU FF laying hens (enriched cages)	Mid Priority	-46	300	70%	Mid	Mid
Wild bird	Mid Priority	-2	400,000	70%	High	Many
USA FF layings hens (battery cages)	Mid Priority	-57	260	70%	Mid	Mid
Wild Chimp	Low Priority	47	0.3	85%	Mid	Many
Human	Low Priority	32-81	7.7	99%	Low	Many
FF Cow milk	Low Priority	-34	264	75%	Mid	Few
FF Beef Cow	Low Priority	-20	1000	75%	Mid	Few

Voilà. Grâce à CE, nous pouvons calculer la quantité d'utilité associée à chaque espèce ou famille d'espèces. Il suffit de multiplier la probabilité d'être sensible à la douleur, par le nombre d'individus dans la catégorie, et par le score de bien ou mal-être correspondant. Tout est fourni dans le tableau. Il nous informe que la probabilité d'être sensible à la douleur est, par exemple, de 72% pour les rats, 70% pour les poules, 60% pour les poissons et 10% pour les arthropodes. Il n'est pas sûr que ces animaux soient sentients mais, s'ils le sont, on peut associer à chacun un niveau d'utilité. Les humains ont une utilité positive, mais variable selon l'endroit où ils vivent : le niveau de bien-être d'un humain au Canada est de 81, tandis qu'il est seulement de 32 pour un humain en Inde[1]. Les chimpanzés sauvages sont plus heureux que les humains indiens, mais moins que les humains canadiens. Chez tous les animaux, sauf les chimpanzés, le solde hédonique est négatif, mais avec des nuances dans le degré de malheur selon les cas : les poissons sauvages sont un peu moins mal (- 31) que les vaches laitières en élevage industriel (- 34) mais un peu plus malheureux que les rats (- 28). Ca va très mal pour les insectes (- 42) mais quand même moins mal que pour les poulets en élevage industriel (- 56). Ne doutons pas un instant que l'équipe de CE soit elle aussi capable d'écrire beaucoup de lignes pour atténuer le choc, en expliquant

[1] Dans le tableau condensé qui a été reproduit, il n'y a qu'une seule ligne pour les humains avec deux valeurs : 32 et 81. Il faut se reporter au tableau inclus dans le rapport que nous avons cité dans la note 2 de la page précédente pour voir (sur deux lignes différentes) que 81 est le score de bien-être des humains vivant au Canada, et 31 le score de bien-être des humains vivant en Inde.

que de nombreuses incertitudes entachent ses évaluations. Le fait reste : ils ont publié cela et s'y sont référés à maintes reprises.

6. Les évaluations fantaisistes ne disent ni tout ni rien de l'AEA

Les équipes de l'AEA sont riches en personnes qui maîtrisent bien les techniques quantitatives. C'est un réel atout pour procéder à des études ou comparatifs d'études existantes, quand ils impliquent le traitement de chiffres et la compréhension de la manière dont ils sont recueillis ou établis. Un exemple parmi d'autres : on trouve sur le blog d'ACE une analyse éclairante de le question « Le nombre de végétariens et véganes augmente-t-il aux États-Unis ? »[1] ; elle contraste agréablement avec la propension de nombre d'animalistes à reproduire n'importe quel sondage ou pseudo-sondage annonçant des pourcentages significatifs de végétariens dans la population.

Les altruistes efficaces ont un penchant à garnir leurs documents de chiffres, d'équations, de schémas de la famille « carte d'impact », et une facilité à écrire des pages sur des questions de méthodologie liées au traitement de données numériques. En soi, ce n'est ni une qualité ni un défaut : reste à faire tri entre les occurrences où ces éléments apportent une information fiable, sont neutres (des composantes décoratives dont on pourrait se passer), ou véhiculent des données contestables sous habillage scientifique.

Les points vus dans ce chapitre ne résument pas l'usage que font les altruistes efficaces animaliers (AEAs) de données chiffrées (qui comporte aussi bon nombre de statistiques descriptives non problématiques). Ils ne doivent pas non plus faire oublier qu'ils se documentent aussi via le recueil d'informations qualitatives.

J'espère avoir pris dans ce qui précède suffisamment de précautions pour qu'il soit clair qu'il ne s'agit pas de mésestimer le travail accompli par les AEAs dans sa globalité. Par contre, il est légitime de se montrer suspicieux lorsqu'ils entrent dans le champ des mesures d'efficacité, que les gains soient directement exprimés en unités d'utilité, ou via des proxys. Les AEAs n'ont pas créé un indice fiable de bien-être, et ne sont pas près de le faire. Ils n'ont pas non plus créé un calculateur fiable indiquant combien d'animaux on sauve par dollar investi dans la cause animale, et ils ne sont pas près de l'établir. Ce genre de calculateur est concevable pour des associations qui fournissent des services à des individus déterminés (Combien d'enfants sont vaccinés contre la rougeole dans un dispensaire, et de combien cela réduit-il la mortalité ? Combien d'animaux sont abrités et nourris dans un refuge ?). Mais s'agissant d'organisations qui s'emploient, par des voies multiples, à tenter de changer la condition animale, qui pour partie visent des évolutions qui auront lieu (ou pas) à long terme, et qui

[1] Saulius Šimčikas, « Is the Percentage of Vegetarians and Vegans in the U.S. Increasing ? » blog d'ACE, 16 août 2018.

interviennent parmi une foule d'autres acteurs œuvrant dans le même sens ou en sens contraire, l'établissement du lien entre l'euro dépensé à les soutenir, et un nombre de vies épargnées, ou un nombre de points de bien-être gagnés, ressemble à la quête du Graal. On doit se montrer vigilant lorsque des AEAs mettent ce genre de considérations dans leurs rapports, avec ou sans circonvolutions expliquant les limites de l'exercice. Ils sont aux premières loges pour savoir la quantité d'hypothèses arbitraires qu'ils ont introduites pour produire ce type de chiffrages. Néanmoins, il y a des chances qu'ils récidivent chaque fois que les critiques externes ne seront pas assez virulentes pour les contraindre à reculer. Le problème est que l'aiguillon qui pousse à le faire est dans l'ADN de l'altruisme efficace. Il se présente comme le mouvement qui va définir *The Most Good You Can Do* (le maximum de bien que vous pouvez faire). Tout son investissement en « méta » va dans ce sens : vous orienter vers les associations qui font le plus de bien, en faire naître là où la récolte de bien-être ou la réduction de mal-être sera la plus abondante, parvenir à hiérarchiser les causes… Dans cette ambiance, la tentation est grande pour les travailleurs des méta-organisations de brûler les étapes (à supposer qu'elles soient franchissables) et d'exhiber des classements, et des ratios d'efficacité, qu'ils n'ont pas les moyens d'établir proprement.

Chapitre 10
Utilitarisme et inclusivité dans l'altruisme efficace animalier

Ce chapitre est consacré aux valeurs et convictions éthiques qui guident l'altruisme efficace animalier (AEA). Il nous conduira à constater qu'elles sont similaires à celles qui prévalent dans d'autres compartiments de l'altruisme efficace (AE). Il permettra aussi d'observer comment ces valeurs se manifestent sur des questions qui touchent spécifiquement le monde des défenseurs de la cause animale.

1. La philosophie d'ACE

Le site d'ACE comporte une page intitulée « Les fondements philosophiques de notre travail »[1]. On y retrouve une caractéristique générale de l'AE : le fait de s'appuyer sur un seul courant de philosophie éthique, l'utilitarisme, sans que ce soit dit de façon explicite. Cette phrase pourrait même passer pour une dénégation : « Nous [ACE] ne sommes liés à aucune théorie éthique en particulier sur la manière dont les gens devraient prendre leurs décisions. » Le texte explique que des personnes peuvent avoir une conception de la morale qui les conduit à prêter attention à des facteurs autres que l'impact de leurs actions sur le bien-être : par exemple, elles peuvent juger important de promouvoir l'égalité, ou refuser d'agir de certaines manières dans leurs relations avec les autres. Puis, ACE affirme à nouveau sa neutralité éthique : « Pour l'essentiel, nous n'avançons aucune hypothèse sur la question de savoir si des caractéristiques des actions, autres que leur impact sur le bien-être sont moralement pertinentes. » Plus loin, ACE annonce sobrement que « nous travaillons simplement pour identifier les actions qui ont le plus grand impact sur le bien-être ». En clair : ACE comprend très bien que des personnes puissent avoir d'autres valeurs, mais annonce que le seul critère qu'il utilisera pour juger de l'efficacité des associations, ou des formes d'actions, est l'impact sur le bien-être, soit le critère utilitariste.

La manière qu'a ACE d'expliquer son investissement dans la défense des animaux soumis à l'élevage industriel le confirme :

> Nous pensons que si un individu futur devait connaître plus de souffrance que de joie, il est préférable de faire en sorte que cet individu ne naisse pas, toutes choses égales par ailleurs. Par exemple, nous considérons qu'une action a un résultat positif si elle évite à un animal de naître dans l'élevage industriel. Nous ne savons pas avec certitude s'il vaut mieux pour un animal de ne pas naître du tout plutôt que de naître dans une ferme-usine ; nous

[1] « The Philosophical Foundation of Our Work », page non datée du site d'ACE, consultée le 6 avril 2019.

> opérons en supposant que les animaux dans les fermes-usines mènent des vies dont le solde en termes de bien-être est négatif, et qu'il vaut mieux par conséquent leur éviter de naître.

Ce qui est notable, pour notre propos, n'est pas qu'ACE fasse valoir que les conditions de vie sont exécrables dans l'élevage intensif. C'est le fait que l'unique critère avancé pour justifier l'investissement d'ACE dans la lutte contre l'élevage industriel soit l'hypothèse que le solde [plaisirs – peines] des animaux est négatif, alors même que les auteurs précisent ne pas pouvoir le démontrer avec certitude. Si l'équipe d'ACE n'était liée à aucune théorie éthique en particulier, elle mentionnerait aussi des raisons de s'opposer à l'élevage issues d'autres théories éthiques ou de la morale commune : par exemple, le fait de juger immoral que des êtres sentients soient des propriétés, soient privés de tout contrôle sur leur existence, soient mis à mort sans nécessité…

La déclaration philosophique d'ACE est également conforme à la ligne générale de l'AE en ce qu'elle s'écarte de l'idéal utilitariste théorique sur un seul point : il n'est pas exigé des altruistes qu'ils aillent jusqu'à ne pas donner plus de poids à leurs intérêts personnels qu'à ceux de n'importe qui d'autre. (La norme est abaissée pour éviter d'avoir un effet dissuasif en demandant trop.) « Nous ne soutenons pas que nos lecteurs doivent toujours agir de la façon qui a le plus grand impact positif, si exigeant que cela puisse être », écrit ACE.

Il serait fastidieux de parcourir chacune des organisations de l'AEA pour montrer qu'elles sont au diapason du reste de l'AE pour ce qui est de leur orientation éthique : c'est effectivement le cas. Restons sur l'exemple d'ACE, et envisageons maintenant sous un autre angle le rapport entre l'AEA et l'utilitarisme, en reprenant l'idée développée par Kahane *et alii* (2018), selon laquelle la proximité psychologique avec l'utilitarisme comporte deux dimensions distinctes : la bienfaisance impartiale et le mal instrumental (cf. chapitre 6). Nous savons que, dans l'AE constitué, les deux dimensions sont présentes, la seconde n'étant franchement requise que sous la forme de la non-assistance instrumentale (cf. chapitre 8). La page « Fondements philosophiques » d'ACE contient de façon évidente la dimension « bienfaisance impartiale ». La mission-même d'ACE est de solliciter la générosité, puisqu'il s'agit de guider des donateurs vers des associations jugées performantes. De plus, ACE indique explicitement que la considération morale est due aux êtres sentients, indépendamment de leur race, genre ou espèce. ACE affirme que « la moralité d'une action ne dépend pas de la proximité de ceux qu'elle affecte », prenant l'exemple des chiens lointains abattus pour leur viande à Yulin, envers qui nous n'avons pas moins d'obligations qu'envers un chien errant de notre voisinage.

Qu'en est-il de la non-assistance instrumentale, c'est-à-dire de la désignation explicite de bénéficiaires potentiels qu'il ne faut *pas* aider, quand bien-même ils en auraient un besoin criant ? Nous avons vu au chapitre 7 (§ 3.2.) qu'elle est bien

présente dans le reste de l'AE. Elle n'a de sens que si le but est de détourner des personnes qui donnent déjà, ou s'apprêtent à donner, à un groupe dans le besoin, au motif qu'elles feront plus de bien en dirigeant leurs ressources ailleurs. La page « Fondements philosophiques » d'ACE (en excluant les liens) semble exempte de ce trait. ACE se contente d'expliquer qu'il a choisi pour sa part de s'occuper des animaux d'élevage parce qu'il juge que c'est la voie la plus prometteuse pour aider le maximum d'animaux tout en ajoutant :

> Nous nous soucions profondément du bien-être de tous les sentients et pensons que la souffrance d'un lapin dans un laboratoire importe autant que celle d'une poule en cage. […] L'accent que nous mettons sur l'identification des causes, interventions et associations peut donner l'impression qu'il y a une seule manière d'être le plus efficace. En fait, nous pensons que l'approche la plus efficace est probablement plurielle, et nous espérons qu'une grande diversité d'associations continueront à mener un large éventail d'interventions pour aider toutes les populations animales. Nous continuerons toutefois à recommander que les ressources supplémentaires *(marginal resources)* soient dirigées vers les animaux de ferme aussi longtemps qu'ils ne recevront qu'une petite fraction des ressources consacrées aux animaux alors qu'ils sont l'immense majorité des animaux qui souffrent aux États-Unis. (ACE, *op. cit.)*

Cette position fait preuve d'une ouverture remarquable au nécessaire pluralisme. Il n'y est pas question de pousser à priver de ressources d'autres secteurs de la protection animale, seulement du choix d'ACE de travailler à dégager des moyens supplémentaires spécifiquement pour les animaux d'élevage, et des justifications de ce choix. Pourtant, il suffit de creuser un peu pour découvrir que la non-assistance instrumentale est bien présente dans l'AEA.

2. Refuges *versus* animaux d'élevage : un schéma devenu populaire

Le passage cité à la fin de la section 1 ci-dessus contient un lien cliquable conduisant vers un autre texte d'ACE intitulé « Pourquoi, les animaux d'élevage ? »[1]. Il contient le graphique suivant, relatif aux États-Unis. Ce graphique a été maintes fois repris au sein de l'AE (par McAskill et Singer notamment), c'est pourquoi on doit y prêter attention. À gauche, on voit l'importance relative du nombre d'animaux tués selon qu'ils sont destinés à la consommation, euthanasiés dans des refuges, tués dans des laboratoires, etc. À droite, on voit la répartition des sommes données à la cause animale, selon

[1] « Why Farmed Animals ? », site d'ACE, section « Donation Advice », consulté le 7 avril 2019. Il s'agit d'une page attribuée à l'ensemble de l'équipe. À la date de consultation, la dernière révision de cette page remonte à novembre 2016. Le graphique que nous allons commenter figurait déjà dans un article de Jon Bockman publié sur le blog d'ACE le 21 juillet 2016.

qu'elles sont destinées aux résidents des refuges, aux animaux d'élevage, ou à d'autres animaux. Deux rubriques vont par la suite s'imposer comme les termes privilégiés de la comparaison : animaux d'élevage *versus* animaux des refuges.

« Pour chaque chien ou chat euthanasié dans un refuge, environ 3400 animaux de ferme sont abattus », commente ACE. On pourrait crier au truisme sachant que la vocation normale des refuges est de maintenir les animaux en vie, tandis que celle de l'élevage est de tous les conduire à la mort. De même, les dépenses mises en parallèle ne sont pas du même ordre. Les frais engagés par les refuges permettent aux résidents de consommer (manger, avoir un abri, accéder à des soins vétérinaires). Les dépenses allouées à la défense des animaux d'élevage ne consistent pas à assurer leur entretien (ce sont les éleveurs qui le font). Elles consistent à payer des salariés d'organisations animalistes, à produire des études et enquêtes, à rembourser des frais de déplacement, à fournir du matériel à des bénévoles… pour toutes sortes d'actions qui, si elles réussissent, diminueront le nombre d'animaux soumis à l'élevage intensif, ou rendront leurs conditions de vie moins mauvaises. Néanmoins, on comprend bien l'intention du schéma d'ACE : faire apparaître la disproportion colossale entre le nombre d'animaux victimes de l'élevage et la faiblesse des dons destinés à leur venir en aide. La disproportion n'est pas surprenante : elle reflète la différence de statut et d'attachement aux animaux compagnons et aux animaux mangés dans nos sociétés. Néanmoins, elle permet de souligner le besoin particulier de sensibiliser

au sort des animaux d'élevage et d'offrir des ressources en temps ou argent pour le faire.

La comparaison n'est opérée par ACE qu'à l'intérieur de la sphère « cause animale », bien que le principe d'indifférence à la cause permette de faire plus. ACE ne s'aventure pas à comparer les sommes gigantesques allouées aux causes humaines au peu de ressources destinées aux animaux d'élevage. Il ne le fait ni à propos d'humains dans la pauvreté extrême (comme ceux aidés par les associations recommandées par GiveWell), ni non plus concernant les dons (très élevés en comparaison) que les Étasuniens dirigent vers l'éducation, la santé, ou les services sociaux destinés à leurs concitoyens. On observe par ailleurs que la comparaison refuges/élevages repose sur le nombre d'individus concernés, mais s'arrête à la sphère dans laquelle ACE a choisi de s'investir : sans quoi les animaux pêchés seraient arrivés en tête des oubliés des donateurs par rapport au nombre d'individus affectés.

Voyons à présent comment le glissement a eu lieu du constat « on donne très peu pour les animaux d'élevage par rapport aux animaux des refuges » vers la suggestion « donnez moins pour les refuges et placez le temps/l'argent ainsi économisé au service des animaux d'élevage. »

3. Les refuges dans le rôle de mauvais placement altruiste

Le 24 septembre 2015, Jon Bockman (alors directeur d'ACE) publie sur le blog de l'association un article sur le thème des refuges accueillant des animaux de ferme[1]. L'auteur estime qu'on doit donner la priorité à la fonction éducative de tels refuges, plutôt qu'à leur rôle de sauvetage d'animaux. Selon lui, l'utilité de ces lieux est avant tout de susciter la sympathie envers les animaux d'élevage, et de fournir l'occasion d'expliquer au public ce que leurs semblables subissent dans les exploitations agricoles. Mais, au-delà de cette fonction démonstrative, il faut avoir conscience, dit Bockman, que les ressources consacrées au sauvetage d'animaux privent de moyens d'autres secteurs de l'action animaliste. L'auteur note que le coût lié à l'accueil de résidents dans les refuges peut être réduit lorsque ces refuges mettent sur pied de bons programmes d'adoption, de manière à ne pas devoir durablement pourvoir à l'entretien des animaux. Il ne franchit pas l'étape suivante, consistant à désigner l'adoption d'animaux comme inefficace, bien qu'elle soit dans la suite logique du raisonnement amorcé. Car, une fois les animaux accueillis dans des familles, ils continuent à consommer. Il était donc possible de poursuivre en soutenant que le défenseur performant des animaux devrait s'abstenir de dilapider son temps et son argent avec des animaux compagnons pour mieux servir les animaux d'élevage.

[1] « The Value of Sanctuaries and How to Maximise Their Impact ».

Une page du site d'ACE intitulée « Le bénévolat efficace »[1] parcourt les différentes manières de donner de son temps pour les animaux (faire pression sur les entreprises, faire pression sur le personnel politique, tenir des tables d'information, manifester, etc.). Le bénévolat dans les refuges n'est mentionné qu'à la toute fin du texte, en ces termes :

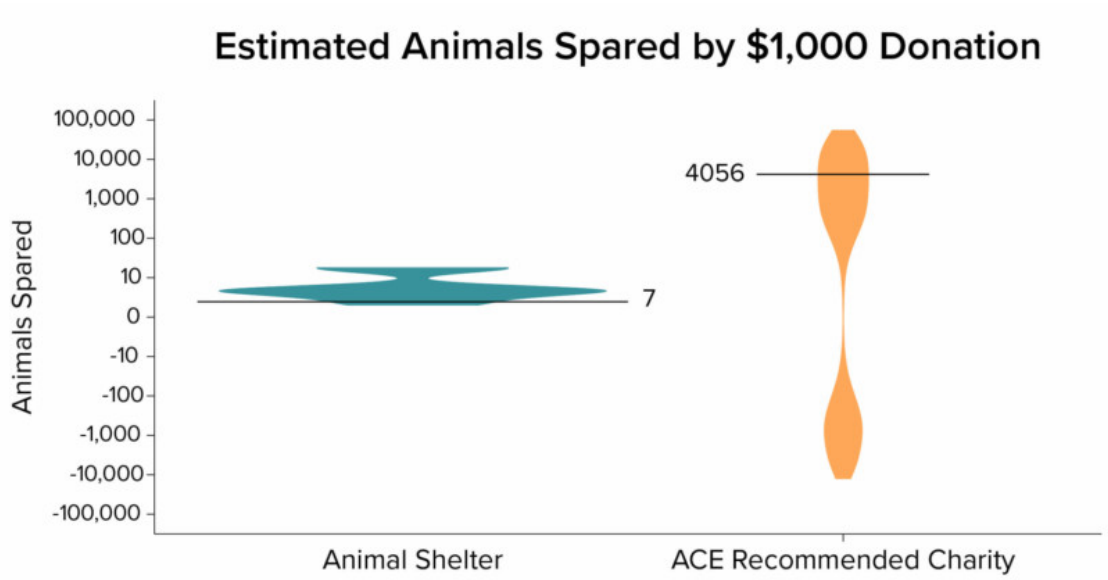
> Beaucoup de gens tirent un plaisir personnel à faire occasionnellement du bénévolat dans des refuges locaux […]. Nous ne considérons pas qu'il est "mal" de consacrer un peu de temps à des activités qui développent vos liens avec les animaux et vous encouragent à apporter d'autres contributions dans des domaines tels que celui des animaux d'élevage. Nous vous recommandons toutefois d'avoir conscience que ces activités servent surtout à vous sentir bien, et à rester suffisamment en forme pour militer durablement pour les animaux ; mais ce n'est pas la manière la plus efficace de leur venir en aide. Ces activités peuvent cependant s'avérer positives si elles fortifient votre engagement pour la cause animale.

Dans les deux textes précités, les animaux des refuges ne sont désignés comme bénéficiaires recommandés de l'altruisme que dans la mesure où ils sont des *moyens* au service de la défense des animaux d'élevage. Les aider au-delà de ce point constitue pour ACE une allocation inefficace des ressources : il n'y a pas lieu de secourir plus d'animaux que le strict nécessaire pour assurer leur fonction éducative auprès des visiteurs (sensibilisation du public), et pour doper le moral des militants qui les côtoient occasionnellement.

La comparaison entre les refuges et la lutte contre l'élevage intensif d'ACE appelle une autre remarque. Si vous regardez les associations recommandées par GiveWell, ou autres organismes du secteur de l'AE dédiés aux pauvres du tiers-monde, ce sont presque toutes des associations qui procurent à des individus très démunis de quoi mieux satisfaire leurs besoins. Personne ne dit que c'est un puit sans fond, et qu'il vaudrait mieux limiter l'action humanitaire à ce qui est nécessaire à but démonstratif. Ni qu'on ne doit aller faire du volontariat auprès des populations les plus pauvres que si l'on en ressent le besoin pour « se sentir bien » et rester motivé, mais que l'essentiel des ressources destinées à combattre la misère humaine devraient être consacrées à agir sur les facteurs socio-économiques structurels qui entretiennent la pauvreté : les détracteurs de l'AE lui reprochent précisément d'être très absent sur ce terrain. L'AEA propose à l'inverse de beaucoup miser sur le changement structurel pour améliorer la condition animale. En cela, il est proche du mouvement de libération animale en général. Toutefois, il est rare de retrouver ailleurs dans ce mouvement l'ardeur à mettre les refuges en concurrence (défavorable) avec l'action pour les animaux élevés pour la consommation humaine.

[1] Page « Volunteer Effectively » du site d'ACE, consulté le 9 avril 2019.

Citons un autre document d'ACE qui prend comme point de comparaison les refuges pour montrer qu'il est préférable de soutenir l'action contre l'élevage intensif. Il s'agit de ce graphique illustrant le nombre d'animaux sauvés par un don de 1000 $, selon que vous donnez aux associations recommandées par ACE, ou que votre argent va à des refuges.



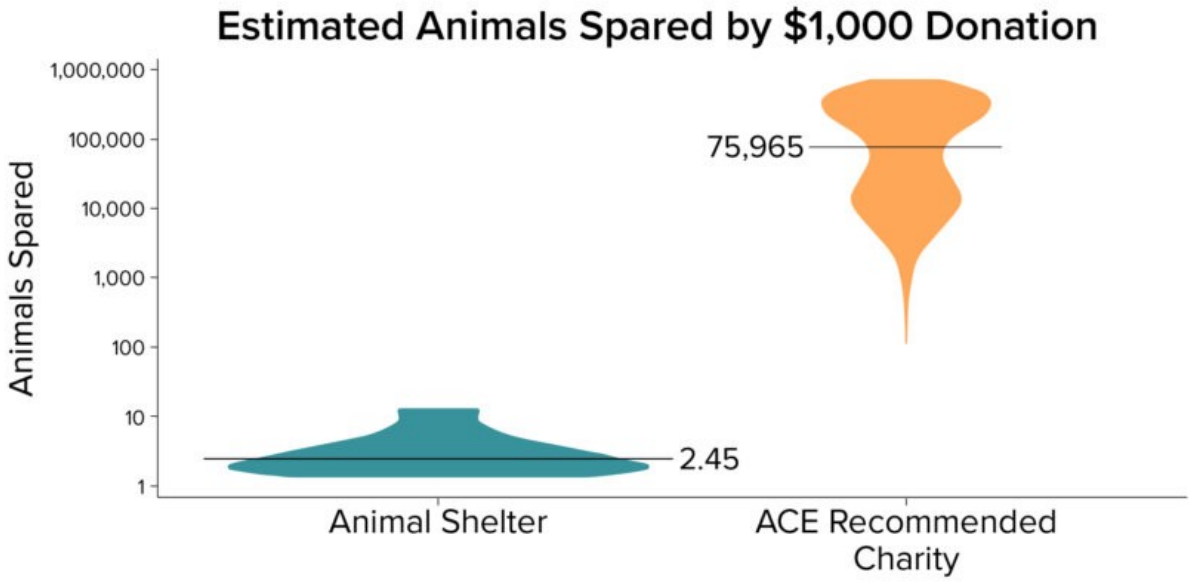
Le graphique se trouve dans un article intitulé « Impact des dons » dont la dernière actualisation remonte à janvier 2018[1]. Cette fois, la comparaison se fait directement en vies épargnées, et non en sommes reçues par différents compartiments de la défense animale. La morale du graphique est que les refuges sauvent peu d'animaux tandis que lutter contre l'élevage (via les associations recommandées par ACE) en sauve beaucoup plus. ACE précise néanmoins, sous le graphique, qu' « animaux épargnés » n'a pas le même sens dans les deux cas. Les refuges permettent à des animaux de rester en vie. La lutte contre l'élevage industriel évite la naissance d'animaux qui auraient vécu dans les fermes-usines, ou améliore les conditions de vie d'animaux en élevage.

Intéressons-nous au côté « animaux de ferme » du graphique, en essayant de ne pas nous perdre en détails techniques, d'autant que l'article dont est extrait

[1] Article « Donation Impact », site d'ACE, consulté le 12 avril 2019. À la date de consultation de cette page, la dernière actualisation opérée par ACE remontait à janvier 2018.

le schéma ne permet pas de connaître exactement les calculs sous-jacents[1]. On sait seulement qu'ACE a « combiné » les résultats de ses évaluations coût-efficacité de 2017 concernant 5 associations (The Humane League, Animal Equality, L214, Open Cages et CIWF USA). Le chiffre 4056 est une moyenne (plus exactement, une espérance mathématique).

Les 4056 animaux épargnés en moyenne (espérance) ont été calculés avec des coefficients de conversion de poules et poulets que des entreprises se sont engagées à élever dans de moins mauvaises conditions en équivalent animaux non-nés (évitant une vie de souffrance), des coefficients subjectifs d'imputation de changements des conditions d'élevage à telle association, des convertisseurs de nombre de tracts distribués en personnes optant pour le végétalisme, etc. On peut se faire une idée du degré phénoménal de dépendance de ce genre d'estimations numériques aux valeurs subjectivement attribuées par les évaluateurs aux paramètres inconnus en comparant le graphique reproduit plus haut, à la version qui figurait dans la version précédente de la page « Impact des dons d'ACE » (reproduite dans Nathan, 2017) :



[1] Le schéma d'ACE utilise un « diagramme en violon » qui est une façon de rendre visuellement la distribution d'une variable numérique. Il recourt (comme on le voit sur l'axe des ordonnées) à une échelle logarithmique, qui a pour effet d'écraser les valeurs importantes, et de grossir relativement les valeurs faibles. On remarque que le schéma n'exclut pas que les associations recommandées par ACE puissent avoir un impact négatif en termes de vies épargnées. La « moyenne » reste positive (et forte) parce que, dans le calcul sous-jacent, des nombres d'animaux et/ou des probabilités plus faibles sont associés aux éventualités d'impact négatif qu'à celles d'impact positif. L'introduction d'un risque non nul d'impact négatif est un reflet de la prudence croissante manifestée par ACE, dans le choix des chiffres utilisés pour remplacer des données manquantes, suite aux critiques suscitées par ses estimations.

Le nombre d'animaux épargnés en moyenne (espérance) par un don de 1000 $ à des associations recommandées par ACE a connu une chute vertigineuse : 76 965 dans la version affichée en 2017, et « seulement » 4056 en 2018. La raison n'en est pas que les associations recommandées auraient connu une chute de performances catastrophique. C'est seulement qu'au fil du temps, ACE revoit ses conventions de calcul, et que les conventions font le résultat.

ACE aurait pu expliquer l'importance d'agir pour les animaux d'élevage, et exposer les raisons qui lui faisaient penser que telle association s'y prenait bien pour le faire, sans passer par cette cuisine. ACE aurait pu aussi se contenter d'insister sur les façons dont les donateurs pouvaient dégager des ressources pour lutter contre l'élevage en se montrant plus généreux, ou en réorientant vers les animaux d'élevage des dons en temps ou en argent qu'ils faisaient antérieurement au bénéfice d'individus pour qui ces dons ne sont pas d'une nécessité vitale. Ce n'est pas le choix qui a été fait. La désignation d'un secteur de la protection animale qui sauve des vies comme exemple d'allocation inefficace des dons est bien présente.

À la suite d'ACE, l'usage s'est répandu dans le milieu de l'AE de prendre comme cible privilégiée les refuges. Pour ne donner qu'un exemple, lors de son passage en France en 2018, à l'occasion de l'édition française de *L'Altruisme efficace*, Peter Singer a mentionné dans plusieurs de ses interventions l'argent allant aux refuges (comparé aux faibles sommes données pour défendre les animaux d'élevage) comme exemple d'allocation inefficace des ressources. Dans une vidéo enregistrée pour Iamvegan.tv et diffusée le 13 octobre 2018[1], Peter Singer reprend exactement l'argumentaire d'ACE, à ceci près qu'il ne cite que les chiens et chats comme résidents des refuges. Après avoir rappelé que les animaux dans les élevages sont bien plus nombreux et souffrent beaucoup plus que les chiens et les chats, Singer dit ceci à propos des personnes qui apportent leur aide à des refuges :

> Que ce soit parfaitement clair, j'admire leur préoccupation pour les animaux, mais j'espère qu'ils se demanderont si ce qu'ils font est réellement le mieux qu'ils puissent faire pour les animaux et qu'ils *redirigeront* [souligné par moi] une partie de l'argent ou de l'énergie qu'ils consacrent à aider les chiens et chats à aider les animaux de ferme. Honnêtement, je ne vois pas pourquoi nous devrions nous soucier davantage du bien-être d'un chien que du bien-être d'un cochon.

Au vu des éléments rassemblés jusqu'ici, il s'avère que l'AEA est en parfaite conformité avec le reste de l'AE pour ce qui est de sa ligne éthique. Le fondement utilitariste s'exprime dans le fait que l'impact sur le bien-être est l'unique critère mis en avant pour déterminer l'action bonne. On retrouve dans l'AEA les deux

[1] Vidéo intitulée « Peter Singer – Aider en priorité les animaux d'élevage ».

versants de l'utilitarisme distingués par Kahane *et alii* : la bienfaisance impartiale, et le mal instrumental. Comme ailleurs dans l'AE, la bienfaisance impartiale est tempérée par le signal envoyé aux altruistes qu'on n'exige pas d'eux qu'ils donnent le même poids à leurs intérêts personnels qu'à ceux de n'importe qui d'autre. (Ils peuvent continuer à se privilégier eux-mêmes, du moment qu'ils font un effort pour être plus généreux.) Comme ailleurs dans l'AE, la forme la plus marquée d'appel au mal instrumental réside dans la préconisation de la non-assistance instrumentale.

4. Exemples de réactions négatives aux orientations de l'AEA

Kahane et *alii* ont avancé (à titre simplement d'hypothèse, et non de fait établi) qu'il se pourrait que l'adhésion à l'utilitarisme corresponde à des profils psychologiques rares. Ils ont également observé que, chez les profanes (les non-philosophes), les personnes approuvant le versant « bienfaisance impartiale » de l'utilitarisme présentaient souvent des traits différents de celles approuvant le versant « mal instrumental ». On peut dès lors s'attendre à ce que l'adhésion de l'AEA à l'utilitarisme, et la présence manifeste dans l'AEA des deux versants distingués par Kahane *et alii*, suscitent des attitudes de rejet chez certains autres acteurs du mouvement animaliste. Nous allons dans cette section citer des exemples de telles réactions.

Exemple 1 : Ingrid Newkirk. Sur le blog de PETA, on peut lire la transcription d'un discours d'Ingrid Newkirk prononcé en 2016, sous le titre « Que se passerait-il si l'élevage industriel devenait *la seule chose* à laquelle nous travaillions tous à mettre fin ? »[1]. Ce sont clairement les AEAs et l'appel d'ACE à privilégier la lutte contre l'élevage industriel au détriment d'autres secteurs de la protection animale, qui sont ciblés par Newkirk. Elle décrit les gens d'ACE comme « de bonnes personnes » qui mènent des évaluations « pour promouvoir l'idée que la seule chose efficace est de lutter contre l'élevage intensif », mais dont « le raisonnement est insensé ». Pour partie, son discours joue sur l'aversion que peut inspirer la non-assistance instrumentale, dès lors qu'on se représente distinctement les individus qu'il faudrait abandonner à leur sort. Newkirk incite à cette réaction en donnant des exemples concrets d'animaux (chiens maltraités, animaux de cirques, de laboratoire, élevés pour leur fourrure…) qui ont été secourus par PETA, et qui ne l'auraient pas été si le mouvement animaliste s'était uniquement soucié des animaux destinés à la consommation alimentaire. Mais, pour partie, Newkirk défend sa position sur la base d'un désaccord stratégique, si bien qu'on peut aussi comprendre son intervention comme l'expression d'une

[1] Ingrid Newkirk, « Hey, What if Factory Farming Were *the Only Thing* Anyone Worked to End ? », blog de PETA, 1er septembre 2016, consulté le 15 avril 2019.

différence de jugement sur la bonne manière d'être efficace. Newkirk défend l'intérêt pratique d'être présent sur plusieurs fronts pour faire avancer la cause animale. Elle mentionne le nombre de personnes qui ont été attirées sur le site de PETA parce que l'association était intervenue, ou avait pris position, sur des faits divers qui les avaient émues (la mort du lion Cecil, par exemple) et qui, une fois sur le site, ont pu s'informer sur d'autres thèmes auxquels elles n'avaient pas prêté attention jusqu'alors. Elle fait valoir qu'il importe de faire en sorte que les enfants ne grandissent pas en considérant qu'il est normal d'asservir les animaux, et qu'à ce titre, il est utile de se mobiliser contre les zoos et les cirques. Pour elle, il serait aberrant d'attendre que tout le monde soit devenu végétalien pour s'attaquer à d'autres aspects de la condition animale, car « nous sommes un mouvement *pour les droits des animaux* : un mouvement qui s'oppose au spécisme sous toutes ses formes, c'est-à-dire, certes, un mouvement qui s'oppose à la cruauté envers les poulets et les vaches, mais aussi envers les chiens, les chats, les éléphants, les dauphins, les ours, les souris et les singes. »

Exemple 2 : Martin Balluch. Balluch rédige une note de blog[1] en mai 2018, après avoir assisté à un atelier du CEVA (Center for Effective Vegan Advocacy), animé par Tobias Leenaert. Chez Balluch, l'opposition à l'AEA porte ouvertement sur la philosophie éthique. Il n'adhère pas du tout à l'utilitarisme « tacite » des altruistes efficaces, qui selon lui est, de plus, une forme « très crue et très naïve » de cette doctrine. Balluch se déclare en lutte pour les *droits* des animaux, pour les libérer de l'oppression, ce qui n'est pas la même chose, explique-t-il, que de vouloir réduire la souffrance, de quelque origine qu'elle soit et par n'importe quel moyen. Il observe que les utilitaristes ne se précipitent pas pour remettre en cause les droits humains, mais que, par contre, ils ne posent aucune limite sur les manières envisageables d'intervenir sur la vie des autres animaux, sur le mode du « dictateur bienveillant » (c'est ici la pensée RWAS qui est en ligne de mire). Par rapport au thème qui nous occupe, on retiendra que c'est le versant « mal instrumental » de l'utilitarisme qui est qui jugé inadmissible :

> Un exemple de bonne action donné par le CEVA […] est celui d'un modèle posant pour une publicité pour un abattoir, et qui ensuite reverse l'argent qu'elle a gagné pour promouvoir le véganisme. Le CEVA se contente de calculer que, si elle fait cela, il y aura globalement moins de souffrance ; peu importe qu'elle collabore personnellement à la tuerie insensée d'animaux non humains sur une chaîne d'abattage. En suivant cette logique, il vaudrait la peine de gérer un abattoir si tous les profits allaient à la promotion du véganisme. L'utilitarisme radical ne connaît aucune limite du moment que les actions ont pour conséquence de réduire la souffrance globale. Cela me

[1] Martin Balluch, « Critique of the Political Aspects of CEVA Workshops », 30 mai 2018, blog martinballuch.com, consulté le 15 avril 2019.

> rappelle le cas d'une personne qui voulait tuer un chat au centre de Vienne, parce que, selon elle, ce spectacle ferait prendre conscience de la brutalité de l'abattage, et susciterait l'empathie pour les animaux de ferme. Nous sommes activement intervenus pour empêcher cette action, parce qu'elle va à l'encontre des droits fondamentaux du chat. (Balluch, *op.cit.)*

Exemple 3 : les amis d'Esther. Lors de son passage en France en 2018, Peter Singer a plusieurs fois abordé le sujet de l'allocation inefficace des ressources dans la cause animale. En une occasion, il a dérogé à la coutume en n'attribuant pas le mauvais rôle aux refuges. Singer a parlé de la somme collectée (650 000 dollars canadiens) pour financer un scanner pour « un seul cochon », alors qu'on aurait pu, selon lui, utiliser cette somme pour aider un très grand nombre d'animaux victimes de l'élevage industriel. Il a utilisé une analogie avec les consommateurs rationnels (supposant implicitement que nous le sommes tous), en expliquant que quand nous achetons un appareil photo, nous choisissons le meilleur rapport qualité/prix. Sa conclusion a été que nous devrions faire de même pour nos dépenses altruistes et que le scanner pour le cochon « n'est pas une utilisation optimale de l'argent que vous avez donné ». Le cochon en question n'est autre que la célèbre truie Esther. Il se trouve que la vidéo[1] de iamvegan.tv dans laquelle Peter Singer développe cet exemple a atteint les réseaux des très nombreux fans d'Esther. Sous la vidéo, on peut lire 365 réactions d'internautes. La plupart sont des commentaires indignés, insultants ou attristés postés par des amis d'Esther. L'intervention de Singer a eu pour principal effet de lui attirer leur antipathie. Il est à craindre que désormais ils ne prêtent aucune attention à sa parole quand il s'exprime sur d'autres sujets. Pour partie, la réaction de rejet vient de la recommandation de non-assistance instrumentale, adressée à des personnes qui sont profondément attachées à Esther (« I love Esther ») et qui ne supportent pas qu'on vienne leur dire qu'ils auraient dû la laisser tomber. En ce sens, cet épisode illustre le caractère pour le moins hasardeux des plaidoyers pour l'efficacité consistant à mettre le projecteur sur les individus dans le besoin qu'il faut abandonner – plaidoyers adressés aux donateurs à la « mauvaise cause » (sans quoi, ils ne servent à rien). Cependant, cet exemple est loin d'offrir un terrain d'observation parfait des réactions qu'inspire la non-assistance instrumentale. Car Singer s'est exprimé sur le cas d'Esther sans bien connaître les faits, ce que bon nombre commentateurs n'ont pas manqué de lui reprocher : le scanner (le seul de ce type au Canada) n'est pas « pour un seul cochon » ; les donateurs étaient informés qu'il serait mis à la disposition de tous les grands animaux dans un institut vétérinaire ; une partie de la somme collectée (dépassant les besoins) a été redirigée vers d'autres emplois ; la notoriété d'Esther est utilisée pour sensibiliser au sort des animaux de ferme… La vague de réactions négatives à cette vidéo a été si haute, qu'ACE a demandé à

[1] Peter Singer, « Sauver le maximum d'animaux », iamvegan.tv, 7 octobre 2018.

Singer s'il voulait préciser son point de vue. Celui-ci a répondu très (trop) vite à cette sollicitation et envoyé une réponse très « AE », de type « fournissez-moi les chiffres », qui a été publiée par iamvegan.tv au-dessus de la vidéo pré-citée :

> De nombreuses personnes ont souligné que le scanner n'avait pas été acheté seulement pour aider Esther, mais pour aider tous les grands animaux qui en auraient besoin. Personne ne m'a donné le détail du nombre d'animaux qui ont bénéficié du scanner, ni de la manière dont cela les a aidés. Quiconque veut soutenir que dépenser 650 000 $ pour ce scanner était la meilleure façon de servir les animaux devrait fournir cette information. Sans quoi, je continuerai de penser que donner cet argent à une des associations recommandées par ACE aurait été une manière plus efficace de réduire la souffrance animale. (P. Singer)

Il ne fait aucun doute que Singer est animé par la volonté de pousser à remédier au mieux à la souffrance animale, et qu'il fait la publicité de l'AE parce qu'il est persuadé des vertus du mouvement. Mais avec cette réponse, il s'enfonce. À nouveau, il montre qu'il connaît mal le sujet (il demande un bilan des services rendus par un scanner qui n'est pas encore en service). À nouveau, il tient pour inexistant « l'effet Esther » comme moyen de susciter la compassion pour les animaux mangés.

Dans les trois exemples de critiques cités, on trouve par ailleurs des expressions de défiance envers la propension calculatoire – certains disent le goût des « maths » – des AEAs. Il serait trop long et difficile d'évaluer, au cas par cas, le poids relatif des deux facteurs qui alimentent cette réaction : (1) le fait d'estimer non fiables les chiffres produits par les AEAs ; (2) le refus (intuitif ou réfléchi) de l'idée que le bien comporte une seule dimension (quantifiable).

Délaissons ce point pour nous tourner vers un tout autre terrain : des valeurs présentes chez les AEAs qui ne sont pas directement dérivées de leur adhésion à l'utilitarisme.

5. La bonne volonté inclusive des AEAs

Il existe un courant d'opinion, ou une sensibilité, qui porte une grande attention à l'ensemble des attitudes de type suivant : racisme, sexisme, grossophobie, transphobie, capacitisme, homophobie, âgisme, etc. Les participants à ce courant font de ces attitudes – qu'il dénoncent – une grille de lecture importante de leur interprétation du réel. Le « classisme » est parfois ajouté à la liste mais, clairement, il est au second plan par rapport aux autres thèmes. Quand il est question d'inégalités socioéconomiques, c'est souvent en tant que corrélées aux discriminations phares. Faute de savoir comment désigner ce type de sensibilité, j'utiliserai le qualificatif « intersectionnel », bien que je sache qu'il est impropre (tout en ayant effectivement cours).

Il existe chez les AEAs (et plus largement chez les AEs) une familiarité et une proximité avec les thématiques anti-discrimination. Il en découle un regret que la composition sociologique de l'AE soit à ce point le reflet des catégories dominantes, et une adhésion à des formes d'analyse voisines de celle qu'on a l'habitude de lire dans la mouvance intersectionnelle. Il serait fastidieux de fournir la liste intégrale des indices qui atteste de cette proximité, aussi en restera-t-on à quelques exemples.

En avril 2017, Toni Adleberg publie sur le blog d'ACE un article intitulé « Comment pouvons-nous intégrer la diversité, l'équité et l'inclusion dans le mouvement animaliste ? »[1]. Elle y souligne que le mouvement végane, et plus encore le mouvement de l'AE, peuvent apparaître comme des mouvements de Blancs aisés. Adleberg explique qu'il importe de s'ouvrir à la diversité. Elle estime que « dans le mouvement animaliste, de nombreuses personnes, non seulement n'aident pas d'autres mouvements anti-oppression, mais leur font activement du tort. Nous manquons des opportunités de nous montrer solidaires, et il arrive que nous agissions pour notre propre cause de manières qui sont sexistes, classistes, grossophobes, et autres. » (Adleberg, *op.cit*.)

En Janvier 2019, ACE rend compte sur son blog d'une table-ronde dans laquelle quatre intervenants extérieurs ont été sollicités (trois actrices du mouvement animaliste et un philosophe) sur le thème « Comment les défenseurs des animaux peuvent-ils apporter leur soutien à d'autres mouvements ? »[2]. On y parle de féminisme, de transphobie, de capacitisme… et de l'importance pour le mouvement animaliste de ne pas utiliser des messages « excluants » ou dépréciatifs envers certaines catégories. Une des participantes, Emilia Cameron, de Mercy for Animals, illustre l'idée par cet exemple :

> L'utérus et autres organes reproducteurs « féminins » sont souvent utilisés comme symboles du « féminisme ». Mais toutes les femmes ne possèdent pas d'utérus : les femmes cisgenres ayant subi une hystérectomie, les femmes trans et certaines personnes intersexes qui ont été élevées et socialisées en tant que femmes. […] Récemment, j'ai rencontré à une conférence sur la libération animale, une femme qui portait un t-shirt « pour le féminisme et le véganisme » qu'elle avait créé, sur lequel figurait en gros l'image d'un utérus. Cela m'a mise particulièrement mal à l'aise, car j'avais vu son post sur Facebook à propos du t-shirt, et constaté que de nombreuses personnes dénonçaient, à juste titre, le caractère transphobe et nocif de cette image.

[1] Toni Adleberg, « How Can We Integrate Diversity, Equity, and Inclusion into the Animal Advocacy Movement », blog d'ACE, 27 avril 2017, consulté le 27 avril 2019.
[2] Toni Adleberg, « Roundtable: How Can Animal Advocates Support Other Movements? », blog d'ACE, 16 janvier 2019, consulté le 27 avril 2019.

Du côté du Sentience Institute, on peut citer par exemple un long article de Kelly Witwicki intitulé « Stratégies efficaces pour l'équité et l'inclusion »[1], ou un post de blog de Jacy Reese[2] où ce dernier appelle, entre autres, à cesser d'utiliser des femmes ou images de femmes dans le rôle d'appât sexuel pour défendre la cause animale. (On aura reconnu les attaques qui sévissent depuis des années contre certaines pratiques de PETA ; l'article de Reese nous informe sur la question de savoir de quel côté il penche.)

Dans des textes où Lewis Bollard (OPP), ou des salariés d'ACE, disent quelles associations les enthousiasment à titre personnel, on voit revenir souvent Encompass, une organisation qui se donne pour but de favoriser la diversité raciale et l'inclusion dans le mouvement animaliste.

Comme on l'a vu plus haut (section 1), l'unique critère mis en avant par l'AEA est le critère utilitariste (avoir le maximum d'impact sur le bien-être). S'agissant d'animaux, c'est ce critère qui sert directement de guide. Qu'en est-il des convictions intersectionnelles ou anti-discrimination concernant des groupes humains ? Il me semble vraisemblable qu'elles aient été acquises indépendamment d'une délibération poussée de philosophie éthique, conduisant à adhérer à une théorie plutôt qu'à une autre. Elles traduisent plutôt un attachement profond à des valeurs répandues dans les générations et milieux auxquels appartiennent les AEAs, et qui sont en outre fréquemment discutées ou endossées dans le mouvement de libération animale. Ces valeurs ne découlent pas directement de l'utilitarisme, ni ne lui sont opposées, en ce sens qu'il ne découle rien *uniquement* d'un principe premier sur la nature du bien. Elles peuvent être raccordées à un raisonnement conséquentialiste, moyennant les hypothèses adéquates. C'est ce que fait par exemple Adleberg (2017, *op.cit.*) quand elle fait valoir que rendre le mouvement animaliste plus inclusif permet d'accroître son audience, et que les organisations ouvertes à la diversité ont des chances d'avoir des performances supérieures car elles élargissent le champ où recruter des talents. Il existe néanmoins des cas où les valeurs « inclusives » semblent jouer directement le rôle de principe premier chez les AEAs, sans passer par la médiation de leur insertion dans une justification conséquentialiste.

[1] Kelly Witwicki, « Effective Strategies for Equity and Inclusion », blog du Sentience Institute, 21 novembre 2018, consulté le 18 avril 2019.

[2] Jacy Reese, « 3 Big Changes We Need in the Animal Advocacy Movement », blog du Sentience Institute, 25 juin 2018, consulté le 19 avril 2019. Une traduction française de ce texte a été publiée sur le site de la revue *L'amorce* le 20 mai 2019, sous le titre « 3 grands changements dont nous avons besoin dans le mouvement animaliste ».

6. L'épisode de la dégradation de HSUS par ACE

HSUS (The Humane Society of United States) est une association généraliste de protection animale des États-Unis. Fondée en 1954, c'est aujourd'hui une très grande organisation. HSUS a mis sur pied un programme dédié aux animaux de ferme : HSUS-FAPC (Farm Animal Protection Campaign). Deux hommes ont beaucoup fait pour développer l'implication de l'association dans ce domaine : Wayne Pacelle, qui devient directeur d'HSUS en 2004, et Paul Shapiro qui en devient vice-président en 2005. HSUS a obtenu de nombreux engagements d'entreprises à renoncer aux œufs de poules en cage, et s'est impliqué contre d'autres pratiques très nuisibles aux animaux d'élevage. L'association a joué un rôle de premier plan dans le referendum de 2008 sur la « proposition 2 » en Californie, qui voit les électeurs se prononcer majoritairement en faveur du Prevention of Farm Animal Cruelty Act, qui bannit les formes les plus sévères de confinement des animaux d'élevage dans des cages. HSUS agit également pour favoriser la réduction de la consommation de produits animaux.

Conformément à son choix de donner la priorité à l'amélioration du sort des animaux de ferme, ACE ne s'est penché que sur la partie de l'action d'HSUS les concernant. HSUS (le programme HSUS-FAPC) a fait l'objet de 3 évaluations par l'équipe d'ACE : mai 2014, décembre 2014, et novembre 2016. Dès mai 2014, HSUS reçoit la distinction de *standout charity* (association remarquable), distinction confirmée en 2016. Pourtant, alors que le temps n'est pas encore venu de procéder à une nouvelle évaluation, ACE annonce en février 2018 qu'il a décidé d'exclure HSUS de la liste des associations qu'il recommande[1]. Une seule raison est donnée à cette dégradation : l'implication de Paul Shapiro et Wayne Pacelle dans des comportements de harcèlement sexuel à l'égard d'employées de HSUS. À ma connaissance, l'affaire n'a pas donné lieu à des suites judiciaires, mais on en trouve des échos dans la presse et sur des blogs. Le scandale provoque le départ des deux hommes de HSUS. Shapiro cesse d'y être employé en janvier 2018 ; plus d'un an auparavant, il avait déjà été transféré en interne vers un autre poste, suite aux accusations portées par des employées contre lui. Pacelle démissionne le 1er février 2018.

Dans le post de blog précité, ACE exprime ses regrets de s'être fié uniquement aux données fournies par la direction pour apprécier l'ambiance dans laquelle travaillent les salariés d'HSUS, et précise avoir modifié ses méthodes d'évaluation pour y remédier. (En effet, depuis lors, l'équipe d'ACE s'entretient avec des salariés des associations examinées, les questionne sur les discriminations ou comportements répréhensibles qu'ils auraient pu observer, et leur garantit que leurs noms et leurs témoignages ne seront pas rendus publics.)

[1] Allison Smith, « Our Decision to Rescind Our Recommendation of The Humane Society of the United States' Farm Animal Protection Campaign », blog d'ACE, 2 février 2018, consulté le 21 avril 2019.

Mon propos n'est pas de discuter la question de savoir si ACE a bien fait de dégrader HSUS. Il n'est pas non plus d'enquêter sur les agissements reprochés à Pacelle et Shapiro. Cet épisode m'intéresse par ce qu'il peut révéler des valeurs d'ACE.

On notera tout d'abord que HSUS se voit retirer son statut d'association recommandée alors que les deux hommes incriminés n'y sont plus en poste. Ils ne risquent donc plus de nuire à l'efficacité du travail en plaçant certaines salariées dans des situations éprouvantes. En outre, on peut raisonnablement supposer que la vaste publicité négative autour de l'affaire a suffisamment terni l'image d'HSUS pour qu'on y soit désormais plus vigilant sur la protection des salariés.

On constate d'autre part que HSUS s'est vu retirer son statut d'association recommandée sans qu'ACE ne remette en cause la qualité de l'évaluation effectuée en 2016 concernant son travail *pour les animaux*. Au regard du critère « identifier les actions qui ont le plus grand impact sur le bien-être », il n'y avait donc nul besoin de dégrader brutalement HSUS. Tout au plus ACE aurait-il pu rectifier son rapport de 2016 de façon à inclure les employées harcelées dans son calcul : avec l'imprécision et l'imagination habituelles, il y avait bien moyen de donner un intervalle dans lequel il est probable que se situe le nombre de femmes harcelées, et d'attribuer un chiffre en équivalent « années de souffrance animale » aux torts subis par chacune d'elles. Comme les femmes importunées par les deux hommes ne sont pas des milliers, procéder ainsi n'aurait que marginalement réduit l'appréciation positive de l'impact d'HSUS sur le bien-être. Mais la réaction d'ACE n'a pas été de cet ordre. En cette circonstance, « le harcèlement, c'est non » a fonctionné comme principe premier. Il n'y a pas eu de transaction permise entre les intérêts des uns et des autres (comme c'est le cas quand on dissuade des donateurs de continuer à soutenir des refuges, bien que l'on sache que les conséquences en seront dramatiques pour individus sacrifiés à l'issue de la pesée des intérêts). On pourrait être tenté de penser qu'on est face à un cas flagrant de double standard : utilitarisme pour les animaux, déontologisme pour les humains. Plus simplement, l'événement nous apprend que l'équipe d'ACE est profondément sensible aux dominations et discriminations liées au genre, et leur donne la priorité sur d'autres considérations. Il nous apprend aussi que les AEAs ne sont pas ces robots implacables de la rationalité éthique, qui suivraient une ligne invariable, là où les gens du commun cèdent aux sentiments, privilégient les valeurs saillantes propres à leur milieu ou époque, ou empruntent à des courants de pensée différents selon leur humeur du moment. Le fait n'a rien de remarquable ni de dévalorisant en soi. Tout au plus peut-on le trouver croustillant quand on le met en parallèle avec la prétention des AEs à la rigueur conséquentialiste, dont une des manifestations est le discours récurrent sur l'anti-purisme. Celui-ci cible toutes les attitudes où l'attachement à des principes prend le pas sur la recherche

des meilleures conséquences. Parfois, ce discours prend le visage de considérations pragmatiques sur les effets contre-productifs des attitudes hyper-moralisatrices. On dénonce alors le jeu consistant à culpabiliser lourdement les personnes qui sont moins que parfaites dans un domaine auquel nous accordons la plus haute importance. Ou bien on critique l'attitude consistant à se préoccuper uniquement de ne pas pécher personnellement, quitte à n'avoir aucune influence sur nos semblables, voire à les rebuter par nos excès de vertu. (Précisons que ces considérations pragmatiques ne sont pas propres au cercle des AEs.) Parfois, l'anti-purisme des AEs se fait plus offensif, rejoignant le mal instrumental. C'est ainsi que McAskill (2015, chap.8) soutient que le commerce équitable n'aide que très marginalement les producteurs supposés en bénéficier. Il se désole des appels à boycotter les produits des *sweatshops* (ces usines du tiers monde où les salariés travaillent dans des conditions épouvantables). Car, explique-t-il, les emplois dans les *sweatshops* sont tout de même très recherchés dans les pays pauvres : les travailleurs y sont mieux lotis que dans les autres conditions qui s'offrent à eux. Les consommateurs devraient donc, selon McAskill, acheter les produits bon marché des *sweatshops* plutôt que les produits chers du commerce équitable, et verser l'argent économisé à une association de l'AE.

Vous avez peut-être déjà rencontré sur les réseaux sociaux une des façons qu'ont les AEs de marteler le principe « seules les conséquences comptent » : ils citent un comportement personnel destiné à ne pas causer de tort à autrui, et font valoir qu'il est moins bon que celui d'autres individus, moins scrupuleux à cet égard. Je pense à des affirmations du type : « Un végane fait moins pour les animaux qu'un omnivore qui verse tant d'euros par mois à L214. » On trouve en gros ce même raisonnement chez McAskill (2015, p. 177-178).

Ce passage de la page « Fondements philosophiques » d'ACE est tout à fait dans la logique « cherchons ce qui a les meilleures conséquences plutôt que de nous attarder sur les imperfections personnelles » :

> Parce que notre appui va à ce qui a le plus grand impact positif, il peut arriver que nous soutenions des actions qui sont moins que parfaites. Lorsque nous évaluons une association, nous n'enquêtons pas sur chaque détail de l'activité de l'organisation et de son personnel (et ne le ferons probablement jamais). Par exemple, nous ne cherchons pas à savoir si chacun des employés de nos *top charities* est végane, afin de déterminer si une petite fraction des dons que nous suscitons risque de servir à soutenir l'élevage en finançant les salaires des employés.

Avec la dégradation de HSUS, ACE a dérogé à la pureté conséquentialiste. Il y a eu une autre circonstance, en partie similaire, où l'attitude d'ACE est plus difficile à déterminer avec précision : l'affaire qui a éclaboussé Nick Cooney.

Évoquer cet épisode nous donnera au moins l'occasion de mentionner des associations particulièrement proches de l'AEA.

7. Nick Cooney et les associations phares soutenues par ACE

A divers égards, le profil de Nick Cooney est voisin de ceux de Pacelle et Shapiro. Tous trois ont eu des responsabilités importantes, et sont les auteurs de livres où ils expriment leurs vues. Ils sont (ou ont été) des personnalités marquantes et respectées du mouvement animaliste étasunien, sans toutefois n'y compter que des admirateurs. C'est ainsi que Lisa Kemmerer, dans un article où elle dénonce le privilège masculin dans le mouvement des droits des animaux, les inclut dans une liste de 12 noms rassemblant des hommes « au pouvoir disproportionné », qu'elle décrit comme suit :

> Beaucoup de ces hommes au pouvoir disproportionné viennent d'un milieu privilégié. Un indice en est que la plupart sont diplômés d'universités ou écoles d'élite. Ils ont généralement obtenu des postes dirigeants dans de grandes organisations, ou bien ont créé leurs propres associations ou entreprises au cours de la dernière décennie. (Kemmerer 2018, p. 248-249)
> Ces hommes ont plus de pouvoir et de privilèges que la plupart des hommes blancs. Il est arrivé à un seul d'entre eux [Josh Balk], à un moment de sa vie, de participer au mouvement [animaliste] autrement qu'à un poste dirigeant. (Kemmerer, 2018, p. 251)[1]

Dans le parcours de Cooney, citons les aspects ayant un rapport avec notre sujet. Il est l'auteur, entre autres, de *How to Be Great at Doing Good* (2015). J'avoue ne pas avoir acquis l'ouvrage, mais d'après les recensions que j'en ai lues, et les extraits en libre accès, cet écrit est dans le style de l'AE. D'ailleurs, parmi les auteurs des appréciations élogieuses qui figurent sur la première page du livre, on trouve les noms de William McAskill (Centre for Effective Altruism), Jon Bockman (ACE) et Adriano Mannino (Raising for Effective Giving).

En 2005, Cooney a fondé **The Humane League** (THL): une organisation étasunienne spécialisée dans la défense des animaux d'élevage, qui a par la suite étendu son activité en Grande-Bretagne et au Mexique. Il a plus tard été responsable du secteur éducation, puis vice-président, de **Mercy for Animals** (MFA)[2]. MFA est également une association originaire des États-Unis (où elle a

[1] Kemmerer, comme Nathan, compte parmi les auteurs qui ne croient pas à l'impartialité des évaluations d'ACE, jugées trop dépendantes du réseau de relations personnelles qui existent entre ACE ou OPP, et des figures – dont Cooney – d'organisations qui se voient labellisées et financées.

[2] On peut lire sur le site d'ACE, le résumé d'un entretien entre Jacy Reese et Nick Cooney, daté du 2 septembre 2016, sous le titre « Conversation with Nick Cooney, Executive Vice President of Mercy for Animals ». Un autre article publié deux ans plus tôt sur le site d'ACE sous le même titre résume un entretien entre Jon Bockman et Nick Cooney (20 mars 2014).

été fondée en 1999), spécialisée dans la défense des animaux d'élevage. Elle est notamment connue pour les enquêtes qui ont permis de rendre publiques les conditions de vie et de mort des animaux. À partir des années 2010, MFA s'est internationalisé, étendant d'abord ses activités au Canada, puis en Amérique latine et en Asie. C'est au sein de MFA que naît le projet du **Good Food Institute** (GFI), un organisme destiné à favoriser l'émergence de substituts innovants aux produits animaux. GFI devient une association indépendante en février 2016. Nick Cooney en est le cofondateur et en devient le président à sa création.

Cooney a été lui aussi accusé de harcèlement, sans qu'il y ait eu non plus, à ma connaissance du moins, de suites judiciaires. Il s'agit de harcèlement moral dans son cas. Des employées de MFA ont dénoncé un comportement de sa part qui les a minées psychiquement, leur faisant perdre toute confiance en elles, parce que Cooney leur faisait sentir en permanence qu'elles n'étaient pas à la hauteur. L'affaire n'est devenue publique qu'au début de l'année 2018, mais les plaignantes ont alerté la direction de MFA respectivement en 2015 et 2016. Ce n'est qu'en novembre 2017 que Cooney est poussé à démissionner de son poste.

Les trois associations citées (THL, MFA et GFI) ont en commun d'avoir été placées sur la plus haute marche du podium (*top charity*) par ACE. De surcroît, plusieurs indices suggèrent qu'elles présentent un degré de proximité avec l'AEA que ne partagent pas les autres associations recommandées.

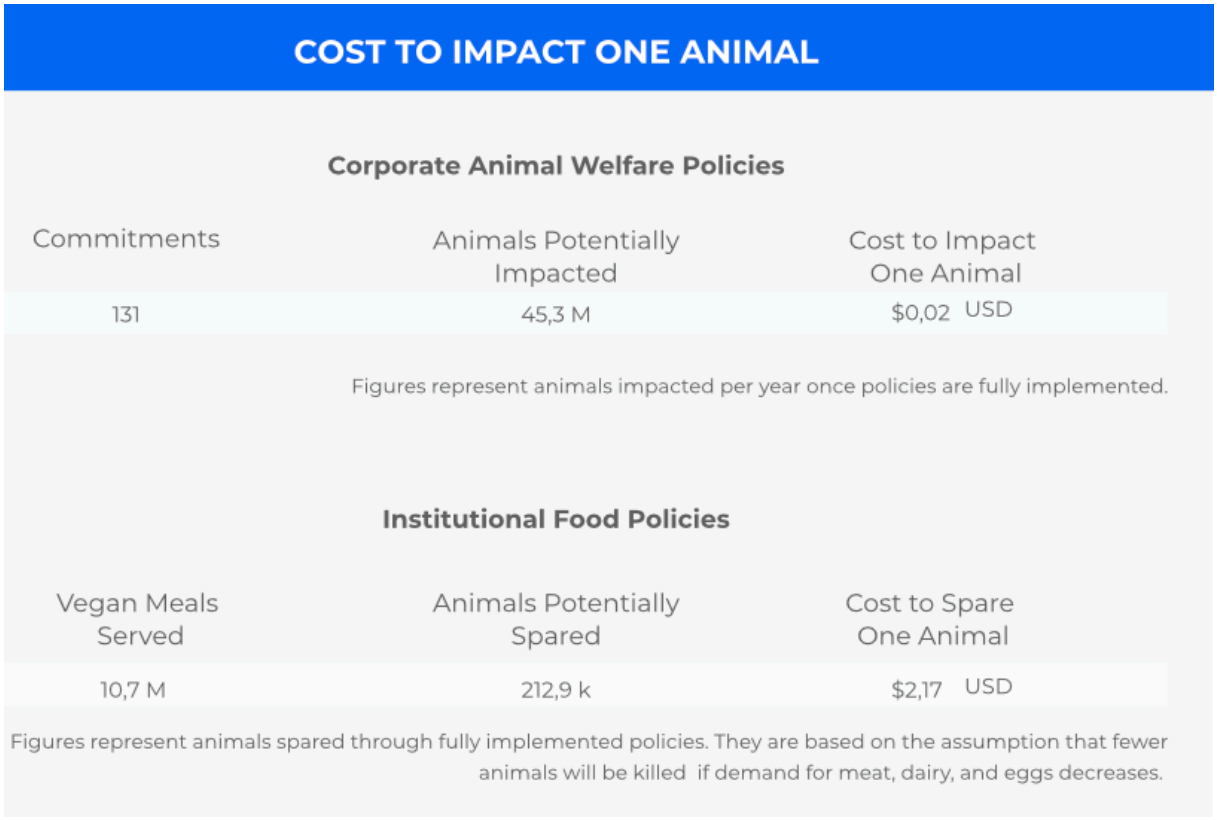
Depuis 2016, la croissance de THL a reposé à tel point sur l'argent de l'AEA qu'il est difficile de la considérer encore comme une association indépendante à qui il apporterait simplement un appui. Selon Gunther (2018), le budget de THL était inférieur à 1 million de dollars avant qu'Open Philanthropy Project lui fournisse de généreux financements : 3 millions en 2016 ; 2 millions en 2017 ; 10 millions en 2018 ; 2,3 millions au début de l'année 2019[1].

Les associations distinguées par ACE font (comme toutes les autres) valoir sur leurs sites respectifs le travail accompli et les résultats obtenus. Quelques-unes agrémentent ces bilans de chiffres, mais, le plus souvent, il s'agit simplement de statistiques descriptives : nombre de tracts distribués, nombre d'engagements d'entreprises obtenus, nombre d'enquêtes effectuées, etc. Mais chez MFA on trouve une abondance particulière de chiffres[2], dont certains évoquent le style de calculs chers à ACE comme on peut le voir sur cet extrait du bilan chiffré de MFA pour l'année 2018[3] :

[1] D'après la base de données d'OPP, consultée le 12 juillet 1019. L'année 2019 étant en cours, on ne sait pas si d'autres versements à THL suivront.

[2] Voir cette page du site de l'association : https://mercyforanimals.org/impact

[3] Capture d'écran effectuée le 24 avril 2019.



COST TO IMPACT ONE ANIMAL

Corporate Animal Welfare Policies

Commitments	Animals Potentially Impacted	Cost to Impact One Animal
131	45,3 M	$0,02 USD

Figures represent animals impacted per year once policies are fully implemented.

Institutional Food Policies

Vegan Meals Served	Animals Potentially Spared	Cost to Spare One Animal
10,7 M	212,9 k	$2,17 USD

Figures represent animals spared through fully implemented policies. They are based on the assumption that fewer animals will be killed if demand for meat, dairy, and eggs decreases.

La proximité d'ACE avec MFA est aussi attestée par la vitesse à laquelle GFI a été propulsé *top charity* : une association qui n'existe que depuis février 2016 se voit décerner le grade de « meilleure association » par ACE en novembre 2016. La chose n'a pas manqué de susciter les sarcasmes de ceux qui doutent de l'impartialité des évaluations d'ACE. D'autant que, conformément aux items standards de chacune de ses évaluations, ACE a dû s'évertuer à meubler péniblement la rubrique intitulée « Critère 5 : cette association a un solide bilan de succès ». À l'évidence, ACE n'est pas un observateur extérieur qui découvre GFI, et qui procède comme il le ferait avec l'association Lambda du Brésil. L'équipe d'ACE est en contact avec MFA, et suit le projet GFI depuis qu'il est en route. Par ailleurs, l'équipe d'ACE est persuadée, tout comme les auteurs du projet, que les technologies débouchant sur des substituts aux produits animaux sont la voie la plus prometteuse pour réduire le nombre d'animaux mangés. On comprend que cet état d'esprit l'ait poussée à soutenir GFI sans attendre qu'il ait fait ses preuves.

Cette intimité avec des associations dans lesquelles Cooney est, ou a été, impliqué amène à se demander si ACE s'est montré aussi sévère envers elles qu'il l'a été avec HSUS lorsqu'il a su que Cooney était accusé de harcèlement. Le fait est que ni THL, ni GFI, ni MFA, n'ont fait l'objet d'une déclaration d'ACE annonçant qu'il leur retirait leur statut d'associations recommandées. Néanmoins, il est difficile d'en conclure quoi que ce soit, du fait d'informations manquantes. Il me semble plausible – ce n'est qu'une supposition – qu'ACE ne se soit pas montré

plus « coulant » face à cette autre présomption de harcèlement, malgré la proximité avec Cooney, et l'extrême proximité avec les associations précitées où il a joué un rôle. Tout au plus celles-ci ont-elles échappé à la stigmatisation qui aurait résulté d'un retrait de la recommandation d'ACE explicitement motivé par l'inconduite d'un dirigeant.

THL n'a pas été dégradé, mais il n'y avait aucune raison de le faire. Il est possible qu'à l'époque où l'affaire concernant Cooney éclate, celui-ci ait cessé depuis des années d'y jouer un rôle. De plus, les faits supposés n'ont pas eu lieu à THL.

GFI n'a pas été dégradé. Tout ce que l'on peut constater c'est que Cooney ne figure plus dans l'organigramme, et qu'on trouve des pages Internet où il est qualifié d'*ancien* président de GFI. J'ignore quand il a quitté GFI et si on l'a poussé vers la sortie. Mais, ce n'est pas à GFI que des agissements problématiques ont été dénoncés. De plus, en tant que président du conseil d'administration, il n'était pas *a priori* en contact avec le personnel. Au demeurant, à supposer qu'ACE se soit posé la question d'une dégradation de GFI – et il n'avait guère de raisons de le faire, il était difficilement envisageable de cesser de recommander cette association. Les AEAs misent énormément sur les changements que pourraient apporter l'agriculture cellulaire, et le projet GFI, qu'ils ont suivi dès le départ, leur inspire particulièrement confiance. Dans le même domaine, New Harvest avait été nommée « association remarquable » (*standout charity*) par ACE en novembre 2015, mais ce label ne lui a pas été renouvelé suite à l'évaluation de novembre 2017[1]. Au moment de l'affaire Cooney, ACE n'a aucune solution de rechange s'il abandonne son champion GFI.

Reste la question : comment ACE a-t-il réagi vis-à-vis de MFA qui est directement concerné par la mise en cause de Cooney ? Difficile à dire. On ignore à partir de quand l'équipe d'ACE a eu vent du problème. Il se peut que, comme pour HSUS, ACE n'ait été en contact qu'avec des membres de l'équipe dirigeante de MFA, et que ceux-ci aient tardé à évoquer une affaire embarrassante. Par ailleurs, le fait est que MFA a perdu son statut d'association recommandée par ACE en novembre 2017, alors qu'elle était classée *top charity* depuis mai 2014. C'est très étonnant, sachant l'extrême proximité de MFA avec l'AE, et alors qu'il ne s'est produit aucun événement montrant que MFA aurait démérité dans son action pour les animaux. À la question « Pourquoi MFA n'a-t-il pas été recommandé ? » (lors de la réévaluation qui devait avoir lieu en 2017), ACE répond par une formulation floue et standard qu'on retrouve pour d'autres associations : « En 2017, MFA a refusé d'être évalué ou a refusé que notre évaluation soit publiée, de sorte que notre évaluation n'est pas suffisamment à jour pour étayer notre précédente recommandation de MFA comme *top*

[1] À noter que le rapport 2017 d'ACE sur New Harvest laisse entendre que le climat dans lequel travaillent les collaborateurs de cet organisme n'est pas idéal.

charity. »[1]. Est-ce MFA qui a refusé d'être évalué à titre préventif, sachant que les remous internes risquaient de lui valoir un rapport cinglant ? Ou bien ACE a-t-il procédé à l'évaluation, y a-t-il inclus un jugement défavorable lié à l'affaire Cooney conduisant au refus de reconduire la recommandation, et MFA a-t-il refusé que l'évaluation soit publiée pour cette raison ? On l'ignore. En tout cas, il est plausible que la formule elliptique d'ACE à propos de son évaluation, ou tentative d'évaluation, de MFA de novembre 2017 soit liée à l'affaire Cooney, et rien ne permet d'affirmer qu'ACE se serait montré plus tolérant envers MFA qu'il ne l'a été envers HSUS dans une situation voisine.

Il est donc permis de conclure que les valeurs d'inclusivité, de non-discrimination, ou de refus des comportements d'agression liés à une position dominante occupent une place particulière dans les valeurs d'ACE, qui s'ajoute à (et parfois prime sur) des convictions purement utilitaristes.

[1] Page « Mercy for Animals – Overview » du site d'ACE, consultée le 27 avril 2019.

Chapitre 11
Se fonder sur les faits pour orienter au mieux l'action

Une définition standard de l'altruisme efficace (AE), fournie par les altruistes efficaces (AEs) eux-mêmes, est la suivante : « L'altruisme efficace consiste à se fonder sur les faits[1] et sur la raison pour déterminer comment faire le plus de bien possible, et à agir sur cette base. » Cette définition est d'un intérêt modéré. Elle serait très éclairante s'il existait, en face, une école concurrente d'altruisme qui se définissait par la volonté de faire le moins de bien possible, ou qui insistait sur ses efforts pour ignorer les faits et la raison dans le choix de ses modes d'action. Cette famille concurrente n'existe pas. Néanmoins, la définition précitée n'est pas totalement creuse. Il est vrai qu'il existe des comportements bien intentionnés mais peu réfléchis, et fondés sur une ignorance évitable. Les AEs nous disent qu'ils tiennent à se montrer scrupuleux dans la recherche d'information, parce que c'est ainsi qu'on a le plus de chances de concevoir des interventions ayant l'effet recherché. C'est du lien entre connaissance des faits et stratégies d'action qu'il va être question dans ce chapitre. La difficulté est que, bien souvent, la connaissance de la réalité est imparfaite, et que les données disponibles peuvent donner lieu à des interprétations divergentes. Nous allons ici relater quelques épisodes qui attestent d'une bonne volonté dans la collecte d'information, du dynamisme du débat interne au mouvement animaliste étasunien, et du fait qu'il arrive que le dialogue soit constructif. Ce parcours nous permettra de cesser de saisir l'altruisme efficace animalier (AEA) uniquement sous l'angle de ce qui le rattache à l'AE, et de voir aussi sa proximité avec le mouvement des droits des animaux au sens large.

1. Poules pondeuses hors cages : vrai ou faux progrès ?

L'AEA appartient au courant welfariste-abolitionniste du mouvement animaliste. Il apporte son soutien à des associations qui s'inscrivent dans cette optique. Pour l'AEA, l'idéal serait de faire disparaître l'élevage, ou du moins l'élevage industriel. Mais cet objectif n'étant pas accessible à court terme, les améliorations, mêmes modestes, des conditions d'élevage sont considérées comme des buts à poursuivre. Outre leur intérêt pour les animaux qui en bénéficient, les campagnes menées pour les obtenir sont vues comme des occasions de sensibiliser le public à la condition animale, et les victoires engrangées comme des tremplins vers des avancées plus conséquentes. C'est

[1] Le mot anglais est *evidence*. Il renvoie à l'ensemble des faits ou informations indiquant si une proposition, ou une croyance, est valide ou vraie. *Evidence* est traduit selon le contexte par « faits », « données » ou « preuves ».

dans cet esprit que l'AEA a beaucoup investi pour faire reculer l'élevage des poules pondeuses en cage : un objectif jugé à la fois accessible et pertinent, car concernant un grand nombre d'oiseaux détenus dans des conditions très éprouvantes. C'est pourquoi Animal Charity Evaluators (ACE) a recommandé des associations faisant campagne pour bannir l'élevage des poules en cages, et Open Philanthropy Project (OPP) leur a accordé de généreux financements.

Aux États-Unis, l'évolution vers l'élevage hors cage a très rarement correspondu à un passage à des formes d'élevage où les poules ont accès à l'extérieur. Il s'agit pour l'essentiel d'élevages en bâtiment fermé, où des poules en très grand nombre sont logées à de hautes densités. C'est dans ce contexte que s'est déroulé un échange entre deux pôles du mouvement animaliste étasunien. Les principaux épisodes peuvent en être retracés à partir des liens présents dans un article de blog d'OPP[1].

En mars 2016, Lewis Bollard, directeur du département « bien-être animal » d'OPP, publie un rapport expliquant pourquoi il lui paraît judicieux d'investir pour promouvoir l'élevage des poules hors cage. De son côté, Direct Action Everywhere (DxE) publie un mémorandum soutenant que le hors-cage n'améliore pas le bien-être des poules. Non seulement la mortalité est plus élevée dans les volières en bâtiment fermé, mais les marqueurs de stress ne sont pas plus bas que pour les poules en cage, et la qualité de l'air est pire dans les élevages fermés sans cages. Un échange s'engage entre Lewis Bollard (OPP) et Lewis et Wayne Hsiung (DxE). Bollard conteste certaines affirmations de DxE, comme l'idée que le passage au hors-cage accroîtrait les débouchés et les profits de l'industrie de l'œuf. Mais il reconnaît que l'unique étude sur laquelle il s'était appuyé, dans son rapport initial, pour estimer que le bien-être des poules s'améliorait dans un système sans cages ne correspond pas aux conditions usuelles du hors-cage aux États-Unis. OPP entreprend alors d'effectuer des recherches complémentaires sur la question. Un nouveau rapport, faisant état d'autres études sur la condition des poules selon le type d'élevage, est produit par Aleya Cotra (d'OPP) en septembre 2017. OPP décide de maintenir son engagement en faveur du hors-cage, explique les raisons pour lesquelles ce choix lui paraît le plus approprié au vu des informations disponibles, tout en admettant que les études concernant le bien-être sont insuffisantes pour affirmer avec certitude que les systèmes sans cages améliorent la condition des poules.

Du côté d'ACE, on a également prêté attention aux voix qui soutiennent qu'il n'y a aucune raison de croire que le bien-être des poules s'améliore dans les bâtiments fermés sans cages. La réaction a été la même que celle d'OPP : ne pas exclure la possibilité que la condition des poules se dégrade, mais estimer malgré tout que les chances qu'elle s'améliore sont plus grandes. On retrouve l'écho de

[1] Aleya Cotra, « New Report on the Welfare Differences Between Cage and Cage-Free Housing », OPP, 15 septembre 2017.

cette attitude dans le livre de Jacy Reese, *The End of Animal Farming* (2018). Reese écrit : « Malheureusement, à certains égards, les élevages hors cage en bâtiments fermés sont pires que les élevages en batterie » (*op. cit.*, p. 32). Il poursuit en expliquant sans détour en quoi c'est pire : des milliers de poules rassemblées dans un espace restreint ne parviennent pas à établir un ordre social entre elles ; il en résulte des agressions permanentes et des actes de cannibalisme ; le sol est recouvert d'excréments ; la mauvaise qualité de l'air cause de nombreuses maladies respiratoires. Puis, Reese affirme (en s'avançant beaucoup) que « les chercheurs sont pour la plupart d'accord pour dire que les avantages du hors-cage dépassent les inconvénients, principalement parce que cela permet aux poules d'exprimer un semblant de comportements naturels » (*ibid.*).

La décision initiale des AEAs de soutenir les campagnes pour l'élevage des poules hors cages a été maintenue, y compris quand le mode d'élevage de substitution était pire selon plusieurs indicateurs de mal-être, et pas seulement d'après le taux de mortalité. (Le taux de mortalité est, de façon générale, supérieur dans les élevages sans cages, y compris ceux où les poules ont accès à l'extérieur.) Le pari a été pris que, malgré tout, la plus grande liberté de mouvement surcompensait ces aspects négatifs. Suite à l'épisode initié par la discussion entre DxE et OPP, aucune des deux parties n'a changé de position. Mais la qualité des échanges est un trait remarquable de cette controverse. OPP n'a pas ignoré la critique. Les deux parties ont cherché à fonder leurs conclusions en étudiant la littérature disponible sur le sujet – laquelle ne permet pas de conclusion certaine. Désormais, les textes de l'AEA indiquent qu'il y a doute sur le fait que certaines formes d'élevage hors cage constituent une amélioration : cette mention est d'une honnêteté appréciable.

2. Relations entre ONG et entreprises : qui manipule qui ?

Un volet très important de l'activité des associations soutenues par l'AEA consiste à faire pression sur des entreprises, afin qu'elles s'engagent à se détourner de formes d'élevage particulièrement cruelles. Quand un succès est obtenu, il est interprété soit comme une victoire (au sens où il y aurait un vaincu : une entreprise a été contrainte à plier sous la pression des militants), soit comme une opération gagnant-gagnant : une association réussit à améliorer la condition des animaux, tandis qu'une entreprise améliore son image en adoptant de meilleures pratiques.

L'inquiétude exprimée par certains commentateurs (notamment par Nathan, 2016) est que le schéma réel ne soit pas celui-là et qu'en vérité, dans une relation où le pôle puissant est celui des entreprises, ce soient les associations qui se fassent manipuler. En arrière-plan se trouve la notion de *co-optation* (en anglais) des ONG par les entreprises, qu'on pourrait traduire par « récupération » ou

« neutralisation ». Pour une revue de la littérature à ce sujet, on peut se reporter à Baur et Schmitz (2012). La neutralisation est le processus par lequel les entreprises peuvent amener des ONG à s'aligner sur leurs intérêts. Les ONG neutralisées cessent d'être réellement indépendantes ; elles deviennent des alliées ou des adversaires inoffensives des activités à but lucratif. Certaines pratiques accroissent le danger de neutralisation : les partenariats financiers (des entreprises sont les sponsors d'ONG), la certification ou labellisation de produits marchands par des ONG, ou encore la familiarité qui se crée entre responsables d'entreprises et responsables associatifs à travers des rencontres et négociations ou, de façon plus formelle, quand des ONG font entrer dans leur conseil d'administration des dirigeants ou ex-dirigeants de sociétés. La pression exercée sur les ONG par des associations sentinelles peut aussi les pousser à pactiser trop vite, en particulier lorsqu'elle crée le besoin chez les ONG de faire valoir à court terme des « victoires » quantifiables.

Le danger de récupération est, comme on peut s'y attendre, évalué différemment, selon le crédit accordé à la RSE (responsabilité sociale des entreprises) : pure hypocrisie pour les uns (le masque de la recherche du profit à n'importe quel prix), réalité limitée pour d'autres (les entreprises sont réellement prêtes à se montrer socialement responsables du moment que cela ne nuit pas à leur rentabilité), ou véritable esprit nouveau (les entreprises sont prêtes à considérer que le profit n'est pas l'unique critère devant les guider, et peuvent dès lors apprécier l'existence d'ONG réellement indépendantes comme aiguillon les poussant à prendre en compte les autres critères importants). Le philanthrocapitalisme est plutôt porté à croire à la possibilité de conciliation des attentes du secteur lucratif et non lucratif. Concernant la cause animale, et les accords obtenus auprès d'entreprises par les associations soutenues par l'AEA, Nathan appartient à l'inverse au camp des sceptiques :

> Les campagnes en direction des entreprises pour obtenir des engagements en faveur de l'élevage hors cage sont incontestablement des exemples de neutralisation (*co-optation*). The Humane Society (HSUS) et The Humane League (THL) attribuent la récente vague d'engagements à se tourner vers l'élevage sans cages à la « dynamique » engagée, et à la peur des protestations. Mais il est stupide de croire que de grandes entreprises ont quelque chose à craindre d'une poignée de militants du bien-être animal. Les succès rapides obtenus par la petite équipe de The Humane League ne sont pas le résultat de la pression exercée. Ils résultent de simulacres de protestations couplés à des négociations à huis-clos qui permettent aux entreprises d'acquérir gratuitement de la RSE. Les entreprises n'ont rien à changer dans leur conduite, car les accords conclus concernent généralement une échéance lointaine, et sont non contraignants. Elles gagnent une couverture médiatique positive immédiate grâce à ces engagements non contraignants. L'association

> animaliste peut bénéficier elle aussi d'une couverture positive, et associer ses appels aux dons à l'annonce de ses « victoires ». (Nathan, 2016)

Les associations incriminées par Nathan (HSUS et THL), toutes deux très actives dans l'effort pour améliorer les conditions d'élevage, comptent parmi les associations recommandées par ACE (cf. chap. 10, sections 6 et 7).

Il est intéressant de noter qu'HSUS, qui mène donc une politique de pression sur les entreprises approuvée par l'AEA, a pris en compte les voix qui s'inquiètent des risques de neutralisation. Dans un article de blog daté du 13 mars 2019[1], Kitty Block, directrice de HSUS, rappelle que son association a obtenu des engagements sur les conditions d'élevage de très grandes sociétés, et de centaines d'autres entreprises. Mais, ajoute-t-elle, ces engagements sont assortis de délais d'application de plusieurs années parce que les mutations demandent du temps. « Nous sommes très fiers de notre travail en ce domaine, écrit Block, mais nous avons conscience qu'annoncer des changements ne suffit pas. » C'est pourquoi Block annonce que son association va mettre en place un tableau de bord, afin d'assurer le suivi des mesures réellement prises par les entreprises qui se sont engagées à cesser de se fournir auprès d'élevages aux pratiques problématiques. Les résultats seront rendus publics. (Un autre tableau de bord est annoncé par HSUS, cette fois destiné à enregistrer les progrès des entreprises dans leurs efforts pour promouvoir une alimentation végétale.)

HSUS n'est pas la première association à faire mouvement dans ce sens. CIWF (Compassion in World Farming) a publié son premier rapport annuel de suivi des engagements concernant l'élevage hors cage des poules pondeuses (*EggTrack Report*) pour les États-Unis en 2017, et a publié le premier rapport équivalent pour l'Europe en 2018. Courant 2018, CIWF a annoncé qu'il allait mettre en place un système équivalent, nommé *ChickenTrack*, pour vérifier que les entreprises qui s'engagent à se détourner de l'élevage intensif de poulets à croissance rapide faisaient le nécessaire pour tenir leurs promesses. Rappelons que CIWF-USA est également une association recommandée par ACE, avec le grade de *standout charity*. L'expérience de CIWF, association pionnière du suivi des engagements, a montré que l'exercice n'était ni superflu ni aisé à mener à bien. En 2018, aux États-Unis, sur l'ensemble des entreprises à qui CIWF a demandé de communiquer les progrès réalisés pour tenir leur engagement à s'approvisionner en œufs hors cages, seulement 27% ont fourni l'information sollicitée. Pour cette même année 2018, les résultats ont été plus encourageants en Europe : 75% des entreprises sollicitées par CIWF ont fait état de progrès accomplis pour atteindre à terme les 100% d'œufs issus de poules élevées hors cages.

La question des dispositifs à mettre en place pour que les entreprises tiennent parole est prise au sérieux par des acteurs travaillant au sein-même des

[1] « With new scorecard, HSUS will hold food companies accountable on their animal welfare commitments ».

organisations de l'AEA. Le 1er février 2019, Saulius Šimčikas (chercheur chez Rethink Priorities, après avoir été stagiaire chez ACE) publie sur l'Effective Altruisme Forum un essai intitulé *Will Companies Meet Their Animal Welfare Commitments ?.* L'auteur y dresse un bilan de ce que l'on sait du degré d'application des engagements, et propose des pistes pour le faire croître. Dans un rapport publié le 10 avril 2019, Charity Entrepreneurship (CE) cite le suivi des engagements concernant les poules pondeuses comme un domaine où il serait utile qu'une association spécialisée voie le jour[1]. CE explique que celle-ci pourrait aller au-delà des méthodes de surveillance déjà en place dans ce domaine, en se préoccupant d'agir du côté de l'offre. (En effet, les entreprises qui ne s'engagent pas, ou ne tiennent pas leurs engagements, font valoir qu'elles ne trouvent pas assez de fournisseurs pour remplacer les œufs de batterie.) CE précise dans ce même billet de blog qu'il a l'intention de creuser le sujet et qu'il fera l'objet de publications ultérieures.

On voit donc, ici encore, que l'AEA a prêté attention à des critiques adressées à une des politiques qu'il soutient activement (pousser des entreprises à se détourner des pires formes d'élevage). Il n'a pas renoncé à encourager des réformes welfaristes, puisque qu'il est persuadé qu'elles constituent des progrès. Mais il a bien enregistré que les promesses engrangées ne suffisent pas pour crier victoire, et cherche à développer les moyens pour que les promesses soient tenues.

3. Apprendre des mouvements sociaux

Comme le reste de la philanthropie étasunienne contemporaine, l'AEA s'est vu reprocher par ses détracteurs son étroitesse de vue : une obsession pour les indicateurs quantifiables, et une ignorance de ce que peuvent apporter les sciences sociales, et les multiples perspectives susceptibles d'enrichir la compréhension des réalités et mouvements sociaux. ACE n'est pas resté sourd à ces reproches, et a tenté de mettre sur pied un projet pour y remédier. Même si le projet a avorté, il témoigne, comme dans les cas précédents, d'une écoute aux voix pointant des déficiences dans les méthodes adoptées. Le 15 janvier 2015, Allison Smith annonce sur le blog d'ACE le lancement d'un projet de recherche sur les mouvements sociaux[2], qui en fait avait débuté dès 2014. L'idée est de parvenir à mieux comprendre quelles sont les approches du changement social qui fonctionnent, et d'en tirer les leçons pour le mouvement animaliste. Il est intéressant de noter que Smith parle d'aller au-delà du genre d'études menées par ACE jusqu'alors, et portant sur des changements incrémentaux affectant des consommateurs individuels ou des entreprises particulières. Ce qu'il faudrait

[1] « Top Charity Ideas 2019 », blog de Charity Entrepreneurship, 10 avril 2019, consulté le 16 juillet 2019.
[2] Allison Smith, « Social Movements Research Project ».

découvrir, explique-t-elle, c'est quels « changements de grande ampleur, non incrémentaux » tentés par des mouvements militants ont réussi ou échoué, et pourquoi. Le projet sort clairement des rails des calculs coût-efficacité, qu'ils soient effectués *ex ante* ou *ex post*. L'idée est de procéder en commençant par accumuler des études de cas, puis d'en dégager les traits communs pour avoir une idée des leviers à appliquer à la cause animale. Projet admirable et démesuré. La littérature existante sur les mouvements sociaux est immense. Comment l'équipe d'ACE pourrait-elle parcourir les travaux d'innombrables chercheurs et observateurs, et en extraire une théorie valide et opératoire du changement social ? On n'est pas surpris de voir Toni Adleberg annoncer qu'ACE a décidé de mettre fin à ce projet dans un article daté du 18 février 2018[1]. Adleberg explique que, s'il est sans doute vital de comprendre les mouvements sociaux, ACE n'a pas les moyens d'effectuer correctement la tâche. On apprend que les quelques études de cas effectuées (sur les droits des enfants, la lutte contre la grossophobie, l'environnementalisme, et le mouvement anti-esclavagiste britannique) l'ont été par des étudiants ayant un contrat de recherche de trois mois chez ACE. Le résultat, écrit-elle, n'est pas conforme aux critères de qualité que souhaite satisfaire ACE. C'était couru d'avance. Le jugement sera sévère si, comme Nathan (2016), on utilise cet épisode, et d'autres, pour instruire le procès de la prétention des AEAs à être plus performants que le reste du monde pour tirer des enseignements d'un immense réservoir d'observations et connaissances sur les sociétés. Le regard sera plus indulgent si l'on se souvient qu'ACE est une jeune association, qui tâtonne pour mettre au point ses méthodes de travail, ou si l'on voit ACE comme une composante ordinaire du mouvement animaliste, qui en la matière s'est comportée comme beaucoup d'autres. Ailleurs dans ce mouvement, combien de fois a-t-on vu invoquer des références à l'abolition de l'esclavage, au mouvement féministe, au recul de la brutalité des adultes envers les enfants, au mouvement des droits civiques, à la lutte de peuples autochtones, etc. ? Au bout du compte, ACE a été moins arrogant que certains autres prospecteurs de modèles historiques – ceux qui se montrent péremptoires sur les leçons à en tirer – en avouant au bout de quelques mois qu'il n'était pas de taille à faire le travail proprement. Ajoutons que cette étape ne marque pas un renoncement de l'AEA à se demander en quoi d'autres mouvements de justice sociale peuvent être une source d'inspiration, mais seulement la fin de l'illusion de rapports merveilleux produits en trois mois par des stagiaires. Une preuve en est que l'on trouve sur le site du Sentience Institute une étude de Kelly Witwicky sur le mouvement anti-esclavagiste[2]. Elle se termine sur une réflexion sur les ressemblances et différences avec le mouvement de libération animale, et sur les leçons que pourraient peut-être tirer les défenseurs des animaux de cette

[1] Toni Adleberg, « We are Discontinuing Our Social Movement Research Project », blog d'ACE.
[2] Kelly Witwicky, *Social Movement Lessons from the British Antislavery Movement*, 1er décembre 2017.

expérience du passé. Que des AEAs se saisissent de ce genre de question montre qu'il serait réducteur de ne retenir d'eux que l'ardeur comptable, et la passion pour les interventions circonscrites susceptibles de produire de modiques changements à court terme. Ils sont au diapason du reste du mouvement de libération animale dans le difficile et nécessaire exercice d'exploration du social.

4. Réfléchir aux leviers d'action

La question des « stratégies » est une constante des écrits et échanges du mouvement animaliste. Nous allons ici évoquer brièvement deux exemples de la recherche menée sur ce plan par l'AEA : le dossier « interventions » d'ACE, et les « questions fondamentales » du Sentience Institute. Bien qu'ils ne fassent pas directement intervenir de protagonistes extérieurs, ils montrent la connexion de l'AEA à des réflexions et débats qui traversent le mouvement des droits des animaux au sens large.

Le dossier « Interventions » d'ACE[1] contient les études effectuées par l'association depuis sa création sur différentes méthodes auxquelles recourent les organisations de protection animale : tractage, pression sur les entreprises, éducation (interventions dans des établissements scolaires), enquêtes dans les lieux d'exploitation animale, protestations (manifestations, happenings…), etc. La plupart de ces études apparaissent désormais avec la mention « version archivée », et sont précédées d'un bandeau indiquant que l'étude ne satisfait plus les standards actuels d'ACE. Deux modes d'intervention seulement échappent à ce sort. Le premier est l'étude sur le tractage qui a été actualisée dans les conditions que l'on sait (cf. chapitre 9) et dont la conclusion est devenue d'une extrême prudence (on ne peut rien conclure). Le second est récent (2018) et concerne les protestations. L'équipe a exploré la littérature, a estimé le nombre d'actions de ce genre menées par différentes organisations aux États-Unis et leur coût, interviewé différentes personnalités sur leur analyse de l'intérêt et des limites de ce mode d'action. Une liste (assez banale) des effets possiblement positifs et négatifs des protestations a été dressée. Les conclusions sont là encore formulées sous forme très prudente, en soulignant le nombre de questions auxquelles on n'est pas en mesure de répondre. On pourrait considérer comme des faiblesses les rétropédalages d'ACE (le nombre d'études rangées en « version archivée »), et la grande circonspection des études qui restent validées. J'y vois plutôt un signe positif de reconnaissance de la complexité du réel, et de décrue du penchant à se montrer abusivement affirmatif sur ce qu'on ignore sous prétexte qu'il faut justifier son label d'évaluateur.

[1] Consulté courant avril 2019 et le 16 juillet 2019.

Tournons-nous à présent vers le document **« Questions fondamentales pour une défense efficace des animaux » du Sentience Institute**[1]. Il date de juin 2017. Des ajouts y ont été apportés par la suite. Les questions examinées relèvent d'interrogations et débats bien connus dans le mouvement animaliste tels que : « Mettre davantage l'accent sur les animaux, ou sur l'environnement, ou sur la santé ? » ; « Recourir ou pas à la confrontation ? », « Se positionner à gauche ou privilégier une approche non partisane ? » ; « Se focaliser sur l'antispécisme, sur les animaux d'élevage, ou sur les animaux sauvages ? » ; « Privilégier la réduction de consommation de produits animaux ou le plaidoyer pour le véganisme ? », etc. Sur chaque sujet, sont listés les arguments pouvant jouer en faveur ou défaveur des options présentées. On se sent comme à la maison, avec des sujets qu'on connaît par cœur, que ce soit parce qu'on fréquente les réseaux sociaux animalistes, ou qu'on assiste aux rencontres et conférences autour de la cause animale. Le Sentience Institute a consulté un ensemble « d'experts » sur les « questions fondamentales », c'est-à-dire une poignée de personnes, toutes liées au cercle de l'AEA, et occupant des positions qui leur confèrent influence et expérience dans le domaine de la cause animale. Jacy Reese fait la synthèse des opinions qu'elles ont exprimées dans un article de blog[2]. On y trouve les noms des 21 experts sollicités (dont 15 ont répondu). Les répondants avaient de larges possibilités de nuancer leurs réponses. Ils n'étaient pas tenus à un choix binaire (oui ou non à la confrontation par exemple), mais pouvaient indiquer leur choix entre les deux positions proposées sur une échelle de 1 à 10 (dans l'exemple cité, « 1 » signifierait « tout miser sur la confrontation et « 10 » signifierait « ne jamais recourir à la confrontation »). Ils pouvaient nuancer également en indiquant par une note le degré de confiance qu'ils avaient dans leur propre jugement sur chaque thème. Enfin, les répondants pouvaient classer différemment chaque option selon les critères « degré de négligence du problème », « étendue du problème » et « direction claire à suivre pour l'action ». Nous n'allons pas détailler les résultats obtenus, puisqu'il ne s'agit de rien d'autre que d'une photographie de l'opinion de quelques AEAs. Le fait intéressant est que les personnes consultées n'ont pas une position uniforme. Sur l'ensemble des sujets abordés, il n'y en a que trois sur lesquels plus de 80% des répondants penchent dans la même direction :

[1] « Summary of Evidence for Foundational Questions on Effective Animal Advocacy », texte publié sur le site du Sentience Institute (SI). Au moment où je consulte ce texte, sa dernière mise à jour par SI remonte au 21 juin 2018. Une traduction française de ce document, dans sa version primitive, est disponible sur le blog *Les questions décomposent.*

[2] Jacy Reese, « Effective Animal Advocacy Researcher Survey June 2017 », publié sur le blog du Sentience Institute le 16 juin 2017.

- Ils sont d'accord pour donner une place dominante aux messages et interventions institutionnels par rapport aux actions incitant les consommateurs individuels à changer leurs choix alimentaires. (Notons toutefois qu'on met en balance un mode d'action très spécifique avec toutes les autres façons d'exercer une influence.)
- Ils sont d'accord pour estimer que, dans la formulation des messages, l'argument du bien-être animal doit occuper plus de place que les arguments relatifs à l'environnement ou à la santé.
- Ils sont d'accord pour estimer que les petites avancées acquises en matière de bien-être animal ont plus de chances de favoriser des avancées futures que de les compromettre (ce qui confirme que les AEAs se situent dans le camp des welfaristes-abolitionnistes, et non dans le camp francionien qui soutient que les campagnes welfaristes sont à proscrire, parce qu'elles auraient pour seul effet de donner bonne conscience aux consommateurs, et ainsi de pérenniser l'exploitation animale).

Concernant le thème « animaux sauvages », il est logique de constater que les répondants sont nombreux à le juger important : à la fois parce que les animaux sauvages sont l'immense majorité des animaux, et parce que l'intérêt pour leur sort est particulièrement implanté chez les AEAs. (En outre, des ténors de la pensée RWAS figurent dans l'échantillon des personnes sollicitées.) Néanmoins, il ressort aussi du sondage que la direction à donner à l'action en faveur des animaux sauvages n'est pas jugée claire.

Au total, le document du Sentience Institute sur les « questions fondamentales » donne une impression de bonne connaissance par les AEAs des débats qui traversent le mouvement animaliste en général. La diversité d'opinion des experts consultés montre que les répondants font preuve d'autonomie dans leur jugement, à l'inverse des groupes monolithiques où les suiveurs répètent l'idéologie forgée par un ou quelques leaders. Il est de même rassurant de constater que, sur beaucoup de questions, les experts indiquent n'avoir qu'un degré de confiance modéré dans leur propre jugement. Ils penchent d'un côté ou de l'autre sur la question posée, au vu des arguments qui leur paraissent les plus convaincants, mais en ayant conscience qu'il ne s'agit pas de vérités établies.

Conclusion

A bien des égards, l'AEA apparaît comme un monde familier quand on parcourt les pages de ses sites : on n'est pas dépaysé par rapport à ce qu'on connaît du mouvement de libération animale. En laissant de côté les marqueurs d'appartenance à l'AE vus dans les chapitres précédents, on perçoit surtout qu'on est dans un compartiment du mouvement animaliste – un compartiment qui est réactif face aux critiques, ouvert à ce qui se fait et pense ailleurs, et désireux de

prendre des initiatives là où cela lui semble prometteur. L'attention portée par l'AEA à la connaissance des faits est une réalité. Au-delà des exemples cités dans ce chapitre, on peut constater, en visitant ses sites, la place qu'y occupent des rapports, ou autres types de documents, retraçant un travail de collecte d'information.

Jusqu'ici, nous avons évoqué des interventions pour lesquelles l'AEA est venu en renfort sur des formes d'action qui s'étaient développées avant et sans lui : promotion du végétalisme, effort pour obtenir des réformes légales ou des engagements d'entreprises sur le bien-être animal. Nous allons dans les deux chapitres suivants nous arrêter sur des domaines dans lesquels l'AEA n'est pas un intervenant parmi tant d'autres du mouvement animaliste, mais un acteur de premier plan.

Chapitre 12
Animaux sauvages : les prémices de la biologie du bien-être ?

Dans ce chapitre, nous essayerons de deviner si, et en quoi, les altruistes efficaces animaliers (AEAs) apportent quelque chose de neuf concernant la réflexion ou l'action en faveur des animaux sauvages. Nous effleurerons aussi en fin de chapitre une question philosophique qui surgit souvent à propos de l'intervention dans la nature, bien qu'elle ne soit pas propre à ce domaine. Mais commençons par quelques laborieuses explications pour préciser de qui on parle et comment les nommer.

Les AEAs adhèrent tous à l'optique RWAS (*reducing wild animal suffering*). Depuis quelque temps, et à leur initiative, une nouvelle dénomination, à connotation plus large, a cours pour désigner cette optique : WAW (*wild animal welfare*). J'utiliserai indifféremment l'une ou l'autre, et RWAS (ou WAW) sera dans ce qui suit employé à la fois comme adjectif ou comme substantif. Dans ce dernier cas, l'expression « les RWAS » désignera les personnes qui appartiennent à la mouvance RWAS.

Comme on l'a vu au chapitre 8, les acteurs du courant RWAS sont presque tous liés, de près ou de loin, à l'altruisme efficace (AE). Dans ce chapitre-ci, on s'intéressera cependant à un ensemble plus restreint, que j'appellerai le pôle AEA-WAW. (Ca va ? Vous tenez bon face au déluge de sigles ?) Le pôle AEA-WAW désigne l'ensemble des personnes qui travaillent, ou ont travaillé, dans des organismes de l'AE sur la question des animaux sauvages. En sont exclues les deux catégories suivantes : (1) des personnes qui contribuent de manière significative à la réflexion RWAS mais qui, tout en étant proches de l'AE, ne sont pas intégrées à ses équipes (ceci concerne les animateurs d'Animal Ethics et divers chercheurs universitaires ou indépendants) ; (2) des personnes qui appartiennent à des organismes labellisés AE mais qui n'interviennent pas sur le dossier RWAS, ou ne le font qu'en tant que sympathisantes ou vulgarisatrices, sans s'investir profondément sur le sujet.

Ce n'est que depuis peu que l'AEA a créé des organismes dédiés à la question des animaux sauvages (cf. chap. 8, § 2.2.2.) : Utility Farm et Wild-Animal Suffering Research (WASR), dont l'activité a débuté en 2017, ont fusionné en janvier 2019 pour former Wild Animal Initiative (WAI). À la date de dernière révision de ce chapitre (23 juillet 2019), l'équipe de WAI compte 8 personnes. Les ex-chercheuses de WASR n'en font pas partie. La rotation du personnel étant chose fréquente dans les équipes de l'AE, il n'y a pas de raison d'en déduire que cela corresponde à un changement d'orientation dans les travaux menés. D'ailleurs, le site de WAI permet d'accéder aux études réalisées dans le cadre de WASR. Le pôle AEA-WAW ne se réduit pas aux membres de l'équipe de WAI. Nous aurons chemin faisant l'occasion de citer d'autres acteurs (notamment Brian Tomasik,

qui a travaillé sur le sujet bien avant qu'un pôle dédié existe, ou encore des chercheurs de Rethink Priorities dont l'investissement dans ce domaine est récent mais conséquent).

À la question « qu'apporte l'AEA à la problématique RWAS ? », il y a une première réponse : il apporte de l'argent. Il ne s'agit pas de fortunes[1]. Néanmoins, c'est grâce à la communauté de l'AE que des équipes, alignées sur les valeurs RWAS (*value-aligned* disent les anglophones), peuvent concevoir des projets et mener des recherches dans un cadre professionnel.

Le pôle AEA-WAW est totalement *value-aligned* sur la pensée RWAS si on ne retient de celle-ci que ses fondamentaux : l'idée que la sentience des animaux sauvages constitue une raison nécessaire et suffisante pour les inclure dans le cercle de considération morale, et la volonté de chercher comment améliorer leur sort. Ce pôle est également *value-aligned* sur maints autres points : estimer que l'origine naturelle (non humaine) de certains des maux qui frappent des animaux n'est pas une raison de ne pas s'en soucier ; estimer qu'il est bien de modifier les écosystèmes si cela accroît le bien-être des sentients ; ne pas accorder de valeur intrinsèque à la naturalité… Le pôle AEA-WAW est 100% RWAS, et pourtant il me semble qu'il s'éloigne de manières de faire et de dire qui étaient devenues dominantes dans le milieu RWAS. Je vais tenter de montrer en quoi il se distingue. Il faut prendre avec circonspection ce qui va suivre. Je peux me tromper en accordant trop de poids à quelques évolutions observées récemment, qui seront peut-être contredites par des publications futures du pôle AEA-WAW. Rappelons que ce pôle n'existe que depuis peu. On dispose de très peu de recul pour en discerner les contours.

1. Quelques aspects de la pensée RWAS pré-AEA-WAW

Par « pensée RWAS pré-AEA-WAW », il faut entendre la mouvance RWAS telle qu'elle existe avant l'émergence d'organisations RWAS émanant directement de l'AE. Je vais être ici *très lacunaire* sur ce courant. (Je me permets de renvoyer, pour plus d'information, aux numéros 40 et 41 des *Cahiers antispécistes*, et aux références bibliographiques qui y figurent[2].) On ne retiendra ici de cette mouvance que deux points utiles pour ce qui est le but poursuivi : tenter de deviner si, et dans quel sens, le pôle AEA-WAW peut amener une inflexion dans les thèmes privilégiés par le milieu RWAS.

[1] Interrogée sur son expérience passée à WASR, Persis Eskander parle d'un ordre de grandeur de 1 million de dollars par an (Eskander et Wiblin, 2019). L'équipe de WAI est plus nombreuse que ne l'était celle de WASR. De plus, depuis quelques mois, des chercheurs de Rethink Priorities se consacrent aussi au domaine WAW. Cependant, les moyens actuels ne permettent d'employer qu'un nombre réduit de personnes.

[2] Voir également la chronologie détaillée de la pensée RWAS proposée dans l'article de Wikipedia intitulé « Timeline on wild animal suffering ».

Une première caractéristique de la pensée RWAS pré-AEA-WAW est que la quasi-totalité du champ est occupée par des éthiciens, qu'ils soient philosophes professionnels ou chercheurs indépendants. (Il y a quelques exceptions, mais restons-en au gros des troupes.) Une conséquence de ce trait est que presque toute la place est occupée par un argumentaire destiné à convaincre – sur le plan des principes – qu'il faut intervenir dans la nature pour aider les animaux sauvages. À cela s'ajoute une tendance lourde à présenter les choses comme une bataille entre, d'un côté, les interventionnistes (c.a.d. les RWAS eux-mêmes) et, de l'autre, un camp appelé « conservationniste » (ou « environnementaliste », ou « écologiste ») dont on n'en finit pas de détailler les raisonnements déficients, avec une prédilection particulière pour la dénonciation de toutes sortes d'idées fausses relatives à la nature. Ce volet prend tellement de place que, finalement, nombre de sympathisants RWAS finissent par s'exprimer comme si le seul, ou le principal, problème était de faire tomber ces croyances erronées.

Une deuxième caractéristique de la pensée RWAS pré-AEA-WAW est à rappeler. Le point de départ de cette pensée a toujours été le constat que les animaux sauvages connaissent des formes sévères de malheur. Mais, dans les années 2010, un élément s'est ajouté au tableau : on a vu se répandre très largement dans le milieu RWAS l'affirmation selon laquelle il y aurait une écrasante prédominance de la souffrance sur le bonheur dans la nature. C'est ce qu'Oscar Horta nomme la « prévalence de la disvaleur ».

Dans les trois sections suivantes, nous allons évoquer les éléments qui suggèrent qu'une évolution se dessine sur les points qui viennent d'être rappelés.

2. L'assertion de la prédominance de la souffrance en recul

Affirmer que la souffrance prédomine dans la nature n'est pas une hypothèse sur les faits comme une autre. Elle ne l'est pas, du moins, quand on l'insère dans une éthique utilitariste hédoniste. On arrive alors assez naturellement à la conclusion que le plus grand service qu'on puisse rendre aux animaux sauvages est de leur éviter d'exister. Dans ce cadre, la direction à prendre est claire (même si cela n'a pas été dit clairement par tous les RWAS) : réduire autant que possible les populations d'animaux sauvages et, pour ceux qui continueront malgré tout d'exister, espérer que des techniques futures permettront de modifier en profondeur le génome, le comportement et l'environnement de leurs descendants, de façon à rendre leur vie plaisante. (Précisons que Brian Tomasik, qui a proposé un moyen de raréfier la vie sauvage – réduire l'habitat des animaux –, n'a pas besoin de l'hypothèse de prédominance de la souffrance pour estimer que c'est la bonne chose à faire, parce qu'il est un utilitariste négatif.)

Il n'est pas rare de voir des AEAs adhérer à l'idée de prévalence de la disvaleur, et reprendre le désormais traditionnel développement sur les modes de reproduction *r* et *K* qui lui sert d'appui (les espèces relevant du mode de

reproduction *r*[1], soit la plupart des espèces, étant désignés comme celles dont l'immense majorité des membres ont un solde hédonique négatif, sans que pour autant les espèces à reproduction *K* soient forcément supposées échapper à ce triste sort). Le fait remarquable est que, parmi les acteurs du pôle AEA-WAW, il s'est trouvé des personnes pour *ne pas* endosser l'idée qu'il serait certain, ou très probable, que la souffrance prédomine largement sur le bonheur dans la nature. Ces personnes n'ont pas soutenu que l'inverse serait vrai. Elles se sont dites agnostiques sur le sujet. C'est le cas d'**Ozy Brennan**, qui a été l'une des chercheuses employées dans le projet WASR. À une table-ronde qui s'est tenue à la conférence EAG de San Francisco à l'automne 2018[2], elle dit : « Je n'utilise pas le cadre de la souffrance nette ou du bonheur net dans la nature, parce que je ne sais pas de quel côté je penche. Je pense qu'il nous faudrait rassembler énormément d'informations avant que je ne me sente à l'aise pour avoir une opinion sur le sujet. » **Kieran Greig**, autre participant à cette table ronde, ne montre pas plus d'enthousiasme à l'idée de reprendre à son compte le thème de la prévalence de la disvaleur. Il dit prudemment : « Je pense que, pour le moment, je vais me tenir à l'écart de cette idée de souffrance nette dans la nature, et de l'idée que certains animaux sauvages ont un solde lourdement négatif. Je pense que je ne parlerai pas de bonheur ou de souffrance nets. Je préférerais en rester à parler d'améliorer le bien-être, d'améliorer la qualité de vie. »

En avril 2019, **Persis Eskander** est longuement interviewée par Robert Wiblin. Eskander a été la directrice de WASR pendant toute sa durée d'existence, avant que WASR se fonde dans WAI. À la date de l'entretien, elle ne travaille plus dans le domaine des animaux sauvages (elle a rejoint l'équipe d'OPP), mais toute la conversation porte sur le bilan et les perspectives tirées de son expérience à WASR. Eskander ne se prononce pas (dans un sens ou dans l'autre) sur le solde hédonique des animaux sauvages. Elle insiste sur l'importance des inconnues concernant la sentience : on ignore qui est sentient (hormis pour certaines espèces) ; on ignore à quel moment de la vie la sentience émerge chez un animal destiné à devenir conscient ; on ignore l'intensité de la souffrance associée à des expériences négatives (Y a-t-il des mécanismes qui amenuisent la souffrance liée à des atteintes physiques sévères ?). Dans un passage de l'entretien, Eskander mentionne bien l'hypothèse de solde hédonique négatif pour les individus qui meurent très jeunes (notamment la plupart des animaux suivant le mode de reproduction *r*), et le fait que cela peut conduire à l'hypothèse de prédominance de la souffrance, parce que ces animaux sont les plus nombreux. Mais plus loin,

[1] c'est-à-dire les espèces où les individus ont une progéniture très nombreuse, mais avec des taux de mortalité énormes de la descendance, que la mort intervienne au stade de l'œuf ou très peu de temps après la naissance.

[2] Table ronde intitulée « Building Support for Wild Animal Suffering », avec Persis Eskander, Kieran Greig, Abraham Rowe et Ozy Brennan. Une transcription de la discussion, datée du 2 novembre 2018, peut être consultée sur le site Effective Altruism Global.

lorsque Wiblin lui pose explicitement la question de savoir si on peut se prononcer sur ce point, Eskander répond qu'on ne le peut pas à l'heure actuelle, qu'il y a trop d'inconnues.

De façon plus générale, un trait frappant de cet entretien est le nombre de fois où Eskander produit des réponses du style « je ne sais pas », « nous ne savons pas », « les connaissances manquent », « nous ne savons pas mesurer les effets induits d'une action ». Elle le fait y compris quand Wiblin lui tend la perche sur des thèmes fréquemment évoqués dans le milieu RWAS, tels que l'élimination de la prédation ou du parasitisme. « Nous ne comprenons pas l'ensemble des effets d'une élimination totale de la prédation ou du parasitisme, nous ne comprenons même pas ce qu'il en est en cas d'élimination partielle ou restreinte », répond-elle.

Abraham Rowe, qui participe au pôle AEA-WAW depuis qu'il existe, cite dans un écrit de juillet 2019[1] la question du signe (positif ou négatif) du solde hédonique des animaux sauvages comme une des questions majeures qui se posent pour décider de l'orientation à donner à l'action en leur faveur. Rowe note qu'il n'est pas exclu qu'on ne sache jamais y répondre. Il suggère, de manière très circonspecte, que si l'ignorance persiste, il serait peut-être plus sage d'agir comme si leur solde hédonique était positif, mais ajoute que cela ne satisfera sans doute pas les personnes focalisées sur la souffrance, qui jugeront qu'un tel pari empêcherait de se concentrer sur les interventions ayant le plus d'impact pour la réduire. (Rowe ne cite personne, mais je suppose qu'il pense notamment à Tomasik en écrivant cela.)

Une publication récente pourrait contribuer à la régression de la thèse de la prédominance de la souffrance dans la nature. Comme on l'a indiqué au chapitre 8 (§ 2.2.3.), le « père » de cette hypothèse est Yew-Kwang Ng (1995), même si ce n'est pas lui qui l'a popularisée. Or, à l'été 2019, **Yew-Kwang Ng** a cosigné avec **Zach Groff** un article dans lequel il indique qu'il estime que le modèle qu'il avait exposé dans son article de 1995 (conduisant à conclure à la prédominance de la souffrance) contenait une erreur. Groff et Ng proposent un modèle révisé, dont il ressort qu'on ne peut rien conclure sur la question de savoir s'il y a plus ou moins de joie que de souffrance dans la nature[2]. Les auteurs consacrent toute une section de leur article au constat de l'ampleur qu'a prise dans le milieu RWAS la thèse de la prédominance de la souffrance. Après avoir rappelé que les auteurs qui l'ont soutenue ont cité Ng (1995) comme source, ils les invitent explicitement à prendre en compte la révision apportée dans leur article de 2019 :

[1] Abraham Rowe, « Opinion : Wild Animal Welfare and Uncertainty », article publié sur le site de Wild Animal Initiative le 18 juillet 2019.

[2] J'avoue n'avoir pas pris le temps d'étudier stylo en main le modèle mathématique qui se substitue à celui de 1995 dans l'article de Groff et Ng de 2019. Comme celui de 1995, c'est un modèle purement théorique, bâti sur quelques hypothèses générales. Ce n'est pas – et ça ne prétend pas être – un travail alimenté par des données empiriques issues des connaissances sur la biologie ou la psychologie des innombrables espèces d'animaux sauvages.

> Bien que [le modèle révisé] ne permette toujours pas d'étayer une vision idyllique de la nature, il ne peut plus servir d'appui à une vision catégoriquement négative de celle-ci. Étant donné la révision substantielle qu'il apporte à une source majeure [l'article de Ng de 1995], la littérature académique et non académique à propos du bien-être des animaux sauvages devrait être mise à jour, et adopter une position plus agnostique sur la question de savoir si la nature est généralement bonne ou mauvaise pour les animaux qui y résident. (Groff et Ng, 2019, p. 39)

Les quelques personnes citées ne sauraient servir d'indice d'un basculement général de l'opinion dans le milieu RWAS. Ce milieu compte nombre de personnes qui ont investi ces dernières années dans des écrits, ou des conférences, dans lesquels l'affirmation de la prédominance de la souffrance constitue une pièce maîtresse. Je ne saurais dire s'il est envisageable pour elles de faire marche arrière. Mais que des acteurs importants du pôle AEA-WAW disent ouvertement qu'ils n'ont pas l'intention de se fonder sur la thèse de la prévalence de la disvaleur est loin d'être un événement mineur. Désormais, les perspectives deviennent très ouvertes sur ce qui serait la bonne direction à prendre concernant les animaux sauvages.

3. Moins d'éthique « antinaturaliste », plus de biologie du bien-être

Une grande partie du milieu RWAS classique juge primordial d'alerter le public sur le malheur existant dans la nature et sur l'erreur morale consistant à ne pas vouloir y remédier. Bon nombre de sympathisants RWAS n'ont pas d'autre activité en faveur des animaux sauvages que d'affirmer cette position de principe, et martèlent volontiers au passage combien leur approche est opposée à celle des écologistes. Là encore le ton d'Eskander est sensiblement différent :

> La raison principale pour laquelle il se peut que le temps ne soit pas encore venu de beaucoup s'adresser au grand public est que nous n'en sommes vraiment pas au point, je pense, où nous comprenons vraiment bien quel est le problème, quelle est son étendue, et c'est risqué de communiquer sur un problème, et spécialement sur un problème qui exige très fortement d'être étayé par des données scientifiques, sans disposer de l'appui de chercheurs. Donc, je suis très réservée sur la démarche consistant simplement à aller dire au public : « Voilà quelque chose dont vous devriez vous préoccuper. Vous devriez être scandalisés par toute cette souffrance qu'il y a dans le monde. Nous devons faire quelque chose pour y remédier » – tant que nous n'avons pas à nos côtés des écologistes, des biologistes et des psycholoques qui disent : « Oui, il y a des raisons sérieuses de croire que c'est bien cela qui se passe et que nous pouvons y faire quelque chose. » (Eskander, *in* Eskander et Wiblin, 2019)

À un autre moment du même entretien, Eskander observe que, jusque-là, les défenseurs du bien-être des animaux sauvages ont été des personnes ayant des bases solides en philosophie ou économie, et que **ce dont on a besoin maintenant c'est surtout de personnes formées aux sciences de la vie** (neurobiologie, éthologie, biologie évolutionnaire, écologie…) : ce qu'il faudrait, c'est que des scientifiques de ces domaines soient disposés à mener leurs travaux en y intégrant un intérêt pour le vécu subjectif des animaux sauvages.

L'idée n'est pas nouvelle. Du côté d'Animal Ethics, il y a longtemps qu'on souligne la nécessité d'accumuler des connaissances scientifiques, mais sans qu'il y ait de progrès accomplis dans ce sens. Une des raisons en est certainement qu'Animal Ethics a peu de ressources. De plus, l'essentiel de ces ressources a été consacré à l'activité qu'Eskander juge non prioritaire : faire savoir au public que les animaux sauvages souffrent et qu'il est moralement requis de se préoccuper de ce problème.

L'AEA-WAW a davantage investi dans le domaine relevant des sciences. Quand on parcourt les articles publiés sur le site de WASR, on trouve quelques rapports qui cherchent à faire le point sur l'état des connaissances (et manque de connaissances) sur des sujets tels que le parasitisme, la contraception ou les méthodes en usage pour tuer les animaux jugés nuisibles. Toutefois, l'examen des facteurs affectant le bien-être des animaux sauvages est un domaine d'une étendue démesurée. Même en renforçant les effectifs du pôle AEA-WAW, ses équipes ne pourraient qu'apporter une contribution modeste en termes de collecte des informations existantes, et aucune dans l'acquisition de connaissances nouvelles (il ne s'agit pas de laboratoires de recherche). C'est pourquoi, l'objectif serait plutôt de parvenir à intéresser la communauté scientifique à la question. Là encore, il n'a pas fallu attendre l'émergence de l'AEA-WAW pour que cette idée devienne populaire. C'est l'économiste Yew-Kwang Ng qui, dans un article publié en 1995, a le premier plaidé pour la création d'une discipline nommée « biologie du bien-être » qui aurait pour objet d'étudier le plaisir et la souffrance chez les êtres sentients. Plus tard, ce projet de biologie du bien-être a souvent été évoqué avec faveur par des auteurs RWAS, de même que l'idée a été soutenue par le premier site RWAS, Animal Ethics. Cependant, la chose en est restée au stade de vœu pieux.

L'émergence du pôle AEA-WAW va-t-elle permettre de progresser ? À ce stade, on peut simplement constater que des efforts ont été accomplis pour amorcer concrètement le mouvement. Au cours de l'année 2018, Utility Farm a contacté 92 scientifiques de diverses spécialités (biologie, entomologie, zoologie, écologie…) afin de les sensibiliser à la biologie du bien-être, et a réussi à avoir une conversation approfondie avec 26 d'entre eux. Toutefois, Abraham Rowe tire un

bilan mitigé de cette expérience dans l'article où il rend compte des résultats[1] : sur les 26 chercheurs contactés, 3 seulement ont manifesté un réel intérêt, et un seul semblait en accord avec les valeurs RWAS. De plus, les 3 personnes intéressées étaient des doctorants. La conclusion qui en a été tirée est qu'il y avait probablement peu d'espoir de recruter des chercheurs en biologie du bien-être chez des scientifiques déjà installés dans leur carrière : on ne doit pas s'attendre à ce qu'ils laissent tomber leur domaine de spécialisation et leurs programmes de recherche en cours pour se reconvertir dans un autre domaine. Par conséquent, l'idée est désormais de passer par une voie plus longue, mais qui a plus de chances de porter ses fruits à terme : s'adresser plutôt aux scientifiques en herbe – étudiants, doctorants ou chercheurs en contrat postdoctoral. L'idée a été reprise par WAI. Par ailleurs, Animal Ethics a reçu en avril 2019 un financement d'ACE (c'est l'un des bénéficiaires des financements accordés par ACE à partir de son Effective Animal Advocacy Fund, à hauteur de 44 000 $). Cela va sans doute permettre à Animal Ethics d'offrir un peu plus de postes à des étudiants en contrat temporaire de quelques semaines, dont un petit nombre sont affectés à réaliser des revues de la littérature sur des sujets relatifs à la sentience ou la souffrance des animaux dans la nature. Animal Ethics a même publié en mai 2019 une offre d'emploi pour un chercheur postdoctoral en contrat d'un an.

4. Un appel à se rapprocher des conservationnistes

Le 6 juin 2019, Abraham Rowe publie sur le site de WAI un article appelant à collaborer avec les conservationnistes, c.a.d. les scientifiques qui travaillent à la conservation des espaces naturels ou des espèces, et plus largement avec les scientifiques qui œuvrent dans des disciplines connexes : écologie prédictive, écologie d'intervention, écologie de restauration[2]. Il fait valoir que beaucoup de conservationnistes ont été attirés vers ce domaine parce qu'ils aiment les animaux, et qu'ils cherchent à faire avancer la connaissance sur des questions qui importent également pour le WAW : notamment celle de l'évaluation des effets induits à long terme de l'intervention humaine. Rowe explique que des outsiders (les RWAS) ne réussiront pas à créer *ex nihilo* une nouvelle discipline (la biologie du bien-être), mais que par contre elle a des chances de voir le jour si elle s'appuie sur la communauté scientifique existante des conservationnistes et apparentés, et si un climat de confiance et d'intérêt mutuel se crée grâce à des projets où RWAS et conservationnistes collaborent, sur des objectifs conformes aux valeurs des uns et des autres. Cet article est un appel adressé au milieu RWAS pour qu'il mette fin à son attitude de dénigrement des conservationnistes. Si cet écrit de

[1] Abraham Rowe, « Welfare Biology Academic Outreach – A New Approach », site d'Utility Farm, 24 décembre 2018, consulté le 4 mai 2019.

[2] Abraham Rowe, « Beausoleil *et al.* Show the Value of Collaboration Between Wild Animal Welfare Advocates and Conservationnists », site de WAI, 6 juin 2019, consulté le 18 juillet 2019.

Rowe traduit un sentiment et une volonté sincères et partagés du pôle AEA-WAW, alors il marque un véritable tournant par rapport à des usages et un état d'esprit largement répandus dans la mouvance RWAS. Pour partie (mais pour partie seulement), Rowe fait valoir des raisons pragmatiques : on a besoin de l'appui des scientifiques pour développer la biologie du bien-être ; beaucoup de ces scientifiques sont attachés à des formes d'éthique de l'environnement ; si l'on passe son temps à les attaquer sur ces convictions, ou si l'on attend qu'ils se convertissent à l'utilitarisme et partagent en tout point l'opinion des RWAS sur les malheurs d'origine naturelle, le résultat sera que les RWAS perdront la partie, et qu'on manquera les occasions – qui existent – de s'allier sur des objectifs partagés, et d'initier un rapprochement des points de vue. Le texte de Rowe contient plus que ces raisons d'opportunité. De fait, il reproche leur ignorance aux RWAS qui ont fait des conservationnistes leur cible de prédilection. Ces RWAS parlent sans s'être penchés sur les travaux d'un domaine académique extrêmement vaste et divers. Ils parlent sans prendre en considération le fait que ce domaine est en plein questionnement sur ce que doivent être ses buts et ses méthodes. Ils parlent sans avoir prêté attention à l'émergence du *Compassionate conservation movement*, ou au plaidoyer pour la création d'une nouvelle discipline, nommée *conservation welfare*, à l'intersection de la conservation et du bien-être animal (*Beausoleil et al.*, 2018). Rowe ne prétend pas que ces évolutions et courants dans le monde des conservationnistes ont transformé ces derniers en personnes alignées sur les valeurs des RWAS. Par contre, Rowe dit explicitement que le descriptif des conservationnistes qui a cours chez les RWAS quand ils s'évertuent à dépeindre l'éthique de la conservation comme étrangère, ou opposée, à l'amélioration du bien-être des animaux sauvages relève de la « fabrication d'un homme de paille ». Rowe ajoute encore ceci à l'attention des RWAS qui utilisent les conservationnistes comme épouvantail :

> En vérité, le portrait que dressent les défenseurs du bien-être des animaux sauvages des conservationnistes quand ils dépeignent ces derniers comme des gens qui adhèrent tous aux mêmes valeurs, et dont le but est de ramener la nature à ce qu'aurait été son état pré-humain, est tout simplement inexact. Les conservationnistes constituent un vaste ensemble de chercheurs, rarement uniformes dans leurs valeurs, et qui sont souvent intéressés par des problèmes très similaires à ceux qui occupent les chercheurs WAW. (Rowe, 2019, *op.cit.)*

Il ressort des points abordés dans les deux sections précédentes qu'il est envisageable que, grâce au pôle AEA-WAW, le déséquilibre entre la composante normative et la composante positive du discours RWAS soit peu à peu corrigé. Il se pourrait que, désormais, la recherche de connaissances cesse d'être le parent pauvre de la réflexion RWAS. Cependant, l'acquisition de connaissances est un travail de longue haleine. Il n'y aurait rien de surprenant à ce que, pendant un

temps très long, elle se traduise uniquement par la publication de rapports sur les thèmes qui auront été explorés. Y aura-t-il, de surcroît, des programmes concrets d'aide aux animaux sauvages développés ou appuyés par le pôle AEA-WAW ?

5. Des interventions envisageables à court ou moyen terme ?

En parcourant les pages des associations AEA-WAW, on trouve un seul programme déjà en place : il s'agit d'une initiative d'Utility Farm, reprise par WAI, destinée à **limiter la prédation des chats domestiques**. Le programme consiste à mettre à la disposition de refuges étasuniens une documentation à distribuer aux adoptants les encourageant à garder les chats à l'intérieur. L'association compte effectuer un suivi, afin de déterminer les effets de cette campagne. C'est loin d'être la première fois que des associations incitent à se soucier de la prédation des chats et/ou des risques qu'ils courent à l'extérieur quand ils y sont laissés sans surveillance, de sorte que cette initiative n'apporte pas vraiment d'éclairage sur les chemins nouveaux que pourrait emprunter l'AEA-WAW.

Sur le site de WASR, on trouve des rapports sur des types d'interventions existants (contraception, nourrissage) qui témoignent d'un réel effort de collecte d'information, mais dont l'autrice (Ozy Brennan) ne tire aucune conclusion tranchée, soulignant plutôt les données manquantes et la difficulté d'évaluer les effets induits.

Portons plutôt notre attention sur des interventions envisageables qui suscitent un *intérêt soutenu* du pôle AEA-WAW – intérêt dont témoigne le fait qu'on voit plusieurs composantes de ce pôle y consacrer des écrits, et qu'on les retrouve dans des conversations sur des forums spécialisés. Les interventions en question ne sont pas celles qui figurent fréquemment dans les textes/conférences de vulgarisation destinés à susciter l'intérêt du public pour la thématique RWAS, tel que des programmes de vaccination, ou l'évocation d'interventions ponctuelles pour secourir des animaux en mauvaise posture.

Un sujet qui revient souvent dans le pôle AEA-WAW est celui des **insecticides sans cruauté** (*humane insecticides*), l'idée étant de remplacer les insecticides actuels par des produits tout aussi létaux, mais qui auraient été conçus de façon à donner une mort sans souffrance. Il pourrait alternativement s'agir de déterminer lesquels des insecticides en usage sont les moins cruels, et de voir s'il est possible de pousser à les privilégier. Il faut mettre au crédit de Brian Tomasik de s'être soucié très tôt des « petites bêtes », c'est-à-dire de l'écrasante majorité des animaux, qui sont de petits invertébrés (insectes, araignées, lombrics, etc.). C'est Tomasik qui, dès 2007, publie un texte intitulé « Humane Insecticides »,

qu'il actualisera régulièrement par la suite[1]. Le sujet est repris par Utility Farm en 2018, et figure dans l'agenda de recherche de WAI pour 2019. Une des énormes difficultés du projet tient au fait qu'on ignore si, et comment, les insectes sont sentients, ce qui n'aide pas à déterminer quel type d'insecticide cause le moins de souffrance. Les AEA-WAW ont conscience que la sensibilité à la douleur des insectes n'est pas solidement établie. Cela ne les dissuade pas de s'intéresser aux insecticides car, même en attribuant une faible probabilité à l'existence de la souffrance chez ces animaux, ils sont si nombreux à être tués que l'espérance de gain (quantité de souffrance épargnée) grâce à des insecticides sans cruauté reste considérable.

Dans le long entretien avec Robert Wiblin d'avril 2019, Persis Eskander cite des actions du même type quand Wiblin lui demande quelles interventions lui semblent prometteuses : adoucir les méthodes de mise à mort des animaux pêchés, et chercher à faire adopter des méthodes moins cruelles d'élimination des nuisibles (qu'il s'agisse de vertébrés ou d'invertébrés). Elle ne se prononce fermement sur l'intérêt de la contraception que dans le cadre du contrôle des nuisibles. (Eskander estime par ailleurs qu'il faudrait tenter d'endiguer le mouvement poussant à développer l'élevage et la consommation d'insectes, idée dont on retrouve d'autres occurrences dans l'AEA. Mais cette rubrique concernerait des animaux d'élevage, de sorte que je la laisserai de côté ici.)

Les voies jugées prometteuses par le pôle AEA-WAW ont quelques propriétés qui méritent d'être soulignées.

=> Dans tous les cas, il s'agit d'intervenir sur des domaines où les humains interagissent déjà avec des animaux sauvages, et non sur des situations dans lesquelles les humains ne sont pour rien (les lions et les gazelles…). Pourtant, beaucoup des malheurs que connaissent les animaux sauvages ne sont pas imputables aux humains. Le pôle AEA-WAW en a autant conscience que le reste du milieu RWAS. Mais la priorité n'a pas été donnée à des projets visant des problèmes d'origine non humaine. C'est sans doute que l'affichage de l'idée que le mal est dans la nature et qu'il faut y remédier n'est pas au premier rang des préoccupations des AEA-WAW. Peu importe que l'objectif choisi porte sur des animaux liminaires, du moment qu'il satisfait (pour autant que l'on puisse en juger *a priori*) les critères IRN (importance, résolubilité, négligence).

=> Dans tous les cas, il s'agit d'interventions laissant la taille des populations inchangée. Ce sont des opérations neutres sur les effectifs des animaux sauvages, mais qui réduisent la souffrance endurée.

[1] Brian Tomasik, « Humane Insecticides », site *Essays on Reducing Suffering*, consulté le 6 mai 2019. À la date de consultation, la dernière actualisation du texte par l'auteur remonte au 12 novembre 2018.

Pourquoi le pôle AEA-WAW privilégie-t-il ces interventions-là, au lieu d'évoquer, comme on peut le lire couramment sur les réseaux sociaux où s'expriment des sympathisants RWAS, des perspectives telles que « j'évite la surpopulation dans la nature grâce à la contraception », et autres projets simples sur le papier ? Pourquoi le pôle AEA-WAW s'intéresse-t-il principalement à des scénarios où les humains élimineraient autant d'animaux sauvages qu'actuellement, mais de façon plus douce ?

Une première raison à cela est qu'il a très fortement conscience de ne pas maîtriser la chaîne des interdépendances. Eskander n'a pas de peine à se prononcer sur l'intérêt de la contraception pour des populations qui, de toutes façons, vont être réduites par les humains : les rats jugés surnuméraires seront tués dans une ville si on ne parvient pas à éviter leur naissance. Elle préfère ne pas se prononcer inconsidérément sur les effets d'une politique contraceptive appliquée à une population d'animaux sauvages vivant dans la nature. Eskander n'écarte pas l'idée que le sujet mérite d'être creusé, et qu'on pourrait à terme concevoir des interventions positives de ce type. Mais elle constate qu'on ne sait pas, en l'état, évaluer les effets sur les individus d'autres espèces d'une réduction des effectifs d'animaux d'une certaine espèce par le contrôle des naissances. Il ne lui semble pas évident non plus que l'on sache réguler correctement les populations que l'on cherche à réduire.

Quant au fait que les interventions à grande échelle qui suscitent un intérêt soutenu dans le pôle AEA-WAW soient purement welfaristes, il résulte surtout, je pense, du fait que ce sont les seules qui permettent d'éviter le casse-tête de l'éthique des populations. Elles le font précisément parce qu'elles s'appliquent à *effectifs constants*. Ce sont des améliorations parétiennes : rien ne change, sauf que cela va mieux (moins mal) pour certains individus. C'est la configuration par excellence où il n'y aucune difficulté à se prononcer sur le fait que la situation visée est meilleure que la situation existante[1]. Observons en outre que s'éloigner de ce cas pourrait rompre l'unanimité des AEA-WAW. Préconiser des insecticides qui tuent mieux, ce n'est pas préconiser moins d'insecticides. Il est très probable que « moins d'insecticides » susciterait des appréciations divergentes dans la communauté RWAS : au moins des appréciations soit négatives, soit agnostiques. (Je n'ai pas repéré d'appréciations positives émanant de personnes fortement investies sur la thématique RWAS, mais cela ne suffit pas à exclure qu'elles puissent exister.) Les AEA-WAW sont forcément conscients que s'aventurer sur le terrain de recommandations visant à diminuer (ou augmenter) l'usage de

[1] Une amélioration parétienne, ou « amélioration au sens de Pareto », est un changement tel qu'au moins un individu s'en trouve mieux et qu'aucun individu ne s'en trouve plus mal. De tels changements ont l'agréable propriété qu'il y a consensus sur le fait que ce sont bien des améliorations, et la désagréable propriété de correspondre à des cas quasiment inexistants dans la vraie vie. Ainsi, il est probable qu'en réalité les insecticides sans cruauté n'affectent pas uniquement les conditions de mort des insectes, ces produits ayant sans doute des effets sur d'autres animaux. Néanmoins, on réfléchit aux insecticides sans cruauté « comme si » c'était (à peu près) une amélioration parétienne.

pesticides conduirait à des discussions internes compliquées, d'autant que la question a déjà été soulevée par l'un d'eux. Brian Tomasik a été explicite sur le fait qu'il ne préconisait pas de réduire l'usage d'insecticides : parce qu'il estime plausible que dans un monde avec insecticides les insectes prolifèrent moins que dans un monde qui n'y aurait pas recours, et parce qu'il y a moins de souffrance quand il y a moins d'individus. Tomasik est inquiet de ce qu'une campagne pour des insecticides sans cruauté puisse être confondue avec une campagne pour la réduction de l'usage d'insecticides, au point qu'il se demande s'il ne serait pas nécessaire de mettre les points sur les i pour prévenir la confusion :

> Habituellement, quand je parle d'insecticides sans cruauté sans me montrer suffisamment précis, les gens réagissent ainsi : « Oh oui, les insecticides sont vraiment une mauvaise chose. Nous devrions nous efforcer d'en utiliser moins. » Comme j'ai cherché à le souligner dans l'introduction de cet article, il est possible que ce soit inexact. L'impact net des insecticides n'est pas clair, mais il semble plausible qu'ils évitent plus de souffrance qu'ils n'en causent. Même si nous pouvions amenuiser la souffrance grâce à des insecticides moins cruels, cela me préoccupe que beaucoup de gens puissent ne pas comprendre qu'il est possible que l'impact des insecticides soit, tout compte fait, globalement positif. Ils risquent donc de tirer des conclusions erronées sur les mesures à prendre. […] Toute campagne pour des insecticides sans cruauté est confrontée à ce risque, et je pense que ce problème doit être pris au sérieux. Peut-être devrait-on tester des messages pour faire passer l'idée que des insecticides moins cruels ne sont pas une étape vers l'élimination des insecticides (Tomasik, « Humane Insecticides *», op.cit.*)

En s'attaquant à la question des méthodes de contrôle des nuisibles, sans se mêler d'influer sur le nombre d'animaux que d'autres acteurs décident d'éliminer, le pôle AEA-WAW a trouvé un domaine d'investissement permettant de contourner les questions délicates, tout en satisfaisant certaines de ses ambitions. Le problème concerne un très grand nombre d'animaux et donc, en cas de succès, réduira sensiblement la somme de souffrances endurées. Ce n'est à ce stade qu'un projet à l'étude. On ne peut donc encore rien dire des formes précises sous lesquelles il pourrait être décliné, encore moins des chances de réussite et du nombre d'animaux qui pourraient être réellement affectés. Mais il est certain que le pôle AEA-WAW veut se donner les moyens d'avancer sur ce thème.

De façon plus générale, **les AEA-WAW sont à l'avant-garde dans l'attention portée aux insectes et autres invertébrés**. On ne trouve rien de comparable ailleurs dans le mouvement animaliste. Au sein même de l'AE, Il y a quelques années encore, Brian Tomasik faisait figure de pionnier solitaire sur le sujet. Désormais, beaucoup d'AEAs ont pris conscience que les invertébrés formaient un immense continent inexploré. Ils ne veulent pas continuer à ignorer les êtres

qui forment l'écrasante majorité des animaux. Réussira-t-on à savoir s'ils sont sentients, ou lesquels d'entre eux le sont, et à quoi peut bien ressembler leur vécu subjectif ? Si les raisons de les croire sentients se renforcent, saura-t-on déterminer ce qu'il est souhaitable et réaliste d'envisager de faire pour améliorer leur sort ? On est très loin de pouvoir répondre à ces questions. Pour l'heure, on peut seulement constater que des acteurs de l'AEA font de réels efforts pour commencer à débroussailler ces sujets. C'est ainsi que des chercheurs de Rethink Priorities (RP) ont rédigé un volumineux dossier intitulé *Invertebrate Welfare*, rendu public par épisodes entre décembre 2018 et juin 2019 sur le thème de la sentience des invertébrés : ils ont compilé les connaissances disponibles et manquantes sur diverses classes d'invertébrés, en procédant à une vaste revue de la littérature disponible. (Le dossier peut être consulté sur le site de RP, à la rubrique « Publications ».)

6. Le conséquentialisme pris de vertige

Une éthique conséquentialiste comme l'utilitarisme ne juge de la qualité des actions qu'au regard de leurs conséquences positives ou négatives. Une des objections soulevées de longue date par les sceptiques envers ce type d'éthiques est la suivante : elles ne fournissent pas de guide (ou un guide illusoire) à notre conduite, car on ne sait pas évaluer correctement les conséquences des choix alternatifs qui s'offrent à nous. La problématique RWAS s'avère un terrain particulièrement propice à l'émergence du doute à ce sujet. Mais il est à craindre que le problème soit plus général.

6.1. Des positions souvent prudentes chez les acteurs du pôle AEA-WAW

On constate que les personnes qui travaillent réellement dans le secteur AEA-WAW se montrent très peu affirmatives sur les actions susceptibles d'avoir de bonnes conséquences (je ne parle pas des sympathisants RWAS en général, ni des auteurs qui s'investissent sur le sujet en s'en tenant aux positions de principe). Une raison en est que les sujets « spécifiques » qu'elles étudient sont en fait très larges. Par exemple, lorsqu'en 2017 Georgia Ray rédige un rapport sur le parasitisme pour WASR, elle est face à un domaine immense, regroupant des situations très différentes, et dans lequel de nombreuses informations sont inconnues. De ce seul fait, il est normal qu'au terme de cette première étude, elle ne livre qu'une conclusion circonspecte et floue : il semble possible que le parasitisme puisse être un domaine où l'intervention est faisable.

Mais la prudence des auteurs du secteur AEA-WAW tient aussi – et peut-être surtout – à une autre raison : ils travaillent dans un domaine où l'on parle sans cesse de milieux, d'écosystèmes, de chaînes trophiques, etc., c'est-à-dire qu'ils sont poussés à avoir en permanence à l'esprit que des interdépendances

multiples relient les êtres qui composent la biosphère. C'est pour cette raison qu'il leur est si difficile de se prononcer sur la question de savoir si tel type d'action a un solde globalement positif. Par exemple, réduire la charge en parasites de certains animaux a de grandes chances de diminuer le mal-être ou les problèmes de santé que leur causent les parasites ; mais comme il est possible qu'un effet secondaire soit de modifier la taille de la population traitée, il est malaisé d'estimer si l'augmentation des effectifs ne va pas accentuer d'autres causes de souffrance, dans la population traitée, ou dans d'autres populations.

On pourrait penser qu'il existe un contre-exemple à cet état d'incertitude. La micro-intervention initiée par Utility Farm (inciter les adoptants à garder les chats à l'intérieur) n'apporte-t-elle pas la preuve que les AEA-WAW parviennent bien à démontrer, parfois, qu'une intervention qui ne laisse pas inchangée la taille des populations, est bénéfique ? En fait, quand on se reporte à l'article dans lequel Abraham Rowe explique le projet, on se rend compte qu'il n'en est rien. L'idée de départ, comme pour les autres personnes et organisations soucieuses de limiter la prédation des chats domestiques, est que c'est un bien d'éviter la mort des proies. Mais lorsque Rowe tente de défendre le projet sans en rester à cette simple intuition, en creusant un peu plus la nature des conséquences et l'enchaînement des effets, on sent qu'il n'a pas les moyens de montrer que l'intervention proposée a un solde positif. La citation qui suit est tirée de son article « Adoption Level Advocacy: A Cost-Effective Program to Reduce Wild Animal Suffering », publié sur le site d'Utility Farm le 17 juillet 2018. Les commentaires ajoutés en italiques entre crochets sont de moi :

> Dans toutes les questions relatives aux animaux sauvages, des éléments contrefactuels doivent être pris en compte, tout particulièrement quand la mise en œuvre d'une stratégie risque de causer plus de mal qu'elle n'en évite […]. Cela pourrait arriver dans le cas qui nous occupe, si cette intervention empêchait la mort d'animaux dont la vie ne vaut pas d'être vécue – en l'occurrence les oiseaux et mammifères tués par les chats. Toutefois, même si la souffrance prédominait dans la vie de ces animaux, il se pourrait que la prédation des chats accroisse encore leur souffrance nette par rapport à d'autres formes de mortalité. [*On notera que la question de savoir si cela accroît ou non la souffrance nette des animaux dont la vie est abrégée (dans l'hypothèse où il s'agirait d'individus à solde hédonique négatif) n'est pas tranchée. En outre, le gain qui pourrait résulter, dans cette hypothèse, du fait que les animaux tués ne donnent pas naissance à des petits à solde hédonique négatif n'est pas évoqué.*] De plus, réduire le nombre de chats qui sortent est susceptible de réduire la peur et le stress des proies potentielles.
>
> Il faudrait aussi savoir dans quelle mesure la réduction du nombre de chats qui sortent affecte la démographie des espèces prédatées. Il est possible que ces changements dans la dynamique des populations modifient la

> prévalence de diverses maladies et conduisent à une compétition accrue pour les ressources. Malheureusement, nous n'avons pas trouvé de recherches portant sur cette question. *[Autrement dit : Rowe n'a pas les moyens de déterminer si, pour les espèces chassées par les félins, la souffrance épargnée en évitant à des individus de mourir sous les griffes des chats est plus ou moins grande que les malheurs qui peuvent éventuellement survenir si les populations d'oiseaux et rongeurs augmentent suite à l'enfermement des chats.]* Un dernier élément à prendre en compte est le nombre d'insectes tués par les oiseaux. Toutefois, si l'on se soucie de l'impact des oiseaux sur les insectes, il y a probablement de meilleurs moyens de réduire cette sorte particulière de souffrance que de permettre à un prédateur violent de faire le travail à notre place. *[Passage énigmatique, étant donné qu'on ne voit pas quels seraient les moyens d'éviter la prédation des oiseaux sur les insectes, et que ces moyens inconnus n'ont aucune chance d'être mis en œuvre au moment où l'on incite les adoptants à garder les chats à l'intérieur.]*

Le programme de prévention de la prédation des chats n'est donc pas une véritable exception à la difficulté rencontrée par les acteurs du pôle AEA-WAW dans l'évaluation du solde globalement positif ou négatif d'une intervention à effets multiples affectant des animaux sauvages.

6.2. Et si on ne savait presque jamais évaluer les conséquences ?

Les travailleurs du pôle AEA-WAW sont amenés plus que d'autres à sentir qu'ils sont tenus de prendre en compte une gamme large (idéalement, une gamme complète) d'effets parce qu'ils sont dans le domaine des écologues. Mais la difficulté qu'ils rencontrent n'est pas propre à leur sujet. Si on la perçoit moins dans d'autres secteurs, c'est parce qu'ailleurs, on peut plus facilement se permettre de se livrer à une estimation tronquée des conséquences sans être immédiatement repéré comme fautif. L'approche conséquentialiste semble tracer une route claire sur les décisions à prendre tant que l'on s'en tient aux effets directs (quand ils sont facilement lisibles), éventuellement assortis d'un nombre réduit d'effets induits : il est bien de financer la lutte contre le paludisme parce que cela évite les événements malheureux que sont les décès causés par la maladie. Sur le même modèle, on peut dire : il est bien de prévenir la prédation des chats domestiques, parce que cela fait disparaître une cause de mort prématurée des oiseaux et rongeurs. Dans les deux cas, raisonner ainsi, c'est faire abstraction d'effets induits, dont rien ne garantit qu'ils ne puissent pas remettre en cause la conclusion selon laquelle l'intervention envisagée est positive.

Dès 2013, Brian Tomasik souligne combien il est difficile d'estimer les conséquences, et dit clairement que cela concerne tous les domaines[1]. On ne peut pas suivre l'enchaînement des effets à l'infini, et rien ne prouve que ceux qu'on néglige soient miraculeusement tels que les impacts positifs compensent exactement les impacts négatifs. Il donne, entre autres, cet exemple :

> Supposons que le pape envisage d'assouplir l'interdiction des contraceptifs par l'Église catholique. Cela aiderait à limiter la diffusion du VIH en Afrique, et il semble que, de façon générale, ce serait positif pour la santé publique, d'où un gain de QALYs. Mais attention : plus de contrôle des naissances, c'est moins de grossesses, donc moins de naissances, ce qui implique probablement moins de QALYs, même en prenant en compte les effets de la prévention du sida. Donc, en prenant comme indicateur quantitatif les QALYs, il semble qu'il soit mauvais de permettre le contrôle des naissances. Mais considérons à présent l'impact sur les animaux d'élevage. Une population humaine moindre, spécialement parmi les catholiques des pays développés, implique une moindre consommation de viande, et donc moins de QALYs négatifs dans les fermes-usines, de sorte qu'il semble à nouveau que le solde soit positif en termes de QALYs. Mais qu'en est-il des animaux sauvages ? Les humains s'approprient des quantités énormes de terre et de biomasse, qui sans cela permettraient l'existence de myriades de petits animaux sauvages souffrants, de sorte qu'il se peut qu'une population humaine plus nombreuse réduise la quantité de souffrance chez les animaux sauvages, d'où davantage de QALYs, et on pourrait soutenir que cet effet domine les autres. Nous voilà revenus à une position défavorable au contrôle des naissances. D'un autre côté, il se pourrait qu'un meilleur accès à la contraception donne du pouvoir aux femmes, améliore la stabilité sociale, et conduise à un futur plus pacifique et coopératif, ce qui pourrait améliorer la qualité de vie de 10^{38} individus futurs par siècle pendant des milliards d'années *[référence à un article de Nick Bostrom]*. De nouveau, le contrôle des naissances semble être une bonne chose. Et ainsi de suite. (Brian Tomasik, « Charity Cost-Effectiveness in an Uncertain World », site du Foundational Research Institute.)[2]

[1] Le fait que tous les domaines sont touchés a aussi été souligné postérieurement par Abraham Rowe (« Opinion : Wild Animal Welfare and Uncertainty », 2019, *op.cit*.). Celui-ci observe, par exemple, que si l'on parvenait à abolir l'élevage ou à éradiquer la pauvreté humaine, cela aurait des effets massifs sur les écosystèmes. Rowe utilise surtout ce constat pour faire valoir que l'argument des effets induits non prévus et non recherchés d'une intervention ne doit pas être spécifiquement utilisé pour déconsidérer la recherche sur les interventions en faveur des animaux sauvages. Toutefois, cela laisse entier le problème qu'on va voir exposé par Tomasik, justement parce qu'il est général et non spécifique au secteur WAW. (Dans l'article cité, Rowe semble plus confiant que Tomasik sur la possibilité de le surmonter.)

[2] La première version de ce texte date du 28 octobre 2013, il a été retouché par la suite. Au moment où je le consulte, la dernière révision apportée par l'auteur remonte au 4 décembre 2015.

Peut-être se trouvera-t-il des lecteurs anti-utilitaristes pour se réjouir du constat de Tomasik sur le mode : « Même un conséquentialiste avoue être incapable d'appliquer son propre critère ! ». En fait, le constat n'est réjouissant pour personne. Certes, tout le monde n'utilise pas, comme *unique* critère, l'impact sur le bien-être, pour juger de la qualité des actes et déterminer les bonnes décisions à prendre. Loin de là. Mais bien rares sont les gens qui jugent moral de n'accorder *aucune* importance à l'impact de leur conduite sur le bonheur ou le malheur d'autrui, ou qui n'accordent aucune importance aux *conséquences* des décisions, que ce soit sur le bien-être des individus affectés ou sur d'autres choses qui ont une valeur à leurs yeux (la liberté, la beauté, la connaissance, la patrie…). Parmi les profanes (laissons de côté la minuscule communauté des éthiciens professionnels), les non-utilitaristes se distinguent plutôt des utilitaristes par le fait qu'ils n'accordent pas de la valeur *uniquement* au bien-être, ou par le fait qu'ils jugent immoral de recourir à certaines méthodes, quand bien-même elles permettraient de maximiser le bien-être total. Et donc, le problème évoqué par Tomasik pourrait bien être un terrible nuage noir menaçant de ruiner tous nos espoirs de détecter et d'appliquer des conduites *bonnes*. Que cela fournisse au passage de quoi remettre à leur place les prêcheurs imbuvables qui brandissent l'étendard de l'éthique comme s'ils détenaient la vérité révélée n'est qu'une maigre consolation. Mais laissons de côté ces questions abyssales. Dans un dernier chapitre, nous allons nous intéresser aux développements récents de l'activité des AEAs en faveur des animaux consommés par les humains.

Chapitre 13
Nouveaux fronts de l'action pour les animaux mangés

Depuis qu'il existe, l'altruisme efficace animalier (AEA) consacre l'essentiel de ses moyens aux animaux destinés à la consommation alimentaire humaine. Nous n'allons pas revenir sur l'ensemble du dossier, déjà évoqué dans des chapitres antérieurs, mais nous arrêter sur trois orientations de l'AEA qui n'existaient pas dans les premiers temps : la prise en compte de la pisciculture, l'appui au développement de substituts aux produits animaux, et la tentative d'influer sur l'évolution des pays émergents.

1. Réduire le mal-être des poissons d'élevage

Les poissons, et autres animaux aquatiques, sont de très loin les plus nombreux à être consommés par les humains. Le mouvement animaliste les a pourtant longtemps laissés à l'arrière-plan. Ces dernières années, la situation a évolué. Il y a plus de travaux de recherche sur la vie mentale de ces animaux. Il y a davantage de vidéos, livres, articles, conférences, BD… évoquant leur sentience ou leur intelligence. Du côté militant, quelques manifestations leur sont spécifiquement dédiées ; des enquêtes portant sur telle forme de pêche, ou sur tel type d'élevage aquacole, sont réalisées par certaines associations. La question du manque de réglementations protégeant les animaux qui y sont soumis est soulevée. Même si on est très loin d'une attention équivalente à celle portée aux animaux terrestres, le mouvement visant à sortir les animaux aquatiques de l'ombre est amorcé.

L'AEA a commencé lui aussi à s'intéresser aux poissons d'élevage. Si l'évolution est récente, elle se manifeste dans plusieurs pôles du mouvement, attestant d'une réelle volonté d'investir le sujet.

En janvier 2018, Lewis Bollard publie un billet de blog intitulé « Poissons : les animaux d'élevage oubliés »[1]. Il s'y livre à un tour d'horizon informé des évolutions en cours (en particulier l'explosion de la pisciculture) et des aspects de cet élevage qui mériteraient d'être mieux documentés. C'est le signe d'un intérêt certain. Dès 2017 (et plus marginalement en 2016), Open Philanthropy Project (OPP) a accordé des financements à plusieurs organisations travaillant sur le bien-être des poissons.

Du côté d'ACE, c'est à partir de 2018 qu'on sent un intérêt plus marqué pour les problèmes liés à la pisciculture. Kieran Greig réalise une série d'entretiens avec des chercheurs et acteurs associatifs spécialistes des poissons, qui sont

[1] Lewis Bollard, « Fish : The Forgotten Farm Animal », publié le 18 janvier 2018 sur le blog d'Open Philanthropy Project.

publiés sur le blog de l'association (Lyne Sneddon, Victoria Braithwaite, Phil Brooke de CIWF, Aaron Ross et Vicky Bond de The Humane League…). En novembre 2018, l'Albert Schweitzer Foundation, une organisation allemande, passe du grade de *standout charity* à celui de *top charity*. Elle accède au rang supérieur, explique ACE, parce que « c'est l'une des premières organisations qui commence à donner la priorité à l'action en direction des entreprises sur la question des poissons d'élevage ». En avril 2019, ACE publie un long document, dont le principal artisan est sans doute Kieran Greig, intitulé « Rapport sur le bien-être des poissons d'élevage »[1]. Il y est question des familles d'espèces élevées, de la répartition mondiale de la pisciculture, des indicateurs potentiels du bien-être des poissons et des insuffisances de la littérature portant sur ce sujet. Dans l'état (déficient) des connaissances disponibles, le rapport conclut que les interventions qui semblent les plus prometteuses seraient d'encourager une meilleure régulation du taux d'oxygène dans l'eau et le recours à des méthodes d'abattage qui évitent l'agonie lente. Concernant les saumons atlantiques d'élevage, il serait également bénéfique de s'opposer à la triploïdie.

De son côté, Charity Entrepreneurship désigne en mars 2019 la régulation correcte de la quantité d'oxygène dans l'eau comme l'une des deux revendications les plus prometteuses auxquelles devrait se consacrer la défense animale (l'autre étant la fortification de l'alimentation des poules et poulets)[2].

Il paraît donc assuré que l'AEA va appuyer de façon croissante les programmes welfaristes en faveur des poissons d'élevage.

Qu'en est-il de la pêche ? Il semble qu'il n'y ait rien chez les altruistes efficaces animaliers (AEAs) en direction des animaux sauvages pêchés (sinon le vœu du pôle AEA-WAW de voir se développer des méthodes de capture moins brutales). Pourquoi rien ? Des raisons pragmatiques pourraient suffire à l'expliquer : l'accent est mis sur la pisciculture parce que c'est un secteur en très forte croissance, alors que les prises de pêche stagnent ; le chantier de la pisciculture est suffisamment difficile pour ne pas se disperser en se lançant sur la pêche en même temps. Mais il est probable qu'un autre facteur s'ajoute aux précédents : l'incertitude dans laquelle sont les AEAs dès qu'il s'agit d'animaux sauvages, notamment à propos de la question du signe (positif ou négatif ?) de leur solde hédonique. On en trouve la trace dans le rapport d'ACE quand on voit la façon dont est discutée la question de savoir s'il faudrait encourager des évolutions de la pisciculture qui réduiraient les débouchés de la pêche : accroître

[1] *Farmed Fish Welfare Report*, avril 2019, site d'ACE, consulté le 11 mai 2019. Un billet de blog de Rethink Priorities (« Animal Charity Evaluators Farmed Fish Report », 11 avril 2019) indique que des chercheurs de RP ont contribué aux sections du rapport d'ACE concernant les conditions d'abattage et l'enrichissement de l'environnement des poissons d'élevage.

[2] « Which Asks Should Be Prioritized in Animal Advocacy? », blog de Charity Entrepreneurship, 30 mars 2019.

la part des végétaux dans l'alimentation des poissons d'élevage ; ou développer l'élevage d'espèces qui peuvent supporter une alimentation purement végétale, au détriment des espèces carnivores.

> Des incertitudes semblent peser sur l'impact de tels changements sur les animaux sauvages. Par exemple, selon Delon et Purves (2017), la complexité des écosystèmes fait qu'il est très difficile de prévoir si une intervention réduit ou accroît la souffrance des animaux sauvages. Dans une conversation avec Matt Ball [dont on trouve un compte rendu sur le blog d'ACE], de One Step for Animals, celui-ci fait remarquer que « les poissons sauvages connaîtront une mort pénible, qu'ils soient ou non capturés par des humains ». Il n'est pas immédiatement clair que l'utilisation de poissons sauvages pour nourrir les poissons d'élevage produise une diminution du solde du bien-être pour les animaux sauvages. La question plus générale de savoir comment différentes interventions affectent le bien-être des poissons sauvages a été explorée un peu plus en détail par Ray (2018) et Tomasik (2015). Un point-clé à retenir de ces travaux est que l'impact net des interventions sur le bien-être des poissons sauvages est hautement incertain. Il ressort de ces analyses que la qualité de vie est un facteur crucial : si la qualité de vie des poissons sauvages est globalement positive, alors ce pourrait être un bien pour eux de réduire l'utilisation d'aliments issus de poissons pêchés. Si leur qualité de vie est globalement négative, alors l'impact net [positif ou négatif] semble plus incertain. (ACE, *Farmed Fish Welfare Report*, *op. cit.)*

Remarquons que le doute exprimé dans cet extrait est transposable à la pêche destinée à l'alimentation humaine. Le raisonnement exposé conduit alors à la conclusion qu'on ne sait pas si c'est un bien ou pas de chercher à réduire la consommation humaine d'animaux pêchés. Cette raison joue certainement dans l'absence d'investissement de l'AEA contre la pêche. Car le tryptique IRN (importance, résolubilité, négligence), cher aux altruistes efficace (AEs), ne suffit pas à comprendre pourquoi la pêche est délaissée. En effet, il n'est pas évident que la pêche se classe moins bien que la pisciculture sur les critères R et N. Il est par contre évident que la pêche devance la pisciculture sur le critère I : même si la pisciculture est en croissance, le nombre d'animaux pêchés (auxquels s'ajoutent les victimes collatérales de la pêche) est largement supérieur à celui des animaux élevés. Si les AEAs ne sont pas pressés d'intervenir sur la pêche, cela a sans doute un rapport avec ce qui se pense sur le versant RWAS du mouvement[1].

[1] Ce constat est fait au vu des éléments disponibles à la date de dernière révision de ce chapitre (30 juillet 2019). Notons que deux des auteurs mentionnés dans le passage précité (Ray et Tomasik) appartiennent au pôle AEA-WAW proprement dit, et pas simplement à la mouvance RWAS au sens large, ce qui leur confère un poids particulier. Toutefois, cela ne suffit pas à exclure que la position de ce pôle sur la pêche puisse évoluer à l'avenir.

2. Miser sur la technologie végane pour rendre la viande obsolète

L'AEA met énormément d'espoirs dans le développement de la *vegan tech*. Il est aussi mieux placé que d'autres compartiments du mouvement animaliste pour favoriser son essor. Si cette voie n'était pas présente à l'origine, les AEAs ont été parmi les premiers à parier sur son potentiel, et c'est aujourd'hui celle dont ils attendent le plus.

2.1. Réduire la consommation d'animaux : un « comment ? » en évolution

L'AEA a dès le départ inclus parmi ses objectifs la réduction de la consommation humaine de produits d'origine animale, du moins celle des produits issus de l'élevage intensif. Comme on l'a vu au chapitre 9, il a débuté son existence en diffusant des chiffres sur l'efficacité miraculeuse du tractage végane. Ces chiffres étaient fondés sur du vent, et ACE n'en fait plus état aujourd'hui. Cet épisode peu brillant a sans doute été un facteur du recul de l'importance accordée à la promotion du véganisme. Par ailleurs, les études menées aux États-Unis suggèrent une croissance probable mais extrêmement faible du nombre de végétariens[1]. Or, c'est quasiment le seul pays où existent des tentatives de dénombrement cherchant à éviter des biais méthodologiques grossiers.

Il y a eu ensuite chez les AEAs une vague d'intérêt pour le potentiel présenté par les consommateurs réduisant la part des produits animaux dans leur diète, sans y renoncer totalement. Au demeurant, c'est une démarche logique dans une optique comptable. On connaît le mot de Tobias Leenaert : deux semi-végétariens font aussi bien qu'un végétarien en termes d'animaux épargnés. Les cofondateurs du mouvement reductarien, Brian Kateman et Tyler Alterman, sont des AEs. William McAskill lui-même compte parmi les contributeurs du livre *The Reducetarian Solution*[2]. Cet intérêt pour les réductariens, flexitariens, et autres semi-végétariens persiste jusqu'à nos jours, mais la croyance des AEAs qu'il y ait beaucoup à attendre du choix des consommateurs de réduire réellement leur demande de produits animaux s'est sans doute émoussée. Alors qu'ils en étaient encore à l'étape où l'enthousiasme n'était pas retombé, Kathryn Asher a consacré une thèse à l'étude des habitudes alimentaires des Étasuniens, qui s'inscrit

[1] Cf. Saulius Šimčikas, « Is the Percentage of Vegetarians and Vegans Increasing ? », blog d'ACE, 16 août 2018.

[2] William McAskill, « Effective Reducetarianism », *in* Brian Kateman, *The Reducetarian Solution*, Penguin Random House, 2017, p. 69-71. McAskill, après le rappel de divers chiffres, en vient à cette conclusion : « Si vous vous contentez de réduire les produits d'origine animale que vous consommez, plutôt que de devenir entièrement végétarien ou végétalien, la façon la plus efficace de réduire la souffrance animale est, dans cet ordre, d'arrêter de consommer du poulet, des œufs et du porc. » (*op. cit.,* p. 70) Dans une logique similaire, il semble qu'il y ait eu aux États-Unis un mouvement visant à inciter les gens à devenir des « abstentionnistes du poulet ».

explicitement dans l'optique de l'altruisme efficace[1]. Sa recherche est largement consacrée au potentiel que constituent les réductariens, d'autant qu'elle trouve, sur la base du vaste échantillon étudié, qu'ils constituent déjà 33% des Étasuniens. Un sondage Ipsos commandé par le Sentience Institute à l'automne 2017, auprès de 1094 Étasuniens adultes semble confirmer la disposition de la population à évoluer dans ce sens : 53% des participants disent s'efforcer de réduire leur propre consommation de produits animaux, et 63% déclarent estimer que les gens devraient en consommer moins[2]. Cependant, d'autres données portent à déchanter. Asher bute sur une anomalie, qui la conduit à renoncer à tenter d'estimer combien d'animaux sont épargnés par les réductariens, alors que c'était l'un des objectifs de sa recherche : d'après les réponses apportées à son questionnaire, les réductariens consommeraient des quantités de chair animale supérieures à celles déclarées par les omnivores standard, bien que le nombre de repas comportant des animaux soient légèrement moindre dans leur cas. Il est très possible que les uns et les autres se remémorent mal tant les portions que la composition des repas. Mais les résultats conduisent tout de même à suspecter que l'écart entre les deux groupes est faible. Quant aux innombrables Étasuniens déclarant s'efforcer de réduire leur consommation de produits animaux, il faut croire qu'ils s'efforcent mollement. Aux États-Unis, après un déclin de 2007 à 2012, suivi d'une stabilisation, la consommation de viande par habitant est repartie à la hausse depuis 2015, pour atteindre un sommet historique en 2018. Tout au plus peut-on conclure des résultats de telles enquêtes d'opinion (dont il existe beaucoup de variantes similaires, en Europe également) qu'une fraction significative de la population a intégré qu'il serait « bien » de consommer moins de produits d'origine animale, pas forcément qu'elle le fait.

Il y a quelque temps déjà que les AEAs ont basculé vers l'idée que le levier le plus puissant du changement était d'ordre « institutionnel », ce qui dans leur vocabulaire désigne tout ce qui peut favoriser l'évolution de la consommation alimentaire « de l'extérieur », c'est-à-dire sans que le mouvement premier vienne d'une décision du consommateur à environnement inchangé. Est « institutionnel » ce qui accroît la disponibilité de produits obtenus sans utiliser

[1] Kathryn Asher, *Is the Perfect the Ennemy of the Good ? The Role of Dietary Choices, Perceptions and Experiences in Meat Consumption Patterns in the US*, University of New Brunswick, juin 2017.

[2] Jacy Reese, « Survey of US Attitudes, Toward Animal Farming and Animal-Free Food, October 2017 », article publié sur le site du Sentience Institute le 20 novembre 2017. Ce sondage a beaucoup été cité dans le mouvement animaliste, car il contient des résultats étonnants : 62% des sondés sont d'accord (« *strongly agree* », « *agree* » ou « *somewhat agree* ») pour considérer l'élevage industriel comme une des questions sociales les plus importantes dans le monde, 42 % approuvent la proposition « Je soutiens l'interdiction de l'élevage industriel », 42 % se disent favorables à l'interdiction des abattoirs et 29% sont pour l'interdiction de l'élevage (*animal farming*). Toutefois, le questionnaire est formulé de telle sorte qu'il est probablement sujet au biais de désirabilité sociale. On note par exemple que 60 % des sondés prétendent acheter des produits animaux provenant d'élevages où les animaux sont bien traités.

d'animaux, ou de produits obtenus avec moins de souffrance animale, et qui au contraire rend inaccessibles des produits obtenus en causant des torts majeurs. Cela peut résulter de l'adoption de lois plus favorables aux animaux, ou d'une évolution de l'offre des entreprises et collectivités. Les perspectives ouvertes par la technologie végane s'inscrivent tout à fait dans ce cadre.

2.2. Tout changer sans rien changer grâce à la *vegan tech*

Des substituts innovants aux produits d'origine animale sont en train d'ouvrir un nouvel horizon. Idéalement, ces produits devraient présenter pour leurs usagers les mêmes propriétés que ceux qu'ils remplacent : même goût, même texture, prix égal ou inférieur, valeur nutritive équivalente (voire meilleure). La mise au point de ces substituts-similaires demande des investissements en recherche avant de pouvoir, en cas de succès, être mis sur le marché. Leur production et commercialisation à grande échelle supposent à nouveau de disposer de capitaux ; elles peuvent être grandement facilitées par des partenariats avec de grandes sociétés de la restauration, de la distribution ou de l'agroalimentaire.

Grâce à ces alternatives, les mangeurs pourraient cesser de nuire aux animaux sans avoir *aucun* effort à fournir pour changer leurs habitudes, d'où l'espoir de voir ces produits provoquer un recul conséquent de la consommation de produits d'origine animale. Je ne vais pas développer davantage ici les raisons pour lesquelles les AEAs considèrent les substituts-similaires comme un atout majeur pour détrôner les produits animaux, ni leurs réflexions sur les obstacles à surmonter pour qu'ils puissent largement s'imposer sur le marché. Je me permets de renvoyer sur ce point à l'article très complet d'Axelle Playoust-Braure « Garder la viande pour mieux se débarrasser du meurtre ? » paru dans le numéro 42 des *Cahiers antispécistes*.

Citons quelques exemples attestant de l'intérêt de l'AEA pour les substituts-similaires. Comme on l'a vu au chapitre 10 (section 7), The Good Food Institute (GFI) a été promu *top charity* en 2016, quelques mois à peine après être devenu une association indépendante. GFI a précisément pour vocation de faciliter l'émergence et la diffusion des substituts-similaires, qu'ils soient à base végétale ou issus de l'agriculture cellulaire.

Le livre de Jacy Reese *(The End of Animal Farming*, 2018), cofondateur du Sentience Institute, est à la fois une bonne source d'information sur la *vegan tech* et une preuve de l'attention que les AEAs y portent. Pas moins de trois chapitres du livre lui sont consacrés (soit le tiers de l'ouvrage, sans même compter les pages où l'auteur revient sur ce thème dans le chapitre de conclusion).

Tobias Leenaert publie en avril 2019 un billet de blog ou il explique peu ou prou qu'il lui semble que, désormais, ce sont les entreprises qui sont le moteur de l'évolution vers le véganisme, et que le secteur associatif n'a plus qu'un rôle

secondaire à jouer : « Je ne peux m'empêcher de penser que les entrepreneurs sont en train de faire une grande partie du travail qui autrefois reposait principalement sur les militants. Et je m'attends à ce que dans l'avenir ce soit encore plus vrai »[1], écrit-il. Il poursuit en se demandant en quoi les militants pourraient se rendre utiles dans ce nouveau contexte où le *vegan business* fait l'essentiel du travail. Il envisage diverses possibilités. L'une d'elle consiste à se mettre au service des entreprises véganes, c'est-à-dire à venir en appui sur le genre d'activités dont le monde des affaires s'occupe lui-même (faire que les produits alternatifs jouissent d'une bonne image, combattre les offensives pour les dénigrer, aider à obtenir une réglementation permettant la commercialisation des substituts dans de bonnes conditions…). L'article de Leenaert est assurément inspiré par le climat qui règne dans le milieu de l'AEA. Néanmoins, il se peut que, même dans ce milieu, ce texte représente une forme extrême de croyance en *une* voie royale conduisant à un monde végane.

2.3. L'AEA bien profilé pour soutenir la *vegan tech*

Les AEAs ne sont pas les seuls militants animalistes à espérer que les substituts aux produits d'origine animale faciliteront le recul du nombre d'animaux mangés. Mais ils sont mieux placés que d'autres pour apporter leur pierre à leur développement. Et ils font le nécessaire pour mettre à profit cette position privilégiée. À la différence de beaucoup d'entre nous, l'essor de la *vegan tech* n'est pas pour l'AEA simplement un récit dont on lit des épisodes dans la presse. C'est un mouvement dont il connaît le cadre et les acteurs.

L'AE est bien implanté en Californie où bourgeonnent les start-up qui cherchent à développer des produits véganes innovants. Certaines des entreprises qui y sont nées commercialisent déjà leurs produits ; Impossible Foods, Beyond Meat et Just (ex Hampton Creek) comptent parmi les plus connues. On y trouve aussi des sociétés qui cherchent à mettre au point de la viande ou du poisson cellulaire, ou encore des substituts similaires aux produits laitiers. Elles opèrent dans un État où tant les centres de recherche universitaires que l'abondance de multimillionnaires et sociétés de capital risque constituent des atouts. Ces derniers investissent aussi hors des frontières. C'est ainsi que Sergey Brin, cofondateur de Google, a contribué au financement des travaux menés à l'Université de Maastricht sous la direction de Mark Post, et qui ont conduit au premier échantillon de viande cultivée présenté aux médias en 2013. Il a ensuite été l'un des premiers actionnaires de la start-up créée aux Pays-Bas dans la lignée de ces travaux (Mosa Meat). New Crop Capital (un fonds

[1] Tobias Leenaert, « With the rising success of vegan businesses, should the role of vegan advocacy change? », *The Vegan Strategist*, 9 avril 2019. Une version française du texte a également été publiée sur le blog de Leenaert sous le titre « Le rôle du militantisme végane doit-il changer devant le succès du business végane ? ».

d'investissement de San Francisco spécialisé dans le financement d'alternatives au produits animaux) a apporté son soutien à SuperMeat, une société israélienne qui cherche à mettre au point de la viande de poulet cellulaire. On pourrait multiplier les exemples. L'esprit et l'environnement de la Silicon Valley sont très propices à l'essor de la *vegan tech*. Aujourd'hui, à partir de ce pôle et des quelques autres présents dans le monde, elle est devenue suffisamment attractive pour attirer des investisseurs divers, dont des célébrités fortunées qui contribuent à lui donner de la visibilité, des banques d'investissement, et des géants de l'agroalimentaire. C'est au point que Lewis Bollard (d'OPP) estime que, désormais, ce serait une erreur pour des AEAs d'employer leur argent à de l'*impact investment* dans des sociétés produisant des alternatives aux produits animaux[1]. À ceux qui souhaitent favoriser l'essor des produits alternatifs, Bollard conseille plutôt de donner aux associations qui interviennent dans ce domaine et qui reçoivent beaucoup moins d'argent que le secteur lucratif : Cellular Agriculture Society, New Harvest, Good Food Institute, Food Frontier, etc.

Parmi les acteurs de la *vegan tech*, on trouve des personnes qui appartiennent au mouvement de l'altruisme efficace : c'est le cas d'Oliver Zahn, un des chercheurs d'Impossible Foods ; de Jason Matheny, le fondateur de New Harvest ; d'Eitan Fisher (l'un des cofondateurs d'ACE), qui a dirigé le département d'agriculture cellulaire de Just, puis en est parti en 2018 pour fonder sa propre entreprise de viande cultivée (Mission Barns) ; ou encore d'Uma Valeti, cofondateur et PDG de Memphis Meat. Plusieurs intervenants ont déjà été invités à exposer les promesses des substituts-similaires lors des conférences EAG, ainsi que dans les podcasts de 80 000 Hours.

Plus généralement, l'esprit du philanthrocapitalisme, dont l'altruisme efficace est partie prenante, se prête particulièrement bien à la mise en œuvre de solutions qui reposent beaucoup sur la technique et le marché. Cet âge de la philanthropie, qui efface volontiers la frontière entre secteur lucratif et non lucratif, est très adapté à l'établissement des ponts entre entrepreneurs, investisseurs, chercheurs et décideurs publics, nécessaires au développement du *vegan business*. Les associations qui interviennent dans ce domaine sont des vecteurs d'accélération de ces relations. Elles mettent leur expertise au service de chercheurs, de jeunes entrepreneurs, ou d'entreprises de l'agroalimentaire traditionnel prêtes à diversifier leur offre. Elles réalisent (sans but lucratif) une partie des tâches qui ordinairement sont prises en charge par les producteurs. On les voit par exemple s'atteler à des travaux qui relèvent de l'étude de marché. Quelles dénominations adopter pour rendre les nouveaux produits attirants pour les consommateurs ? Quelles sont les principales causes de réticences et

[1] Lewis Bollard, « Impact Investing for Farm Animals », Open Philanthropy Project Farm Animal Welfare Newsletter, 8 mars 2019.

comment les contourner ? Comment les alternatives sont-elles perçues hors du monde occidental ? Etc.

Si l'on pense que les substituts-similaires font partie de la panoplie qui permettra de faire reculer l'exploitation animale, on doit se réjouir que l'AEA ait investi ce domaine d'intervention et posé des jalons qui pourront servir à d'autres. Cela ne signifie pas qu'il a pu créer en si peu de temps un stock de ressources et de savoir-faire qui n'auraient plus qu'à être décalqués hors du terreau d'origine. Ni qu'il a exploré tous les aspects de la transition. En particulier, il y a eu jusqu'ici une focalisation sur les conditions de bon accueil des alternatives par les consommateurs, et relativement peu d'attention portée au devenir des travailleurs dont le revenu dépend des productions animales, ou encore aux problèmes que pourrait poser la détention par un petit nombre d'opérateurs, ou de régions du monde, des droits de propriété intellectuelle sur les nouvelles technologies. Par ailleurs, si aux États-Unis quelques avancées ont eu lieu pour dessiner le cadre réglementaire dans lequel s'inscriront les produits de l'agriculture cellulaire (définition des organismes de supervision), tout reste à faire ailleurs. Les AEAs sont pionniers sur ce chantier. La contribution d'autres acteurs du mouvement animaliste serait nécessaire pour le faire avancer plus vite, pour l'aborder sous de nouveaux angles, ou pour l'adapter à des mœurs et contextes différents des États-Unis, même si les associations américaines qui travaillent sur le sujet se préoccupent déjà de l'aspect international.

3. Intervenir là où les productions animales sont en forte croissance

C'est dans les pays développés (et quelques pays intermédiaires) que la consommation de produits animaux par habitant est la plus élevée. Mais c'est dans le reste du monde qu'elle est en croissance forte, et c'est là que sont consommés la majorité des animaux élevés ou pêchés. La conscience de cet état de fait est assez largement répandue, mais tous les acteurs du mouvement animaliste ne sont pas également armés pour y faire face. Ce mouvement a depuis longtemps un certain caractère international. Internet et les réseaux sociaux permettent la communication avec des militants d'autres pays ; des actions concertées sont mises en place ; des films, livres, sites ou tracts sont traduits… Néanmoins, les collectifs animalistes locaux, ou même des associations nationales petites ou moyennes, n'ont pas les ressources et les compétences nécessaires pour intervenir à l'échelle internationale autrement que via le contact avec des militants et associations étrangères, avec qui des idées ou des supports militants sont échangés. En outre, la communication se fait surtout entre personnes qui peuvent échanger dans une même langue, et qui disposent d'un accès libre et aisé à Internet, ce qui exclut une majorité des humains du monde. Des organisations disposant de davantage de moyens et/ou d'une implantation plurinationale tentent d'intervenir par d'autres méthodes hors de

leur pays d'origine. Certaines d'entre elles essaient d'avoir un impact hors du monde occidental. Par exemple, CIWF (Compassion in World Farming) et WAP (World Animal Protection) sont partenaires d'ICCAW (International Cooperation Comitee of Animal Welfare), une association chinoise, officiellement reconnue, créée en 2013, qui se donne pour but de promouvoir la qualité et la sécurité des produits de l'élevage et de promouvoir le bien-être animal. Autre exemple : A Well Fed World (AWFW) est une organisation étasunienne qui promeut l'alimentation végane, en combinant le souci des animaux, l'ambition de combattre la faim dans le monde, et la volonté de préserver l'environnement. Elle soutient par des financements des associations et initiatives aux États-Unis mais aussi dans divers pays du monde, dont l'Inde et plusieurs pays africains. Malheureusement, si le site de l'organisation permet de voir qui sont les bénéficiaires de ce soutien financier, il n'indique pas les montants dont il s'agit. Tout au plus peut-on deviner que AWFW n'appartient pas au cercle de l'AE, puisqu'il a refusé d'être évalué par ACE en raison de désaccords avec l'approche de ce dernier.

3.1. L'AEA s'efforce d'intervenir dans les économies émergentes

L'AEA n'est pas le seul ou le premier à souhaiter endiguer la montée de la demande pour les produits animaux hors de pays riches. Mais il compte parmi le nombre restreint d'opérateurs du mouvement animaliste qui porte une attention soutenue à ce problème, et qui peut dégager des moyens en argent et compétences pour le faire. Tant ACE que le département d'OPP dédié aux animaux de ferme s'investissent dans ce domaine.

Lewis Bollard a été le premier à se soucier d'intervenir pour freiner l'expansion mondiale de l'élevage. Dès 2016, OPP décide d'allouer un total de près de 4 millions de dollars sur deux ans à une dizaine d'associations ou chercheurs universitaires. L'objectif est de tenter de promouvoir le bien-être animal en Chine et d'y inciter à une réduction de la consommation de viande. Un article publié en août 2017 sur le site d'OPP[1], explique les raisons et espoirs qui ont motivé ce choix, détaille qui sont les bénéficiaires, et explique les incertitudes qui pèsent sur les chances de succès du projet. À nouveau en direction de la Chine, un autre financement d'OPP d'un montant de 1,5 million de dollars est annoncé en novembre 2018, pour soutenir un projet sino-australien de développement d'un institut du bien-être animal à l'Université de Pékin. En parcourant la base de données des financements accordés par OPP, on trouve d'autres exemples de dons dirigés vers la Chine, ainsi que quelques dons destinés à l'action en Amérique latine ou en Inde. Dans une lettre d'information diffusée

[1] « Grants to Promote Animal Welfare in China ».

en décembre 2018[1], Lewis Bollard estime, en s'appuyant sur des données de la FAO, que trois pays – Chine, Inde et Brésil – détiennent à eux seuls 34% des animaux d'élevage terrestres et 64% des poissons d'élevage. (Ils représentent aussi 39% de la population humaine mondiale.)

La Chine cumule les raisons de s'y intéresser : elle abrite à elle seule 18,5% de la population mondiale ; elle se situe au premier rang mondial pour la consommation de poisson par habitant ; la consommation de viande par personne y a connu une croissance spectaculaire depuis les années 1980, même si elle reste loin derrière celle de l'Europe ou des États-Unis. L'Inde abrite 17,9% de la population mondiale ; la consommation de viande et de poisson par habitant y est très inférieure à la moyenne mondiale, mais elle tend à augmenter. Au Brésil (2,8% de la population humaine mondiale), on consomme moins de poisson par habitant que la moyenne mondiale ; par contre, la consommation de viande par personne dépasse celle qu'on trouve en moyenne dans les pays de l'OCDE.

Pour Bollard (Selon Reese, 2018, p. 139), les 4 régions du monde à privilégier pour la défense des animaux de ferme sont, dans cet ordre : la Chine, l'Union européenne, les États-Unis et l'Inde. L'UE et les États-Unis (économies développées) figurent dans la liste, bien qu'ils représentent une fraction bien moindre des populations humaines et animales, à cause de l'influence internationale du modèle de production et de consommation qui est le leur.

Le souci de contrer l'essor de l'élevage industriel dans les économies émergentes se manifeste aussi du côté d'ACE. Parmi les associations recommandées aux donateurs (au rang de *standout charity*) , on trouve depuis novembre 2018 deux organisations brésiliennes : Sociedade Vegetariana Brasileira (créée en 2003, qui pilote notamment la campagne Meatless Monday), et Sinergia Animal (créée en 2017, qui opère dans plusieurs pays d'Amérique latine, à la fois pour promouvoir la réduction de la consommation de viande, et sur des campagnes sectorielles contre l'élevage des poules en cage, ou contre les cages de gestation pour les truies). Les quatre « meilleures associations » (*top charities*) désignées par ACE ont une activité plurinationale, et trois d'entre elles sont présentes dans des pays de développement intermédiaire (GFI, Animal Equality et The Humane League). GFI (né aux États-Unis en 2016) a une antenne au Brésil et une autre en Inde. GFI et un institut universitaire indien ont établi en février 2019 un partenariat en vue de créer un laboratoire de recherche sur la viande cellulaire à Mumbai en 2020. Animal Equality, fondé en 2006 en Espagne sous le nom Igualdad Animal, s'est internationalisé par la suite. L'association est

[1] « How Can you do the Most Good for Animals? », Open Philanthropy Project Farm Animal Welfare Newsletter, 21 décembre 2018.

notamment implantée en Amérique Latine, en particulier au Mexique et au Brésil, où elle a réalisé des enquêtes et actions de rue. Elle dispose aussi d'une équipe travaillant en Inde. The Humane League (THL), née aux États-Unis en 2005, est implantée au Mexique. THL a par ailleurs été à l'origine de la coalition internationale Open Wings Alliance, qui se donne pour but de mettre fin à l'élevage de poules en cage. La coalition compte des associations partenaires sur tous les continents, mais surtout en Amérique et en Europe. Ajoutons que HSUS, qui a figuré parmi les *standout charities* d'ACE, a également internationalisé son activité, via sa branche « Humane Society International (HSI) ». Mercy for Animals (MFA), qui a longtemps été classée *top charity*, a fait de même. (Les circonstances dans lesquelles HSUS et MFA ont cessé d'être recommandées ne traduisent pas une perte de confiance d'ACE dans la qualité de leur travail pour les animaux, comme on l'a vu au chapitre 10, § 6 et 7.)

Le 7 novembre 2017, ACE a publié sur son blog un rapport explorant les possibilités de mieux défendre les animaux en Chine (« Animal Advocacy in China »). Il souligne l'obstacle que constitue le très strict encadrement des ONG par les autorités chinoises, tant pour les associations internationales que pour les Chinois qui veulent s'investir dans la cause animale. Mais peut-être y a-t-il un espoir, note le rapport, pour des activités s'inscrivant dans les objectifs affichés par le régime (par exemple, celui de réduire la consommation de viande) bien que ces objectifs ne visent pas le bien-être animal mais relèvent de préoccupation concernant l'environnement ou la santé humaine.

Le 21 mai 2019, ACE a rendu public un autre rapport, consacré cette fois au Brésil (« Animal Advocacy in Brazil »). Le but, cette fois encore, est de repérer les moyens d'y améliorer la condition animale. Une bonne part du rapport consiste en un exposé de la situation du pays sous divers angles (productions animales, habitudes de consommation, attitudes de la population envers les animaux, acteurs du mouvement animaliste, contexte politique et état de la législation…). Outre ses propres recherches documentaires, Victoria Schindel, l'autrice du rapport, s'est appuyée sur des entretiens avec des personnes travaillant pour des associations implantées au Brésil que nous avons citées plus haut (HSI, MFA, GFI, Animal Equality, Sociedade Vegetariana Brasileira).

Le 30 juillet 2019, ACE a publié un troisième rapport, portant sur le cas de l'Inde (« Animal advocacy in India »). Il balaye les mêmes types de sujets que le précédent, avec une méthodologie similaire. L'autrice, Melissa Guzikowski, a elle aussi combiné des données issues de ses recherches documentaires avec les informations collectées via des entretiens réalisés avec des personnes travaillant en Inde pour des organisations animalistes (HSI, MFA, GFI, Animal Equality et The Federation of Indian Animal Protection Organisations).

3.2. Un chantier difficile qui en est à ses débuts

La motivation des AEAs pour l'action internationale dans les régions du monde où la consommation de produits d'origine animale est en forte croissance ne fait aucun doute. L'intérêt qu'il y aurait à parvenir à freiner ou inverser cette évolution est évident. On peut mettre au crédit des AEAs de se lancer dans un domaine où le gain potentiel est énorme, mais où l'incertitude l'est tout autant. L'entreprise est trop récente pour dresser un bilan des résultats. Il est clair pour les AEAs, comme pour quiconque, qu'on n'a aucune chance d'avoir un impact sur l'évolution de pays étrangers sans que des acteurs locaux (militants, scientifiques, politiques, entreprises…) soient les agents du changement. De l'extérieur, on peut tenter de repérer les acteurs susceptibles d'agir efficacement et leur apporter un appui, en fournissant une expertise, de l'argent, des partenariats scientifiques ou commerciaux, des échanges d'expériences… L'AEA est certainement mieux placé que des collectifs animalistes de petite taille pour faire ce travail. Mais les millions d'OPP, ou les sommes qu'ACE peut espérer transférer si les donateurs suivent ses conseils, restent une goutte d'eau au regard de la taille des pays et populations concernés. L'espoir est d'amorcer une dynamique qui permettra chemin faisant d'impliquer de nouveaux partenaires et de mieux détecter les leviers d'action.

Conclusion : un mouvement c'est mouvant

En tant que mouvement pleinement constitué, l'altruisme efficace a moins de dix ans. Il grandit vite. Il attire de l'argent, recrute des équipes d'individus motivés et bien formés, s'emploie activement à avoir une bonne visibilité et y parvient, du moins dans certains milieux, ce qui permet d'élargir le vivier des personnes qui contribueront à son développement. Les organisations qui en relèvent se sont multipliées, les thèmes sur lesquels il intervient aussi. Il a mis en place les outils qui en font un véritable réseau.

Le label « Altruisme efficace » (AE) rend ce pôle de la philanthropie repérable. Le discours qui le caractérise est sans doute un facteur d'attractivité pour les sympathisants. Ils entrent dans la maison de mots, s'approprient le vocabulaire. Ils sont en phase avec la valeur positive associée à l'idée de rationalité, séduits par le projet de bâtir une sorte d'altruisme scientifique. De ce que j'en perçois à travers les forums, ces sympathisants sont également en accord avec le caractère foncièrement utilitariste du mouvement. Ces éléments, qui constituent le bagage typique des altruistes efficaces (AEs), sont-ils ce qu'il a de plus précieux ? Il se pourrait que la richesse du mouvement soit au moins pour partie ailleurs : dans le fait de créer les conditions pour que des équipes travaillent sur des programmes, apprennent de leur expérience et s'améliorent chemin faisant ; dans le fait de créer une ambiance et des supports qui encouragent l'acquisition de connaissances et la discussion constructive ; dans la densité de communication entre les différentes zones du mouvement, qui permet aux travailleurs d'organisations distinctes de fonctionner de façon collaborative ou complémentaire.

La philanthropie à l'ère du philanthrocapitalisme suscite le même genre d'hésitation quand on se demande ce qu'il importe d'en retenir. L'essentiel est-il dans l'ode au *businesslike*, dans la conviction d'être entré dans une nouvelle ère où l'on est « ciblé » et « stratégique » ? Cela a certainement son importance pour générer des vocations de philanthropes dans les milieux sensibles à ce type de discours. Cet état d'esprit infléchit dans une certaine mesure les pratiques des fondations, sans doute avec la conviction d'aller vers plus d'efficacité, mais aussi avec des excès que certains dénoncent et que d'autres cherchent à corriger de l'intérieur. Pour partie, on a le sentiment d'un verbiage enrobant des truismes ou des évolutions prévisibles. Par exemple, il est évident qu'il y a des aspects communs à la gestion de toutes les organisations d'une certaine taille ; il est peu surprenant que des savoirs et usages d'une époque en la matière touchent à la fois le secteur lucratif et non lucratif. On peut être agacé par la prétention abusive à la nouveauté et à la détention des clés de l'efficience. Car le décor mental propre à un lieu et temps n'est pas composé de pièces entièrement neuves. Il ne constitue pas non plus un guide précis pour l'action. Les responsables d'un

organisme ou d'un programme doivent compter sur leur propre travail, intuition et expérience pour les conduire. Ils navigueront différemment selon qui sont leurs partenaires et qui ils sont eux-mêmes. Aucune route ne s'impose comme étant évidemment la bonne uniquement en agitant des généralités sur le rendement social de l'investissement et la maximisation d'impact. Les professionnels expérimentés en ont conscience.

Pour en revenir à l'AE, si l'on prend en considération la jeunesse du mouvement, celle de beaucoup de ses membres, et le fait que ce sont les éléments du discours typique qui attirent les nouveaux arrivants, il n'est pas étonnant que ce discours prenne encore beaucoup de place. Il n'est pas surprenant non plus qu'il ait donné lieu parfois à des applications discutables (dont il n'est pas exclu qu'elles se répètent), ou à un excès d'optimisme dans la portée des outils conceptuels mis en avant. Mais il importe tout autant de souligner que des mises en garde contre ces penchants s'expriment de l'intérieur même du mouvement. Nous allons en donner deux illustrations, avec des réflexions empruntées à Harish Sethu et à Brian Tomasik.

Harish Sethu à propos des biais dans le classement des stratégies animalistes

En 2018, Sethu publie un article intitulé « Classer les stratégies employées dans la défense animale peut être trompeur »[1]. Il n'est pas exclu que son texte vise y compris des raccourcis qui ont cours chez ACE ou au Sentience Institute. Sethu est enseignant-chercheur en informatique à l'Université Drexel (Philadelphie). Il appartient à la mouvance de l'AE. À la date de rédaction de cet article, il dirigeait bénévolement Humane League Labs, le département de The Humane League dédié à la recherche sur les modes d'action utilisés dans la défense animale et sur leur impact. Dans l'article précité, il évoque l'alternative « action en direction des individus *versus* action institutionnelle », qualifiant ce débat de « question mal posée ». Il évoque d'autres débats usuels, estimant qu'ils constituent tout autant des questions mal posées quand on en attend des réponses univoques : « Vaut-il mieux parler d'éthique ou de santé ? » ; « Vaut-il mieux demander aux gens de devenir véganes ou de réduire leur consommation de produits animaux ? ». Pour Sethu, l'empressement à classer les stratégies par ordre d'efficacité pousse à l'erreur : on néglige l'interdépendance entre les différentes méthodes alors qu'elle est forte ; on néglige le fait que le temps pour que diverses approches fassent effet est différent, ce qui fausse les comparaisons entre elles. Sethu évoque aussi les biais liés à l'attrait pour ce qui a une apparence de scientificité : la confiance excessive en des tests menés dans des conditions expérimentales conduit à sous-estimer l'importance des éléments de contexte en

[1] Harish Sethu, « How Ranking of Advocacy Strategies Can Mislead », blog de Humane League Labs, 30 janvier 2018.

situation réelle ; le goût de la quantification porte à privilégier les effets les plus faciles à mesurer et ceux qui se manifestent à court terme. L'objectif de Sethu n'est pas de dénigrer le travail de recherche sur les méthodes de la défense animale, dont il est lui-même un des acteurs. Il est de mettre en garde contre des illusions qui ont cours.

Brian Tomasik : ne pas ré-inventer l'eau tiède

Brian Tomasik est l'auteur d'un long article intitulé « Du rapport coût-efficacité de la bienfaisance dans un monde incertain », dont la première version date de 2013[1]. C'est dans ce texte qu'il revient, à plusieurs reprises, sur la difficulté (impossibilité ?) d'estimer les conséquences d'une décision du fait de la multiplicité des effets indirects. (Un passage de l'article portant sur ce thème a été cité *supra*, chap. 12, § 4.2.). On trouve aussi dans cet article des considérations qui peuvent être lues comme une sérieuse mise en cause de l'AE dans ce qu'il a de prétentieux ou de naïf. Voici un extrait assez long de ce texte. Il me semble intéressant d'en prendre connaissance, en gardant à l'esprit qu'ici encore, c'est un altruiste efficace qui s'exprime.

> Les groupes se voient souvent eux-mêmes comme différents et spéciaux. Les gens aiment se sentir comme s'ils étaient en train de découvrir des choses nouvelles, comme s'ils étaient des pionniers sur des terres inexplorées. J'ai souvent vu de vieilles choses recyclées sous un nouveau label plus sexy, bien que les gens finissent par faire en gros ce qu'ils faisaient déjà avant. Ça ressemble à des effets de mode. […] Je pense que le mouvement de l'AE est par certains côtés comme une mode. Il est composé de jeunes personnes idéalistes qui croient avoir découvert les principes permettant d'améliorer le monde. […] Il y a certainement quelques idées et méthodes nouvelles dans l'AE, mais la plupart des principes du mouvement sont très anciens.
>
> - L'altruisme a été présent avant même que des humains existent (chez des mammifères, oiseaux, etc.). Même les formes modernes datent d'au moins plusieurs siècles. « Avoir le meilleur impact sur le monde » a été l'objectif de moult idéalistes de tous les temps.
> - La quantification et la pensée rationnelle sont anciennes également ; même sous leurs formes modernes, il y a des décennies qu'elles sont largement répandues dans les sciences économiques, la finance, l'ingénierie, etc. Les principes sur la manière d'être « efficace » sont bien connus dans le monde de l'entreprise et, franchement, ils le sont aussi de beaucoup d'acteurs du secteur non lucratif, en particulier dans les meilleures associations.

[1] Brian Tomasik, « Charity Cost-Effectiveness in an Uncertain World », site du Foundational Research Institute. La première version de ce texte date du 28 octobre 2013, il a été retouché par l'auteur par la suite. La dernière actualisation remonte au 4 décembre 2015 au moment où je le consulte (1er août 2019).

> - Les bases philosophiques de l'AE ont été elles aussi discutées depuis des lustres. Les principaux aspects nouveaux concernent des technologies émergentes et des scénarios relatifs au futur lointain auxquels ne pouvaient pas penser les générations antérieures.
> - Quand nous considérons les effets indirects, nous réalisons que nos actions ne sont pas immensément plus importantes que ce que font déjà d'autres altruistes.
>
> Je crois utile de s'instruire dans de nombreux domaines. La littérature académique et philanthropique contient déjà des écrits importants sur les mouvements sociaux, sur ce qui marche ou pas, sur les techniques de collecte de fonds, sur la gestion des organisations, etc. Il en va de même sur n'importe quel sujet sur lequel vous envisagez de travailler, que ce soit le bien-être animal ou la coopération internationale. Les grandes fondations disposent d'un personnel intelligent qui a déjà beaucoup réfléchi à ces questions. Même l'homme de la rue a accumulé dans sa vie une sagesse dont vous pouvez tirer des enseignements. Quand on pense à la quantité de connaissances qu'il y a dans le monde, et au peu que nous pouvons apprendre au cours de notre vie, on est porté à l'humilité. Il faut reconnaître ce qu'est notre place dans ce vaste tableau, plutôt que de supposer que nous avons les réponses (en particulier au jeune âge qui est celui de beaucoup d'entre nous).
>
> Une des raisons pour lesquelles les AEs peuvent se croire spéciaux est que c'est *à travers* le mouvement de l'AE qu'ils ont pris connaissance de beaucoup d'idées puissantes qui sont en réalité beaucoup plus anciennes et générales, dont des concepts issus de l'économie, de la sociologie, de la gestion et de la philosophie. […] Avec le temps, j'ai acquis une conscience croissante de la quantité considérable de choses que d'autres gens avaient trouvées et comprises, et j'ai senti de plus en plus combien il était difficile de déterminer de quelle manière on peut avoir le plus grand impact. (Tomasik, *op. cit.)*

Dans ce même article, l'auteur fournit des liens vers des réflexions d'autres AEs qui vont au moins partiellement dans le même sens. La discussion sur la page Facebook « Effective Altruism » autour de l'essai de Tomasik montre que les participants prennent au sérieux les questions qu'il soulève (bien que seules certaines soient commentées).

À quel degré le cadre « AE » détermine-t-il l'intérieur du tableau ?

Le discours-type de l'AE a certainement une influence sur le mouvement. Il opère comme un filtre, parce qu'il est un attracteur pour des personnes d'un certain profil. Il influe dans une certaine mesure sur les domaines d'intervention choisis et sur les types d'approches qui vont être privilégiés pour les traiter. Mais

je suis très incertaine sur le degré auquel il déterminera la trajectoire du mouvement dans la durée. Même le socle utilitariste n'est pas forcément si décisif que cela pour tracer le chemin qui sera pris. L'idée peut sembler étrange, et peut-être est-ce vous qui voyez juste si vous ne la partagez pas. Il est clair pour moi aussi que l'AE est un compartiment de la philanthropie qui présente une unité doctrinale plus forte que le reste à cause des bases philosophiques communes à ses membres. Il est évident que c'est avec des concepts utilitaristes que les AEs raisonnent à titre personnel, que c'est ce bagage commun qui leur permet d'échanger entre eux, parfois de façon très sophistiquée. Il est certain que c'est cet arrière-plan qui nourrit l'ambition de porter à son acmé la théorie et la pratique de l'investissement altruiste rationnel, d'aller vers la maximisation de la production de bien (grâce à l'indifférence aux causes, la priorisation des causes, etc.). Mais l'adhésion à l'utilitarisme laisse tellement de marge dans la façon concrète de répondre à la question « Que devons-nous faire ? » que ce n'est plus une marge, c'est un océan, une étendue infinie de possibles. L'ampleur de l'ignorance des faits, l'incertitude sur l'évaluation des conséquences, la multiplicité des variantes d'utilitarisme, et le fait qu'il y a peu de chances qu'on trouve jamais une manière incontestable de traiter l'éthique des populations, font que des facteurs autres que des principes éthiques jouent forcément un rôle majeur dans les options que l'on pense à envisager, et dans la décision qui est prise de s'engager dans tel type d'interventions et pas dans tel autre.

Qui plus est, faute de boule de cristal, je n'arrive même pas à prédire si l'ancrage utilitariste de l'AE est destiné à demeurer perpétuellement aussi prononcé. Actuellement, il est certain que cet ancrage est très fort. Non seulement il marque les raisonnements des sympathisants et salariés de l'AE, mais le mouvement compte dans ses rangs les meilleurs penseurs utilitaristes. Néanmoins, peut-on totalement exclure la venue d'un temps où les AEs se diraient, en bons raisonneurs utilitaristes soucieux d'efficacité, que trop d'utilitarisme nuit au nécessaire élargissement de leurs soutiens ? Imaginons qu'ils en viennent à juger très improbable que l'éthique utilitariste puisse devenir dominante, et deviennent très sensibles à ce qu'elle a de choquant pour d'autres qu'eux. Ou imaginons que ces athées se persuadent que, pour des raisons sociologiques, anthropologiques ou autres, il ne faut pas s'attendre à un déclin des religions. Ne pourrait-il pas arriver que, pour accroître l'audience du mouvement, l'AE recoure à des collaborateurs venus d'autres familles éthiques, et que certains d'entre eux finissent par occuper des positions de pouvoir dans des instances qui pèsent sur les orientations du mouvement ? Si cela se produisait (ce n'est qu'une hypothèse), à terme, le système de valeurs de l'AE deviendrait plus flou, ou davantage sujet à des compromis au cas par cas, pour maintenir la cohésion du mouvement malgré sa diversité accrue.

Esprits animaux et investissement

L'analogie entre l'investissement à but lucratif et l'allocation rigoureuse des ressources altruistes sert de fil directeur à toute la philanthropie « stratégique » contemporaine. C'est pourquoi, arrivés à ce point, il est terriblement tentant de rappeler ce qu'écrivait John Maynard Keynes à propos de la décision d'investir (*The General Theory of Employment, Interest, and Money*, 1936, chapitre 12). Dans la citation suivante, le passage sur les « esprits animaux » est célébrissime.

> Le fait marquant est l'extrême précarité des bases sur lesquelles nous sommes obligés de former nos évaluations des rendements escomptés. Notre connaissance des facteurs qui gouverneront le rendement d'un investissement quelques années plus tard est en général très frêle et souvent négligeable. (Keynes, *op. cit.*, § 3)
>
> Outre l'instabilité due à la spéculation, il y a l'instabilité due à une caractéristique de la nature humaine : une grande partie de nos activités positives, qu'il s'agisse de morale, de plaisir ou d'économie, dépend de notre optimisme spontané plutôt que d'une prévision mathématique. Il est probable que nos décisions de faire quelque chose de positif dont les conséquences se feront sentir sur une longue durée future ne peuvent être prises que sous la poussée de nos esprits animaux – d'un besoin spontané d'agir plutôt que de ne rien faire – et non en conséquence d'une moyenne pondérée de bénéfices quantitatifs multipliés par des probabilités quantitatives. L'entreprise ne fait croire qu'à elle-même que le principal moteur de son activité réside dans les affirmations de son prospectus, si franches et sincères qu'elles puissent être. Le calcul exact des bénéfices à venir y joue un rôle à peine plus grand que dans une expédition au Pôle Sud. […] Ne nous hâtons pas de conclure que toute chose dépend de fluctuations psychologiques irraisonnées […] Nous voulons simplement rappeler que les décisions humaines engageant l'avenir, sur le plan personnel, politique ou économique, ne peuvent pas être inspirées par une stricte prévision mathématique, puisque la base d'un tel calcul n'existe pas, et que c'est notre besoin inné d'agir qui nous met en mouvement, notre moi rationnel faisant de son mieux pour choisir entre les options en présence, calculant quand il peut, mais se repliant souvent sur les impulsions dues au caprice, au sentiment ou à la chance. (Keynes, *op. cit.* § 7)

De même, ne nous hâtons pas de conclure que l'AE dépend en toute chose de « fluctuations psychologiques irraisonnées ». L'usage de la raison qu'il invoque si volontiers ne relève pas d'un simple affichage. Il s'efforce réellement de le mettre en pratique. Si des donateurs se fient à ses conseils, c'est parce qu'ils croient à la solidité des analyses qui les sous-tendent. L'AE attire des gens compétents dans diverses disciplines. Il est riche en participants entreprenants et

désireux de bien faire. Il a une culture interne qui encourage l'acquisition de connaissances, la soumission de contributions, et la discussion calme autour de celles-ci. Il inclut des personnes capables de se distancer du vernis du discours-type, d'en percevoir les faiblesses ou les lacunes, et de réaliser les erreurs commises.

Néanmoins, le slogan de l'AE « User de la raison et des connaissances disponibles pour faire le maximum de bien » ne constituera jamais une grille suffisante pour rendre compte de ses orientations. La nature du bien n'est pas claire. La détection des gisements de bien à haut rendement ne peut pas relever d'une « stricte prévision mathématique, puisque la base d'un tel calcul n'existe pas ». Par conséquent, les chemins suivis par l'AE dépendent aussi du contexte dans lequel vivent ceux qui le font, des personnes et événements qui influent sur leurs sentiments et convictions, de l'enthousiasme que certains arrivent à communiquer à d'autres sur certaines perspectives…

Un mouvement c'est mouvant. Celui-là a déjà beaucoup bougé depuis sa naissance. Voyons où le conduira à l'avenir le cocktail de « moi rationnel faisant de son mieux pour choisir entre les options en présence », d' « optimisme spontané » et de « besoin inné d'agir ».

Une fontaine de ressources documentaires

L'AE constitue un jaillissement permanent d'études, rapports, analyses… en lien avec les différentes causes dans lesquelles il s'investit. En effet, la plupart de ses organisations sont de la famille « think tank » ou « centre de recherche », certaines ayant en parallèle d'autres activités. Ces travaux sont à la disposition de tous, la politique de l'AE étant de rendre largement public ce qu'il fait, en expliquant pourquoi et comment il le fait. Tirons profit de celles de ces ressources qui nous inspirent confiance. Cela n'exige pas de prendre pour argent comptant chacune des « affirmations de son prospectus, si franches et sincères qu'elles puissent être ». Quant à la boussole infaillible pour faire correctement le tri dans ce que les AEs proposent, elle n'est pas disponible. Il nous faudra faire, nous aussi, avec « l'extrême précarité des bases sur lesquelles nous sommes obligés de former nos évaluations ».

Bibliographie

Les documents dont les références complètes ont été fournies en note de bas de page au fil du texte ne figurent pas dans cette bibliographie.
La plupart des articles et rapports cités ci-dessous sont en libre accès sur Internet.

Alexander, Scott. (2010) 2018. « Efficient Charity: Do Unto Others ». In *The Centre for Effective Altruism's Effective Altruism Handbook, 2nd Edition*, 13-15.

Arrillaga-Andreessen Laura, et Sarah Murray. 2015. « Good Ventures Case Study ». Stanford Graduate School of Business.

Alkire, Sabina, *et al*. 2018. « Buzzwords and tortuous impact studies won't fix a broken aid system ». *The Guardian*, 16 juillet 2018.

Anheier, Helmut, *et al*. 2015. « Responses to "Strategic Philanthropy and its discontents" by Paul Brest ». *Stanford Social Innovation Review*.

Asher, Kathryn. 2017. « Is the Perfect the Enemy of the Good? The Role of Dietary Choices, Perceptions and Experiences in Meat Consumption Patterns in the US ». University of New Brunswick.

Astruc, Lionel. 2019. *L'art de la fausse générosité – La Fondation Bill et Melinda Gates*. Actes Sud.

Balluch, Martin. 2016. « Radical Utilitarianism - A New Rift in the Animal Movement ». *martinballuch.com* (blog). 14 septembre.

———. 2018. « Critique of the Political Aspects of CEVA ». *martinballuch.com* (blog). 30 mai.

Baur, Dorothea, et Hans Peter Schmitz. 2012. « Corporations and NGOs: When Accountability Leads to Co-Optation ». *Journal of Business Ethics* 106 (1): 9-21.

Bazin, Cécile, Marie Duros, et Jacques Malet. 2017. « La générosité des Français ». Recherches et Solidarités.

Beausoleil, Ngaio J., David J. Mellor, Liv Baker, Sandra E. Baker, Mariagrazia Bellio, Alison S. Clarke, Arnja Dale, *et al*. 2018. « "Feelings and Fitness" Not "Feelings or Fitness"–The Raison d'être of Conservation Welfare, Which Aligns Conservation and Animal Welfare Objectives ». *Frontiers in Veterinary Science*, 27 novembre 2018.

Bishop, Matthew, et Michael F. Green. 2010. *Philanthrocapitalism: How Giving Can Save the World*. London: A. & C. Black.

Bishop, Matthew, et Kavita N. Ramdas. 2011. « Point-Counterpoint: Philanthrocapitalism ». *Stanford Social Innovation Review*, décembre.

Bloom, Peter, et Carl Rhodes. 2018. « The Trouble with Charitable Billionaires ». *The Guardian*, 24 mai 2018.

Bockman, Jon. 2016. « Responses to Common Critiques ». *Animal Charity Evaluators* (blog). 21 décembre 2016.

Bostrom, Nick. 2007. « The Future of Humanity ». nickbostrom.com/papers/future.pdf

———. 2013. « Existential Risk Prevention as Global Priority ». *Global Policy* 4 (1).

Bourget, David, et David J. Chalmers. 2014. « What Do Philosophers Believe? » *Philosophical Studies* 170 (3): 465-500.

Brennan, Ozy, Persis Eskander, Kieran Greig, et Abraham Rowe. 2018. « Building Support for Wild Animal Suffering » [Transcription des propos tenus à une table ronde de la conférence EAG de San Francisco 2018]. effectivealtruism.org, 2 novembre 2018.

Brest, Paul. 2012. « Risky Business ». *Stanford Social Innovation Review*.

———. 2015. « Strategic Philanthropy and Its Discontents ». *Stanford Social Innovation Review*, 27 avril.

Brest, Paul, et Hal Harvey. 2018. « Is Strategic Philanthropy Heartless? ». *Inside Philanthropy*, 7 août.

Broad, Garrett M. 2018. « Effective Animal Advocacy: Effective Altruism, the Social Economy, and the Animal Protection Movement ». *Agriculture and Human Values*, juillet.

Carnegie, Andrew. 1889. « Wealth ». *North American Review,* juin.

Cassidy, John. 2015. « Mark Zuckerberg and the Rise of Philanthrocapitalism ». *The New Yorker*, 2 décembre 2015.

Centre for Effective Altruism. 2018. *The Centre for Effective Altruism's Effective Altruism Handbook, 2nd edition*. effectivealtruism.org

Charities Aid Foundation. 2016. « Gross Domestic Philanthropy: An International Analysis of GDP, Tax and Giving ». cafonline.org

Clough, Emily. 2015. « Effective Altruism's Political Blind Spot ». *Boston Review*, 14 juillet.

Confavreux, Joseph. 2019. « Bill Gates, "l'homme le plus généreux du monde", ne l'est pas tant que cela ». *Mediapart*, 11 mai 2019.

Cotton-Barrat. (2016) 2018. « Prospecting for Gold ». In *The Centre for Effective Altruism's Effective Altruism Handbook, 2nd Edition*, 16-44.

Eikenberry, Angela M., et Roseanne Marie Mirabella. 2018. « Extreme Philanthropy: Philanthrocapitalism, Effective Altruism, and the Discourse of Neoliberalism ». *PS: Political Science & Politics* 51 (01): 43-47.

Escande, Philippe. 2018. « Philanthropie : « Les Français sont parmi les moins généreux au monde, malgré les incitations fiscales ». *Le Monde*, 26 novembre.

Eskander, Persis, et Robert Wiblin. 2019. « Animals in the wild often suffer a great deal. What, if anything, should we do about that? » [transcription d'un entretien]. 80000hours.org. 15 avril.

Fisher, Andrew. 2017. « Theory-neutral arguments for "effective animal advocacy" ». *Essays in Philosophy* 18 (1).

Gabriel, Iason. 2017. « Effective Altruism and Its Critics ». *Journal of Applied Philosophy* 34 (4): 457-73.

Gomberg, Paul. 2002. « The Fallacy of Philanthropy ». *Canadian Journal of Philosophy* 32 (1): 29-65.

Groff, Zach, et Yew-Kwang Ng. 2019. « Does Suffering Dominate Enjoyment in the Animal Kingdom? An Update to Welfare Biology ». *Biology & Philosophy* 34 (4).

Gunther, Marc. 2018. « Giving in the Light of Reason ». *Standford Social Innovation Review*, été.

Harris, Jamie. 2019. « Effective animal advocacy movement building: a neglected opportunity? » *Effective Altruism Forum*. 11 juin 2019.

Johnson, Paula D. *et al*. 2018. « Global Philanthropy Report: Perspectives on the global foundation sector ». Harvard Kennedy School.

Kahane, Guy, Jim A. C. Everett, Brian D. Earp, Lucius Caviola, Nadira S. Faber, Molly J. Crockett, et Julian Savulescu. 2018. « Beyond Sacrificial Harm: A Two-Dimensional Model of Utilitarian Psychology. » *Psychological Review* 125 (2): 131-64.

Kahane, Guy, Jim A.C. Everett, Brian D. Earp, Miguel Farias, et Julian Savulescu. 2015. « 'Utilitarian' Judgments in Sacrificial Moral Dilemmas Do Not Reflect Impartial Concern for the Greater Good ». *Cognition* 134 (janvier): 193-209.

Kemmerer, Lisa. 2018. « Evidence of Sexism and Male Privilege in the Animal Liberation/Rights Movement ». *Between the Species* 21 (1).

Kissel, Joshua. 2017. « Effective Altruism and Anti-Capitalism: An Attempt at Reconciliation ». *Essays in Philosophy* 18 (1).

Les décodeurs. 2018. « Les inégalités dans le monde, en hausse depuis quarante ans ». *Le Monde*, 9 mai.

List, John A. 2011. « The Market for Charitable Giving ». *Journal of Economic Perspectives* 25 (2): 157-80.

McAskill, William. 2014. « The history of the term "effective altruism" ». *forum.effectivealtruism.org*. 11 mars 2014.

———. (2015) 2016. *Doing Good Better: Effective Altruism and a Radical New Way to Make a Difference*. London: Guardian Books.

———. 2018. *What are the most important moral problems of our time?* Conférence TED, 12 septembre.

McAskill, William et Amanda. 2015. « The truth about animal charities, cats and dogs ». *The Guardian*, 19 novembre.

McGoey, Linsey. 2016. *No Such Thing as a Free Gift: The Gates Foundation and the Price of Philanthropy*. Verso.

Nathan, Harrisson. 2016. « The Actual Number is Almost Surely Higher: An Evaluation of Effective Animal Activism ». *Medium*, 9 décembre.

———. 2017. « The Problems with Animal Charity Evaluators, in Brief ». *Medium*, 11 août.

Ng, Yew-Kwang. 1995. « Towards Welfare Biology: Evolutionary Economics of Animal Consciousness and Suffering ». *Biology & Philosophy* 10 (3): 255-85.

Observatoire de la Fondation de France et Centre d'Étude et de Recherche sur la Philanthropie. 2015. « Panorama de la philanthropie en Europe ». *fondationdefrance.org*, avril.

Read, Rupert. 2018. « Must Do Better » [Recension de *Doing Good Better* de William MacAskill et de *The Most Good You Can Do* de Peter Singer]. *Radical Philosophy*, février.

Rethink Charity. 2017. « 2017 EA Survey ». https://resources.eahub.org/evaluation_and_strategy/ea-survey/

Rethink Priorities. 2018. « 2018 EA Survey Results and Analysis ». https://www.rethinkpriorities.org/publications#easurvey.

Rubenstein, Jennifer C. 2016. « The Lessons of Effective Altruism ». *Ethics & International Affairs* 30 (04): 511-26.

Schervish, Paul G. 2003. « Hyperagency and High-Tech Donors: A New Theory of the New Philanthropists ». Oston College, Social Welfare Research Institute.
Shorrocks, Anthony, James Davies, et Rodrigo Lluberas. 2018. « Research Institute Global Wealth Report 2018 ». Credit Suisse Research Institute.
Singer, Peter. 1972. « Famine, Affluence, and Morality ». *Philosohy and Public Affairs* 1 (3): 229-43.
———. 2009a. *The Life You Can Save*. Random House.
———. 2009b. *Sauver une vie : agir maintenant pour éradiquer la pauvreté*. Michel Lafon.
———. 2013. *The Why and How of Effective Altruism*. Conférence TED, 20 mai.
———. 2015. *The Most Good You Can Do.* Yale University Press.
———. (2015) 2018a. *L'Altruisme efficace*. Les arènes.
———. 2018b. « Is Charity for the Poor Futile? » *Project Syndicate*, 3 août.
———. 2018c. « L'altruisme efficace: faire le maximum de bien avec ses moyens » (interview réalisée par Marine Jeanin). *Le Nouveau Magazine Littéraire*, septembre.
———. 2018d. *Quantifier l'altruisme*. Conférence à Paris organisée par Altruisme Efficace France. Vidéo YouTube, 3 septembre.
———. 2018e. « Peter Singer : « Il faut identifier les meilleures causes humanitaires pour améliorer le monde » (interview réalisée par Florian Bardou et Léa Mormin-Faujac). *Libération*, 14 septembre 2018.
———. 2018f. *L'altruisme et la cause animale*. Interview réalisée par Sauvons les Animaux. Vidéo YouTube, 26 novembre.
Srinivasan, Amia. 2015. « Stop the Robot Apocalypse » [Recension de *Doing Good Better* de William McAskill]. *London Review of Books* 27 (18).
Syme, Timothy. 2019. « Charity vs. Revolution: Effective Altruism and the Systemic Change Objection ». *Ethical Theory and Moral Practice*, février.
The Centre for Effective Altruism. 2018. *Effective Altruism Handbook, 2nd Edition*. https://www.effectivealtruism.org/handbook/.
Thomson, Derek. 2015. « The Greatest Good ». *The Atlantic*, 15 juin 2015.
Tuan. 2008. « Measuring and/or Estimating Social Value Creation: Insights Into Eight Integrated Cost Approaches ». Bill and Melinda Gates Foundation.
US Trust et Indiana University Lilly Family School of Philanthropy. 2018. « 2018 U.S. Trust Study of High Net Worth Philanthropy ». Bank of America. https://ustrustaem.fs.ml.com/content/dam/ust/articles/pdf/2018-HNW-Philanthropy-Study-Full-Report.pdf.
Wealth-X. 2018a. « Billionaire Census 2018 ». wealthx.com
———. 2018b. « World Ultra Wealth Report 2018 ». wealthx.com
———. 2019. « Billionaire Census 2019 ». wealthx.com

Table des matières

Sommaire **1**

INTRODUCTION
J'annonce le plan comme à l'école 3
Pourquoi *L'Industrie du bien* ? 4
Une approche descriptive 4
Une émanation du monde anglophone 5
Pour débutants et personnes moyennement informées 6

PREMIERE PARTIE. PHILANTHROPIE **7**

Chapitre 1. La philanthropie aux États-Unis (et un peu ailleurs) : quelques chiffres **9**
1. Comparaisons internationales 10
2. Parlons des (très) riches 13
3. Inégalités et part croissante des hyper-riches 16
4. Les fondations 20

Chapitre 2. Philanthrocapitalisme **23**
1. Manifestations de l'effervescence philanthropique 24
2. Hyperagentivité 26
3. L'esprit de la nouvelle philanthropie 29
   3.1. Conduire la philanthropie comme on conduit les affaires 29
   3.2. Philanthropie stratégique 30
   3.3. Analyse coût-efficacité et rendement de l'investissement philanthropique 32
   3.4. Points de vue critiques 34
4. Philanthrocapitalisme : vraie ou fausse nouveauté ? 35
   4.1. L'essai *Wealth* d'Andrew Carnegie 36
   4.2. Bonne et mauvaise manière de faire la charité 38
5. Paroles de professionnels de la philanthropie 40
6. Une philanthropie dans l'air du temps 44

DEUXIEME PARTIE. ALTRUISME EFFICACE 47

Chapitre 3. L'altruisme efficace : une communauté, des organisations 49
1. Un mouvement social très récent 49
2. La nébuleuse de l'altruisme efficace 50
2.1. Organismes précurseurs de l'altruisme efficace 51
2.2. Le Centre for Effective altruism et les organisations voisines 56
3. Qui sont les altruistes efficaces ? 62
3.1. Jeunes, mâles, éduqués 63
3.2. Des non-croyants de (centre) gauche 64
4. Synthèse : un premier portrait (incomplet) des altruistes efficaces 65

Chapitre 4. La maison de mots des altruistes efficaces 69
1. Économie et statistique 70
2. Les critères « importance, résolubilité, négligence » (IRS) 72
3. L'analogie avec l'extraction d'or 74

Chapitre 5. Un mouvement d'inspiration utilitariste 77
1 Utilitarisme et généralisation de la transposition à l'altruisme de la théorie de l'investissement 79
1.1. Neutralité envers les causes 81
1.2. Priorisation des causes 82
2. Utilitarisme, transhumanisme, et priorité à la prévention des risques existentiels 83
2.1. L'argument pour donner la primauté à l'évitement des catastrophes existentielles 84
2.2. La montée en puissance des risques existentiels dans les préoccupations des AEs 86
3. Utilitarisme et altruisme efficace : point d'étape 90

Chapitre 6. Psychologie et utilitarisme 93
1. Tester la proximité avec l'utilitarisme sans abuser des dilemmes sacrificiels 93
2. L'Oxford Utilitarianism Scale 95
3. Un commentaire du questionnaire OUS 97
4. Les résultats d'une application du test OUS 98
5. Les enseignements de l'étude de Kahane *et alii* 100

Chapitre 7. L'altruisme efficace et les deux dimensions de l'utilitarisme 103
1. Altruisme efficace et bienfaisance impartiale 103
2. Altruisme efficace et nuisance instrumentale 106
3. Altruisme efficace et non-assistance instrumentale 108
3.1. Absence des dilemmes sacrificiels dans l'AE naissant 109
3.2. La non-assistance instrumentale dans l'AE constitué 109
4. Question ouverte : l'AE peut-il concilier utilitarisme et audience large du mouvement ? 112

TROISIEME PARTIE. ALTRUISME EFFICACE ANIMALIER 115

Chapitre 8. L'altruisme efficace animalier : vue d'ensemble 117
1. Un milieu favorable à la considération des animaux 117
2. Pôles et organisations de l'AE dédiés à la question animale 119
2.1. Le versant de l'AEA tourné vers les animaux d'élevage 119
2.2. Le versant de l'AEA tourné vers les animaux sauvages 122
2.2. Le versant de l'AEA tourné vers les animaux sauvages 122
2.2.1. Quelques mots sur la pensée RWAS 122
2.2.2. Les pôles de l'AEA dédiés aux animaux sauvages 123
2.2.3. L'ampleur de l'adhésion des acteurs de l'AEA à l'orientation RWAS 124
3. Que sait-on du profil des AEAs ? 127
3.1. Qui parmi les AEs s'intéresse à la cause animale ? 127
3.2. Que sait-on des donateurs qui suivent les recommandations d'ACE ? 128
3.3. L'équipe d'ACE 131
4. Bande annonce de l'exploration de l'AEA qui va suivre 131

Chapitre 9. Mirages de la quantification 133
1. ACE à ses débuts : un piteux chiffrage de l'efficacité du tractage végane 133
2. ACE 2015 : « l'exploit » du chiffrage des animaux épargnés par Faunalytics 137
3. ACE recule sur certaines évaluations coût-efficacité 139
4. « Nos estimations d'impact sont douteuses mais faisons-les malgré tout. » 141
5. Charity Entrepreneurship et la mesure du bien-être animal 144
6. Les évaluations fantaisistes ne disent ni tout ni rien de l'AEA 147

Chapitre 10. Utilitarisme et inclusivité dans l'AEA **149**
1. La philosophie d'ACE 149
2. Refuges *versus* animaux d'élevage : un schéma devenu populaire 151
3. Les refuges dans le rôle de mauvais placement altruiste 153
4. Exemples de réactions négatives aux orientations de l'AEA 158
5. La bonne volonté inclusive des AEAs 161
6. L'épisode de la dégradation de HSUS par ACE 164
7. Nick Cooney et les associations phares soutenues par ACE 167

Chapitre 11. Se fonder sur les faits pour orienter au mieux l'action **173**
1. Poules pondeuses hors cages : vrai ou faux progrès ? 173
2. Relations entre ONG et entreprises : qui manipule qui ? 175
3. Apprendre des mouvements sociaux 178
4. Réfléchir aux leviers d'action 180

Chapitre 12. Animaux sauvages : les prémices de la biologie du bien-être ? **185**
1. Quelques aspects de la pensée RWAS pré-AEA-WAW 186
2. L'assertion de la prédominance de la souffrance en recul 187
3. Moins d'éthique « antinaturaliste », plus de biologie du bien-être ? 190
4. Un appel à se rapprocher des conservationnistes 192
5. Des interventions envisageables à court ou moyen terme ? 194
6. Le conséquentialisme pris de vertige 198
    6.1. Des positions souvent prudentes chez les acteurs du pôle AEA-RWAS 198
    6.2. Et si on ne savait presque jamais évaluer les conséquences ? 200

Chapitre 13. Nouveaux fronts de l'action pour les animaux mangés 203
1. Réduire le mal-être des poissons d'élevage 203
2. Miser sur la technologie végane pour rendre la viande obsolète 206
    2.1. Réduire la consommation d'animaux : un « comment ? » en évolution 206
    2.2. Tout changer sans rien changer grâce à la *vegan tech* 208
    2.3. L'AEA bien profilé pour soutenir la *vegan tech* 209
3. Intervenir là où les productions animales sont en forte croissance 211
    3.1. L'AEA s'efforce d'intervenir dans les économies émergentes 212
    3.2. Un chantier difficile qui en est à ses débuts 215

CONCLUSION : un mouvement c'est mouvant 217
Harish Sethu à propos des biais dans le classement des stratégies animalistes 218
Brian Tomasik : ne pas ré-inventer l'eau tiède 219
À quel degré le cadre « AE » détermine-t-il l'intérieur du tableau ? 220
Esprits animaux et investissement 222
Une fontaine de ressources documentaires 223

Bibliographie 225

Table des matières détaillée 229

Tous les numéros des *Cahiers antispécistes* sont en libre accès sur :

Cahiers-antispecistes.org

Les numéros sont également disponibles au format epub, à partir du n°37.

Des informations sur l'actualité animale sont publiées quotidiennement sur la page Facebook des *Cahiers*.